La Vérité
Revue théorique de la IVe Internationale

Numéro spécial
Les documents
de *La Vérité*

La IVe Internationale et la question palestinienne

Numéro spécial - août 2016 - Prix : 5 euros - 7 FS

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s'appelle "La Vérité". *On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »*

Léon Trotsky
(1929)

La IVe Internationale et la question palestinienne

La Vérité

Revue théorique de la IVe Internationale

Bulletin d'abonnement

• Six numéros : 28 euros • Pli clos : 33 euros

Nom, prénom : .....

Adresse : .....

.....

.....

Code postal :..... Ville : .....

Complément d'adresse : .....

Chèque à l'ordre de *La Vérité* à envoyer à :
La Vérité (administration, service abonnements),
87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.

Pour un seul Etat palestinien, laïque et démocratique, sur tous les territoires historiques de la Palestine

Présentation

LA création de l'Etat d'Israël en 1948 correspond au début de ce que les Palestiniens appellent la « Nakba », c'est-à-dire la catastrophe. La Nakba, c'est la négation même du droit élémentaire du peuple palestinien à vivre sur la terre de Palestine. Plusieurs des articles publiés dans cette brochure reviennent sur l'histoire de la création de l'Etat hébreu, sur ses motivations réelles et sur ses conséquences pour tous les peuples de la région, à commencer par le peuple palestinien.

Depuis 1948, le fait majeur de toute la situation au Moyen-Orient est la résistance du peuple palestinien à sa destruction. Destruction voulue tant par les expropriateurs sionistes que par la plupart des dirigeants arabes, effrayés par l'exemple communicatif, pour leurs propres peuples, de la résistance acharnée des Palestiniens, de la révolution palestinienne.

Depuis des décennies, malgré les massacres, les déportations, les actes de punition collective, ce peuple est debout. Il a été expulsé de ses terres. Il est dispersé dans plusieurs pays. Et pourtant, il ne demande qu'une chose : le retour des réfugiés, c'est-à-dire le retour sur la terre historique de la Palestine de tous ceux qui vivent en Syrie, au Liban, en Jordanie, en Egypte et dans le monde entier, de tous ceux qui vivent dans les camps à Gaza, en Cisjordanie, de tous ceux qui ont été expulsés depuis 1948.

Cette brochure présente plusieurs textes historiques de la IVe Internationale, qui, depuis sa fondation en 1938, défend la solution d'un seul Etat, laïque et démocratique, dans lequel vivraient à égalité toutes les composantes peuplant la région. En 1947, la IVe Internationale a dit : non, nous ne participons pas de la partition de la Palestine. A chaque mouvement, à chaque guerre, nous avons dit : une seule Palestine sur tous les territoires historiques de la Palestine. Les bien-pensants et les tenants de l'ordre international nous ont dit : c'est de l'utopie, une telle proposition n'est pas réaliste. On le verra dans les textes qui suivent, depuis soixante ans, le « réalisme » n'a fait que conduire à plus de guerres, de misère, de destructions.

Aujourd'hui, après avoir subi des dizaines de plans de paix se soldant à chaque fois par de nouvelles expropriations de terres, par une répression accrue, après avoir vécu des milliers d'heures de vaines négociations, la grande masse des Palestiniens considère qu'il n'y a plus rien à attendre de quelque négociation que ce soit.

L'exigence d'une seule Palestine s'inscrit dans les consciences. Parfois avec hésitation, parfois comme une évidence, tout simplement parce qu'il n'y a pas d'autre issue démocratique. La perspective des deux Etats s'apparente à la continuation de ce qui existe depuis la mise en œuvre des accords d'Oslo, fondateurs de l'Autorité palestinienne. Cette perspective, c'est celle d'un enfermement sans fin, d'une mort à petit feu, de la constitution officielle, avec le satisfecit de l'ONU et de l'Union européenne, d'une prison à ciel ouvert, qui prendrait le nom d'Etat de Palestine par pure dérision.

LES POSITIONS DE LA IVe INTERNATIONALE

Vous lirez la déclaration de la IVe Internationale du 26 août 2014 *(il s'agit du document A9, page 41 – NDLR)*. Nous y rappelons ce qu'est notre position. Dès 1993, lors de la signature des accords d'Oslo – accords prétendument « de paix », qui visaient à instituer une Autorité palestinienne avec comme principale charge le maintien de l'ordre pour le compte de l'occupant sioniste –, dans une déclaration de la IVe Internationale, nous dénoncions ces accords « de paix » qui préparent de nouvelles violences, qui préparent de nouvelles guerres, qui préparent de nouveaux massacres. Le résultat des accords d'Oslo, écrivions-nous dès 1993, c'est la création d'un bantoustan pour les Palestiniens soumis à la répression des dirigeants sionistes d'Israël, et dans lequel les combattants, les fedayins qui avaient combattu l'armée israélienne pendant des décennies, se transformaient en policiers du peuple palestinien.

A chaque étape, tout au long de ces années, durant les années 1950 et 1960, en 1967 et en 1973, puis ensuite jusqu'en 1993 et jusqu'à aujourd'hui, la IVe Internationale a réaffirmé que la solution de la question palestinienne était celle d'un seul Etat, sur tout le territoire de la Palestine, avec toutes ses composantes, juive et arabe, dans un Etat libre, laïque et démocratique, sur la base de l'égalité des droits de l'ensemble de ses citoyens.

L'objectif de cet ouvrage est de présenter les positions et analyses de la IVe Internationale. Ces positions ne sont pas à prendre ou à laisser. Les documents présentés établissent des faits, et, sur la base des faits et de la méthode du matérialisme historique, proposent une appréciation politique de la situation et des perspectives.

Cette appréciation, aujourd'hui confirmée par les travaux de nombreux historiens, montre que la partition de la Palestine, acte indissociable de l'histoire même de l'ONU, a ouvert une période de guerre marquée par l'expulsion massive des deux tiers de la population palestinienne de l'époque, condition essentielle à l'établissement de l'Etat sioniste.

De nombreux documents que nous publions ici reviennent également sur le caractère de la domination de l'impérialisme sur la Palestine à l'époque du mandat britannique et sur la place et le rôle du mouvement sioniste.

Ces documents, en plus de leur intérêt historique propre, nous paraissent utiles aux débats actuels. En effet, alors que guerres et massacres surgissent de la partition de la Palestine, n'est-il pas nécessaire de revenir sur les conditions mêmes de cette partition ? On verra qu'elle n'était en rien inéluctable, et surtout qu'elle ne correspondait en rien aux intérêts des populations qui se trouvaient alors sur le territoire de la Palestine : à la population palestinienne arabe comme à la population juive.

Depuis soixante ans, le chemin a été long, difficile, compliqué, mais l'analyse et la formulation de la IVe Internationale, correspondant au mouvement même de la

révolution, du combat d'émancipation du peuple palestinien, ne conservent-elles pas toute leur actualité ? Lénine disait que *« la théorie n'est pas un dogme, mais une règle pour l'action »*. Dans cette continuité, l'objectif de cette brochure, en fournissant les éléments de l'analyse, est de contribuer à forger ou renforcer les instruments de l'action. Son contenu est proposé comme une contribution nécessaire à l'action militante et au renforcement de sections de la IVe Internationale.

Les « *Documents de la IVe Internationale sur… la Palestine* » ont été regroupés en quatre grandes parties (1) :

Une première partie (A)
qui rassemble les *« Résolutions et déclarations de la IVe Internationale »* : 9 documents numérotés de A1 à A9, de 1947 à 2014 . ..... p. 17

La deuxième partie (B)
s'est attachée à réunir les *« Contributions théoriques et analyses critiques »* : 9 documents numérotés de B1 à B9. On lira notamment plusieurs contributions de Pierre Lambert (1970, 1982, 2000, 2004), ainsi que des textes de Léon Trotsky de 1934, 1937, 1938 ..... p. 45

La troisième partie (C)
porte sur des *« Articles historiques portant sur des événements »* : nous avons rassemblé 6 articles numérotés de C1 à C6 portant sur des dates particulières : 1946, 1956, 1958, 1970, 2012, 2014 ..... p. 95

La quatrième et dernière partie (D)
rassemble quant à elle des *« Articles traitant de l'histoire de la Palestine »*. On y trouve 5 articles historiques numérotés de D1 à D5, traitant de la partition de la Palestine, de la question agraire et nationale, de la Pax Americana et des accords d'Oslo vingt et un ans plus tard..... p. 121

Enfin, nous avons établi un appareil critique à nombreuses entrées possibles permettant de pouvoir aisément se répérer dans cet ouvrage : une chronologie, des cartes, une bibliographie indicative, un index des noms cités et un sommaire détaillé.

François Lazar,
Henry Halphen

(1) Les documents de *La Vérité, «La IVe Internationale et la question palestinienne»,* sont édités comme supplément à *La Vérité,* revue théorique de la IVe Internationale. Ont contribué à sa réalisation des militants de la commission formation de la section française de la IVe Internationale et des militants de la commission Moyen-Orient du secrétariat international de la IVe Internationale.

Chronologie

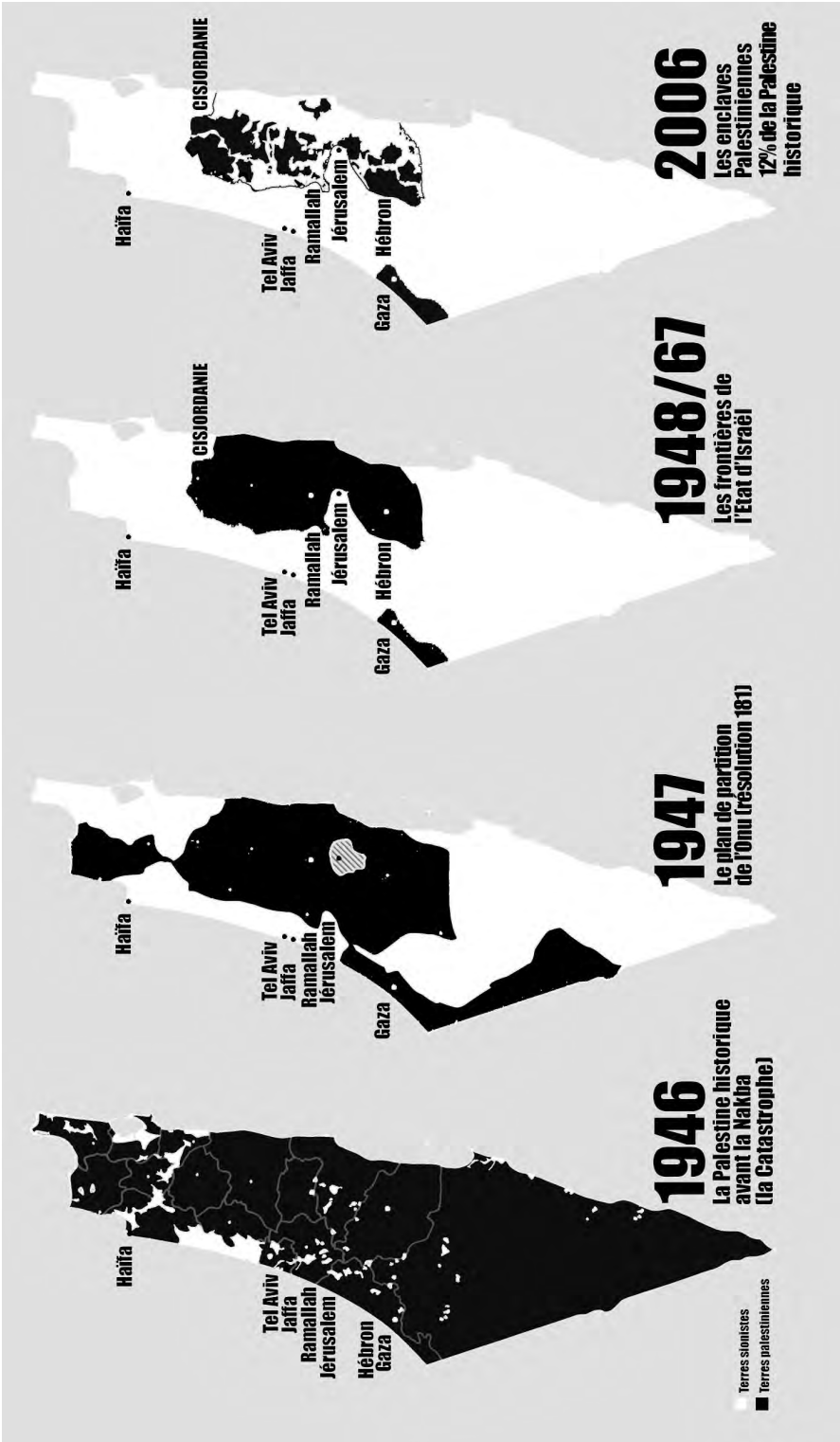
- 1882-1903 : ..... Première vague massive de 35 000 émigrés juifs vers la Palestine, notamment pour fuir les pogroms de la Russie tsariste.
- 1896 : ..... Théodore Herzl, citoyen de l'Empire austro-hongrois, publie un livre appelant à la création d'un « Etat juif » en Palestine.
- 1897 : ..... Le premier congrès juif mondial, qui se tient à Bâle en Suisse, adopte un plan de colonisation juive de la Palestine.
- 1901 : ..... Création du Fonds national juif pour acheter des terres en Palestine, qui seront exclusivement réservées aux juifs.
- 1904-1914 : ..... Deuxième vague d'émigration juive (40 000 juifs arrivent en Palestine).
- 1909 : ..... Degania, le premier kibboutz, est fondé sur les terres acquises par le Fonds national juif auprès du village arabe de Umm Jumi, près de Tabariyya (Tiberias).
- 1914 : ..... La population palestinienne s'élève à 790 000 habitants (dont à peu près 92 % d'Arabes).
- 1917 (2 novembre) : ..... Déclaration Balfour. La Grande-Bretagne se déclare favorable à la création d'un « Foyer national juif en Palestine ». Cette déclaration est soutenue par le Congrès américain en 1922 et devient partie intégrante de la réalisation du mandat britannique en Palestine. 11 décembre: entrée de l'armée britannique à Jérusalem.
- 1918 (30 octobre) : ..... Capitulation de l'Empire ottoman. 8 novembre : déclaration anglo-française en faveur de l'autodétermination arabe.
- 1919 (9 mars) : ..... Début de la révolte nationaliste en Egypte.
- 1920 (septembre) : ..... Congrès des peuples d'Orient à Bakou, organisé par le Komintern. La Palestine est placée sous mandat. Création de l'Agence juive.
- 1921 : ..... Fondation de la Histadrout (Fédération générale des travailleurs de la terre d'Israël), comme un pilier du sionisme. David Ben Gourion en est le premier président.
- 1922 (28 février) :..... La Grande-Bretagne organise la séparation entre la Transjordanie et la Palestine. Création de la Haganah, milice sioniste armée.
- 1923 : ..... Indépendance de l'Egypte.
  Le mandat britannique sur la Palestine entre officiellement en vigueur. Recensement britannique en Palestine : 78 % de musulmans, 11 % de juifs, 9,6 % de chrétiens. Population totale de 757 182 habitants.
- 1924 : ..... Le Parti communiste palestinien (PCP) devient la section officielle du Komintern en Palestine.

- 1925 (21 mars) : ..... Fondation de la première organisation syndicale arabe en Palestine, la « Société des travailleurs arabes palestiniens » (PAWS).
- 1927 : ..... La PAWS organise plusieurs grèves couronnées de succès à Haïfa, Nazareth et Shafa'ram.
- 1929-1939 : ..... Une vague de 250 000 émigrés juifs parvient en Palestine, la plupart fuyant les persécutions nazies.
- 1931-1932 : ..... La PAWS dirige plus de 20 grèves de travailleurs palestiniens à travers toute la Palestine.
- 1932 : ..... Fondation du premier parti politique palestinien régulièrement constitué, le « Parti de l'indépendance (Istiqlal) arabe en Palestine ».
- 1935 (février) : ..... La PAWS dirige une grande grève des raffineries de l'Irak Petroleum Ltd. Le refus de coopérer aussi bien de la PAWS que de la Histradrout amène la fin prématurée de la grève.
- 1936 - 1939 : ..... Grande révolte arabe en Palestine (six mois de grève générale en 1936).
- 1937 : ..... Le rapport Peel propose la partition de la Palestine : il suggère une solution fondée sur deux Etats et des transferts de population.
- 1937 : ..... Un recensement montre que les travailleurs juifs gagnent 143 % plus que les travailleurs arabes (parmi les travailleurs du textile, ce pourcentage monte à 433).
- 1939 : ..... Fin de la révolte arabe. Début de la Deuxième Guerre mondiale, augmentation de l'immigration juive à causedes persécutions en Europe, augmentation de la production militaro-industrielle dans toutes les régions sous mandat britannique.
- 1941 (27 septembre) : .... Proclamation de l'indépendance de la Syrie.
- 1942 : ..... Fondation de la Fédération des syndicats et sociétés ouvrières arabes (FATULS).
- 1943 : ..... Le Syndicat des travailleurs arabes des camps militaires, affilié à la PAWS, organise une importante conférence. Le commandement militaire britannique reconnaît la PAWS comme représentant légitime des travailleurs arabes des camps militaires en Palestine. Formation de la Ligue de libération nationale (NLL) par des membres arabes de l'ex-PCP.
- 1943 (22 novembre) : .... Indépendance du Liban.
- 1945 : ..... Fondation du Congrès des travailleurs arabes (AWC). L'AWC représente les Arabes palestiniens à la conférence de fondation de la Fédération syndicale mondiale (FSM) à Paris.
- 1947 : ..... La Grande-Bretagne déclare devant l'ONU qu'elle va se retirer de la Palestine. Le 29 novembre est votée la partition de la Palestine (résolution 181). Début de la guerre civile en Palestine.
- 1948 : ..... 14 mai : proclamation unilatérale de l'Etat d'Israël par Ben Gourion. Début de la Nakba. L'Egypte, l'Iraq, la Jor-

danie et la Syrie attaquent Israël. Les Palestiniens sont placés sous la loi militaire par l'armée sioniste.

- 1949 : ..... A la suite de la première guerre israélo-arabe, partage de Jérusalem en deux secteurs.
- 1950 : ..... La Jordanie annexe la Cisjordanie. La France, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis reconnaissent le caractère définitif des frontières au Proche-Orient.
- 1951 : ..... Création du Mouvement nationaliste arabe, notamment par Georges Habache.
- 1952 : ..... Renversement de la monarchie égyptienne par le groupe des officiers libres
- 1956 (oct.-nov.) : ..... Intervention militaire franco-anglo-israélienne à Suez.
- 1956 (décembre) : ..... Création à Gaza du Mouvement de libération de la Palestine par Yasser Arafat.
- 1959 : ..... Le Mouvement de libération de la Palestine devient le Fatah.
- 1962 : ..... Indépendance de l'Algérie.
- 1964 (28 mai-2 juin) : ..... Première réunion du Conseil national palestinien à Jérusalem et adoption de la Charte nationale. L'OLP est reconnue comme le représentant du peuple palestinien par les pays arabes.
- 1967 : ..... Guerre des Six Jours. L'Etat d'Israël occupe la Cisjordanie, la bande de Gaza, le Sinaï et le plateau du Golan. Novembre : Fondation du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP).
- 1968 : ..... Adoption de la seconde Charte nationale.
- 1969 : ..... Yasser Arafat est élu président du comité exécutif de l'OLP.
- 1970 : ..... Début d'une insurrection révolutionnaire en Jordanie. Massacres de militants palestiniens en Jordanie. Expulsion de l'OLP de Jordanie et déplacement de celle-ci à Beyrouth. Mort de Nasser. Hafez el Assad prend le pouvoir en Syrie.
- 1973 (octobre) : ..... Guerre du Kippour entre les forces égyptiennes, syriennes et israéliennes. L'ONU adopte la résolution 338, dont l'un des objectifs est d'instaurer une « paix juste et durable » au Moyen-Orient. Les chefs d'Etat réunis au somment arabe d'Alger reconnaissent l'OLP comme l'unique représentant du peuple palestinien.
- 1974 : ..... Le Conseil national palestinien adopte le principe des étapes intermédiaires. L'Assemblée générale de l'ONU reconnaît l'OLP comme représentant du peuple palestinien. Rabin est élu Premier ministre de l'Etat israélien.
- 1975 : ..... Attaques israéliennes contre le sud-Liban. Déclenchement d'une grève générale au Liban, qui prend des aspects insurrectionnels. La résistance palestinienne soutient la grève. L'armée, appuyée par les phalangistes chrétiens, engage une répression féroce. Début de la guerre civile libanaise.

- 1976 : ..... L'armée syrienne entre au Liban avec l'aval de la bureaucratie du Kremlin et de l'impérialisme américain. Répression israélienne contre une manifestation de Palestiniens de l'intérieur (13 morts).
- 1977 : ..... Le président égyptien Anouar el Sadate se rend à Jérusalem. Jimmy Carter et les dirigeants européens défendent la nécessité d'une « patrie pour le peuple palestinien ».
- 1978 : ..... Invasion et occupation israélienne dans le sud du Liban. Accords de Camp David.
- 1979 : ..... Traité de paix israélo-égyptien.
- 1980 : ..... Etablissement des relations diplomatiques entre l'Egypte et Israël.
- 1981 : ..... Assassinat d'Anouar el Sadate. Première administrationcivile israélienne en Cisjordanie et à Gaza. Annexion du Golan syrien par l'Etat d'Israël.
- 1982 : ..... Bombardement israélien contre Beyrouth et le sud-Liban.Evacuation des combattants palestiniens. Etablissement de l'OLP à Tunis. Massacres de Sabra et Chatila.
- 1983 : ..... L'OLP décide d'engager des contacts officiels avec des Israéliens.
- 1985 : ..... L'armée israélienne se retire du Liban à l'exception d'une « zone de sécurité » dans le sud.
- 1987 : ..... 9 décembre : début de la première Intifada avec l'émergence de comités populaires.
- 1988 : ..... Assassinat d'Abou Jihad, chef militaire de l'OLP, à Tunis, par un commando israélien. Arafat déclare qu'il serait prêt à accepter un Etat limité aux territoires occupés en 1967.
- 1989 : ..... Yasser Arafat déclare que la Charte nationale palestinienne est caduque.
- 1991 : ..... Début de la première guerre d'Irak. L'Assemblée générale de l'ONU annule la résolution assimilant le sionisme à une forme de racisme. Accords de Madrid.
- 1993 : ..... Accords d'Oslo. Déclarations sur l'autonomie palestinienne et création d'une Autorité palestinienne (AP). Signature du traité de Washington.
- 1995 : ..... Accords d'Oslo II et division de la Cisjordanie en trois zones. Arafat élu président de l'AP.
- 1997 : ..... L'Assemblée générale de l'ONU condamne la colonisation israélienne.
- 1998 : ..... Négociations de Wye Plantation, qui mettent au premier plan la sécurité d'Israël.
- 2000 : ..... Fin du retrait israélien du sud-Liban. Décès d'Hafez el Assad et élection de Bachar. Provocation d'Ariel Sharon sur l'esplanade des Mosquées, à Jérusalem, et début de la seconde Intifada.
- 2001 : ..... George Bush se prononce pour la création d'un Etat palestinien. Arafat assigné à résidence à Ramallah par les forces israéliennes d'occupation.



Cartes réalisées par la rédaction de la revue *Dialogue* en 2006, reproduites avec leur aimable autorisation. Depuis 2006, l'expropriation des terres palestiniennes (création de nouvelles implantations israéliennes) s'est poursuivie à un rythme soutenu.

- 2002 : ..... Le Conseil de sécurité de l'ONU se prononce pour deux Etats *« coexistant l'un à côté de l'autre »*. Arrestation du chef du Fatah en Cisjordanie, Marouane Barghouti. Début de la construction du mur de séparation en Cisjordanie. Attaques israéliennes régulières en Cisjordanie, notamment à Jénine.
- 2003 : ..... Le Quartet publie la « feuille de route » devant aboutir à la création d'un Etat palestinien en 2005.
- 2004 : ..... La Cour internationale de justice déclare que le mur de séparation est illégal. Mort de Yasser Arafat à Paris.
- 2005 : ..... Mahmoud Abbas est élu président de l'Autorité palestinienne. Fin de la présence militaire syrienne au Liban. Evacuation des colonies israéliennes de la bande de Gaza.
- 2006 : ..... Victoire du Hamas aux élections législatives. Nouvelle guerre israélienne contre le Liban. Victoire de la coalition libanaise organisée autour du Hezbollah.
- 2007 : ..... Le Hamas prend le contrôle de Gaza. Conférence d'Annapolis, avec l'objectif de parvenir à un accord de paix avant la fin 2008.
- 2008 : ..... Début du blocus israélo-égyptien de la bande de Gaza. Trêve à Gaza, qui sera rompue par Israël. Guerre israélienne de terreur contre la population de Gaza (27 décembre-18 janvier 2009).
- 2009 : ..... Election de Barack Obama. Netanyahou Premier ministre. Obama affirme au Caire son « exigence » de l'arrêt de la colonisation de la Cisjordanie.
- 2010 : ..... Reprise des négociations directes entre les dirigeants de l'Autorité palestinienne et les Israéliens. Poursuite des constructions israéliennes dans les territoires de Cisjordanie. Début de la révolution tunisienne.
- 2012 : ..... Opération militaire, dite « Pilier de défense », de l'armée israélienne contre la bande de Gaza.
- 2014 : ..... La répression et les provocations israéliennes en Cisjordanie conduisent à de nouvelles réactions palestiniennes. Pendant l'été, l'Etat israélien lance une nouvelle opération militaire contre la bande de Gaza, avec la collaboration de l'Egypte.

Sommaire

Première partie
Résolutions et déclarations des instances de la IVe Internationale

• La partition de la Palestine
(éditorial de la revue *Quatrième Internationale*)
(novembre–décembre 1947) ..... *p. 19*

• Thèses du groupe trotskyste palestinien *(janvier 1948)* ..... *p. 21*

• La guerre du Moyen-Orient et la Constituante palestinienne
(résolution du bureau international du Comité d'organisation
pour la reconstruction de la IVe Internationale) *(décembre 1973)* ..... *p. 24*

• La question palestinienne – Une déclaration de IVe Internationale
(Centre international de reconstruction) *(mai 1982)* ..... *p. 25*

• Une déclaration de IVe Internationale
(Centre international de reconstruction) *(septembre 1982)* ..... *p. 26*

• Résolution sur la révolution palestinienne
adoptée par la Conférence mondiale des sections
de IVe Internationale–CIR *(janvier 1988)* ..... *p. 27*

• Déclaration du secrétariat international
de la IVe Internationale sur les accords de Washington
(septembre 1993) ..... *p. 30*

• Déclaration du secrétariat international
de la IVe Internationale après l'arraisonnement,
par des commandos israéliens, de la flottille
qui se dirigeait vers Gaza *(4 juin 2010)* ..... *p. 37*

• Palestine – Déclaration du secrétariat international
de la IVe Internationale *(26 août 2014)* ..... *p. 41*

Deuxième partie
Contributions théoriques et analyses critiques

• Révolution et contre-révolution au Moyen-Orient,
cercle d'études marxistes du 30 octobre 1970,
intervention de Pierre Lambert *(octobre 1970)* ..... *p. 47*

• Discours de Pierre Lambert
au meeting convoqué par le PCI *(16 juin 1982)* ..... *p. 67*

• Pierre Lambert – Palestine : où conduit le protectorat américain
sur le monde ? *(octobre 2000)* . ..... *p. 71*

• Pierre Lambert – La portée mondiale de l'irruption
des masses palestiniennes (compte rendu d'un cercle d'études marxistes
sur la Palestine, Paris) *(28 octobre 2000)* ..... *p. 73*

• Pierre Lambert – Quelques réflexions pour une approche marxiste
de la question palestinienne *(septembre 2004)* ..... *p. 83*

• Contribution au VIIIe Congrès mondial, proposée par deux membres
de la commission Moyen-Orient du secrétariat international *(mars 2013)* ..... *p. 86*

• Léon Trotsky – A propos du « problème juif » (*février 1934*) ..... *p. 89*

• Léon Trotsky – La question juive *(18 janvier 1937)*..... *p. 91*

• Léon Trotsky – L'importance de la question juive *(4 février 1938)*..... *p. 93*

Troisième partie
Articles historiques portant sur des événements

• Le partage de la Palestine *(1946)* ..... *p. 97*

• Le Comité international de la IVe Internationale
salue le prolétariat hongrois… et condamne l'agression impérialiste
en Egypte *(octobre-novembre 1956)* ..... *p. 99*

• Impérialisme et révolution au Proche et Moyen-Orient
– article de Pierre Lambert *(septembre 1958)* . ..... *p. 101*

• Guerre et lutte de classes au Proche-Orient,
La Vérité, n° 548 *(juin 1970)* ..... *p. 106*

• Il y a trente ans avait lieu le massacre de Sabra et Chatila,
La Vérité, n° 76 *(décembre 2012)* ..... *p. 113*

• Gaza sous les bombes, *Lettre de la IVe Internationale (15 juillet 2014)* ..... *p. 115*

Quatrième partie
Articles traitant de l'histoire de la Palestine

• Aux origines de la partition de la Palestine,
La Vérité, n° 8 (614) *(novembre 1993)* ..... *p. 123*

• Notes sur la question agraire et la question nationale en Palestine,
La Vérité, n° 52 *(octobre 2006)* ..... *p. 139*

• 1947-2007 : soixante ans de partition de la Palestine,
La Vérité, n° 56-57 *(septembre 2007)* ..... *p. 146*

• Moyen-Orient : la Pax Americana, 35 ans après Camp David
et 20 ans après Oslo, *La Vérité,* n° 80 *(décembre 2013)* ..... *p. 171*

• Les accords d'Oslo, vingt et un ans plus tard,
La Vérité, n° 83 *(septembre 2014)* ..... *p. 179*

Index des noms cités ..... *p. 189*

Hanthala, enfant palestinien aux pieds nus, armé d'un simple stylo
(dessin de Naji Al Ali, dessinateur palestinien assassiné à Londres en 1987)

Eléments bibliographiques

Xavier Baron, *Les conflits du Proche-Orient,* Editions Perrin, 2011, 12 euros.
Journaliste à l'AFP, a été en poste au Proche-Orient durant quinze ans.
Présentation, analyse, commentaire des principaux documents
qui ont marqué l'histoire du Proche-Orient, depuis le programme de Bâle en 1897
jusqu'au programme du gouvernement palestinien de Salam Fayyad en 2009.

Zyad Clot, *Il n'y aura pas d'Etat palestinien,* Max Milo, 2010, 19 euros.
Avocat, sa famille maternelle est d'origine palestinienne. Français, il a vécu à Paris,
en Egypte, en Israël et en Palestine, et dans le Golfe.
Journal passionnant. Entré un peu par hasard dans l'équipe d'experts chargés
de conseiller l'OLP sur les dossiers en souffrance depuis plus de soixante ans,
il décrit sans aucun fard l'Autorité palestinienne à Ramallah.

Georges Corm, *Le Proche-Orient éclaté,* tomes 1 et 2, Gallimard, Folios Histoire,
n°s 99 et 200, septième édition, 2012, 11 euros.
Economiste libanais, consultant économique et financier international.
Professeur à l'université Saint-Joseph de Beyrouth.
Retrace avec beaucoup de détails l'histoire du Proche Orient.

Rashid Khalidi, *Palestine - Histoire d'un Etat introuvable,* Actes Sud, 2007, 25 euros.
Historien. Titulaire de la chaire Edward Saïd à Columbia University
et directeur du Centre d'études sur le Moyen-Orient.
Décrit le jeu des principaux acteurs, britanniques, français, américains et israéliens
qui ont enfermé la Palestine dans une « cage de fer ».

Arno J. Mayer, *De leurs socs, ils ont forgé des glaives,* Fayard, 2009.
Occupe successivement les chaires d'histoire des universités de Wesleyenne, Brandeis,
Harvard et Princeton.
Retrace la chronologie du mouvement sioniste, de ses origines à nos jours.

Ilan Pappe, *Le Nettoyage ethnique de la Palestine,* Fayard, 2008, 22 euros.
L'un des « nouveaux historiens » israéliens, connu pour sa critique des politiques d'Israël
à l'égard des Palestiniens.
A l'aide de documents d'archives, de journaux personnels, de témoignages directs,
reconstitution en détail de ce qui s'est vraiment passé à la fin de 1947 et en 1948,
ville par ville, village par village : une entreprise délibérée, systématique,
d'expulsion et de destruction – un « nettoyage ethnique » de la Palestine.

Ilan Pappe, *Une terre pour deux peuples,* Fayard, 2004, 22 euros.
S'attache à suivre le destin des juifs d'origines diverses qui ont choisi d'émigrer
en Palestine, ainsi qu'à décrire la vie des Palestiniens avant
et après l'occupation de leur terre.

Edouard Saïd, *Israël, Palestine, l'égalité ou rien,* La Fabrique, 1999, 13 euros.
A enseigné la littérature anglaise et la littérature comparée
à l'université Columbia de New York.
Les essais réunis dans le livre ont été écrits de la signature des accords d'Oslo (1993)
à 1999. Chronique des événements, réquisitoire et plaidoyer.

Ralph Schoenman, *L'Histoire cachée du sionisme,* SELIO, 1988
(avec en annexe la position de la IVe Internationale [Centre international de reconstruction]
et un article de Léon Trotsky).
Militant américain qui a été membre actif du Tribunal Russell, un tribunal international des
crimes de guerre pendant les années 1960-1970. Réquisitoire impitoyable fondé sur les faits.

Ainsi que les différents numéros de la revue ***Dialogue,*** *« revue de discussion entre militants arabes et juifs de Palestine, pour le droit au retour, pour un seul Etat »,*
dont plusieurs articles sont consultables sur le site : www.dialogue-review.com

Fac-similé
de quelques couvertures
d'exemplaires de la revue *La Vérité*
utilisés pour la réalisation
de ce numéro.

Première partie (A)

Résolutions et déclarations des instances de la IVe Internationale

Nous publions ici une sélection de neuf textes de la IVe Internationale de 1947 à 2014. Il ne s'agit pas d'un recensement exhaustif des positions de notre courant, mais simplement des documents choisis (éditoriaux, résolutions, thèses…), car ils éclairent la permanence et la continuité des positions politiques de la IVe Internationale sur la Palestine. Ces matériaux « bruts » sont publiés sans autre commentaire, et permettent ainsi au lecteur de trouver ici rassemblés une série de documents difficilement accessibles aujourd'hui. La source de chacun des documents sera indiquée, permettant un accès aisé.

Sommaire

1 • La partition de la Palestine
(éditorial de la revue *Quatrième Internationale*)
(novembre–décembre 1947) ..... *p. 19*

2 • Thèses du groupe trotskyste palestinien *(janvier 1948)* ..... *p. 21*

3 • La guerre du Moyen-Orient et la Constituante palestinienne
(résolution du bureau international du Comité d'organisation
pour la reconstruction de la IVe Internationale) *(décembre 1973)* ..... *p. 24*

4 • La question palestinienne – Une déclaration de IVe Internationale
(Centre international de reconstruction) *(mai 1982)* ..... *p. 25*

5 • Une déclaration de IVe Internationale
(Centre international de reconstruction) *(septembre 1982)* ..... *p. 26*

6 • Résolution sur la révolution palestinienne
adoptée par la Conférence mondiale des sections
de IVe Internationale–CIR *(janvier 1988)* ..... *p. 27*

7 • Déclaration du secrétariat international
de la IVe Internationale sur les accords de Washington
(septembre 1993) ..... *p. 30*

8 • Déclaration du secrétariat international de la IVe Internationale après l'arraisonnement, par des commandos israéliens, de la flottille
qui se dirigeait vers Gaza *(4 juin 2010)* ..... *p. 37*

9 • Palestine – Déclaration du secrétariat international
de la IVe Internationale *(26 août 2014)* ..... *p. 41*

A1 • La partition de la Palestine

Editorial de la revue *Quatrième Internationale* (novembre-décembre 1947) (1)

APRÈS que les « trois grands » furent arrivés à un accord concernant la partition de la Palestine, le vote aux Nations Unies n'était plus qu'une formalité. L'impérialisme britannique se retire du Proche-Orient vers une seconde ligne de défense comparable à ce qui a été mis en place avec la division de l'Inde. Au sein des deux Etats, le juif et l'arabe, la Grande-Bretagne préserve l'essentiel de ses positions économiques et financières. La Légion arabe de l'hypothétique Etat arabe et la Haganah (2) opéreront en étroite concertation avec le ministère de la Guerre britannique, comme c'est le cas des armées hindoues et musulmanes en Inde. Et, comme en Inde, la partition s'est avérée le meilleur moyen de dévier vers un combat fratricide la lutte des masses arabes et la colère de la population laborieuse juive.

Les manœuvres de l'impérialisme britannique ont été rendues nécessaires par la diminution de ses ressources. Elle oblige les impérialistes à baisser leurs « engagements internationaux » afin d'économiser à la fois dollars, force de travail et armement. Cela est même présenté encore plus hypocritement dans le cas spécifique de la Palestine. En fait, la création d'un Etat arabe indépendant en Palestine est hautement improbable. C'est pourquoi le roi Abdallah de Transjordanie, l'agent n° 1 de la City de Londres dans le monde arabe, pourrait tout à fait réussir à intégrer l'est de la Palestine à son royaume et réaliser ainsi la première étape de la formation de l'empire de Grande Syrie, objectif final de sa dynastie et de la bourgeoisie britannique au Proche-Orient. Londres continuera à régner sans que cela ne coûte le moindre penny au contribuable anglais. Le seul peuple à en souffrir serait bien sûr les Palestiniens eux-mêmes.

Pour l'impérialisme américain, comme pour la bureaucratie soviétique, l'acceptation de la partition signifie surtout la liquidation du mandat britannique et l'ouverture de la lutte pour hériter des positions abandonnées. Le Kremlin se félicite de l'ouverture d'une période de troubles au Proche-Orient, à l'occasion desquels il fera de son mieux pour affaiblir les positions anglaises et préparer sa propre pénétration, soit sous couvert d'une « commission mixte de l'ONU » ou d'une « tutelle des Trois Grands » sur Jérusalem. L'impérialisme américain se trouve confronté en Palestine, comme auparavant en Grèce, au problème de trouver une solution de rechange à la tutelle impérialiste que les Britanniques ne peuvent plus assumer. Après l'évacuation des troupes anglaises, la Haganah sera la seule force militaire disposant d'un équipement moderne, une force étrangère au monde arabe et qui servira, si besoin est, à combattre une insurrection autochtone ou une menace russe sur les sources de pétrole. Nous ne devrions donc pas être surpris à partir de maintenant si l'impérialisme américain, soit en formant une « Ligue juive », soit

---

(1) Cet éditorial a été republié dans *Les Cahiers du CERMTRI,* n° 132, février 2009 (La Palestine – 1947), pages 20-21.
(2) Organisation paramilitaire juive alors dirigée par le « travailliste » David Ben Gourion. Elle avait été fondée à l'époque du mandat britannique pour assurer la défense des colons juifs.

en en finançant une, tente d'avoir une influence prédominante sur la Haganah et d'en faire l'instrument de sa politique au Proche-Orient.

Mais il demeure évident qu'un Etat juif, comme le mouvement sioniste qui l'a précédé, n'est considéré par les grandes puissances que comme un pion de leurs manœuvres au sein du monde arabe. Un tel Etat, loin de recevoir une « protection » ouverte et permanente de n'importe laquelle de ces puissances, demeurera toujours en position précaire et incertaine, et, pour sa population, s'ouvrira une période de privations, de terreur et de terrible tension, qui ne deviendra que plus aiguë à mesure que se développeront les forces luttant pour l'émancipation du monde arabe.

La partition de la Palestine et le renversement clair des positions sionistes face à l'impérialisme britannique – y compris celles de la plupart des extrémistes – ont porté un coup mortel à toutes les théories impressionnistes qui ont fleuri avec les bombes de l'Irgoun (3). La solidarité fondamentale de la Haganah, et même de l'Irgoun, avec l'impérialisme et contre les masses arabes a été démontrée de la façon la plus éclatante. Le caractère criminel du sionisme apparaît clairement dans le fait que, grâce à son rôle réactionnaire, les premiers mouvements des masses arabes en faveur d'une Palestine unie et indépendante sont dirigés contre la population juive et non directement contre l'impérialisme. Les très réactionnaires chefs du Comité arabe pour la Palestine ont ainsi l'occasion de redorer leur blason en versant le sang des malheureux juifs qui sont des victimes de la politique sioniste.

Les dirigeants sionistes de par le monde ont fêté la proclamation de l'Etat miniature comme une grande victoire. Erreur misérable ! Le piège que constitue la Palestine pour les juifs, selon les mots de Trotsky, vient de se refermer.

Sans changement radical de la situation mondiale et sans recul du sionisme parmi le mouvement ouvrier juif de Palestine, l'extermination complète du peuple juif lors de l'éruption de la révolution arabe sera le prix payé par les juifs pour leur triste succès de Lake Success (4). Et, par une ironie amère de l'histoire, l'établissement d'un Etat juif indépendant, qui, selon les brillants théoriciens sionistes, était censé éradiquer l'antisémitisme dans le monde, a été salué par l'éruption d'une vague pogromiste sauvage à Aden et une nouvelle vague d'antisémitisme dans le monde.

La position de la IVe Internationale vis-à-vis de la question palestinienne demeure aussi claire que dans le passé. Elle sera à l'avant-garde du combat contre la partition, pour une Palestine unie et indépendante, dans laquelle les masses détermineront souverainement leur destin par l'élection d'une Assemblée constituante. Contre les effendis et les agents impérialistes, contre les manœuvres des bourgeoisies égyptienne et syrienne qui essaient de dévier la lutte pour l'émancipation des masses en lutte contre les juifs, elle appellera à la révolution rurale, à la lutte anticapitaliste et anti-impérialiste, qui sont les moteurs essentiels de la révolution arabe. Mais elle ne peut mener ce combat avec une chance de succès qu'à condition qu'elle prenne position, sans équivoque, contre la partition du pays et l'établissement d'un Etat juif.

Plus que jamais, il faut en même temps appeler les masses travailleuses d'Amérique, Grande-Bretagne, Canada et Australie, le peuple travailleur de chaque pays à lutter pour l'ouverture des frontières de leurs pays respectifs aux réfugiés, aux personnes déplacées, à tous les juifs désireux d'émigrer, sans discrimination. Ce n'est que si nous menons sérieusement, effectivement et avec succès ce combat que nous pourrons expliquer aux juifs pourquoi il ne faut pas aller dans le piège

---

(3) Organisation nationaliste juive, née en 1935 d'une scission de la Haganah et dirigée après 1945 par M. Begin. L'Irgoun organisa l'immigration clandestine des juifs en Palestine et lutta par le terrorisme contre la présence britannique dans le pays et contre les populations palestiniennes.
(4) Lake Success : localité près de New York où fut négocié le statut de la Palestine par l'ONU en 1947.

palestinien. L'expérience terrible qui attend les juifs dans l'Etat miniature crée en même temps les prémisses de la rupture de larges masses d'avec le sionisme criminel. Si une telle rupture n'a pas lieu à temps, l'« Etat juif » s'effondrera dans le sang.

A2 • Thèses du groupe trotskyste palestinien

(janvier 1948) (1)

CE que nous avons déclaré au moment de la décision de l'ONU du partage de la Palestine (*Quatrième Internationale,* novembre-décembre 1947) reste complètement justifié en ce qui concerne le nouvel "Etat" miniature d'Israël. Loin de résoudre la question juive, il va lui donner une acuité encore plus tragique, non seulement en accentuant les tendances antisémites en Grande-Bretagne et dans les pays du Proche-Orient, mais aussi et surtout en cristallisant les sentiments anti-impérialistes des masses arabes dans tous les pays environnants. Même abstraction faite de l'attitude des grandes puissances, cet Etat n'a aucun avenir historique. Sujet à des crises et à des convulsions permanentes – la guerre civile permanente n'ayant été évitée que par le nettoyage complet de tous les villages arabes sur son territoire –, il sombrera dans une effroyable boucherie à une prochaine étape de la révolution arabe si le prolétariat juif ne se détache pas à temps du chauvinisme sioniste.

La tâche des révolutionnaires juifs en Israël est de préparer cette rupture. Leur ligne politique doit rester inébranlablement celle de la lutte contre le partage de la Palestine, pour la réintégration du territoire d'Israël dans une Palestine unie, dans le cadre d'une Fédération des Etats arabes du Moyen-Orient, qui garantira à la minorité juive tous les droits d'autonomie culturelle nationale.

Les potentats féodaux arabes Farouk et Abdullah, loin de lutter contre le partage de la Palestine, cherchent surtout à partager ce malheureux pays entre leurs propres royaumes. Leur invasion avait surtout pour but de détourner l'attention de leurs propres sujets de la tension sociale montante dans leurs pays. En même temps, ils ont cherché à exploiter les sentiments anti-impérialistes des masses pour couvrir leur propre capitulation misérable devant le capital mondial (affaire du Soudan, traités de l'Irak et de la Transjordanie avec la City [de Londres], etc.). Quelques semaines de guerre ont suffi à dévoiler l'organisation lamentable de leurs forces militaires. Ce n'est pas sous leur direction que les masses arabes pourront réunifier la Palestine. Encore moins la lutte contre l'impérialisme se développera-t-elle sous leur égide, alors que, même dans l'affaire de la Palestine, les souverains arabes sont prêts à se laisser imposer finalement le compromis élaboré actuellement par les grandes puissances.

Il en va tout autrement de l'opposition que les masses arabes manifestent de toute part contre l'Etat d'Israël et l'intervention de l'impérialisme dans cette partie du monde. Cette opposition est une force incontestablement progressive, qui, demain, ira renforcer le courant général de la révolution arabe au Moyen-Orient.

---

(1) Thèses publiées dans la revue *Quatrième Internationale,* numéro de juin-juillet 1948. Ces thèses ont été republiées à de nombreuses reprises : dans *La Vérité,* n° 36, de février 2004 (pages 83 à 86), dans *Les Cahiers du CERMTRI,* n° 132, de février 2009 (pages 22 à 26).

Aujourd'hui, les masses restent dans l'expectative, aussi longtemps que leurs propres maîtres semblent se charger du combat. Quand la trahison de ceux-ci éclatera à la face du monde, l'intervention indépendante des masses arabes sera à l'ordre du jour. Elle permettra à ce moment une convergence de la lutte contre les seigneurs féodaux et l'effroyable misère sociale, et de la lutte contre l'impérialisme et le sionisme. Préparer dès aujourd'hui cette convergence est la tâche des révolutionnaires du Moyen-Orient, qui, tout en luttant contre tout courant chauvin et antisémite, concentreront leur propagande sur les mots d'ordre suivants :

– A bas le partage de la Palestine ! Pour une Palestine arabe unie et indépendante, avec pleins droits de minorité nationale à la communauté juive.

– A bas l'intervention impérialiste en Palestine ! Hors du pays toutes les troupes étrangères, les "médiateurs" et "observateurs" de l'ONU ! Pour le droit des masses arabes à disposer d'elles-mêmes.

– Pour l'élection d'une Assemblée constituante au suffrage universel et secret ! Pour la révolution agraire !

– A bas la Ligue arabe, instrument de l'impérialisme ! A bas les rois corrompus et les féodaux exploiteurs ! Vive la révolution socialiste arabe dans le Moyen-Orient !

La faiblesse de l'impérialisme britannique après la Deuxième Guerre mondiale, la consolidation de la bourgeoisie indigène dans quelques colonies importantes et le développement de la classe ouvrière, ainsi que l'intensification de sa lutte sociale et anti-impérialiste, ont obligé la Grande-Bretagne à évacuer ses troupes de certaines colonies et à prévoir un réajustement de la défense de l'Empire. D'autre part, la bourgeoisie indigène est devenue un agent de la domination impérialiste indirecte d'autant plus digne de confiance que grandissait la peur de la classe ouvrière organisée, qui est sortie plus forte que jamais de cette guerre. Particulièrement dans les colonies et semi-colonies, et dans les régions coloniales où l'impérialisme américain a pénétré comme principale puissance économique, l'impérialisme britannique essaie d'assigner une partie des tâches de la défense de l'Empire et de la préparation de la prochaine guerre mondiale à l'impérialisme américain. D'autre part, la Grande-Bretagne cherche à maintenir autant d'influence économique et d'autorité sur la bourgeoisie indigène qu'il est possible de le faire. C'est ce qui se passe à présent dans le Moyen-Orient. D'une part, l'impérialisme britannique évacue une partie de ses troupes de Palestine et de l'Irak, et laisse à l'ONU, c'est-à-dire à l'impérialisme américain, le soin de décider le sort de la Palestine. Et, d'autre part, il incite à la "guerre sainte" en Palestine, afin de gagner de l'influence politique sur le monde arabe ; et il s'efforce de s'allier aux Etats arabes, comme par le traité prévu avec l'Irak, qui donnerait à l'impérialisme britannique le maximum de pouvoir possible dans les conditions de domination indirecte.

L'antagonisme entre les impérialismes américain et britannique dans cette région se manifeste particulièrement dans la question de savoir de quelle façon chacun d'eux peut obtenir le maximum d'influence directe sur l'économie et la politique indigènes, tout en y envoyant le plus petit nombre de troupes. La décision de diviser la Palestine, appuyée par les Etats-Unis apparemment en opposition à la Grande-Bretagne, a créé la situation suivante dans l'Orient arabe : la Grande-Bretagne a obtenu la possibilité de retirer une partie de ses troupes, tout en renforçant son prestige dans le monde arabe ; l'Amérique, dont les intérêts pétroliers n'ont pas souffert d'une certaine perte de prestige à cause des liens économiques qui lient la bourgeoisie indigène à l'impérialisme yankee, y a gagné un agent direct : la bourgeoisie sioniste, qui, de ce fait, est devenue complètement dépendante du capital américain et de la politique américaine. De plus, l'impérialisme américain a maintenant une justification pour intervenir militairement dans le Moyen-Orient à chaque fois que cela lui conviendra. Tous les deux ont créé une situation de chauvinisme grandissant, dans laquelle il est devenu possible d'écraser la classe ouvrière arabe

et tous les mouvements de gauche dans tout l'Orient arabe – et cela est également dû à l'appui russe au plan impérialiste de division de la Palestine.

1. Les féodaux arabes de la bourgeoisie du Moyen-Orient représentés par la Ligue arabe voient dans la bourgeoisie sioniste un concurrent non seulement sur le marché des moyens de consommation du Moyen-Orient (en ce qui concerne l'Egypte), mais également sur le marché des agents impérialistes dans l'Orient arabe. Par sa guerre raciale contre les juifs de Palestine, la Ligue arabe veut limiter la zone d'activité des industries juives et prouver à l'impérialisme qu'elle est un facteur qui peut encore mieux servir que le sionisme. En même temps, elle favorise l'impérialisme dans ses plans sur une grande échelle au Moyen-Orient et elle n'est que trop intéressée à suivre ses ordres en vue d'utiliser cette guerre chauvine pour aviver les sentiments anti-Russes et pour écraser brutalement la classe ouvrière arabe et tous les groupes de gauche. Elle voit dans l'épouvantail sioniste et dans le problème palestinien en général une trop belle occasion pour détourner l'attention des masses opprimées des pays arabes de leurs problèmes sociaux et de l'exploitation impérialiste et indigène, pour exacerber les haines raciales contre les minorités et pour recruter des chômeurs pour le "djihad" en Palestine. Dans ces circonstances, l'antagonisme traditionnel entre les deux cliques de la Ligue arabe – la famille hachémite britannique, d'une part, et le bloc américain du roi du pétrole de l'Arabie, de l'Egypte et du régime actuel en Syrie, d'autre part – se manifeste dans leur compétition pour l'intervention la plus extrême et la plus active en Palestine, afin d'être sur place, d'y créer un fait accompli et de rassembler le butin dès qu'il sera nécessaire de se conformer aux décisions finales de l'impérialisme (…).

5. Si, dans le passé, l'activité politique du parti révolutionnaire parmi les ouvriers juifs a été difficile à cause de la position privilégiée de ceux-ci dans l'économie fermée des juifs, elle le sera d'autant plus aujourd'hui que cette position a été soutenue non seulement par l'impérialisme américain, mais encore par la Russie. Le tournant des staliniens juifs, devenus les adeptes les plus enthousiastes de la division de la Palestine et de la création de l'Etat juif, limite encore les points de contact qui auraient pu être utilisés par le parti révolutionnaire comme point de départ pour son activité parmi les ouvriers juifs. D'autre part, l'influence accrue de la réaction féodale arabe s'exprime par un chauvinisme accru du côté juif. Une certaine perspective de notre travail consiste dans la possibilité de gagner individuellement des staliniens qui sont demeurés fermement opposés à la division et qui ne peuvent par conséquent admettre la trahison de la Russie stalinienne.

6. L'analyse précédente montre que, dans le proche avenir (les prochains mois), on ne peut pas s'attendre à des actions sur une grande échelle de la part des ouvriers arabes, encore moins d'actions communes entre ouvriers arabes et juifs. Avant que ne se fasse sentir la lassitude provoquée par la détérioration de la situation économique et par l'effusion de sang, et qui sera le point de départ d'une nouvelle montée révolutionnaire, il est très probable qu'il y aura un renforcement du chauvinisme et des massacres sur une grande échelle. Dans le proche avenir, notre travail sera limité essentiellement au maintien des liaisons entre les camarades arabes et juifs, à renforcer les cadres, particulièrement du côté arabe, comme base pour une activité révolutionnaire dans l'avenir. Nous devons expliquer patiemment aux couches les plus avancées du prolétariat arabe et à l'intelligentsia que les actions militaires raciales ne font qu'agrandir le fossé entre les juifs et les Arabes, et conduisent ainsi pratiquement à la division politique ; que le facteur fondamental et que la cause principale de la division, c'est l'impérialisme ; que les combats actuels ne font que renforcer l'impérialisme ; que, grâce à la direction bourgeoise et féodale des pays arabes – qui est l'agent de l'impérialisme –, nous avons été battus à une étape de la lutte anti-impérialiste ; et que nous devons nous préparer pour la victoire à une prochaine étape – c'est-à-dire pour l'unification de la Palestine et de l'Orient arabe

en général – en créant la seule force qui puisse parvenir à ces buts : le parti prolétarien révolutionnaire unifié de l'Orient arabe. Notre succès dépendra en très grande partie de la consolidation, entre-temps, des forces communistes révolutionnaires en Egypte.

Haïfa, janvier 1948

A3 • La guerre du Moyen-Orient et la Constituante palestinienne

(résolution du bureau international du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IVe Internationale) (extraits) (1)

(décembre 1973)

L'ETAT bourgeois sioniste est un Etat bourgeois compradore. En Palestine, par suite de conditions historiques spécifiques, nées des retards de la révolution, avec sa conséquence – le massacre de six millions de juifs européens par le fascisme hitlérien –, la question juive a trouvé une autre dimension. L'Etat israélien, utilisé par l'impérialisme contre la révolution prolétarienne, est devenu l'instrument privilégié de l'oppression nationale et impérialiste au Proche-Orient. L'Etat sioniste ne peut subsister que comme compradore de l'impérialisme.

C'est ainsi que les Etats bourgeois-féodaux de l'impérialisme dans le Moyen-Orient sont étayés contre les masses arabes par l'Etat sioniste, lequel utilise les Etats bourgeois-féodaux contre les travailleurs juifs.

En considération de ces données générales, plus particulièrement en ce qui concerne la Palestine, la deuxième session de la préconférence estime que l'unité des travailleurs palestiniens doit partir de ce fait : la Palestine est opprimée par l'Etat sioniste et par l'Etat bourgeois-féodal jordanien au compte de l'impérialisme mondial. La libération de la Palestine de l'oppression sioniste passe par la destruction de l'Etat sioniste et de l'Etat de Hussein. Le mot d'ordre démocratique qui permet d'unir les travailleurs juifs et les travailleurs palestiniens contre l'Etat bourgeois sioniste et l'Etat bourgeois-féodal jordanien est l'Assemblée constituante palestinienne pour régler la question nationale palestinienne, comme mot d'ordre transitoire vers une République soviétique de Palestine intégrée aux Etats-Unis socialistes du Moyen-Orient.

La revendication de l'Assemblée constituante palestinienne est une condition primordiale de la lutte contre le sionisme réactionnaire et le concept non moins réactionnaire de la nation arabe. L'une et l'autre idéologies contre-révolutionnaires recouvrent les intérêts de l'impérialisme, des bourgeoisies compradores et des propriétaires fonciers contre les masses travailleuses.

---

(1) Cette résolution a été publiée dans *La Correspondance internationale,* n° 9, décembre 1973 (bulletin de discussion du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IVe Internationale).

A4 • La question palestinienne

Une déclaration de IVe Internationale (Centre international de reconstruction) (1)

LA grève générale nationale qui a dressé le peuple palestinien sur tout le territoire de la Palestine (territoires occupés en 1967, mais aussi territoires sur lesquels l'Etat d'Israël a été constitué en 1948) contre l'Etat d'Israël, contre sa politique de répression et d'oppression, constitue un fait nouveau d'une importance considérable pour l'avenir de la lutte nationale en Palestine, et, plus généralement, pour les développements des luttes de classes dans toute la région du Proche et du Moyen-Orient (...).

UN FAIT IMPORTANT

Le fait que la grève nationale de mars-avril 1982 s'est développée de part et d'autre de la frontière artificielle de 1948 doit être compris dans toute sa portée. Il manifeste qu'en dépit des coups terribles qui lui ont été portés par l'Etat d'Israël et ses forces de répression, mais aussi par la monarchie féodale de Jordanie (1970), par le régime bourgeois syrien d'Assad (1975-1976) soutenu par l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin, avec l'appui direct ou la complicité de tous les Etats bourgeois de la région, le peuple palestinien, martyrisé depuis des décennies, n'a aucunement renoncé à exercer son droit inaliénable à constituer une nation.

La grève nationale manifeste que ce droit ne peut s'exercer que sur tout le territoire de la Palestine et qu'il est donc incompatible avec tout plan de partition (...).

LE REFUS DE TOUTE PARTITION

L'hypothèse d'un Etat séparé en Cisjordanie et à Gaza (plan Fahd, élaboré conjointement par la monarchie saoudienne et l'impérialisme américain avec le concours de la direction de l'OLP et l'approbation de la bureaucratie du Kremlin) ne peut avoir, dans ces conditions, d'autre contenu que celui d'amener la direction de la résistance palestinienne à accepter officiellement, sous une forme ou sous une autre, le cadre des négociations sur l'« autonomie », c'est-à-dire le processus de Camp David.

Un Etat ne pourrait être qu'une sorte de protectorat placé sous la tutelle conjointe d'Israël et de la monarchie jordanienne, une province privée de tous les attributs de la souveraineté.

Il ne peut y avoir aucune solution à la question nationale en Palestine sur la base de la reconnaissance de l'Etat sioniste fondé sur les critères de la race et de la religion. Il ne peut y avoir aucune solution à la question nationale en Palestine sur la base de la subordination aux exigences de l'impérialisme et de ses agences « arabes », les castes féodales et les bourgeoisies compradores (...).

LA LUTTE POUR LA CONSTITUANTE SOUVERAINE

L'aspiration du peuple palestinien à la nation, l'aspiration des masses exploitées à s'affranchir de toute exploitation et de toute oppression exigent que soit défini l'objectif transitoire d'une Constituante palestinienne sur tout le territoire de la Palestine, garantissant les droits du peuple palestinien et de toutes les composantes ethniques et religieuses, arabe et juive.

---

(1) Cette déclaration a été publiée dans *La Vérité,* n° 8, parue en novembre 1993 (*« Documents de la IVe Internationale sur la Palestine »,* pages 107-108).

La seule alternative, ce sont les plans impérialistes visant à la liquidation pure et simple du peuple palestinien comme peuple et comme nation (...).

Le 20 mai 1982

A5 • Une déclaration de IVe Internationale (Centre international de reconstruction)

(septembre 1982) (1)

LE système mis en place par la constitution artificielle de l'Etat d'Israël en 1948 a été fondé sur la spoliation et la violence exercées contre le peuple palestinien exproprié, contraint à l'exil. D'escalades en escalades, l'Etat d'Israël, sous la direction de Begin-Sharon, en est arrivé à entreprendre une véritable guerre de génocide, utilisant les plus horribles perfectionnements des moyens d'extermination.

La conférence mondiale de IVe Internationale (Centre international de reconstruction) dénonce, au nom de la solidarité des peuples, les plans meurtriers de Sharon-Begin, par lesquels ceux-ci voudraient réaliser l'asservissement des Palestiniens. Le peuple palestinien est en droit de compter sur la solidarité de tous les peuples, de tous ceux qui, dans le monde, se réclament de la démocratie et de la liberté, et plus particulièrement de la libération de la classe ouvrière de l'exploitation et de l'oppression.

IVe Internationale (Centre international de reconstruction) salue l'héroïque combat du peuple libano-palestinien, résistant aux funestes tentatives d'extermination perpétrées par Begin-Sharon, qui déjà rencontrent la condamnation de secteurs importants du peuple juif.

La conférence mondiale de IVe Internationale (Centre international de reconstruction), qui vient de clore sa session, a consacré une partie importante de ses travaux à la question palestinienne. La conférence mondiale a établi que *« le cours positif de l'histoire ne peut prendre que le chemin du combat pour la reconnaissance de la nation palestinienne incluant ses deux composantes arabe et juive (dans le respect réciproque des droits, langues et cultures) sur le territoire de la Palestine, nation palestinienne qui ne peut être constituée que sur la disparition des Etats contre-révolutionnaires d'Israël et de Jordanie, ouvrant la voie à la Fédération des Etats-Unis socialistes du Moyen-Orient ».*

– Retrait immédiat des troupes israéliennes du Liban !
– Boycott international de l'Etat impérialiste d'Israël !
– Rupture des relations diplomatiques avec Israël !
– Défense de la résistance du peuple palestinien !

---

(1) Déclaration publiée dans *Tribune internationale,* n° 7 (septembre 1982). Republiée dans *La Vérité,* n° 8, parue en novembre 1993 (*« Documents de la IVe Internationale sur la Palestine »,* pages 112-113).

– Soutien inconditionnel à l'OLP !
– Constituante palestinienne !
– Droit du peuple palestinien à la nation palestinienne constituée par ses deux composantes arabe et juive dans l'égalité des droits !
– Fédération des Etats-Unis socialistes du Moyen-Orient !

IVe Internationale (Centre international de reconstruction) invite ses sections à appeler à participer à toutes manifestations et actions organisées :
– Contre la guerre de génocide !
– Pour le retrait immédiat des troupes israéliennes du Liban !

IVe Internationale
(Centre international de reconstruction),
le 3 août 1982

A6 • Résolution sur la révolution palestinienne

adoptée par la conférence mondiale des sections de IVe Internationale-CIR en janvier 1988 (extraits) (1)

DEPUIS le 9 décembre, le peuple palestinien et la jeunesse se sont soulevés sur tout le territoire de la Palestine, de part et d'autre de la frontière de 1948, et affrontent l'armée de l'Etat d'Israël, la plus puissante du Moyen-Orient. Ce grandiose soulèvement, qui a pris le caractère d'une grève générale quasi insurrectionnelle, ne connaît pas de répit malgré la quarantaine de morts (officiels), les centaines de blessés et les milliers d'arrestations. Il met à nu la nature véritable du problème national palestinien, d'un peuple dépossédé de sa terre, de son droit à se constituer en nation et des droits politiques les plus élémentaires.

UN SEUL ÉTAT PALESTINIEN SUR TOUT LE TERRITOIRE DE LA PALESTINE

La grève générale et le soulèvement des masses palestiniennes en Cisjordanie, à Gaza, en Galilée dégagent de plus en plus clairement l'exigence centrale de la révolution palestinienne : un seul Etat palestinien sur tout le territoire de la Palestine, exigence incompatible avec l'existence de l'Etat d'Israël et de la monarchie féodale de Jordanie, et impliquant leur destruction.

Un seul Etat, comme réalisation de l'Assemblée constituante palestinienne élue au suffrage universel direct et secret, garantissant les droits égaux des deux communautés, arabe et juive : il faut souligner que cette perspective doit être comprise comme le seul moyen de préserver les masses juives des conséquences de la décomposition inévitable de l'Etat d'Israël.

Cette exigence de la révolution palestinienne se traduit aujourd'hui par la mise en place de structures tendant à unifier la direction de la grève générale (conseil de délégués élus des prisonniers, comité des municipalités arabes d'Israël, comités de délégués élus dans les villages et les quartiers, etc.), dont l'existence même

(1) Résolution publiée dans *La Vérité,* n° 8, parue en novembre 1993 (*«Documents de la IVe Internationale sur la Palestine»*, pages 113 à 116).

exprime de plus en plus clairement le caractère totalement inacceptable de tout nouveau plan de partition de la Palestine (Etat croupion en Cisjordanie et à Gaza), plan de partition qui vise à garantir l'existence d'Israël, à emprisonner les masses de Cisjordanie et de Gaza dans un vaste camp de concentration sous les miradors de l'Etat d'Israël d'un côté, de la monarchie féodale de Hussein de l'autre, à contraindre le peuple palestinien (et notamment sur le territoire d'Israël et dans les camps du Liban) à renoncer définitivement à son droit à la terre et à son droit au retour. Car tel est le contenu du projet de conférence internationale à laquelle s'efforcent d'aboutir l'impérialisme américain, la bureaucratie du Kremlin et une partie de l'appareil d'Etat sioniste (le Parti travailliste), avec le concours de la direction Arafat de l'OLP. Car tel est le contenu de l'accord Reagan-Gorbatchev sur le Moyen-Orient pour tenter de contenir et d'étouffer la révolution palestinienne (...).

La signification profonde du soulèvement généralisé qui a commencé le 9 décembre 1987 est que les oripeaux et les faux-semblants destinés à masquer la nature véritable du « conflit israélo-arabe » ont été emportés par les événements. Il ne s'agit pas d'un conflit entre Etats, mais fondamentalement du problème national de la Palestine, de l'affrontement des masses palestiniennes spoliées et de l'Etat d'Israël spoliateur. La « guerre du Liban » de 1982-1983 avait montré, dans le sang des milliers de victimes palestiniennes, que, face à l'Etat d'Israël, les masses palestiniennes ne devaient pas compter sur l'aide des Etats arabes, leurs mortels ennemis : bien loin de se porter à leur aide, le régime baassiste de Damas, avec la caution active de la bureaucratie soviétique, a procédé à sa propre guerre anti-palestinienne dans la Bekaa et à Tripoli (Nord-Liban), et provoqué le deuxième exode des cadres palestiniens après celui de Beyrouth provoqué en septembre 1982 par l'impérialisme américain et Israël.

L'accord Hussein-Arafat du 19 février 1985, où la direction de l'OLP abandonnait même la revendication formelle d'un « Etat indépendant » (il n'était même plus question d'un Etat croupion) et renonçait au principe d'une représentation palestinienne indépendante dans le cadre d'une conférence diplomatique internationale, confirmait une fois de plus l'alignement total d'Arafat sur les plans de Reagan-Hussein-Peres, avec le soutien intégral de Gorbatchev, pour étouffer la révolution palestinienne.

Le caractère permanent de la révolution palestinienne se mesure dans le fait qu'en dépit de tous les coups qui lui sont portés, elle trouve toujours de nouvelles ressources. Commencée dans la diaspora, en Jordanie, puis au Liban, elle a gagné les territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza. Elle emporte aujourd'hui dans son mouvement les 650 000 Arabes israéliens, réalisant ainsi pour la première fois l'unification d'importance historique de tout le peuple palestinien dans la lutte pour la nation.

Le sommet des Etats arabes à Amman, début novembre 1987, où pour la première fois aucun tribut verbal ne fut même payé à la formule du « problème palestinien, problème n° 1 du monde arabe », les déclarations officielles depuis deux mois selon lesquelles « le règlement du conflit et la conférence internationale sur le Moyen-Orient » étaient repoussés sine die, la réintégration du régime égyptien, partenaire de Camp David, dissipaient définitivement l'écran de fumée dont les différentes directions avaient enveloppé sciemment la situation du peuple palestinien : il ne devait compter que sur lui-même, sur son propre combat de masse face à l'ennemi direct, et non plus sur les faux amis et vrais ennemis de la prétendue nation arabe (ou de sa version gauche : la révolution arabe). Ces masques étaient tombés, le peuple palestinien devait prendre son sort entre ses propres mains, se battre sur son terrain, sur le terrain de la lutte des masses. C'est ainsi que l'armée israélienne allait livrer sa première guerre à l'intérieur même des frontières qu'elle contrôle (...).

C'est à Gaza que la situation des masses palestiniennes, victimes de la spoliation de leur terre nationale et de leur droit à l'existence nationale, se trouve à l'état le plus concentré, en quelque sorte le plus pur. 630 000 habitants sur cette bande de 340 km², la plus forte densité humaine au monde, plus élevée qu'à Calcutta. Au milieu de cette masse de déshérités, 2 500 colons israéliens sont établis dans des implantations pour lesquelles l'armée a exproprié 30 % des terres et où chaque colon a droit à 27 000 m³ d'eau par an pour 200 m³ à chaque Palestinien.

Car à Gaza, comme en Cisjordanie, la question de la spoliation des sources d'eau se conjugue à celle des terres et force la population à se transformer en masse de prolétaires exploités par le capitalisme débile de l'Etat d'Israël compradore. C'est dans ces conditions que les masses spoliées, quadrillées par les forces d'occupation, humiliées par la répression quotidienne comme dans leur dignité humaine, se sont soulevées.

UN SOULÈVEMENT GÉNÉRALISÉ

Le soulèvement généralisé actuel, qui a réalisé l'unité de combat des Palestiniens de la diaspora, des Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza, des Palestiniens à l'intérieur des frontières de l'Etat d'Israël, est – de très loin – le plus puissant par son ampleur, sa durée, son audace, qu'ait connu l'Etat d'Israël. Manifestations massives dans les endroits les plus reculés et réputés les plus « calmes » du nord de la Cisjordanie, face à face quotidiens, des manifestants qui ne reculent pas devant une armée chargée de « rétablir l'ordre par tous les moyens », grève générale partie le 15 janvier 1988, première de cette ampleur et de cette durée, qui mobilise la totalité du peuple palestinien, des deux côtés de la frontière de 1948.

Il faut souligner l'importance énorme de la grève générale commencée le 21 décembre 1987 des 650 000 Arabes palestiniens habitant l'Etat d'Israël (depuis 1948), à l'unisson avec leurs frères des territoires occupés (depuis 1967) et des manifestations qui ont éclaté sur le territoire israélien à Nazareth, Oum-El-Fahem, Lod, Jaffa, Akka (...).

LE MOT D'ORDRE DÉMOCRATIQUE DE CONSTITUANTE PALESTINIENNE

La lame de fond qui soulève l'ensemble des territoires contrôlés par l'Etat d'Israël, de part et d'autre de la frontière de 1948, pose désormais en toute clarté – quels que soient les rythmes du développement de la révolution palestinienne, qui seront vraisemblablement longs – l'exigence centrale du peuple palestinien : un seul Etat sur tout le territoire de la Palestine, une seule république palestinienne libre, laïque et démocratique, dont le peuple déterminera lui-même la forme et le contenu dans le respect des droits égaux des deux composantes, juive et arabe, de la nation palestinienne. Tel est le contenu du mot d'ordre démocratique de Constituante palestinienne.

La grève générale menée par les masses démontre que le prolétariat tend à devenir la classe dirigeante de la lutte émancipatrice. La victoire de la révolution palestinienne exige donc que le prolétariat en forge les instruments, notamment par la constitution de la centrale syndicale indépendante, dépassant l'émiettement et la division.

Sur son drapeau, le parti prolétarien inscrit : pour la victoire de la révolution palestinienne, Assemblée constituante souveraine établissant un seul Etat laïque et démocratique, la République palestinienne sur toutes les terres de l'ancienne Palestine, composée de la Cisjordanie, de la Jordanie, d'Israël et de Gaza.

Il faut souligner une fois de plus que la lutte pour constituer la nation palestinienne en Palestine est étroitement reliée au mot d'ordre du « *Retour des populations dispersées, expropriées, contraintes à l'exil* ».

Cette revendication ne peut être réalisée sans l'expropriation de la bourgeoisie israélienne et de ses kibboutzim, qui ne sont pas autre chose qu'un instrument d'exploitation des travailleurs juifs, qui ne sont pas autre chose qu'une des assises,

avec les syndicats intégrés de l'Histadrouth, de l'Etat d'Israël, agence directe et réactionnaire de l'impérialisme.

La revendication du retour est étroitement reliée et conditionnée par le combat anticapitaliste et anti-impérialiste pour l'expropriation des terres d'où les Palestiniens ont été chassés, combat sur lequel la lutte révolutionnaire du peuple palestinien se présente comme une sauvegarde des travailleurs juifs exploités.

A7 • Déclaration du secrétariat international de la IVe Internationale sur les accords de Washington

(septembre 1993) (1)

1.- Sous le regard vigilant du président des Etats-Unis, Bill Clinton, le lundi 13 septembre a eu lieu la signature en grande pompe des prétendus accords de paix entre le comité exécutif de l'OLP et l'Etat d'Israël.

Il ne faisait pas l'ombre d'un doute que c'était Clinton le maître d'œuvre, le chef d'orchestre. Si Itzhak Rabin, le Premier ministre d'Israël, hésite, Clinton le regarde, le pousse dans le dos pour l'obliger à serrer la main de Yasser Arafat. D'ailleurs, Clinton n'avait pas hésité à faire téléphoner par son secrétaire d'Etat à Itzhak Rabin à six heures du matin pour lui intimer de venir à Washington, alors que ce même Rabin avait déclaré la veille qu'il n'entendait pas y être présent.

Et c'est Clinton qui, après la cérémonie, a accepté de voir quelques minutes Arafat dans un couloir pour lui répéter qu'il était *« impératif de respecter les engagements pris »*.

Dans son discours, Arafat répète trois fois *« Merci, monsieur le Président »*. Cela n'empêche pas Clinton de juger le discours d'Arafat en ces termes : *« Oui, j'aurais aimé qu'il tienne des propos meilleurs que ceux qu'il a formulés »* après avoir refusé avec mépris le pistolet qu'Arafat voulait lui offrir en gage de servilité.

S'est exprimé là clairement que ce qui a compté dans cette prétendue négociation, ce sont les intérêts mondiaux de l'impérialisme américain, qui, depuis la chute du Mur de Berlin, face à la montée de la lutte des travailleurs et des peuples, a la prétention d'instaurer un nouvel ordre mondial aggravant l'exploitation et l'oppression. De même que lors de la guerre du Golfe (et également pour la Somalie), l'impérialisme a exigé des impérialismes européens, comme des régimes arabes, de participer sous son égide à la mise en œuvre de ses plans. Et ils ont dû tous s'incliner. Car l'opération Gaza-Jéricho signée à Washington est l'aboutissement du processus qui a vu son commencement dans la guerre du Golfe, dont James Baker, secrétaire d'Etat américain à l'époque, avait dit qu'il était le prélude du règlement de la question palestinienne.

---

(1) Déclaration publiée dans *Informations internationales,* n° 60, 17 septembre 1993.

C'est pourquoi la plus grande opération médiatique depuis la guerre du Golfe a été organisée. Hier, 24 heures sur 24, on nous montrait la « guerre propre » contre l'lrak, afin d'occulter le massacre du peuple irakien au nom de l'imposition d'un nouvel ordre qui devait durer cent ans, selon les propos de l'ex-président Bush.

Le plus grand tissu de mensonges, la manipulation orchestrée sur grande ampleur ont pour seul but d'essayer de faire confondre paix, droit des peuples, avec les seuls intérêts de la « Pax Americana ».

La « paix américaine», c'est celle de l'impérialisme, de l'agression de l'exploitation et de la guerre, des plans meurtriers du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale. La « paix » taillée dans la chair des nations, de la guerre et de l'épuration ethnique en Yougoslavie, de l'occupation militaire et des massacres en Somalie, la « paix» pour contrôler les ressources pétrolières au Moyen-Orient. Et pour cette paix, il n'y a ni amis, ni alliés, privilégiés. Il y a le gouvernement des Etats-Unis et il y a Arafat, Rabin, Hafez El Assad, Hassan Il, Moubarak. Et parmi les figurants, il y a les débris de la bureaucratie de Russie, présentés comme les co-parrains avec les Etats-Unis, en accord avec la mise en œuvre des négociations de Madrid sous l'égide de Bush et de Gorbatchev.

Clinton l'avait ordonné, les Etats-Unis vont « jouer un grand rôle » dans ce processus et les troupes américaines, sous la bannière de l'ONU, seront prêtes à multiplier les interventions de « pacification ».

« Pacification » ? La paix ?

Jamais la tromperie médiatique, l'intoxication n'ont fait partie à un tel point des « méthodes modernes » de gouvernement.

Ainsi écraser le peuple irakien, provoquer 300 000 morts, et la mort de 5 000 enfants supplémentaires tous les mois à cause de l'embargo, cela s'appelle rétablir la paix et le droit international.

Maintenir le pouvoir de la minorité blanche en Afrique du Sud, aiguiser les affrontements entre la population noire, cela s'appelle fin de l'apartheid.

Bombarder les hôpitaux à Mogadiscio, tirer sur les foules désarmées, s'approprier les ressources du pays, cela s'appelle aide humanitaire, et rendre l'espoir (« Restore Hope »).

Tailler dans la chair des peuples de l'ex-Yougoslavie, avec un plan de cantonisation qui dresse les peuples les uns contre les autres, cela s'appelle « règlement de paix ».

Diviser à nouveau le peuple palestinien pour briser sa résistance, en enfermer une fraction dans de véritables ghettos à Gaza et Jéricho, cela s'appelle réaliser « les droits légitimes des Palestiniens ».

C'est pour cela que l'oppression impérialiste, l'exploitation, exigent la tromperie et le mensonge.

2.- Tous, à l'instar des dirigeants américains, disent que ce prétendu accord de paix est une étape vers l'indépendance et la reconnaissance des droits légitimes du peuple palestinien. La IVe Internationale se base sur les faits, pour les analyser et dire la vérité. Quel est le contenu de cet accord ?

Dans son article premier, il est dit : *« Le but des négociations est d'établir une autorité intérimaire palestinienne de l'autonomie, le Conseil élu (...) et amenant à un arrangement permanent basé sur les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité de l'ONU. »* En un mot, le cadre est fixé : le « Conseil » palestinien n'a d'autre autorité que d'appliquer ces résolutions – que l'OLP a condamnées durant des années avant de s'y rallier – qui entérinent la partition de la Palestine, qui entérinent le démembrement du peuple palestinien, de mettre en œuvre une politique décidée ailleurs, c'est-à-dire par l'impérialisme américain.

En effet, l'article 3 indique que, *« pour les Palestiniens de Cisjordanie et de la bande de Gaza (...), des élections politiques générales libres et directes seront orga-*

nisées par le Conseil sous supervision mutuellement agréée et sous observation internationale, tandis que la police palestinienne assurera l'ordre public ». Ainsi, pour ces « élections libres » qui devront avoir lieu d'ici un an, non seulement ne votera qu'une fraction du peuple palestinien, mais ils ne voteront que dans le cadre fixé par l'étranger, c'est-à-dire l'impérialisme américain.

Elections libres dont on décide par avance d'exclure 5 des 6 millions de Palestiniens, qui eux, ne sont ni à Gaza ni à Jéricho. De plus, ces « élections libres» seront organisées sous « supervision agréée » (par qui ?) et contrôle international, c'est-à-dire sous le contrôle direct de l'impérialisme américain sous le drapeau de l'ONU. Comme les prétendues élections libres en Angola, au Cambodge où sont présentes les troupes de l'ONU et où les conflits les plus meurtriers déchirent ces peuples encore aujourd'hui.

Article 4 : *« La juridiction du Conseil s'étendra aux territoires de la Cisjordanie et à la bande de Gaza, à l'exception des questions qui seront discutées lors des négociations. »* En un mot, la juridiction du Conseil ne s'appliquera à rien d'autre que ce que décide l'impérialisme américain au nom de l'application de « l'accord ». Véritable diktat de l'étranger.

L'article 6 : *« Dès l'entrée en vigueur de cette déclaration de principes, commencera un transfert d'autorité du gouvernement militaire israélien aux Palestiniens désignés pour cette tâche. »* Désignés par qui ? Désignés par l'accord de Washington, par Clinton et les dirigeants américains qui imposeront qui sera dans ce conseil et pourquoi faire.

D'ailleurs, l'article 6 précise : *« L'autorité sera transférée aux Palestiniens dans les domaines suivants : éducation et culture, santé, affaires sociales, taxations directes et tourisme. »* Police, taxes locales, gérer des hôpitaux dénués de tout, organiser le tourisme – dans la bande de Gaza !, cela serait un gouvernement ? L'annexe 2 stipule que *« la structure, les pouvoirs et les responsabilités palestiniennes dans ces régions ne comprennent pas : la sécurité extérieure, les colonies de peuplement, les Israéliens, les affaires étrangères et d'autres questions mutuellement agréées ».*

Premier pas vers un Etat palestinien ? En quoi ce qui est dénommé comme « l'auto-gouvernement » est-il un premier pas quand les enclaves de Gaza et Jéricho restent sous contrôle de l'armée israélienne, qui sera chargée d'appliquer les décisions de l'impérialisme américain, quand l'eau, l'électricité, la défense, la terre, l'économie sont sous le contrôle de l'étranger ? Quelles seront donc les tâches de cet « auto-gouvernement » ?

L'article 8 précise : *« Le Conseil établira une puissante force de police, tandis qu'Israël conservera la responsabilité de la défense contre des menaces extérieures. »* Les dirigeants américains ont fixé la tâche pour les deux parties. Au Conseil palestinien la police et la répression intérieure, aux troupes israéliennes le bouclage de ces ghettos. Et demain, comme l'ont d'ores et déjà proposé les dirigeants américains, ce sera l'envoi de contingents américains ? Et même sur ce terrain-là, l'accord de Washington décide de la constitution de « la police palestinienne » en faisant préciser et signer par les parties en présence dans l'annexe au protocole que la police palestinienne doit être *« formée d'officiers de police recrutés localement, et à l'étranger parmi ceux qui détiennent des passeports jordaniens et des documents délivrés par l'Egypte ».* L'impérialisme américain décide de tout. Il dicte la loi, il sélectionne lui-même la police. D'ores et déjà, la CEE et Jacques Delors – l'architecte de Maastricht, l'ordonnateur des attaques contre les travailleurs d'Europe – viennent d'annoncer le déblocage de sommes d'argent pour la formation de cette « police palestinienne ».

Etape vers l'indépendance ? Qu'est-ce qu'un gouvernement représentant une nation, qu'est-ce que l'indépendance ? N'est-ce pas les libertés politiques des plus élémentaires aux plus fondamentales, le droit du peuple de choisir ses propres institutions, de désigner ses représentants, de décider du sort du pays comme de sa

politique étrangère, du droit à la terre ? Rien de tout cela ne figure dans cet accord. Au contraire, c'est précisément toutes ces questions qui, par avance, ne sont pas du ressort de cet auto-gouvernement.

S'agirait-il, comme on nous le dit, d'une forme « transitoire » ? Mais une forme transitoire ne pourrait avoir pour seule tâche que l'organisation d'élections libres à une Constituante avec toutes ses composantes sur tout le territoire de la Palestine. C'est le fondement de la démocratie la plus élémentaire. Les « élections libres » dont parle l'accord ne sont en réalité rien d'autre que la ratification d'un Conseil dont l'accord précise lui-même toutes les tâches et toutes les missions, qui ne peut en aucun cas sortir du cadre fixé par cet accord.

Est-il possible de considérer qu'il s'agit d'un pas en avant vers le droit du peuple palestinien à constituer une nation ? Non, c'est une construction de l'impérialisme, qui, au contraire, démantèle la nation.

Il s'agit, pour reprendre l'expression de cet accord, de la mise en place d'un conseil qui n'est rien d'autre qu'une « structure » ayant pour seule et unique fonction d'appliquer à la lettre les termes de cet accord décidé par l'impérialisme pour ses intérêts propres et qui implique le démembrement de la nation et du peuple palestinien. C'est là l'application de ce qu'entend l'impérialisme par « nouvel ordre mondial ».

L'article 4 de cet accord ose écrire que *« les deux parties considèrent la Cisjordanie et la bande de Gaza comme une unité territoriale unique »*. Unité territoriale unique qui exclut plus des deux tiers de la Palestine, avec un « conseil » qui administrera Gaza et Jéricho, 400 km² séparés de 150 kilomètres, où vivent près d'un million de Palestiniens, avec une densité de 2 000 habitants au km², qui sont pour la plupart des réfugiés de 1948, 1967, 1973, vivant dans des camps, dans une situation de pauvreté et de dénuement, dans une situation où 42 % de la terre leur échappent, restant tous le contrôle de l'Etat d'Israël. Les millions de Palestiniens qui ont été chassés de leur terre, qui vivent bannis dans les Etats de la région et dans le monde entier, n'auront pas le droit au retour. Car les accords stipulent *« la création d'un comité de suivi qui décidera par accord des modalités d'admission des personnes déplacées en 1967 de la Cisjordanie et de Gaza »*. Ce comité de suivi, comme « l'autogouvernement », sera contrôlé par les Etats-Unis. Soulignons-le, six Palestiniens sur dix vivent en-dehors des limites de l'Etat d'Israël et des territoires occupés (c'est-à-dire des territoires militairement contrôlés par Israël après les guerres de 1956, 1967, etc.) dispersés dans le monde entier et concentrés par centaines de milliers en Jordanie, au Liban, en Syrie, etc. Avec la nouvelle partition, ce que l'accord cherche à réaliser, c'est à diviser ce peuple, à briser sa longue lutte de résistance, ce qui n'a pu être fait jusqu'à présent malgré la terreur. Sous contrôle américain, avec le soutien direct ou la collaboration de tous les régimes de la région, cet accord légitime et renforce le démembrement du peuple et de la nation palestinienne. Car peut-il y avoir fin de l'oppression et un pas vers l'indépendance nationale sans le droit au retour ? Les accords signés excluent explicitement le droit au retour pour les millions de Palestiniens chassés de leur pays en 1948 et depuis, ils visent à rendre définitive la situation de dispersion et de misère que vit le peuple palestinien.

Ainsi se dessinent les conséquences concrètes de cet accord. Pour les Palestiniens, enfermés à Gaza ou à Jéricho, un sort comparable à celui des populations juives durant la Deuxième Guerre mondiale, des ghettos et des massacres de toutes parts. Quant aux millions d'autres Palestiniens, en Syrie, en Liban, en Jordanie et dans les autres pays arabes, ils devront accepter de perdre leur droit au retour, de se voir dénier leur identité nationale par une implantation forcée sur place. Il s'agit là de la négation du droit des peuples. La nouvelle partition qui s'opère en Palestine, à travers l'option Gaza et Jéricho, en prépare d'autres où, sous contrôle de l'ONU, bras armé de l'impérialisme américain, se prépare la constitution de nou-

velles « réserves » dans lesquelles on va parquer d'autres fractions du peuple palestinien, dans de prétendues zones humanitaires réservées, « protégées » par l'ONU. D'ailleurs, Boutros Ghali, fidèle serviteur depuis la guerre du Golfe de l'impérialisme américain, n'a-t-il pas déclaré que les troupes de l'ONU et les troupes égyptiennes seraient prêtes à intervenir ? Et Warren Christopher, qui, dans la foulée de cet accord, a déjà fait signer un pré-accord avec la Jordanie et prépare un traité avec la Syrie, a publiquement révélé que *« des troupes américaines peuvent être déployées sur les hauteurs du Golan, dans le cadre d'un accord entre Israël et la Syrie ».*

C'est la « Pax Americana », tout doit être fait sous son contrôle, et l'accord signé le dit explicitement. Dans l'article 16, *« les deux parties considèrent les groupes de travail créés dans le cadre de négociations multilatérales comme un instrument approprié pour promouvoir un Plan Marshall ».* Qui peut croire un seul instant que les impérialismes vont reconstruire l'économie dans ces territoires, dans la situation de crise généralisée dont toute la politique sous l'égide du FMI consiste à piller, à s'approprier les richesses, et crée par là même la misère, la famine pour des millions d'hommes ? L'accord fait explicitement référence aux demandes qui seront faites au G7 (groupe des sept pays les plus industrialisés). Est-il nécessaire de rappeler les promesses financières mirifiques qui accompagnent toutes les interventions en cours ? Il suffit d'observer comment sont tenues les promesses d'aide du G7 à l'ex-URSS et à l'est de l'Europe ou à l'Afrique. Le G7 avait annoncé le déblocage de 70 milliards de dollars à l'ex-URSS pour l'aide à la reconstruction : à peine 5 milliards de dollars – sous la forme de lignes de crédit – ont été distribués, non pas pour la reconstruction économique, mais pour la privatisation-liquidation des entreprises, pour le contrôle direct des ressources pétrolières, pour les plus grandes destructions économiques. Le fonds d'aide promis pour la reconstruction du Liban est toujours attendu. Voilà ce que sera chargée de mettre en œuvre la « structure » désignée par les Etats-Unis. Elle sera chargée d'appliquer les diktats et les plans, les plans des Etats-Unis et du FMI, les plans qui découlent du maintien du système de la propriété privée et qui signifient à l'échelle de toute la planète les plus fantastiques destructions, la plus fantastique liquidation sociale. C'est cela, la « Pax Americana ».

Parce que tous les régimes de la région sont inféodés à l'impérialisme, ils ont dû s'aligner sur le plan des Etats-Unis.

3.- L'un des aspects les plus frappants de la vaste campagne d'intoxication et de désinformation qui a entouré la réalisation de l'accord OLP-Israël a été l'affirmation, maintes fois répétée, que l'opposition de nombreux Etats arabes « ennemis jurés » de l'Etat d'Israël constituait l'obstacle le plus périlleux sur le chemin de la paix. Cette propagande était complétée par la rhétorique émanant de tous ces Etats sur la « nation arabe ». Qu'en est-il de cette solidarité de la « Nation arabe » ?

La réalité – dont aujourd'hui les mêmes médias se réjouissent –, c'est que, les uns après les autres, les Etats arabes apportent leur appui à la « paix américaine ».

Les six Etats arabes du Golfe ont voté leur appui à l'accord israélo-palestinien comme premier pas vers une paix juste, durable et générale au Moyen-Orient.

L'Egypte, le Soudan ont fait connaître leur approbation, tout comme l'Algérie et la Tunisie. Le roi Hussein de Jordanie a apporté son soutien à l'accord. Au moment même où la presse internationale soulignait les « réserves » de la Syrie, une dépêche d'agence annonçait que la Syrie appuyait l'accord.

Comme l'écrit un journaliste égyptien, *« le processus de paix inauguré à Madrid est donc soutenu par la majorité des régimes arabes, qui espèrent éviter que la perpétuation du conflit avec Israël ne déstabilise encore davantage la région ».*

Ce qu'ils entendent par « stabilité » ou « paix juste », c'est le maintien de l'assujettissement des peuples, de la division comme moyen de préserver la domination impérialiste sur la région, son contrôle des ressources pétrolières.

Ce que l'impérialisme appelle « stabilité » est incompatible avec un règlement positif et démocratique de la question palestinienne, c'est-à-dire avec la Constituante palestinienne sur tout le territoire de la Palestine, garantissant le droit de tous ses citoyens, quels que soient leur religion et leur origine.

Ce qu'ils appellent l'ordre mondial, c'est la préservation des intérêts de l'impérialisme. A chaque étape, les régimes inféodés à l'impérialisme ont empêché le règlement positif de la question palestinienne.

4.- Dès 1948, l'intervention des armées des Etats arabes a eu comme résultat d'étouffer la résistance de la population palestinienne. Dès le 24 avril 1950, la Transjordanie annexe la Cisjordanie et forme un seul Etat, le royaume de Jordanie avec la dictature hachémite sous contrôle impérialiste, tandis que dès la fin de 1948, la bande de Gaza passé sous contrôle égyptien avec l'accord de l'ONU. Les Etats féodo-bourgeois de la région ont cherché en permanence à s'assujettir le mouvement du peuple palestinien pour l'utiliser comme monnaie d'échange dans leurs tractations avec l'impérialisme. Et à chaque fois que les avancées de la révolution palestinienne ouvraient une solution positive, ces régimes ont eu recours à la plus sanglante répression, en rapport étroit avec l'Etat d'Israël. C'est Septembre noir (1970), où la monarchie hachémite liquide 30 000 Palestiniens. Ce sont les forces syriennes qui mènent jusqu'au massacre le siège du camp palestinien de Taar El Zatar (1976). Et au lendemain de l'invasion du Liban par l'armée israélienne (1982), les massacres de Sabra et Chatila, c'est la « guerre des camps » menée sans merci contre la population palestinienne au Liban. C'est au nom de la solidarité de la « Nation arabe » que la cause du peuple palestinien a constamment été subordonnée à la politique des régimes arabes, garants de la division des peuples de la région.

Rappelons la base du Mouvement national palestinien lorsqu'il s'était constitué en 1964. Il avait adopté sa Charte, qui disait : *« Le mouvement de libération palestinien déclare solennellement que l'objectif final de cette lutte réside dans la restauration de l'Etat démocratique et indépendant de la Palestine où tous les citoyens, quelles que soient leur race et leur religion, jouiront de droits égaux. »*

En 1970, le IIe Congrès mondial sur la Palestine organisé par le Mouvement national palestinien, déclarait : *« Tous les juifs, musulmans et chrétiens auront droit à la citoyenneté palestinienne. »*

Voilà pourquoi la constitution de cet « autogouvernement », qui nie le droit du peuple palestinien à disposer de lui-même, amène Arafat, dans la lettre qu'il a adressée au Premier ministre d'Israël, à déclarer au sujet de la Charte palestinienne sur laquelle s'est fondée l'OLP, que les considérants de la Charte qui sont contradictoires avec ces accords sont désormais nuls et non avenus.

Répétons-le, pour les grandes puissances, avec à leur tête l'impérialisme américain, il ne s'agit pas de la paix et du droit des peuples, mais de l'ordre impérialiste. Parce que cet accord est fondé sur la partition, sur l'éclatement, sur la négation des droits des peuples, sur l'oppression et la négation de la démocratie, il crée toutes les conditions pour de nouveaux affrontements, de nouvelles guerres, de nouveaux massacres.

Aujourd'hui, on nous présente l'accord sous l'égide des Etats-Unis et sous le drapeau de l'ONU comme celui qui va clore une longue période de conflits meurtriers et de guerres, d'un long conflit historique. Comme si la responsabilité de l'impérialisme et de l'ONU n'était pas pleinement engagée dans les guerres et les massacres qui ravagent cette région depuis 50 ans. Car l'Etat d'Israël n'est pas né d'un développement national aboutissant à la constitution d'un Etat, mais d'une décision de l'ONU prononçant la partition de la Palestine et approuvant la constitution de l'Etat d'Israël.

C'est en 1947-1948 que Truman et Staline, avec le soutien de l'Internationale socialiste, ont décidé la partition de la Palestine. Les faits l'ont démontré : cette partition a entraîné un demi-siècle de guerres, de massacres et d'oppression.

Pour sa part, la IVe Internationale dès novembre 1947, écrivait :

« Le vote de l'ONU n'a été qu'une formalité après l'accord des trois grands. Le partage de la Palestine était virtuellement un fait accompli. La position de la IVe Internationale face au problème palestinien reste claire et nette comme auparavant. Elle sera à l'avant-garde de la lutte contre le partage, pour une Palestine unie et indépendante dans laquelle les masses détermineront souverainement leur sort par l'élection d'une Assemblée constituante ».

La IVe Internationale se prononce pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, elle combat résolument le droit de l'ONU à disposer des peuples, comme facteur de guerre, d'oppression et d'exploitation.

« Un seul Etat sur tout le territoire de la Palestine, une seule république palestinienne libre, laïque et démocratique, dont le peuple déterminera lui-même la forme et le contenu dans le respect des droits égaux des deux composantes, juive et arabe, de la nation palestinienne. Tel est le contenu du mot d'ordre démocratique de Constituante palestinienne (…).

Sur son drapeau, le parti prolétariat inscrit : pour la victoire de la révolution palestinienne, Assemblée constituante souveraine établissant un seul Etat laïque et démocratique, la République palestinienne sur toutes les terres de l'ancienne Palestine, composée de la Cisjordanie, de la Jordanie, d'Israël et de Gaza.

Il faut souligner une fois de plus que la lutte pour constituer la nation palestinienne en Palestine est étroitement reliée au mot d'ordre du "retour des populations dispersées, expropriées, contraintes à l'exil" *(…).*

La revendication du retour est étroitement reliée et conditionnée par le combat anticapitaliste et anti-impérialiste pour l'expropriation des terres d'où les Palestiniens ont été chassés, combat sur lequel la lutte révolutionnaire du peuple palestinien se présente comme une sauvegarde des travailleurs juifs exploités » (résolution sur la révolution palestinienne adoptée par la conférence mondiale des sections de IVe Internationale (CIR) en janvier 1988).

A l'heure où l'accord signé entre la direction de l'OLP et l'Etat d'Israël annonce, sans aucun doute, de nouvelles épreuves pour le peuple palestinien et pour tous les peuples de la région, il apparaît nettement que le chemin de la paix ne saurait différer du chemin de la démocratie, c'est-à-dire du droit de tous les peuples à vivre libres sur leur terre, à commencer par le droit du peuple palestinien au retour et à l'indépendance nationale : telle est la seule voie réaliste. Aujourd'hui, plus que jamais, la paix au Proche-Orient, c'est le droit au retour pour tous les Palestiniens, c'est un seul Etat laïque et démocratique, une seule Palestine laïque et démocratique, se constituant dans l'égalité de ses composantes arabe et juive sur tout le territoire de la Palestine.

Répétons-le, l'effondrement et les convulsions du « nouvel ordre mondial » que l'impérialisme tente d'imposer par le fer et le feu dans le monde entier sont à la mesure de la faillite du système fondé sur la propriété privée des grands moyens de production. La multiplication de guerres et conflits meurtriers, qui affecte aujourd'hui 80 pays de tous les continents avec leur cortège d'horreurs, de misère et de destructions, est la forme que prend aujourd'hui une politique où la défense des profits de la minorité capitaliste est réalisée de la destruction systématique des acquis les plus élémentaires de la civilisation. La grève générale de plus de 20 millions de travailleurs indiens le 9 septembre contre les plans de privatisation du FMI et de l'impérialisme, faisant suite aux grèves générales contre les privatisations du Niger, du Nigeria, du Bangladesh, du Sénégal, témoigne de ce que partout dans le monde et quelles que soient les difficultés, les travailleurs et les peuples cherchent la voie du combat uni contre les plans meurtriers de l'impérialisme, pour la défense de leurs droits fondamentaux aux plans économique, social et politique. Pour la IVe Internationale, une telle nation palestinienne, unie et fraternelle, est nécessairement liée au combat d'émancipation

de tous les peuples de la région pour établir une union sur un pied d'égalité des peuples et des Etats du Proche et du Moyen-Orient, libérés de l'oppression impérialiste, libérés de la domination et de l'exploitation de la classe des propriétaires fonciers et de la bourgeoisie.

C'est par la lutte des travailleurs et la lutte des peuples, dans la réalisation de leur unité contre l'impérialisme, que peut être ouverte une issue à l'humanité tout entière. C'est pourquoi la IVe Internationale se tient fidèlement sur le terrain de la devise de la Première Internationale : « *L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.* » Pour la IVe Internationale, c'est aux travailleurs, c'est aux peuples de décider de leur avenir.

16 septembre 1993

A8 • Déclaration du secrétariat international de la IVe Internationale (4 juin 2010) après l'arraisonnement, par des commandos israéliens, de la flottille qui se dirigeait vers Gaza (1)

Palestine : sortir de l'impasse dans laquelle conduit l'impérialisme

AUX quatre coins de la planète, la violence et la guerre ne cessent de se développer. Dans sa tentative de sauver coûte que coûte le régime failli de la propriété privée des moyens de production fondé sur l'exploitation et l'oppression, l'impérialisme américain conduit l'humanité aux plus grandes catastrophes. Dernier acte en date, l'arraisonnement d'une flottille qui se dirigeait vers Gaza par des troupes d'élite de l'armée israélienne, qui ont tué neuf personnes et blessé des dizaines d'autres. L'émotion est forte dans le monde. Elle désigne à juste titre la responsabilité criminelle des dirigeants de l'Etat d'Israël. Mais cela ne doit en aucun cas masquer la responsabilité pleine et entière de l'administration américaine.

LA RESPONSABILITÉ DE L'IMPÉRIALISME AMÉRICAIN

Pour la IVe Internationale, ce nouvel acte criminel est un prolongement de l'impasse et du chaos auxquels l'impérialisme conduit le peuple palestinien comme les peuples du monde entier. Rappelons qu'à l'origine de la partition de la Palestine, en novembre 1947, légitimant la constitution d'un Etat théocratique fondé sur la persécution et l'expulsion du peuple palestinien, se trouve l'impérialisme amé-

(1) Déclaration publiée dans *Correspondance internationale,* n° 3, juin 2010, pages 3 à 5.

ricain, qui organisa le vote de l'ONU avec la collaboration de la bureaucratie stalinienne.

Pour sa part, la IVe Internationale, dès novembre 1947, écrivait :

« Le vote de l'ONU n'a été qu'une formalité après l'accord des trois grands. Le partage de la Palestine était virtuellement un fait accompli… La position de la IVe Internationale face au problème palestinien reste claire et nette, comme auparavant. Elle sera à l'avant-garde de la lutte contre le partage, pour une Palestine unie et indépendante, dans laquelle les masses détermineront souverainement leur sort par l'élection d'une Assemblée constituante. »

C'est l'impérialisme américain qui, il y a vingt ans, entérinant l'occupation de 1967, a décidé, face à l'incapacité de l'Etat d'Israël à réprimer la première Intifada, de prendre directement les choses en main. Il a prétendu régler, avec la signature des accords d'Oslo, la question palestinienne en dictant aux dirigeants sionistes d'Israël comme à la direction palestinienne le plan qu'il préconisait pour cela. Il s'agissait de trouver un moyen de briser la résistance du peuple palestinien déstabilisant « l'ordre » dans la région. Car, sous couvert de la prétendue solution de deux Etats, c'était en réalité la négation du droit à la terre et à la nation pour le peuple palestinien qui était à l'ordre du jour. C'était nier des décennies de combat de ce peuple pour le droit à la vie. C'était disloquer le peuple palestinien en l'enfermant dans des ghettos, des bantoustans, sous le contrôle des troupes israéliennes.

En 1993, la IVe Internationale écrivait à propose des accords d'Oslo :

« En un mot, le cadre est fixé : le "conseil" palestinien n'a d'autre autorité que d'appliquer ces résolutions – que l'OLP a condamnées durant des années avant de s'y rallier – qui entérinent la partition de la Palestine, qui entérinent le démembrement du peuple palestinien, de mettre en œuvre une politique décidée ailleurs, c'est-à-dire par l'impérialisme américain (…).

Il s'agit là de la négation du droit des peuples. La nouvelle partition qui s'opère en Palestine, à travers l'option Gaza et Jéricho, en prépare d'autres où, sous contrôle de l'ONU, bras armé de l'impérialisme américain, se prépare à la constitution de nouvelles "réserves", dans lesquelles on va parquer d'autres fractions du peuple palestinien (…).

A l'heure où l'accord signé entre la direction de l'OLP et l'Etat d'Israël annonce, sans aucun doute, de nouvelles épreuves pour le peuple palestinien et pour tous les peuples de la région, il apparaît nettement que le chemin de la paix ne saurait différer du chemin de la démocratie, c'est-à-dire du droit de tous les peuples à vivre libres sur leur terre, à commencer par le droit du peuple palestinien au retour et à l'indépendance nationale ; telle est la seule voie réaliste. Aujourd'hui, plus que jamais, la paix au Proche-Orient, c'est le droit au retour pour tous les Palestiniens, c'est un seul Etat laïque et démocratique, une seule Palestine laïque et démocratique, se constituant dans l'égalité de ses composantes arabe et juive surtout le territoire de la Palestine. »

Les violences, les guerres, les massacres qui se sont produits depuis cette date découlent des accords d'Oslo réalisés sous l'égide de l'impérialisme américain.

C'est dans ce cadre que les gouvernements successifs de l'Etat d'Israël, inquiets d'un rééquilibrage de la position des Etats-Unis en faveur des pays arabes, se sont engagés dans la voie de la répression massive du peuple palestinien, afin de préserver l'entité sioniste dans une course folle pour assurer sa prééminence, son existence, poussant à son paroxysme la logique raciste du sionisme. Le massacre régulier des Palestiniens, la violence permanente, le blocus et la poursuite de la colonisation ne font que traduire la volonté du sionisme de s'assurer de la meilleure position possible comme pilier nécessaire à la Pax Americana.

La direction de l'OLP, en acceptant les accords d'Oslo en 1993, renonçant de ce fait à 88 % du territoire historique, a elle-même signé son arrêt de mort, plongeant le mouvement national palestinien dans la déroute. Celui-ci, en effet, était fondé

sur la revendication d'un seul Etat. C'était là la charte constitutive du peuple palestinien, divisé géographiquement, mais uni sur le droit au retour, c'est-à-dire le droit à la nation.

La constitution de l'« Autorité palestinienne » n'avait dans ces conditions qu'un seul but explicitement mentionné dans les accords d'Oslo : garantir la sécurité d'Israël avec la perspective hypothétique d'un « Etat » palestinien croupion. C'est ainsi qu'une organisation de combat du peuple palestinien a été transformée en une organisation de répression du peuple palestinien, pour le compte de l'oppresseur israélien. La conséquence de l'acceptation de la solution des deux Etats signifiait la renonciation à la solution de la question palestinienne, dont le premier acte est le droit au retour des réfugiés et de leurs descendants, devenus les deux tiers du peuple palestinien. Oslo n'était rien d'autre qu'une tentative de dislocation du peuple palestinien, considéré jusqu'alors comme une totalité : les Palestiniens de Gaza, ceux de Cisjordanie, ceux vivant dans les frontières de 1948 et ceux réfugiés à l'extérieur de la Palestine constituent on effet un seul et même peuple. Dans les manifestations qui ont eu lieu cette semaine à Gaza, à Ramallah, à Haïfa comme dans les camps, c'est cette unité – « Nous sommes un seul peuple » – qui a été centralement réaffirmée.

La logique d'une telle position dislocatrice et la décomposition du mouvement national palestinien ont conduit à l'explosion entre Gaza et la Cisjordanie placées sous le contrôle de groupes rivaux.

L'IMPÉRIALISME EN CRISE A BESOIN DE SUPPLÉTIFS

Cette situation a permis au sionisme d'accentuer encore le cours criminel de sa politique, qui s'est exprimé de manière particulièrement cruelle dans la guerre et le blocus de Gaza. Les gouvernements des pays arabes qui dénoncent aujourd'hui l'acte criminel de l'Etat d'Israël « oublient » que, de concert avec lui, le gouvernement égyptien a participé et participe toujours au blocus de Gaza avec la construction d'un mur pour détruire les souterrains qui permettent d'approvisionner la bande. Et l'on pourrait citer encore bien d'autres gouvernements de la région. Ils agissent de cette manière parce qu'ils sont inféodés à l'impérialisme américain. Ce sont les mêmes qui ont exercé des pressions sur la direction du mouvement national palestinien pour qu'il capitule devant les exigences de l'impérialisme.

Les exigences de l'impérialisme américain, notamment depuis son occupation de l'Irak, visent à contrôler l'ensemble du Moyen-Orient. Et dans sa volonté d'extension pour relier le Moyen-Orient pétrolier à la Méditerranée, l'impérialisme menace tous les peuples, et notamment celui d'Iran.

La situation actuelle en Palestine et au Moyen-Orient ne peut être comprise indépendamment de la situation mondiale. C'est en Europe, berceau du capitalisme, que s'exprime de la manière la plus spectaculaire la marche à la transformation de la plus grave crise qu'ait connue le système capitaliste en crise mondiale généralisée. En effet, l'intervention du FMI pour « aider » l'Europe sur injonction américaine traduit la panique qui saisit cette administration devant les risques d'une crise se généralisant à toute la planète et frappant de plein fouet les Etats-Unis eux-mêmes. L'impérialisme américain, même s'il est l'impérialisme dominant, ne peut prétendre à lui tout seul assurer l'ordre mondial. Il a besoin de supplétifs pour ce faire. Il a besoin des impérialismes européens – ce qui a pris la forme du Quartette – comme il a besoin de l'Etat d'Israël et d'un certain nombre de gouvernements arabes.

Cette crise du système capitaliste qui ne cesse de s'approfondir et de s'aggraver se reflète dans la crise qui divise entre eux les différents secteurs des cercles dirigeants de la classe capitaliste, crise qui s'exprime dans les contradictions en son sein, qui à leur tour trouvent leur expression dans la politique israélienne. Le gouvernement Obama, qui prétendait rompre avec la politique militariste du gouvernement Bush, cherche en vain, pour parvenir aux mêmes résultats d'accapare-

ment des richesses et de maintien de la domination impérialiste dans la région et le monde, comme le démontre la guerre en Afghanistan, à rééquilibrer les rapports entre les régimes arabes et Israël, à se désembourber de l'Irak. Mais il se heurte à ses propres contradictions, à celles de la bourgeoisie américaine.

C'est cette situation qui permet au régime sioniste, avec l'appui de fractions de la bourgeoisie américaine, d'aller plus avant dans une politique de terre brûlée, de guerre et de massacres.

LA SEULE SOLUTION CONFORME AU DROIT DES PEUPLES À DISPOSER D'EUX-MÊMES

La preuve est faite. S'adresser à l'impérialisme pour qu'il fasse pression sur ses dirigeants, pour qu'il aboutisse à un accord « équitable » entre l'Autorité palestinienne et l'Etat sioniste, c'est par avance accepter qu'il n'y aura jamais de règlement de la question palestinienne. C'est accepter le maintien de l'Etat d'Israël, qui engendre la violence.

La seule solution est celle que la IVe Internationale défend depuis 1947-1948, quand les dirigeants de l'impérialisme américain et ceux de la bureaucratie stalinienne du Kremlin ont décidé le partage de la Palestine, expulsant les deux tiers du peuple palestinien pour créer l'Etat d'Israël. Cette position, prise il y a soixante ans contre la partition de la Palestine, pour l'Assemblée constituante souveraine, pour une Palestine libre, laïque et démocratique dans laquelle juifs et Arabes, citoyens d'une République palestinienne, pourraient vivre à égalité dans un seul Etat, demeure d'actualité. Mais le temps presse, l'oppression et la violence peuvent conduire à une situation inextricable pour les masses juives d'Israël.

Il n'y a qu'une seule voie pour faire taire la violence et la guerre en Palestine, c'est que les droits imprescriptibles du peuple palestinien à la nation soient respectés, à commencer par le droit au retour, qui constitue l'exigence fondamentale unifiant le peuple palestinien dans son combat contre l'impérialisme.

La IVe Internationale le réaffirme : par leur résistance, par leur lutte de classe, les peuples se dressent contre l'impérialisme. La solution ne réside pas dans la politique américaine, l'ONU, l'Union européenne, les institutions internationales. Elles sont toutes complices de la politique de l'impérialisme américain parce qu'elles sont toutes fondées pour respecter l'ordre social lié à l'existence de la propriété privée des moyens de production. Et c'est précisément cette propriété privée des moyens de production qui est le fondement de la domination impérialiste. Celle-ci cherche à satisfaire sa recherche du profit, du pillage du pétrole au Moyen-Orient, et donc de la nécessaire recherche pour elle de la « sécurité de l'extraction énergétique ».

La constitution d'un seul Etat sur tous les territoires historiques de la Palestine constituerait immédiatement, dans un même élan révolutionnaire, un appel d'air pour tous les peuples de la région. L'ensemble des régimes arabes inféodés à l'impérialisme craignent autant que les dirigeants sionistes la révolution palestinienne. C'est pourquoi les uns comme les autres se subordonnent à l'impérialisme américain.

La IVe Internationale refuse de joindre sa voix aux forces « de gauche » et « d'extrême gauche », « panarabistes » et « panislamistes », qui, à l'échelle mondiale, prétendent soutenir le peuple palestinien en appuyant la position de deux Etats, proposant pour cela des initiatives en direction de l'Union européenne ou de l'ONU pour qu'ils fournissent une médiation, car elles ne font que relayer la politique de l'impérialisme américain et des sionistes subsidiaires de celle-ci.

La IVe Internationale répond que l'issue ne réside pas dans une médiation des institutions internationales et des Etats impérialistes, mais dans la mobilisation des peuples aux côtés du peuple palestinien.

De même, la IVe Internationale rejette tous les discours qui évoquent un prétendu conflit communautaire ethnique. Non, il s'agit du droit des peuples.

Répétons-le, pour la IVe Internationale le combat du peuple palestinien est une

des expressions les plus avancées du combat des peuples du monde entier pour se débarrasser de l'oppression et de l'exploitation. Nous réaffirmons que la seule voie pour conquérir la souveraineté des nations ne peut être assurée que par les travailleurs en alliance avec les paysans et les masses opprimées.

LA IVe INTERNATIONALE RÉAFFIRME :
– levée immédiate du blocus de Gaza ;
– droit au retour pour tous les réfugiés dans leur village d'origine ;
– un seul Etat, libre, laïque et démocratique sur tout le territoire de la Palestine, où tout citoyen pourra jouir de droits égaux, indépendamment de ses origines, de sa religion et de sa culture.

A9 • Palestine Déclaration du secrétariat international de la IVe Internationale

(26 août 2014) (1)

AU moment où les travailleurs et les peuples du monde entier sont saisis par la guerre d'extermination menée par Israël contre le peuple palestinien, en particulier à Gaza… Au moment où le droit du peuple palestinien est foulé aux pieds, chacun s'interroge : y a-t-il une issue ?

Il y a 66 ans, le groupe trotskyste palestinien déclarait, à propos de l'Etat d'Israël, en janvier 1948 :

> *« Cet Etat n'a aucun avenir historique. Sujet à des crises et des convulsions permanentes – la guerre civile permanente n'ayant été évitée que par le nettoyage complet de tous les villages arabes sur son territoire –, il sombrera dans une effroyable boucherie à une prochaine étape de la révolution arabe si le prolétariat juif ne se détache pas à temps du chauvinisme sioniste. La tâche des révolutionnaires juifs en Israël est de préparer cette rupture. Leur ligne politique doit rester inébranlablement celle de la lutte contre le partage de la Palestine, pour la réintégration du territoire d'Israël dans une Palestine unie, dans le cadre d'une Fédération des Etats arabes du Moyen-Orient, qui garantira à la minorité juive tous les droits d'autonomie culturelle nationale. »*

Pour les militants de la IVe Internationale, seule la révolution prolétarienne permettra, en abattant l'impérialisme, de résoudre jusqu'au bout les questions nationales que l'histoire a laissées en suspens, y compris les aspirations des populations juives émigrées en Palestine, qui ne pouvaient, pour les trotskystes, en aucun cas être opposées à l'aspiration des masses arabes à la souveraineté.

La partition de la Palestine en 1946 par les impérialismes vainqueurs de la Deuxième Guerre mondiale appuyés par la bureaucratie stalinienne, et validée par l'ONU en 1947, la fondation d'un prétendu « Etat juif » au cœur même du Moyen-Orient ne

(1) Déclaration publiée dans *La Lettre de la IVe Internationale,* n° 34 (15 juillet 2014), et dans *La Vérité,* n° 83 (septembre 2014).

pouvaient entraîner pour les peuples de la région que guerres et destructions, à commencer pour le peuple arabe de Palestine. La position de la IVe Internationale, dès 1948, était sans équivoque :

> *« A bas le partage de la Palestine ! Pour une Palestine arabe unie et indépendante, avec pleins droits de minorité nationale à la communauté juive. A bas l'intervention impérialiste en Palestine ! Hors du pays toutes les troupes étrangères, les "médiateurs", et "observateurs" de l'ONU ! Pour le droit des masses arabes à disposer d'elles-mêmes. Pour l'élection d'une Assemblée constituante au suffrage universel et secret ! Pour la révolution agraire !*
>
> *A bas la Ligue arabe, instrument de l'impérialisme ! A bas les rois corrompus et les féodaux exploiteurs ! Vive la révolution socialiste arabe dans le Moyen-Orient. »*

Il n'y a pas d'autre issue que l'issue démocratique.

Soixante-dix ans se sont écoulés, au cours desquels bien des dirigeants du mouvement ouvrier international, des partis « communistes » à l'Internationale « socialiste », ont expliqué aux travailleurs et jeunes du monde entier que ces mots d'ordre n'étaient pas « réalistes », que la seule solution « réaliste », c'était une solution avec « deux Etats » en Palestine.

C'est à cette objection que le dirigeant de la IVe Internationale, le camarade Pierre Lambert, répondait dans un meeting convoqué par le PCI (section française de la IVe Internationale) en juin 1982 – à la veille des massacres de Sabra et Chatila. Accusant Begin-Sharon, il déclarait :

> *« Les réalistes, tous ceux qui nous ont expliqué que notre positon et notre combat étaient utopiques, où ont-ils mené les peuples ? Où mènent-ils aujourd'hui cette région du monde où se déchaînent le feu, le massacre, le dénuement ? Non, il n'y a pas d'autre issue que l'issue démocratique, et l'issue démocratique qui, seule, peut amener la paix dans cette région, passe par la disparition de l'Etat d'Israël, passe par la Constituante palestinienne, édifiant la nation palestinienne avec ses deux composantes. Tous les plans, toutes les solutions qui ne partent pas de cette solution démocratique n'ont d'autre réalité que les massacres à répétition. Il y a eu la guerre de 1948, il y a eu la guerre en 1956, il y a eu la guerre en 1967, il y a eu "Septembre noir" en 1970, ce Septembre noir qui a vu le roi de Jordanie utiliser les forces que l'impérialisme américain lui avait fournies pour écraser ou tenter d'écraser les Palestiniens. Il y a eu guerre en 1973, il y a eu Tall-el-Zaatar en 1976. Le maintien de l'Etat d'Israël ne peut conduire qu'à la guerre. »*

JAMAIS L'ÉTAT COLON, L'ÉTAT SÉGRÉGATIONNISTE ET THÉOCRATIQUE N'A ÉTÉ AUSSI FAIBLE !

Comment se pose aujourd'hui cette question, après un mois et demi du pire massacre organisé contre la population palestinienne de Gaza, dans la continuité du nettoyage ethnique commencé en 1948 ?

Certes, les forces militaires de l'Etat d'Israël affichent une supériorité écrasante… Et pourtant, la vérité oblige à dire que jamais l'Etat colon, l'Etat ségrégationniste et théocratique, n'a été aussi faible !

En déchaînant comme jamais le fer et le feu contre la population civile de Gaza, en massacrant indistinctement femmes, vieillards et enfants, il a rassemblé le peuple de Palestine, de Gaza aux territoires de 1948 (Etat d'Israël), en passant par la Cisjordanie et les camps de réfugiés disséminés dans tous les pays de la région. Il a rassemblé le peuple de Palestine autour de la Résistance. Il a porté un coup majeur à la prétendue solution des deux Etats – et à ce qui subsistait des accords d'Oslo (1993) – en faisant de Gaza le modèle de ce deuxième Etat : un ghetto.

En déchaînant comme jamais le fer et le feu, il a dit tout haut au monde entier ce que le maintien de l'ordre impérialiste, dont l'Etat d'Israël est un exécutant, signifie : l'extermination d'un peuple qui refuse de se plier à l'oppression et à l'exploitation.

En déchaînant comme jamais le fer et le feu, il a ruiné aux yeux du monde la prétention de l'Etat d'Israël d'incarner la défense des valeurs démocratiques – comme le lui ont fait remarquer avec dignité, dans une lettre intitulée *« Pas en notre nom ! »,* des centaines de rescapés juifs des camps de concentration nazis.

Il a mis en pleine lumière l'hypocrisie des gouvernements impérialistes complices, à commencer par les gouvernements Hollande, Cameron, Merkel, comme leur véritable nature.

Provoquant l'indignation des peuples du monde, Netanyahou a contraint Obama à faire mine, devant le monde entier, de vouloir le « retenir », sans cesser de le surarmer.

Freiné par Obama dans son offensive exterminatrice, Netanyahou a provoqué la plus grave crise de l'histoire de son Etat et de son appareil militaire.

TOUTES LES CONDITIONS SONT EN TRAIN DE SE RÉUNIR POUR UN TOURNANT MAJEUR

Toutes les conditions sont en train de se réunir pour un tournant majeur… pour que, dans un avenir proche, la jonction s'opère entre des secteurs des deux sociétés, notamment au sein de la jeunesse, condamnée par l'Etat d'Israël à une guerre sans fin, aux massacres et à la barbarie contre le peuple palestinien des deux côtés du mur.

La résistance des combattants palestiniens, leur lutte héroïque a porté un coup fatal au mythe de l'armée israélienne invincible. Elle a porté un coup fatal au mythe du *« ciment de l'armée et de la nation israéliennes »* – nourri par l'euphorie des victoires de son armée. Le peuple palestinien vient d'arracher un recul avec l'arrêt des bombardements, déclenchant des manifestations de joie dans toute la Palestine, et y compris au sein de la population juive.

Certes, ils ne sont que quelques centaines à avoir défié l'état-major et refusé de servir à Gaza… Que quelques milliers à avoir manifesté, notamment à Tel-Aviv. Par leur position courageuse, ils ont néanmoins ouvert une brèche importante.

Quant à cette couche de militants palestiniens engagés dans le combat, un profond mouvement se développe en leur sein. Ils ont fait l'expérience de la trahison des chefs d'Etat arabes, au premier rang desquels le chef d'Etat égyptien. Ils ont fait l'expérience du prétendu « programme de paix » du Fatah, de ce qu'ont signifié sa reconnaissance de l'Etat d'Israël et le renoncement à la Charte de l'OLP. Ils ont refusé toute tentative de renoncement au droit au retour des réfugiés. Ils comprennent que la « solution » des deux Etats (y compris de l'Etat islamique du Hamas) les enfermerait à jamais, comme à Gaza, dans un camp de concentration à ciel ouvert. Ils observent avec la plus grande appréhension les grandes manœuvres improvisées par l'impérialisme américain pour tenter de juguler l'effondrement qu'il a provoqué en Irak. Ils comprennent le danger que fait peser sur eux le rapprochement entre l'Iran et les Etats-Unis, et celui qui se cherche entre les Etats-Unis et Bachar el-Assad.

L'idée s'enracine qu'aucune issue ne peut être apportée au peuple palestinien qui soit subordonnée aux manœuvres diplomatico-militaires en cours. C'est en ce sens qu'on peut dire aujourd'hui que la question du combat pour une nation palestinienne unie, une république palestinienne laïque et démocratique où vivraient à égalité de droits tous ses citoyens quelles que soient leur religion ou leurs origines, se prépare à surgir de façon saisissable dans un avenir proche.

Contre la conquête de sa souveraineté par le peuple palestinien, de toutes parts, au nom du « réalisme », des impératifs d'urgence humanitaire…, les travailleurs de tous les pays, en particulier des pays impérialistes, sont appelés – y compris par leurs directions – à s'associer à la campagne pour « mettre Gaza sous la protection de l'ONU » et les points-frontière sous le contrôle d'inspecteurs de l'Union européenne, piétinant l'exigence palestinienne de « levée sans condition du blocus ».

La solidarité concrète avec le peuple palestinien, c'est au contraire l'unité la plus large des organisations ouvrières et démocratiques dans le monde entier pour l'arrêt immédiat et inconditionnel de l'agression israélienne, et pour la levée immédiate, totale et inconditionnelle du blocus de Gaza.

Cette solidarité s'inscrit dans le combat pour aider notre classe à abattre les gouvernements au service du capital financier et de la politique de guerre de l'impérialisme américain.

Elle s'inscrit dans le combat pour renforcer l'organisation de l'avant-garde consciente de la classe ouvrière.

Elle s'inscrit dans le combat pour le renforcement de la IVe Internationale !

DR

7 000 manifestants à Tel Aviv (place Rabin) contre l'intervention militaire à Gaza, le samedi 26 juillet 2014. Il s'agit de militants pacifistes israéliens d'origine juive et de Palestiniens "de l'intérieur" (des frontières de 1948).

Deuxième partie (B)

Contributions théoriques et analyses critiques

Dans cette deuxième partie (B), nous avons rassemblé des contributions théoriques et des analyses critiques qui ont été des moments importants dans l'élaboration collective de la IVe Internationale. Il s'agit de comptes rendus de cercles d'études marxistes convoqués par la section française de la IVe Internationale en 1970, 1982, 2000, de contributions théoriques datant de 2000, 2004 et 2013. Nous avons fait suivre ces contributions de trois courts extraits de Léon Trotsky datant de 1934, 1937 et 1938, où celui-ci aborde « la question juive ».

Sommaire

1 • Révolution et contre-révolution au Moyen-Orient,
cercle d'études marxistes du 30 octobre 1970,
intervention de Pierre Lambert *(octobre 1970)* ..... *p. 47*

2 • Discours de Pierre Lambert
au meeting convoqué par le PCI *(16 juin 1982)* ..... *p. 67*

3 • Pierre Lambert – Palestine : où conduit le protectorat américain
sur le monde ? *(octobre 2000)* . ..... *p. 71*

4 • Pierre Lambert – La portée mondiale de l'irruption
des masses palestiniennes (compte rendu d'un cercle d'études marxistes
sur la Palestine, Paris) *(28 octobre 2000)* ..... *p. 73*

5 • Pierre Lambert – Quelques réflexions pour une approche marxiste
de la question palestinienne (*septembre 2004*) ..... *p. 83*

6 • Contribution au VIIIe Congrès mondial, proposée par deux membres
de la commission Moyen-Orient du secrétariat international *(mars 2013)* ..... *p. 86*

7 • Léon Trotsky – A propos du « problème juif » (*février 1934*) ..... *p. 89*

8 • Léon Trotsky – La question juive *(18 janvier 1937)*..... *p. 91*

9 • Léon Trotsky – L'importance de la question juive *(4 février 1938)*..... *p. 93*

B1 • Révolution et contre-révolution au Moyen-Orient

La séance du cercle d'études marxistes de Paris du 30 octobre 1970 (1)

RAPPORT DE PIERRE LAMBERT

INTRODUCTION

Camarades, en commençant cette conférence, je ferai quelques remarques préliminaires. Nous avons une certaine réputation, et nous supportons bien des réprobations. Nous sommes considérés comme des archéo-marxistes ou archéo-léninistes par ceux qui révisent le marxisme et les principes du *Programme de transition* de la IVe Internationale, comme des gens imperméables aux idées nouvelles. Nous n'avons aucun tabou. Et nous disons à ceux qui nous qualifient de cette manière et de bien d'autres encore : si vous êtes capables de nous démontrer que la méthode qui est la vôtre, et que vous voulez substituer à celle de Marx-Lénine-Trotsky, est plus correcte, plus conforme aux intérêts du prolétariat et des couches exploitées et opprimées, alors, nous sommes tout prêts à vous écouter, à nous laisser convaincre. Vous souffrirez néanmoins que nous ayons le droit de considérer vos prétendues explications comme des vieilleries petites-bourgeoises qui ne conduisent qu'à la capitulation. De quel point de vue nous plaçons-nous ? Du point de vue des intérêts du prolétariat international, dont la lutte des Palestiniens pour leur libération et celle des travailleurs juifs contre le capital et l'Etat sont parties intégrantes. Du point de vue des ouvriers et des paysans, qui, dans le nord de la Jordanie, ont constitué un soviet pour résister à l'agression des forces spéciales de Hussein, montrant ainsi la voie de la libération nationale, qui est aussi celle de la destruction de l'Etat bourgeois-féodal de Jordanie ! Du point de vue des ouvriers américains de la General Motors, qui, depuis sept semaines, sont en grève parce qu'ils ne veulent pas supporter les frais de la politique impérialiste de domination du monde de Wall-Street ! Du point de vue des travailleurs juifs de la compagnie El Al, qui, contre les conditions de travail que leur impose le gouvernement Meir-Dayan, ont commencé une grève du zèle !

Nous entendons, à partir de cette position de principe, démontrer et non pas simplement affirmer.

Nous nous excusons par avance du caractère polémique de notre exposé. Il est à la mesure des immenses problèmes qui se trouvent posés par la guerre civile en Jordanie, avant-poste de la guerre civile internationale que les classes exploiteuses, les impérialistes, les castes de propriétaires fonciers et les classes bourgeoises organisent et préparent dans le monde entier contre les peuples – et des fausses solutions qu'on apporte à ces problèmes.

---

(1) *La Vérité* (1970), et republié dans *La Vérité* n° 60-61 (spéciale Pierre Lambert), pages 162 à 167. Figure intégralement dans la brochure n° 1 du *« Dossier Palestine de 1947 à 2000 édité par la section française de la IVe Internationale »,* pages 24 à 39.

LA MORT DE NASSER

Tout un chacun en a pris connaissance, Nasser, le champion de la « nation arabe », est mort à la tâche. Il avait, avant de mourir, imposé une solution de capitulation à la résistance palestinienne, une solution qui préservait le pouvoir de Hussein le boucher ; il est mort et chacun, à l'échelle internationale, y est allé de sa larme : Nixon, qualifiant Nasser de grand homme d'Etat et ajoutant qu'il soutenait le plan Rogers. Nixon ne perd pas le nord ; Kossyguine, saluant en lui l'ami fidèle et ajoutant : nous continuons à appuyer le plan Rogers – la bureaucratie du Kremlin ne perd pas le nord ; Hussein, qui déclare : nous ne pouvons pas croire à sa mort, il est mort au moment où il était le plus nécessaire. Bien entendu, Nasser, depuis des années et des années, s'était efforcé de sauver le trône chancelant du souverain hachémite, agent direct de l'impérialisme au Moyen-Orient. Ben Gourion salue également la mémoire de Nasser, avec l'empereur Hailé Sélassié et Chou En Laï. Tous, tous, ils apportent leur contribution à la mémoire du champion de la nation arabe, du héros du monde arabe, comme le qualifie un prétendu marxiste dénommé Rodinson. Le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP), dont les dirigeants se prétendent marxistes et dont nous citons la déclaration bien que nous ne placions pas sur le même plan le FPLP et les gouvernements impérialistes, le FPLP, donc, déclare dans un communiqué : *« Nasser est un géant mort, dont la direction et le pouvoir faisaient le guide éclairé de la libération du monde arabe. Nasser est un moment palpitant de l'histoire des Arabes. »*

Yasser Arafat, chef du commandement de la résistance palestinienne, télégraphie à son tour : Nasser est le plus grand héros de notre temps, le martyr de la révolution palestinienne.

Il saute aux yeux, c'est le moins qu'on puisse dire, qu'une telle unanimité mérite réflexion. Il saute aux yeux que les masses laborieuses du monde entier, et particulièrement les ouvriers et les fellahs subissant le joug féodal dans les pays du Proche et Moyen-Orient, sont en droit de se poser des questions. Nasser, représentant de la bourgeoisie et de la caste des propriétaires fonciers égyptiens, mérite de ce fait les hommages à lui adressés par Nixon, Hussein, Kossyguine et Ben Gourion. Mais s'il mérite les hommages d'Arafat et des dirigeants du FPLP, alors, on peut se demander si Arafat et les dirigeants du FPLP ne pratiquent pas une politique contraire aux intérêts des masses qu'ils prétendent diriger, vers la révolution palestinienne. Nasser a répondu lui-même ; en 1955, il a écrit un opuscule et il a fait des déclarations dans lesquelles il définissait sa philosophie : *« Je n'ai rien lu sur le socialisme, le communisme, la démocratie ou le fascisme – notre révolution ne sera qualifiée par aucune de ces idéologies. Nous sommes sans idéologie. »* Que voilà bien un novateur ! Et il poursuivait : *« Je suis contre le matérialisme et je ne désire pas changer les propriétaires en travailleurs. Je suis convaincu qu'il y a un Dieu. »* Que voilà un novateur ! Et il continuait : *« Je ne permettrai jamais la soviétisation de l'Egypte. »*

Et là, Nasser disait la vérité : toutes les réformes agraires décrétées depuis son accession au pouvoir n'ont abouti qu'à renforcer la puissance de la caste des propriétaires fonciers et qu'à soumettre encore un peu plus les fellahs égyptiens à leurs dures servitudes semi-médiévales – tandis que les capitalistes égyptiens voyaient leur puissance économique se renforcer. Nasser croit en Dieu ! Ben Gourion également, qui déclare : *« Je ne suis pas athée. L'essence de l'être juif réside dans l'enseignement des prophètes. En cet enseignement, il y a deux idées : vous devez aimer un seul Dieu et vous devez conduire votre vie selon la morale. »* Ben Gourion est noble. Il a le cœur sensible, et il ajoute : *« Nous arriverons, nous juifs, à nous entendre avec nos frères musulmans. »* Et il termine par un hommage à Nasser et à Hussein. La fraternité en Dieu des exploiteurs !

Camarades, ces quelques déclarations que je viens de vous lire appellent pour le moins un sentiment de méfiance à l'égard de ceux pour qui il y a, dans les conflits

du Proche-Orient, face à face, les juifs et les Arabes. Pour notre part, nous ne connaissons ni juifs ni Arabes. Nous ne connaissons que les travailleurs juifs et les ouvriers et fellahs arabes ! Nous ne connaissons que les capitalistes juifs et les capitalistes et propriétaires fonciers arabes. Nous ne connaissons que les classes. Nous ne connaissons pas d'Etats fondés sur la race. Nous considérons que sionisme et panarabisme sont les deux faces d'une même médaille, destinées à tromper les travailleurs juifs et arabes et, avec eux, les travailleurs du monde entier. Notre position, c'est celle qui procède du soviet d'Irbid et de la grève des travailleurs d'El Al, du point de vue des grévistes de la General Motors, du point de vue des exploités et opprimés du monde entier.

Sans nul doute, les problèmes posés par la question palestinienne soulèvent les plus grandes passions. Ce n'est pas par hasard. Certes, ces passions sont fondées sur des combats réels, des combats où des millions d'hommes, avec leur chair et leur sang, cherchent à trouver des solutions positives aux plus angoissantes questions qui les étreignent. Mais la passion a également d'autres racines. C'est la passion du petit-bourgeois affolé qui se refuse à poser la question de l'Etat, c'est-à-dire la question de la destruction des Etats bourgeois, c'est-à-dire la question des soviets, du pouvoir centralisé de la classe ouvrière, comme solution à tous les problèmes, en particulier comme solution à la question nationale. Ces passions sont de même origine, de même nature que celles qui ont déferlé en mai-juin 1968 en France, lorsque les illusionnistes de tous genres et de toute espèce serinaient aux oreilles de la grève générale le POUVOIR OUVRIER, le POUVOIR DANS LA RUE, le POUVOIR DANS LES FACULTÉS, le POUVOIR PAYSAN – autant de prétendus pouvoirs disloqués, CONTRE le POUVOIR CENTRALISÉ DE LA GRÊVE GÉNÉRALE qui ne pouvait avancer vers la victoire que par le COMITÉ CENTRAL ET NATIONAL DES COMITÉS DE GRÊVE. Cette question de l'Etat, nous allons la placer au centre de notre exposé, parce que ce sont les faits, et non une quelconque position idéologique a priori, qui lui fixent cette place centrale. Ce ne sont pas les idées que l'on se fait du monde dont il s'agit, mais le monde de la réalité d'où découlent les idées réelles. Il s'agit des classes !

Il s'agit des organes par lesquels ces classes assurent leur domination, ou, pour ce qui est de la classe ouvrière, peuvent prétendre à la domination sur le monde, afin de supprimer finalement toute forme de domination sur le monde. Mais auparavant, il semble nécessaire de montrer comment le sionisme et le panarabisme, qui, à l'heure actuelle, s'expriment respectivement dans l'Etat d'Israël et dans la notion de la « nation arabe », ont été l'un et l'autre forgés par l'impérialisme. Certes, il ne serait pas correct d'oublier que ces créations artificielles de l'impérialisme, forgées pour diviser les travailleurs contre eux-mêmes, se sont chargées pour les masses d'un contenu émotionnel et politique. Il y a à cela, et nous le verrons ultérieurement, des motifs historiques extrêmement précis. Il nous faut en tenir compte dans le combat réel. Mais, auparavant, rappelons un certain nombre de faits essentiels.

SIONISME ET PANARABISME

Il faut savoir que la constitution d'un foyer national juif en Palestine a été décidée par M. Balfour, chef du gouvernement de l'impérialisme anglais, le 2 novembre 1917. Peu auparavant, en 1915, la Grande-Bretagne, qui était en guerre contre la Turquie, se déclarait prête à soutenir l'indépendance des Arabes. L'agent de l'impérialisme Lawrence appuyait la dynastie des hachémites, champions de la nation arabe et champions de l'arabisme.

Il faut savoir qu'à la conférence de paix de Versailles, après la première guerre impérialiste, un des hachémites, qui deviendra ensuite roi d'Irak, a réclamé l'indépendance pour les peuples d'Asie parlant arabe, et que, le 2 juin 1922, Winston Churchill a dit : «*La déclaration Balfour reconnaît comme mission au foyer juif en Palestine le développement de la communauté juive existante avec l'aide des juifs*

des autres parties du monde, en sorte qu'elle puisse devenir un centre pour lequel le peuple juif dans son ensemble prendra de l'intérêt et de la fierté pour des raisons de religion et de race.»

Churchill, en même temps qu'il exposait ce qui est le fond même du sionisme, donnait au même moment l'indépendance politique à la Transjordanie, en y portant au pouvoir un autre hachémite, aïeul du roi-boucher Hussein. C'est l'impérialisme, qui, pour diviser les peuples du Proche et du Moyen-Orient contre eux-mêmes, pour préserver et développer les positions de l'impérialisme britannique, les positions de l'impérialisme mondial dans cette région du monde, a conjointement créé les bases du sionisme et les bases de la « nation arabe ».

Un problème est ici à poser, qui est d'une extrême importance : il ne suffit pas de démontrer par les faits comment le sionisme et le panarabisme sont des obstacles créés de toutes pièces par l'impérialisme contre la révolution dans les pays du Proche et du Moyen-Orient. Ce sont là, aujourd'hui où la barbarie impérialiste envahira la planète si la révolution prolétarienne ne l'abat pas, des questions vitales.

Au moment où le capitalisme était encore facteur de progrès et de civilisation, la question juive, héritée du Moyen Age, tendait à se résorber par une assimilation de plus en plus grande des juifs dans les nations occidentales. Le sionisme, proclamé au congrès de Bâle en 1897, n'avait alors aucune prise sur les travailleurs et sur le peuple juif. Les chiffres le prouvent : entre 1890 et 1917, 3 057 000 juifs ont émigré d'Europe orientale vers l'Occident, 60 000 vers la Palestine, soit une moyenne de 1 800 par an ; en 1931, l'émigration juive vers la Palestine s'élevait à 4 000 par an, en 1932 à 9 500, en 1933 – l'année où Hitler a accédé au pouvoir en Allemagne – à 30 000, en 1934 à 42 000, en 1935 à 61 500. Aujourd'hui, près de 3 millions de juifs résident en Palestine. Il est évident que la situation a changé. Certes, l'Etat d'Israël est une création de l'impérialisme dirigée contre l'unité des peuples du Proche et du Moyen-Orient. Mais il serait imbécile, il serait criminel de ne voir que cet aspect du problème. Des millions de juifs ont péri dans les camps de concentration nazis. Et la question juive aujourd'hui a une autre dimension, une autre densité, elle est chargée d'un pouvoir émotionnel important, elle est un problème particulièrement difficile à résoudre.

Mais, camarades, pas plus difficile que ne l'est la question du Pakistan oriental, pas plus difficile que ne le sont de nombreux problèmes qui aujourd'hui se trouvent posés à l'échelle de l'humanité dans la phase de la décadence de l'impérialisme, où, d'une manière directe, l'humanité risque de s'effondrer dans la barbarie. Les camps de concentration nazis n'étaient que la préfiguration de la barbarie envahissante. Je reviendrai tout à l'heure sur cette question : je dirai seulement pour l'instant qu'il est impossible d'avoir une vue simpliste, de prétendre qu'on puisse régler la question palestinienne, qui est le problème décisif de la révolution dans les pays du Proche et du Moyen-Orient, en disant simplement : les juifs à la mer !

Mais il est évident qu'il faut d'abord préciser la nature de l'Etat d'Israël : l'Etat d'Israël est un Etat compradore, qui ne survit que par les subsides de l'impérialisme américain. Tous les bavardages des sociaux-démocrates de tous genres sur le socialisme sioniste, sur le socialisme des kibboutz, s'effondrent devant la réalité : aujourd'hui, les prétendus kibboutz autogérés sont en train de se dissoudre sous le poids même de la pénétration capitaliste. Il y a assistance des Etats-Unis dans tous les domaines ; cette assistance est une assistance militaire, une assistance technique, une assistance économique. Elle vise à forger, à consolider les rapports de production et d'échange capitalistes à la campagne comme dans l'industrie ; elle vise à renforcer un Etat théocratico-militaire, un Etat dans lequel, en 1966, il y avait 100 000 chômeurs avant la guerre des Six Jours, un Etat dans lequel le syndicat officiel, la Histadruth, a accepté, en 1968, le blocage des salaires pour deux ans, ce qui faisait dire à M. Dayan : *«C'est là un des bienfaits de la guerre.»*

Voilà ce qu'est l'Etat d'Israël, un Etat bourgeois compradore, artificiel, un Etat qui a été mis en place par Staline et Truman pour empêcher la révolution dans les pays arabes, un Etat qui divise les travailleurs juifs et les travailleurs arabes, un Etat qui coupe les travailleurs juifs du prolétariat international.

NATHAN WEINSTOCK ET LA "NATION ARABE"

Et maintenant, que recouvre la notion de « nation arabe » ? J'ai lu, pour préparer cet exposé, un livre d'un homme qui est particulièrement qualifié sur les problèmes du Proche et du Moyen-Orient : j'ai nommé le pabliste Nathan Weinstock, ami d'Ernest Mandel, et son livre *Le Mouvement révolutionnaire arabe* (Maspero, éditeur). Il y reprend tout ce qui traîne dans tous les livres d'histoire officiels sur les problèmes du Proche et du Moyen-Orient – et puis, comme les pablistes se prétendent trotskystes et marxistes, il y va de sa petite marchandise. La justification de la « nation arabe », pour Weinstock, est faite de beaucoup de choses : il y a l'islam, il y a le fait que c'est une communauté, le fait qu'ils aient beaucoup des éléments qui, paraît-il, seraient à la base d'une nation. Il n'y manque que le principal : le développement des forces productives, le moteur même, comme Marx nous l'a expliqué, des civilisations et des sociétés.

Je suis obligé ici de vous infliger quelques citations de ce livre. On y lit, page 16 : *«Ainsi constatait-on à nouveau que c'est finalement sous l'effet de la pénétration économique capitaliste qu'a RESURGI* (souligné par nous) *la personnalité nationale arabe.»* Donc, pour ce marxiste, il y avait une « personnalité nationale arabe » dans l'Orient médiéval, comme, sans doute, une « personnalité nationale française » ou « allemande » au temps de Charlemagne ! Comme si n'importe quel historien sérieux, sans même parler des marxistes, ne savait pas que l'éveil de la nationalité est lié à l'éveil de la bourgeoisie et à son ascension dans le monde – alors que, pour cet éminent théoricien du pablisme petit-bourgeois, il y aurait eu une nation arabe du temps de Mahomet. Il poursuit en exposant comment cette « personnalité nationale arabe », une fois « resurgie », s'est exprimée dans des *« congrès musulmans », « notamment celui de 1931 »* (p. 17) – un congrès forgé de toutes pièces par l'impérialisme, un congrès dont tous les participants étaient des marionnettes entre ses mains. Voilà donc les forces qui, pour le « marxiste » Weinstock, auraient constitué, ou reconstitué, la « nation arabe ». C'est, somme toute, une façon de démontrer qu'il n'y a pas de nation arabe : parce que, s'il y en avait une fondée, comme le prétend Weinstock, sur la religion, alors, en Europe, nous aurions une nation chrétienne, et en général nous aurions des nations fondées sur la race ou la religion. Voilà la philosophie de l'un des novateurs du marxisme qui n'ont pas de mots pour déplorer notre manière insuffisamment courtoise de discuter avec eux.

Inspiré par le « congrès musulman de 1931 », notre auteur conclut : *« Il serait donc absurde de nier l'existence d'une nation arabe. »* Ainsi, ce sont les hachémites, les agents de l'impérialisme britannique, qui fondent, ou plutôt qui reconstituent la nation « resurgie » à l'époque de l'impérialisme décadent, cela sur la base de forces productives en régression.

Mais Weinstock poursuit – n'est-il pas marxiste ? – en exposant que la seule classe qui est capable de *« réaliser les tâches nationales du mouvement arabe, de promouvoir la révolution sociale et de vaincre l'arriération culturelle ne peut être que le prolétariat ».* Apparemment, rien de plus correct. Et il s'appuie, dans sa démonstration, sur une citation dont le choix est révélateur (p. 18) : *« Les paysans, non seulement à cause de leur niveau culturel terriblement arriéré, mais surtout à cause de leur situation objective de classe, ne sont capables que d'une révolte élémentaire contre leur situation de plus en plus intenable. »* C'est là une affirmation élémentaire pour les marxistes, bien des fois ressassée depuis *Le Dix-huit Brumaire de Louis Bonaparte,* de Marx. Mais Weinstock est allé la chercher dans l'ouvrage intitulé *Lénine* que Lukacs a écrit en février 1924, au lendemain de la mort de ce

dernier – et où, pour la première fois, devançant Staline, Lukacs commençait à élaborer la théorie du « socialisme dans un seul pays » pour l'opposer à la théorie de la révolution permanente, à la théorie de la révolution prolétarienne mondiale. Cette théorie bourgeoise selon laquelle le prolétariat, dans les limites d'un seul pays, est capable de construire une société socialiste, cette théorie avec laquelle la bureaucratie du Kremlin a prétendu justifier son existence d'organe bourgeois contre-révolutionnaire développé sur le corps de l'Etat ouvrier de l'URSS et dirigé contre la révolution mondiale, nous allons voir maintenant Weinstock la reprendre au compte de la « nation arabe » prise à part. Ne poursuit-il pas : *« Toute l'histoire du monde arabe le prouve. »* Notons bien que, pour notre auteur, il y a un « monde chrétien », un « monde bouddhiste », etc. *« La bourgeoisie dite nationale est intimement liée à l'impérialisme et, dans la mesure où elle parvient à s'émanciper de ce dernier* – elle le peut donc ? –*, la rend incapable de réaliser le développement industriel, etc. »* Mais le prolétariat, lui, le peut, il peut réaliser l'unité nationale arabe comme le préalable indispensable d'une « transformation sociale radicale », il peut, dans le cadre de la « nation arabe » ou du « monde arabe », comme l'on voudra, édifier le socialisme. Voilà pourquoi Weinstock tenait à se référer à Lukacs, qui voulait limiter le prolétariat à l'accomplissement des tâches bourgeoises héritées du passé dans le cadre de pays restant isolés, comme l'URSS, et lui barrer la route de la révolution mondiale. Rien d'étonnant, dans ces conditions, si, dans le cadre de la « nation arabe », du mot d'ordre de « l'unité arabe », qui *« pose le problème du bouleversement de toutes les structures socio-économiques du Moyen-Orient »* (pp. 19-20), Weinstock et ses amis, tout en bavardant sur la révolution permanente et Trotsky, n'ont, finalement, d'autre politique en Palestine que de soutenir des formations bourgeoises, toutes aussi « nationales arabes » que l'on voudra, qui sont incapables de conduire à la victoire le peuple palestinien en lutte pour sa libération.

IL N'Y A PAS DE SOLUTION MIRACLE

Ceux qui nous critiquent de vouloir rester fidèles à l'enseignement de Marx, de Lénine et de Trotsky, ceux qui nous critiquent parce que nous posons publiquement tous les problèmes qui sont en cause pour la révolution prolétarienne, à ceux-là nous disons : quelles opinions, quelle politique avez-vous à nous proposer ? A ceux qui préconisent de prétendues voies nouvelles vers le socialisme, « l'unité arabe », la « révolution arabe » dans le « monde arabe », à ceux-là nous disons : le seul modèle de la révolution socialiste, c'est le soviet, et ce modèle-là, les paysans et les ouvriers de Jordanie n'ont pas trouvé de meilleure manière pour exprimer leur forme de socialisme que d'y recourir, que de recourir à la destruction de l'Etat bourgeois, à l'Etat-conseil, à la Commune, comme la révolution hongroise des Conseils, suivant la même voie que les travailleurs tchécoslovaques, que les travailleurs français dans la grève générale de 1968 ; nous préférons êtres des « archéos » avec notre classe que des « néos » avec ceux qui trahissent notre classe.

Les problèmes en cause sont des problèmes extrêmement douloureux, extrêmement difficiles à résoudre. Il n'y a pas de solution miracle. A ceux qui nous proposent des « formes concrètes » de solution, nous disons : hors de la voie de la destruction de l'impérialisme et des Etats bourgeois compradores, il n'y a pas de solution. Peut-être le mouvement de masse ne pourra-t-il pas, à une première étape, atteindre ce but, mais s'il ne l'atteint pas, il n'obtiendra pas de satisfaction à ses revendications. 1 400 000 réfugiés palestiniens au Liban, en Syrie, en Cisjordanie, en Jordanie, dans la zone de Gaza et en RAU, dont plus de 500 000 en Jordanie ; près de 300 000 dans la zone de Gaza, près de 300 000 en Cisjordanie ; 1 400 000 personnes vivant dans des camps de toile, avec des subsides de l'UNRAM, sont une lourde charge et une lourde menace que tous les gouvernants, qu'ils s'appellent Golda Meir, Nixon ou Gromyko, voudraient voir disparaître de la carte. 1 400 000 per-

sonnes, qui, aujourd'hui, concentrent dans leurs aspirations et leur volonté toutes les aspirations du prolétariat international !

Avant d'aborder le problème de ce qui s'est passé dans cette guerre civile et de ce que cela signifie, donc les problèmes de la révolution internationale du prolétariat, qui sont ceux de la révolution prolétarienne en France, qui sont ceux de la construction du parti révolutionnaire dans ce pays, qui sont ceux de la construction d'une nouvelle Internationale révolutionnaire, qui sont ceux de la reconstruction de la IVe Internationale, il est nécessaire d'examiner les forces sociales qui sont en présence à l'échelle internationale et qui tournent toutes autour du prolétariat international montant et cherchent l'occasion d'écraser les ouvriers et les paysans. Nous avons dit que derrière ce qu'on appelle le sionisme comme derrière ce qu'on appelle le panarabisme, il y a l'impérialisme.

Alors, Nasser agent de l'impérialisme ? Des millions d'hommes l'ont pleuré, ont considéré sa mort comme celle de leurs espérances. Si ces millions d'hommes pouvaient, par leur propre mouvement, accéder aux déductions du socialisme scientifique, il ne serait pas nécessaire de construire un parti révolutionnaire, de construire une Internationale. Mais cela n'est pas. Des millions d'hommes saisissent leurs aspirations, leurs problèmes, à travers une conscience disloquée, par rapport aux conditions matérielles qui sont les leurs. Et ces millions d'hommes ont chargé Nasser d'un contenu qu'il n'avait pas. En janvier 1905, des centaines de milliers d'ouvriers de Petrograd, avec leurs femmes et leurs enfants, derrière un pope, un provocateur de la police tsariste, se sont rendus auprès du tsar pour lui demander du pain et la journée de huit heures : la réponse leur est venue sous forme de mitraille ; et ces centaines de travailleurs de Petrograd, qui, dupes de leurs illusions, allaient chercher la solution de leurs problèmes auprès du tsar, quelques mois après, en octobre 1905, déclenchaient la première grande grève générale de l'histoire et bâtissaient le premier soviet. Le problème de Nasser est identique à celui du pope Gapone. Aujourd'hui, derrière ces créations baptisées sionisme et panarabisme, il y a l'accord scellé au nom de la contre-révolution mondiale par l'impérialisme américain et par la bureaucratie du Kremlin. Sans l'aide des bureaucrates du Kremlin, après la guerre des Six Jours, l'Etat bourgeois égyptien se serait désintégré. Sans l'aide américaine à Hussein après la guerre des Six Jours, le royaume hachémite se serait désintégré. Le contenu réel de la politique menée conjointement par les dirigeants dits soviétiques et les dirigeants américains a été formulé par Kossyguine lui-même, qui, se rendant au Caire pour assister aux funérailles de Nasser, a déclaré : *« Le gouvernement soviétique désire avant tout un gouvernement stable pour succéder à Nasser, non nécessairement un gouvernement orienté vers l'Union soviétique. »* Kossyguine aurait pu ajouter : certainement pas un gouvernement de travailleurs qui donnerait satisfaction aux revendications des ouvriers et des fellahs. Le plan Rogers est le plan de la contre-révolution, élaboré conjointement par la bureaucratie soviétique et l'impérialisme américain pour crucifier la montée révolutionnaire dans les pays du Proche et du Moyen-Orient.

BOURGEOIS ET BUREAUCRATES Y VOIENT CLAIR

Quelques extraits de la presse internationale montrent que bourgeois et bureaucrates y voient très clair. On lit dans *Le Figaro* (1er août 1970) ces lignes qui posent parfaitement le problème : *« Mais la menace la plus grave est celle que font peser les feddayin hostiles à toute négociation. Ils peuvent à tout moment ruiner le fragile échafaudage par n'importe quel coup de force contre le souverain jordanien ou sur tout autre terrain. »* Et dans l'hebdomadaire américain *Newsweek* (10 août 1970) : *« Depuis plusieurs mois, Washington et Moscou jouent un jeu diplomatique commun au Proche-Orient. Missiles et tanks russes en Egypte, aide américaine à Israël et à la Jordanie. Rideau de fumée des déclarations des uns et des autres. »*

Quand Nasser accepta le plan Rogers, la *Pravda* le félicita *« pour son opposition aux tendances extrémistes du monde arabe »* ; en même temps, *« le gouvernement soviétique assure Washington qu'il supportera ses efforts pour la paix »*. Un porte-parole du département d'Etat définissait cependant le contenu du plan Rogers : *« La réaction des militants arabes souligne le fait que le temps est arrivé d'en terminer avec eux dans le Moyen-Orient. Si nous avions attendu encore quelques mois, personne n'aurait pu contrôler la situation. Nasser et les Russes connaissent cette situation et estiment que notre initiative pour renverser la tendance dans les prochains mois, les négociations entre Israël et les Arabes, et derrière, en arrière-plan, la pression commune des dirigeants soviétiques et américains, démontreront clairement aux feddayin qu'il est temps d'en finir »* – qu'il est temps de donner à Hussein les moyens de saigner la révolution.

Voilà quel est le contenu du plan Rogers, voilà quel est le contenu de la politique de coexistence pacifique prônée par les dirigeants soviétiques et à laquelle s'associent totalement les dirigeants du Parti communiste français. Car ce dont il s'agit en Palestine, c'est d'une guerre civile. Dans le *New York Times* (10 août 1970), après l'acceptation du cessez-le-feu par Nasser et Mme Meir, on lit : *« Personne ne sous-estime, à Washington, les problèmes que vont poser, pour la négociation, les Palestiniens hostiles à un règlement, mais ce qui est important, dit un diplomate, c'est que les modérés sont renforcés. »* Les modérés, c'est M. Hussein. Au début de la dernière offensive, la dernière en date, le 16 septembre, menée par les forces armées spéciales, ces bandes de brigands armés par l'impérialisme américain et fonctionnant sous la direction du roi Hussein avec la bénédiction de Kossyguine, lorsqu'elles se sont ruées contre les masses palestiniennes et que ces masses palestiniennes ont démontré qu'elles refusaient de subir, à Washington, la Maison-Blanche a été mise en état d'urgence en relation avec les événements de Jordanie. Les plans ont été mis en place pour une intervention au Moyen-Orient. Tandis que la Jordanie était en flammes, le gouvernement américain mettait au point un plan durable de « paix » au Proche-Orient. L'« urgence » résultait de ce que l'effondrement de Hussein n'aurait pas simplement signifié la destruction de la monarchie jordanienne, ajoutaient les officiels américains, elle aurait signifié qu'au moins l'Irak et la Syrie basculeraient, trois éventualités que ni Israël, ni les Etats-Unis, ni le gouvernement soviétique, ni l'Egypte ne pouvaient accepter.

La comparaison entre la presse française et la presse américaine, pour ce qui est des informations, est toute à l'avantage de cette dernière. La raison en est très simple : la presse américaine est sans fard ; elle dit : « Ecraser, assommer, tuer. » La presse française ne le dit pas de manière aussi ouverte : elle pense « assommer, écraser, tuer », mais elle ne le dit pas. Et c'est la raison pour laquelle l'ensemble de ses informations, tout particulièrement pour cet honorable journal qui s'appelle *Le Monde,* sont puisées directement dans la presse américaine, mais transformées de telle façon qu'on ne puisse voir ce qui se passe réellement.

Donc, heure après heure, le groupe spécial d'action prévu en cas de crise à Washington était rassemblé autour du président Nixon, son principal conseiller pour les questions de sécurité, Kissinger, les chefs d'état-major de l'armée, les dirigeants de la diplomatie et de la CIA suivaient avec lui les événements.

LE SOVIET D'IRBID

Pourquoi ? C'est l'hebdomadaire *Newsweek* (28 septembre) qui, sous le titre *« La naissance d'un soviet arabe »,* va nous dire ce qui s'est passé dans la région d'Irbid, où, *« depuis deux semaines »,* 150 000 personnes échappent au contrôle des autorités !

Les choses ont commencé lorsque les forces armées spéciales de Hussein ont massacré 23 combattants.

« Ils étaient complètement mutilés », a déclaré à un reporter de *Newsweek* un commerçant d'Irbid. *« Certains avaient leurs mains liées avec leurs intestins, d'autres les yeux arrachés ou avaient été écartelés. La réaction de la foule a été instantanée. Dans une explosion de colère apparemment* (sic) *spontanée, les habitants d'Irbid quittèrent la mosquée (où les corps étaient exposés) et mirent le siège devant les bâtiments gouvernementaux. Mais après la flambée du début, il n'y a eu que peu d'effusion de sang. La semaine dernière, un tribunal populaire hâtivement constitué a condamné 9 officiers jordaniens à mort, mais comme toutes les troupes gouvernementales avaient déjà quitté la ville, les sentences restèrent sans effet. Le gouverneur d'Irbid et quelques-uns de ses partisans qui avaient trouvé refuge dans la caserne militaire centrale furent approvisionnés en aliments et en eau par les commandos, qui leur dirent qu'on les libérerait s'ils rendaient leurs armes et renonçaient à leur allégeance au roi Hussein. »* Ainsi, une fois encore, les masses, en dépit de la sauvagerie de leurs adversaires, ont fait preuve d'une mansuétude extrême.

« Au milieu de la semaine, quand j'arrivai à Irbid, la ville était plongée dans un calme surprenant : les boutiques étaient le théâtre d'une grande activité. Le seul signe extérieur d'un changement était la présence de patrouilles de partisans puissamment armées qui parcouraient la ville, souvent remorquant derrière eux un policier gouvernemental à l'air penaud, afin de prouver leur volonté de faire la paix avec les autorités gouvernementales désireuses de collaborer. Un jeune ingénieur chimiste qui prétendait être le commissaire principal d'Irbid me déclara : "Beaucoup de gens du gouvernement se sont montrés disposés à travailler pour nous pour le bien de la révolution. Voyez vous-même comment la situation est normale ici ; nous gouvernons maintenant et les choses marchent mieux qu'avant."

Mais, en dépit de la tranquillité qui régnait en surface à Irbid, une authentique activité révolutionnaire se développait derrière la scène. Dans chaque rue, les partisans avaient mis en place des comités populaires pour remplacer l'administration. Ces comités élisaient à leur tour des représentants à des comités de quartiers. Ces derniers composés de commissaires des partisans, ainsi que de dirigeants des habitants d'Irbid qui soutenaient la cause palestinienne, tenaient chaque soir des assemblées pour discuter de sujets tels que la future organisation de la ville et les préparatifs à faire pour sa défense. Quoique leur structure fût semblable à celle des soviets locaux que les bolcheviks ont formés dans les premiers jours de la révolution russe, ces comités semblaient (sic) *s'être formés de manière relativement* (sic) *spontanée, en réponse aux événements locaux, sans aucune influence ouverte* (sic) *de Moscou ou de Pékin... Avant que je ne quitte Irbid, un "congrès du peuple" a été convoqué au centre de la ville et a décidé d'interdire l'entrée de la ville à tous les fonctionnaires pro-gouvernementaux et de résister à toute attaque de l'armée jordanienne. A cette fin, quelque 1 200 partisans creusèrent en hâte des tranchées sur les principales routes d'attaque et mirent en place des barrages afin de contrôler les mouvements de ou vers la ville.* "Nous sommes prêts à lutter ici jusqu'à la mort", *a dit le lieutenant Abou Kussaï, intellectuel de trente ans qui a la responsabilité de la défense de la ville.* "Nous sommes une pauvre nation engagée dans un grand combat, mais nous sommes confiants dans la victoire."

Mais cette confiance semblait prématurée à la fin de la semaine. On rapportait des escarmouches entre les partisans et des unités de l'armée jordanienne au voisinage d'Irbid. Et il semblait que ce ne fût qu'une question de temps avant que l'armée ne se lance à l'assaut de cette forteresse marxiste. "Si Hussein veut encore gouverner ce pays, il lui faudra reprendre Irbid, a déclaré un diplomate occidental à Amman. Aucun gouvernement ne peut permettre qu'une telle situation existe et continuer à prétendre être un gouvernement". *»*

Quand on connaît ces événements, dont très peu de chose a filtré dans la presse française, y compris la presse de gauche et d'extrême gauche, on comprend l'angoisse de M. Nixon et de ses conseillers, on comprend l'angoisse et les conseils de modération des dirigeants « soviétiques » de Moscou. La guerre civile s'est développée jusqu'au point où elle ouvre, pour tous les peuples du Proche et du Moyen-Orient, y compris le peuple juif, la perspective de la solution : les conseils, la Commune, la République des conseils, la République des soviets.

De même que Marx a établi après la Commune de Paris la ligne historique du développement de la lutte de classe internationale du prolétariat ; de même que Trotsky a posé, après la révolution russe de 1905, avec la théorie de la révolution permanente, le seul pronostic théorique qui dans la pratique a été vérifié, à savoir que seul le pouvoir des soviets, le pouvoir centralisé de la classe ouvrière, peut ouvrir le chemin de la victoire, y compris pour accéder à l'indépendance nationale et conquérir les libertés et les droits démocratiques ; de même Lénine, après la révolution russe de 1917, ouvrait comme seule perspective positive, pour les pays de l'Orient encore soumis à des relations précapitalistes, pour régler la question nationale, celle des soviets. Mais, par là même, les faits ont une nouvelle fois démontré qu'il n'y a aucune solution intermédiaire pour régler les problèmes de la nation dans les pays où les tâches démocratiques sont encore à l'ordre du jour. Il n'y a aucune voie non capitaliste intermédiaire entre la domination de l'impérialisme à travers des Etats bourgeois-féodaux formellement indépendants et les soviets. Voilà ce que Lénine a enseigné ; voilà ce que les staliniens foulent aux pieds, ce que les centristes foulent aux pieds, voilà ce que les maoïstes foulent aux pieds, voilà ce que tous ceux qui sont peu ou prou reliés à la bourgeoisie, à la petite bourgeoisie, foulent aux pieds. Camarades, c'est là la leçon du soviet d'Irbid. Par là même se trouve réglé d'un seul coup le débat qui oppose depuis des années et des années les marxistes que nous sommes à toutes les autres tendances du monde ouvrier, aux staliniens, avec leur théorie de l'indépendance nationale par étapes, aux gauchistes, avec leur théorie du pouvoir populaire, aux pablistes à la Mandel, avec sa théorie sur des Etats de transition qui ne seraient ni capitalistes ni soviétiques. Le soviet d'Irbid atteste une nouvelle fois la vérité du marxisme quant à l'hégémonie du prolétariat dans la révolution ; le soviet, c'est le pouvoir de la classe ouvrière et nul autre pouvoir, le soviet, c'est le pouvoir international de la classe ouvrière qui est déjà conquis dans un pays, le soviet, c'est l'expression réalisée de la poussée révolutionnaire du prolétariat français qui tendait lors de la grève générale de mai-juin 1968 au comité central national des comités de grève. Le soviet d'Irbid, c'est la révolution hongroise des Conseils par lesquels les ouvriers et paysans hongrois, en 1956, tendaient à reprendre le contrôle des conquêtes socialistes, que la bureaucratie a usurpées. Le soviet d'Irbid, c'est la direction que prenait et prend encore la révolution politique en Tchécoslovaquie. Le soviet d'Irbid, c'est l'unité mondiale de la lutte de classe du prolétariat international contre la bourgeoisie et ses Etats. Le soviet d'Irbid, c'est la déroute pour ceux qui, dans les rangs de la IVe Internationale, sont passés sur les positions de la petite bourgeoisie, en reprenant la théorie des blocs par laquelle le stalinisme entend détruire contre la révolution prolétarienne l'unité mondiale de la lutte de classe. C'est la déroute pour un Frank, qui voyait dans l'Etat guinéen de Sékou-Touré un Etat ouvrier. C'est la déroute pour Pablo et Mandel, qui voyaient dans l'Etat que Ben Bella-Boumediene ont construit en Algérie après les accords d'Evian de 1962 autre chose que ce qu'il était : un Etat bourgeois formellement indépendant, dont la première tâche a été de liquider comme syndicat ouvrier l'Union générale des travailleurs algériens.

LA LUTTE DE CLASSE TEND À REVENIR À SA SIMPLICITÉ PREMIÈRE

Ce qu'il y a de frappant dans la situation internationale de la lutte de classes actuelle, c'est à quel point les problèmes tendent à revenir à leur simplicité pre-

mière. Le prolétariat ne pourra survivre comme classe que s'il refuse de perdre les positions, conquêtes, droits et libertés qu'il a arrachés dans sa lutte plus que séculaire. L'impérialisme dans l'impasse, c'est la réaction sur toute la ligne. L'impérialisme dans l'impasse, c'est la réforme de l'enseignement Guichard-Faure-Fouchet, qui vise à interdire aux jeunes tout enseignement véritable. L'impérialisme dans l'impasse, c'est la déqualification et le chômage, la destruction des conquêtes sociales avec la mise en place de l'automatisation. L'impérialisme dans l'impasse, c'est la militarisation de l'économie, des centaines de milliers de milliards de francs gaspillés à l'échelle internationale pour la préparation de la troisième guerre mondiale atomique et de la contre-révolution. L'impérialisme dans l'impasse, c'est LE SOCIALISME OU LA BARBARIE. Car l'impérialisme dans l'impasse, c'est aussi la volonté de résistance de millions et de centaines de millions d'hommes qui, à travers le monde, sont amenés à refuser de subir pour simplement survivre.

La lutte de classe tend à revenir à sa simplicité première : classe contre classe. A l'aube du développement du capitalisme, pour simplement pouvoir survivre, c'est-à-dire être une classe, le prolétariat s'est organisé contre la bourgeoisie et l'Etat. Mais ces organisations, positions, libertés, conquêtes arrachées à la bourgeoisie sont dominées par les appareils qui cherchent à domestiquer la classe au profit de l'impérialisme. Mais l'impasse des appareils et de la petite bourgeoisie est l'impasse même de la bourgeoisie impérialiste. Là, et nulle part ailleurs, est la clé pour comprendre la situation en Jordanie.

Après la défaite, dans la guerre des Six Jours, les Palestiniens se sont organisés. La majeure partie d'entre eux constitue 60 % de la population de la Jordanie. Leur volonté de survivre comme peuple les amenait, indépendamment de leurs directions, à s'opposer à l'Etat bourgeois-féodal compradore du roi Hussein, soutenu par Nasser-Kossyguine-Nixon et Dayan. Ce même mouvement qui entraînait les ouvriers et les fellahs palestiniens à résister pour survivre à une politique qui les mène à la destruction, ce même mouvement qui les amenait à se dresser contre la jungle impérialiste, la bureaucratie stalinienne, les bourgeoisies nationales arabes et la caste des propriétaires fonciers, ce même mouvement qui les entraînait à Irbid à aller spontanément aux soviets avait pour effet le mouvement en sens inverse des possédants et des exploiteurs entraînant Hussein à multiplier les provocations contre le peuple palestinien.

En novembre 1968, les forces de sécurité jordaniennes attaquent le peuple palestinien. Le peuple palestinien leur inflige une première défaite. En février 1969, les forces de sécurité du boucher Hussein attaquent de nouveau. Encore une fois, elles sont défaites. En juin 1970, nouvelle provocation de l'assassin couronné, nouvelle défaite ; mais ce qui déjà se dessinait dans le mouvement antérieur s'affirme de plus en plus. Dans la crise de juin 1970, note la presse internationale, des éléments palestiniens armés, mais non contrôlés, se sont manifestés à Amman. Ce diplomate américain avait raison : il n'y a plus de gouvernement, plus d'ordre, plus rien que les masses qui échappent au contrôle de ceux qui freinent leur combat. Dans toutes ces crises, chacun des Etats arabes dit réactionnaire ou dit progressiste joue son rôle pour interdire aux masses la destruction de l'Etat féodalo-bourgeois jordanien. Les Irakiens et les Syriens interdisent en juin 1970 aux commandos palestiniens de poursuivre leur attaque contre le palais royal ; Nasser soutient ouvertement Hussein ; les Tunisiens, les Algériens, les Libyens, les Marocains constituent commission sur commission dans le seul but réel de sauver le trône chancelant de Hussein. A chaque étape, les dirigeants de la résistance palestinienne sont amenés à signer des accords avec Hussein, que celui-ci viole immédiatement. Accord après accord par lesquels Hussein cherche à imposer l'autorité de son Etat au peuple palestinien, accord après accord qui constituent pour lui de simples manœuvres pour reprendre l'attaque en vue de saigner le peuple palestinien. Enfin, à l'ombre du plan Rogers, Hussein va tenter d'ouvrir la phase finale dans laquelle il va chercher à cru-

cifier définitivement la révolution palestinienne. Une fois encore, il ne pourra atteindre son objectif. C'est le 16 septembre qu'il constitue un gouvernement militaire et donne l'ordre d'en finir avec le peuple palestinien. Il attaque sur tous les fronts : à Amman et à Irbid, dans le nord, dans le centre, aux frontières. Partout. Des milliers et des milliers de morts.

Deux semaines durant, la guerre civile fait rage. Deux semaines durant, le peuple palestinien résiste. Deux semaines pendant lesquelles les forces armées spéciales royales, les forces spéciales de sécurité du boucher Hussein seront contraintes de reculer. Camarades, je voudrais vous livrer le contenu d'une interview d'un commandant des commandos Saïka, Ahmed Schabili : ces commandos Saïka sont appuyés par les baassistes syriens — et les illusions des combattants palestiniens à l'égard du gouvernement des Etats compradores syrien et irakien peuvent être fatales à la lutte du peuple palestinien. Comme un seul homme, pour résister à la provocation de Hussein, les commandos et les milices du peuple organisés dans les villes, et en particulier à Amman, se sont levés. Les forces de l'armée royale ont dû reculer. Le 1er octobre 1970, dans une interview au *New York Times,* Schabili déclarait : *« Les forces de l'armée royale et Hussein ne reprendront jamais pied dans le secteur d'Amman que nous contrôlons. Dans la bataille d'Amman, le régime du roi Hussein a été vaincu et son armée a été mise en déroute. L'expérience acquise dans ces douze jours de combat donne une nouvelle force pour affirmer notre cause. »* Il est exact que Hussein a cherché en septembre 1970 à saigner définitivement le peuple palestinien ; il est non moins exact qu'il a été vaincu et que son armée a été mise en déroute. Mais Hussein a été vaincu à différentes reprises. En novembre 1968, en février 1970, en juin 1970, son armée a été mise à chaque fois en déroute. Et à chaque fois, Hussein a repris l'offensive, et il reprendra à nouveau l'offensive comme il l'a déjà reprise dans ces derniers jours tant que les illusions des dirigeants palestiniens lui donneront l'occasion de préserver et de maintenir son Etat. Ce même commandant, qui déclare au journaliste du *New York Times « Je crois que Hussein tentera de faire maintenant un nouveau coup d'Etat »,* n'en déclare pas moins : *« Nous désirons un accord d'armistice, nous luttons pour un gouvernement civil national, nous ne désirons pas renverser le régime. »* Là, et pas ailleurs, se situe la menace contre la révolution palestinienne.

Certes, il ne s'agit pas pour nous, du haut de cette tribune, de condamner des compromis dans lesquels les dirigeants palestiniens sont contraints de s'engager. Certes, il ne s'agit pas pour nous de proclamer une solidarité verbale à l'égard du peuple palestinien à Paris, à Bruxelles ou ailleurs. Certes, nous savons que ce qui freine, ce qui interdit pour l'heure des actions réelles de solidarité pour la défense de la Commune d'Irbid, ce sont les directions qui contrôlent encore le mouvement ouvrier français. Nous savons que de telles actions de solidarité nécessiteraient un appel au front unique, à des manifestations de masse où, par centaines de milliers, les travailleurs français, mobilisés par leurs organisations, manifesteraient devant l'ambassade royale de Jordanie à Paris. Mais nous savons également que, bien qu'entravée par les appareils, la classe ouvrière internationale n'en manifeste pas moins, par sa seule présence, la solidarité la plus réelle. Nous savons que l'internationalisme prolétarien ne saurait s'identifier à de creuses homélies ou à des aspirations abstraitement généreuses. Si l'impérialisme américain a été contraint de reculer dans ses intentions et dans sa volonté d'intervention en Jordanie, c'est parce qu'il était parfaitement conscient que ses troupes contre-révolutionnaires débarquant de sa 6e Flotte et de son aviation auraient abouti à mettre le feu à tout le Moyen et Proche-Orient. Alternant des déclarations menaçantes et des démentis, combinés avec des déclarations des dirigeants du Kremlin condamnant ces menaces, l'ensemble de ce jeu n'avait qu'un but : amener les dirigeants de la résistance palestinienne à reculer. Certes, le rôle contre-révolutionnaire du gouvernement Dayan-Meir doit être dénoncé ; à ce sujet, aux travailleurs

juifs qui affirment que l'Etat d'Israël serait, s'il était reconnu, facteur de progrès pour l'ensemble des peuples de ce secteur du monde, il faut dire : pendant ces événements, au moment où les travailleurs d'Irbid forgeaient leur soviet, au moment où le peuple palestinien et ses milices armées résistaient à l'Etat bourgeois féodal de Hussein, le gouvernement israélien se concertait avec Nixon pour, si Hussein était renversé, occuper la Jordanie et imposer aux Palestiniens l'ordre impérialiste, l'ordre bourgeois. L'internationalisme prolétarien, je le répète, c'est la grève de la General Motors, où, très certainement, les grévistes n'ont aucune idée, ou peut-être même des opinions réactionnaires, sur la lutte du peuple palestinien, mais qui refusent de payer le prix de la politique impérialiste de Nixon au Moyen-Orient. Le seul fondement de l'internationalisme prolétarien, ce sont les conditions matérielles réelles dans lesquelles prolétaires et opprimés du monde entier combattent la bourgeoisie impérialiste.

LES DIRIGEANTS PALESTINIENS ET LA NATURE DE L'ÉTAT

La question n'est pas de juger si les dirigeants palestiniens devaient ou ne devaient pas faire ce compromis. Nous ne sommes pas de ces petits-bourgeois qui ressassent aux Palestiniens que le pouvoir est au bout du fusil, qui encensent les guérilleros qui proclament à tort et à travers que le FPLP de Habbache, le FPDLP de Hawatmeh sont la direction révolutionnaire, qui les encensent pour, au moment où le feu se déchaîne, écrire comme le pabliste Weinstock : « *En effet, les événements actuels, aboutissement des préparatifs unitaires que l'on sentait venir et dont on s'étonne qu'ils aient pu prendre les dirigeants palestiniens au dépourvu...* » Petit-bourgeois installé au chaud à Bruxelles et bavardant sur la révolution palestinienne, qui, aux premiers coups de feu, quitte le navire, pour y remonter ensuite quand les masses auront fait reculer Hussein !

Revenons au compromis. Il s'agit de la nature du compromis ; il s'agit de la politique qui est à la base de ce compromis comme de la politique au service de laquelle sont les fusils. Il s'agit de l'Etat et de la nature de l'Etat.

Alors que, d'une manière constante et délibérée, dans tous les compromis et les accords entre Hussein et la résistance palestinienne – compromis signés sous l'égide des Etats arabes « révolutionnaires » ou pas –, Hussein tend constamment à rétablir et à faire respecter le contrôle par son Etat, son armée, sa police, des commandos, et à la dissolution des milices armées du peuple palestinien, ses interlocuteurs, les dirigeants de la résistance palestinienne, se refusent à poser la question de la nature du régime.

Il est inutile de parler longuement de la position d'Arafat, qui ne se contente pas de refuser de poser la question de la nature de l'Etat dans la lutte menée par le peuple palestinien, mais qui voit en Hussein un interlocuteur valable. Mentionnons seulement la position de Habbache et de Hawatmeh.

On peut lire, dans *Le Monde diplomatique* daté de juillet 1970, la déclaration suivante de G. Habbache : « *La nature du futur Etat palestinien ne me paraît pas urgente à définir. Disons que pour nous, au terme d'une guerre longue, le mouvement révolutionnaire arabe libérera la Palestine, qui redeviendra arabe. Il y aura une solution démocratique pour le peuple juif en Palestine. Mais la Palestine ne sera pas une mosaïque de nationalités. Tout citoyen, quelle que soit son origine ethnique ou confessionnelle, jouira pleinement de ses droits démocratiques. Mais actuellement, nous avons des problèmes plus urgents à résoudre, car les difficultés à l'étape actuelle ne manquent pas.* »

De la même façon, il n'a pas entrepris la réforme agraire dans les territoires qu'il contrôle.

Voici maintenant, d'après *Le Monde* (11 et 12 octobre 1970), un passage d'une déclaration de Nayef Hawatmeh : « *Nous acceptons le cessez-le-feu et le départ du pouvoir militaire, mais nous estimons que la clause concernant le retour à un pou-*

voir civil n'est pas formulée de façon suffisamment claire. Nous demandons la constitution d'un gouvernement national, alors que l'accord du Caire permet le maintien au pouvoir des autorités jordaniennes responsables des massacres de septembre et qui ne méritent donc aucune confiance... Si les feddayin quittent les villes, les armes resteront entre les mains de la milice. »

Camarades, il faut le dire et le dire nettement, si les aspirations du peuple palestinien peuvent être satisfaites, elles ne le peuvent que par la destruction de l'Etat bourgeois-féodal et compradore de Hussein. La nature de l'Etat est la question la plus importante, ce pour quoi on lutte est la chose la plus importante pour engager des combats victorieux. Certes, il est possible de réaliser des compromis, certes, il est possible de reculer et de louvoyer, mais une chose doit être claire : s'il est exact qu'il ne faut pas toucher au régime du roi Hussein, alors, comme la révolution espagnole en1936, la révolution palestinienne sera finalement crucifiée. Lors de la révolution espagnole, on a pu voir que c'est la politique qui contrôle les fusils qui est décisive : derrière les fusils que Staline donnait – au compte-gouttes, d'ailleurs –, il y avait la politique de maintien du régime bourgeois, il y avait la victoire de Franco. Derrière la politique menée aujourd'hui par les formations petites-bourgeoises, derrière la politique des grandes organisations ouvrières, derrière la politique des moins grandes organisations, des toutes petites organisations, sans prise de pouvoir, il y aurait la défaite du peuple palestinien. Mais le peuple palestinien a réussi à imposer son soviet. Mais le peuple palestinien, par le fait même qu'il a réussi à imposer ses soviets, même s'il subit aujourd'hui les coups de Hussein, les camps gardés par les tanks que Nixon a livrés tout dernièrement à Hussein, est en marche sur la voie qui conduit à la victoire. Les soviets représentent non seulement une menace mortelle pour l'impérialisme, mais l'aide la plus réelle à la révolution palestinienne. C'est parce qu'ils ont peur de voir s'étendre les soviets à l'échelle du Proche et du Moyen-Orient que la bureaucratie soviétique et l'impérialisme américain hésitent à intervenir. Cette politique qui est celle du peuple palestinien rejoint les aspirations du prolétariat international. Camarades, c'est cela, la leçon de la guerre civile palestinienne. C'est cette leçon qu'il faut nous ancrer dans la tête, parce que demain, ici même, les mêmes problèmes, des problèmes de nature identique, se trouveront posés. Déjà, nous en voyons les premiers prodromes. Déjà, dans les usines et les chantiers, dans la jeunesse, nous voyons les forces commencer à se regrouper et nous voyons une politique des organisations qui tend à disloquer les forces qui commencent à se regrouper. Camarades, les problèmes de la révolution palestinienne, les problèmes du soviet d'Irbid, les problèmes des soviets, ce sont ces problèmes qu'il nous faudra résoudre, ce sont ces problèmes que nous n'avons pas été à même tactiquement de résoudre dans la grève générale de mai 1968, ce sont ces problèmes qui exigent la construction d'un parti révolutionnaire et la reconstruction de la IVe Internationale.

INTERVENTION D'UN CAMARADE PALESTINIEN

Tout d'abord, je voudrais vous demander de m'excuser si je ne m'exprime pas très bien en français, je suis un militant du FDPLP. Et je voudrais que ma contribution à ce débat donne quelques éclaircissements sur la lutte du peuple palestinien. En effet, le peuple palestinien vit depuis plus de vingt ans dans une situation semblable à celle du peuple juif avant la création de l'Etat d'Israël. Les Palestiniens, ce sont une histoire commune et une civilisation commune. Ils ont en même temps une langue commune, et tout cela a contribué à faire d'eux une nation. Mais outre cela, ce sont les misères et les frustrations quotidiennes, subies depuis plus de vingt ans dans les camps de réfugiés, qui ont contribué à maintenir et à renforcer le sentiment de l'appartenance à une même nation, la nation palestinienne. Durant

ces vingt années de misère, l'opinion publique internationale se refusait à attribuer au peuple palestinien le statut d'une nation et se contentait de les considérer, chacun à titre individuel, comme des réfugiés. Les camps de réfugiés, comme on les appelle, étaient pour la plupart installés en Jordanie, et ce pays ne pouvait offrir aucune espèce d'emploi. C'est ainsi que ces réfugiés, ou, comme je les appellerai d'un mot qui leur conviendrait mieux, ces apatrides, dépendaient pour leur subsistance de la charité internationale et des dons hebdomadaires de l'ONU.

Désespérant de l'action de l'ONU, le peuple palestinien est passé à la lutte armée. L'ONU, en effet, cherche avant tout à promouvoir la paix, et les deux impératifs de la paix et de la justice peuvent être quelquefois inconciliables. La paix peut passer par-delà la justice. Cette justice, pour le peuple palestinien, consiste avant tout dans le droit de disposer de lui-même, droit dont la condition sine qua non est le droit d'avoir un territoire. Cette lutte acharnée du peuple palestinien a débuté le 1er janvier 1965. C'est ce jour-là que la première balle fut tirée. Les mass media et les moyens d'information internationaux ont bien sûr passé sous silence cet événement. En effet, ces organes de presse sont à peu près tous dominés par des sionistes ou des pro-sionistes. Ils ont essayé de présenter la lutte palestinienne comme une lutte essentiellement raciste. Les Palestiniens seraient ainsi mus par l'antisémitisme. Il convient de préciser ici que la race, c'est une vue métaphysique qui ne correspond à aucune réalité objective ; du point de vue de la race, Arabes et juifs sont d'une même race, la race sémite. Mais cette propagande sioniste ne suffit pas à expliquer l'attitude de sympathie et d'attendrissement que les pro-occidentaux ont adopté vis-à-vis de l'Etat d'Israël. Ces milieux, tout en reconnaissant l'action sous-jacente de l'impérialisme dans la structure actuelle de l'Etat d'Israël, et tout en reconnaissant le fait palestinien, cherchent toujours le compromis comme solution ; et ces compromis sont presque toujours aux dépens de la cause palestinienne. On retrouve, à l'origine de cette attitude, une certaine mauvaise conscience des intellectuels de l'Occident vis-à-vis des juifs. Mauvaise conscience qui est due à la persécution, à l'extermination systématique dont a été l'objet le peuple juif en Occident, surtout durant la Deuxième Guerre mondiale. Mais les Palestiniens et les Arabes ne partagent pas cette mauvaise conscience, puisqu'ils étaient à l'époque presque en dehors de l'histoire internationale, réduits pour la plupart au statut de colonie ou de protectorat.

Cette introduction générale, une fois faite, je voudrais faire quelques remarques au sujet de l'exposé du camarade Lambert. En effet, il m'a semblé que le camarade Lambert, surtout dans sa première partie, a procédé à un certain dénigrement de Nasser. Je voudrais ici rappeler l'action de Nasser pour le peuple palestinien et la nation arabe en général. Si l'on cherche à analyser l'exposé du camarade Lambert, on trouve qu'il a donné des arguments quand il a parlé du sionisme comme création de l'impérialisme et qu'il a démontré que le sionisme est une création de l'impérialisme ; mais quand il parlait du panarabisme, il a seulement affirmé que c'est une création de l'impérialisme. Son analyse du panarabisme était plutôt une analyse du pablisme. Je ne crois pas que ce soit là l'analyse du panarabisme.

Pour ce qui est de Nasser, tel que je le conçois, il n'est pas essentiellement l'incarnation de l'arabisme, l'arabisme qui a adopté un nationalisme fait de références au passé, mais de modernisme et d'espoir de résurrection. L'action de Nasser à l'échelle du monde arabe, les transformations qu'il a suscitées et imposées dans le monde arabe ont été un apport fondamental à la pensée et à l'action universelle de libération. En effet, c'est d'abord dans le monde arabe qu'ont été remis en question, puis dénoncés, et enfin éliminés les schémas, les carcans et les mythes grâce auxquels l'internationalisme prolétarien européen a pu diviser les mouvements nationaux de libération, considérer le nationalisme des peuples opprimés comme réactionnaire, et en cela, retarder la révolution mondiale. L'arabisme se concrétise par l'élimination progressive des systèmes féodaux corrompus, par la

solidarité de 100 millions d'opprimés dans la lutte anti-impérialiste. Ce mouvement d'arabisme s'est imposé comme force révolutionnaire à l'échelle régionale du Moyen-Orient. En fait, si l'on cherchait à analyser ce qu'on appelle le nassérisme, on pourrait dire qu'il n'y a pas de nassérisme, ou, plus exactement, jamais Nasser n'a voulu être ou créer une idéologie. Ce qu'on appelle le nassérisme, ce sont les initiatives multiples d'un homme qui a incarné la révolution démocratique et nationale du monde arabe.

Ceux pour qui la pensée révolutionnaire est faite d'un schéma prétendument socialiste ont voulu donner une analyse de classe de ces initiatives, des initiatives de Nasser. Mais ceux qui ont voulu donner cette analyse de classe des initiatives de Nasser n'ont fait que débiter les lieux communs sur la petite bourgeoisie ou la bourgeoisie de gauche ou de droite. Les initiatives de libération qu'a suscitées Nasser étaient avant tout tournées, étaient avant tout basées sur une organisation de la production à la mesure des moyens dont il disposait dans son pays, et ce pays était haut, il faut le reconnaître. Tout ce sol, la guerre finie, est cultivable. Le programme qu'il a cherché à promouvoir n'a pas encore été complètement réalisé. Les initiatives de libération, d'organisation de la production et de la société sur des bases de plus en plus progressistes n'ont été que le développement normal de la révolution démocratique et nationale en Haute-Egypte, qui va de pair avec l'élargissement du mouvement anti-impérialiste dans le monde arabe et partout ailleurs. Le caractère spécifique de la révolution démocratique et nationale en Egypte, ce qui fait de Nasser l'expression authentique de l'aspiration de son peuple, ce qui explique que, malgré ou à cause de la défaite de juin 1967, ce même peuple l'a supplié de rester à la barre, ce qui explique la douleur sans précédent manifestée par tous les peuples arabes à sa mort, c'est que Nasser et les Etats arabes avaient lutté pour la révolution démocratique et nationale sans séparer le sionisme de l'impérialisme. Cela doit être souligné car, en 1948, les professeurs de socialisme et de révolution voyaient en Israël un facteur de progrès.

Cela dit, je voudrais ajouter certaines choses. Dans l'exposé du camarade Lambert, qui cherchait à analyser la résistance palestinienne, il s'est tout d'abord attaqué à Arafat ; il a dit que c'est un bourgeois qui ne pose pas le problème de la nature des classes, Habbache lui aussi ne peut pas plus. Quant à Hawatmeh, il ne peut même presque plus en parler. Alors je voudrais vous demander, je me demanderais moi-même, pourquoi est-ce que la résistance palestinienne n'a pas cherché à poser le problème de l'Etat ? C'est que, si l'Etat est avant tout le reflet des contradictions de la société, dans un mouvement comme celui que vit actuellement le peuple palestinien, il vaut mieux faire passer ces contradictions, qui sont peut-être principales en temps de paix, au second plan, à l'arrière-plan, et une contradiction peut être secondaire, mais essentielle, étant donné que, seule, elle peut affirmer le fait palestinien, cette contradiction qui est avant tout antisioniste, au premier plan. Et c'est pour ça que Habbache, dans l'interview citée par le camarade Lambert, ne cherche pas à définir très précisément la nature du futur Etat. Le futur Etat, tel que le conçoit la résistance palestinienne, est, quant à son principe, un Etat multiracial et multiconfessionnel. Mais on conçoit que les Israéliens qui, depuis vingt ans, ont travaillé en Israël, ont lutté pour en faire un pays productif, on conçoit que ces trois millions d'Israéliens ne veulent pas intégrer ces Palestiniens qui n'ont aidé en rien dans le développement d'Israël, il faut bien le dire. Et c'est pourquoi Habbache, tout en affirmant la nécessité d'un Etat multiracial et multiconfessionnel, ne peut pas préciser les modalités de réalisation de cet Etat. La Palestine est actuellement un peuple en lutte, et c'est à travers la lutte qu'on cherche à définir l'identité future du peuple et de l'Etat palestinien. Merci.

RÉPONSE DE PIERRE LAMBERT

Un certain nombre de questions – des questions écrites aussi – m'ont été posées, et je ne pourrai malheureusement répondre à toutes. Je voudrais essentiellement rassembler ma réponse sur l'intervention du camarade palestinien, parce que je pense que les problèmes qu'il a soulevés sont véritablement au cœur du débat. Je le dis d'ailleurs d'une manière très nette, je suis en désaccord avec ce camarade. Je suis en désaccord sur des questions de principe et sur une question de fait. Pour commencer, la question de fait. Quand le camarade a pris la parole pour nous expliquer le rôle progressiste de Nasser, je crois qu'il a fait un acte de foi. Je ne crois pas que la révolution puisse vaincre simplement par la foi. Je crois qu'il est nécessaire, et l'histoire l'a démontré, qu'elle ait une tête, des buts, une science qui la guide, une force qui la dirige, des idées et des objectifs, et des mots d'ordre. Pour caractériser les résultats de la politique de Nasser, je pense que la meilleure des façons, c'est de faire le bilan d'une gestion qui a commencé en 1952, et je citerai simplement quelques éléments de ce bilan, faute de temps.

On sait qu'un des problèmes clefs des pays arriérés est la question de la terre. Reliée très étroitement à la question nationale, la question de la terre mesure très exactement le contenu de classe de l'Etat. En Egypte, depuis 1952, Nasser a réalisé deux réformes agraires qui prétendaient liquider les rapports sociaux hérités du passé. Voici les bilans : la première mesure a été la limitation des propriétés. Résultat : le groupe des grands propriétaires fonciers augmente, de 1952 à 1962, de 6 000 à 11 000. La surface cultivée appropriée par ce groupe augmente considérablement. Le groupe des plus grands propriétaires fonciers passe de 3 000 à 5 000 ; leur domaine augmente, en dépit de la limitation des propriétés, de plus 14 % ; en même temps, la réforme agraire qui devait permettre aux fellahs sans terre de devenir propriétaires les contraint à verser de lourdes indemnités payables en trente ans. Camarades, voilà le contenu exact, le contenu réel d'une politique qui se veut sans idéologie, mais qui défendait des intérêts qui n'étaient pas idéologiques, les intérêts de la caste des propriétaires fonciers, contre les masses travailleuses. Effectivement, Nasser a été fidèle à la règle de conduite qu'il s'était fixée : ne pas faire des propriétaires fonciers, qui exploitent plus de 15 millions de fellahs, des travailleurs ; il a accru la toute-puissance économique et politique de cette caste dans le pays. En fait, la réforme du prétendu socialisme nassérien a abouti à augmenter la masse des petits fellahs propriétaires, dans la situation misérable qui les voue à la famine, et à rester, leur vie durant, sous la coupe des prêteurs privés auxquels ils doivent s'adresser pour emprunter à des taux usuraires. L'usure continue à pressurer les fellahs faméliques, qui ont à peine de quoi vivre sur des terres qui leur permettent à peine de subsister, eux et leur famille. Les ouvriers agricoles continuent de travailler dans les anciennes conditions d'avant 1952, très souvent les plus féodales. Et, pour tromper son monde, le tout est baptisé « coopérative ». Les merveilles de l'autogestion à la campagne ! Qui dirige la campagne ? 15 millions d'Egyptiens ? C'est toujours le grand propriétaire féodal. Un seul exemple : dans un article publié par un homme qui n'est pas exempt de sympathie pour Nasser, dans *Les Temps modernes,* on lit qu'*« une grande famille détenait, grâce à la complicité des services de la réforme agraire, plus 1 300 fedhans ; le fedhan est l'équivalent de nos 32 hectares, la réforme agraire limitait la superficie des terres de 100 à 200 fedhans ».*

D'ailleurs, Nasser lui-même, dans les confidences qu'il faisait, expliquait qu'il n'avait réussi ni dans la réforme agraire ni dans l'éviction des capitalistes, et que, au surplus, il ne cherchait pas à réussir dans cette voie. Camarades, cela, ce sont des faits. Je pense que la révolution palestinienne, comme toute révolution, ne peut se baser que sur des faits. Le bilan de la gestion de Nasser, c'est le bilan d'un gouvernement représentant la caste des propriétaires fonciers et la bourgeoisie nationale compradore, et il faut aller plus loin : si le camarade palestinien estime que

Nasser est un facteur positif dans la vie politique dans cette région du monde, alors, il faut qu'il nous dise ce qu'il pense de la position de Nasser qui a approuvé le plan Rogers. Camarades, il faut être très, très, très, très clair. Ce qui est en jeu, c'est la vie de millions d'hommes, c'est la vie des travailleurs et des fellahs, qui, aujourd'hui, à l'échelle des pays du Proche et du Moyen-Orient, continuent à chercher la voie de leur libération, et leur libération signifie : expropriation des expropriateurs !

Il faut aller plus loin : le camarade nous dit que la résistance palestinienne est une résistance qui ne doit pas se poser la question de la nature de l'Etat. Mais il faut accepter les faits tels qu'ils sont. Quand Arafat, le 16 octobre 1970, déclare : *« Il est urgent de reprendre la lutte, de détruire Israël, mais également il est urgent de respecter l'accord signé avec le roi Hussein qui a mis fin à la guerre civile »* – quand Arafat fait cette déclaration, il désarme, qu'il en ait conscience ou non, le peuple palestinien ; quelques jours après, Hussein, qui a mis fin à la guerre civile par un accord avec Arafat, attaquait de nouveau à Irbid. Et il continuera d'attaquer, de provoquer, jusqu'à crucifier le peuple, tant que son pouvoir ne sera pas renversé par le peuple. Alors, camarades, soyons clairs : la politique de Hussein, c'est la politique de Nasser, c'est la politique du plan Rogers, c'est la politique de l'écrasement de la révolution palestinienne (de la résistance palestinienne). Si, aujourd'hui, le problème de la nature de l'Etat ne se pose pas, alors il faut dire que la résistance palestinienne sera crucifiée. Quand Arafat continue à dire, comme le roi Hussein, qu'il lutte pour l'unité du monde arabe et de la nation arabe, il est contraint de respecter « l'accord que nous avons signé avec Hussein (qui, lui, ne le respectera pas) au nom de la révolution palestinienne », selon ses propres paroles.

Il ne s'agit pas de faire un acte de foi. Il s'agit d'un accord paraphé par un boucher qui est l'instrument des impérialistes et de Dayan-Meir, un boucher qui se prépare à saigner le peuple palestinien. Je le répète encore : je ne condamne pas en soi l'accord qu'Arafat a pu être amené à signer. C'est là une question de rapport de force. Ce qu'il faut condamner, c'est la politique qui sous-tend cette signature. Camarade palestinien, ne pas poser la nature de l'Etat, c'est procéder par actes de foi. Les actes de foi ne servent jamais à rien de bon. Camarades, quand j'écoutais ce camarade, je me souvenais de l'expérience, toute chaude encore, pour ceux de ma génération, de la révolution espagnole. Je me souvenais qu'un authentique parti révolutionnaire, le POUM, d'authentiques dirigeants révolutionnaires ont accepté, au nom d'une politique dite de « la victoire d'abord », une politique qui était menée sous le signe de « la guerre qui doit être victorieuse », de participer à un « Conseil national de la résistance » qui s'appelait à ce moment-là le gouvernement bourgeois de la Généralité de Catalogne. Le résultat, ça a été mai 1937 ; bien que ni le POUM ni Andrès Nin n'en portent la responsabilité, le résultat a été l'écrasement de la révolution espagnole. La révolution ou la guerre révolutionnaire sont des moments de la lutte de classe. C'est avant tout d'avoir une politique juste qu'il s'agit. Pour vaincre dans une grève, comme dans une révolution, il faut une politique correcte, ce qui implique qu'elle soit conduite sur l'objectif des « soviets », c'est-à-dire, en premier lieu, le refus, sous quelque forme que ce soit, de participer à des organismes ou à des gouvernements de collaboration des classes.

La question m'a été posée : si vous estimez que les dirigeants de la révolution palestinienne ne peuvent mener à la victoire, que proposez vous ? Je répondrai que j'ignore si la politique que je préconise suffirait à assurer la victoire, mais que ce dont je suis sûr, c'est que la politique d'Arafat et d'Habbache, elle, doit conduire sûrement à la défaite. Les leçons de toute l'histoire de la lutte de classe internationale du prolétariat l'attestent. Je sais qu'une politique qui refuse de poser le renversement de l'Etat du roi Hussein ne peut mener qu'à la défaite. Cela, c'est l'histoire, c'est la lutte des classes, ce sont les faits qui l'enseignent. Alors, camarades, dans l'autre camp, celui de la résistance palestinienne, pour ceux qui pensent que l'histoire a répondu à ces problèmes, il est de leur devoir de le dire, de n'encenser per-

sonne, de ne pas s'abaisser devant de prétendues victoires qui ne sont que des victoires éphémères, parce que la victoire, c'est la destruction de l'Etat bourgeois-féodal, la victoire, c'est la destruction des Etats bourgeois-féodaux. Un camarade m'a posé une autre question : l'Etat est le reflet de contradictions. Non, camarades, l'Etat n'est pas le reflet de contradictions, l'Etat est l'Etat d'une classe ; il n'y a pas d'Etat qui soit le reflet de contradictions sociales. L'Etat de Hussein est l'Etat de la caste des propriétaires fonciers et de la classe des bourgeois, l'Etat agent compradore de l'impérialisme. L'Etat est l'organe d'une classe, et l'Etat qui correspond aux aspirations du peuple palestinien, c'est l'Etat que veulent construire et que peuvent encore construire les masses, c'est l'Etat que les milliers de travailleurs de la ville d'Irbid ont constitué : le soviet. C'est l'Etat d'une classe, ce n'est pas l'Etat au-dessus des classes. Camarades, s'il faut attendre la « paix » pour poser ces problèmes, alors il faut comprendre que les gens, les intérêts qui guident cet Etat, dont la fonction est de régler les contradictions de la société au profit de la classe dominante, feront que cet Etat réglera ces contradictions en écrasant le peuple palestinien. Dans ces conditions, l'union des classes qui est proposée aujourd'hui mènera le peuple palestinien à la défaite.

Camarades, le problème est un problème politique, comme d'habitude. Et dans ce domaine, nous ne cacherons pas au mouvement politique palestinien notre position, parce que nous pensons qu'il n'y a pas d'autre méthode pour la victoire.

On m'a posé une autre question, mais je ne pourrai pas y répondre complètement ; je dirai simplement ceci : il y a aujourd'hui un Conseil national palestinien, il y a aujourd'hui en Palestine l'équivalent du Conseil national de la résistance en France, l'équivalent de ce qu'était le Front populaire ; dans ce Conseil national palestinien, toutes les organisations prétendant exprimer les intérêts des masses sont représentées, y compris le FDLP. Dans ces conditions, je le dis, autant il est nécessaire que la lutte armée se mène en commun avec toutes les forces armées, autant il est nécessaire de préserver l'indépendance politique. Il n'y a pas d'indépendance politique pour une organisation qui participe à l'organe de collaboration de classe que représente le Conseil national palestinien. Là est la menace mortelle pour la révolution. A partir des faits, à partir de l'histoire, à partir des leçons de l'histoire, qui n'ont jamais été démenties, nous pouvons dire : il n'y a pas d'autre politique à proposer que celle de Marx, Lénine, Trotsky, celle du marxisme, théorie et pratique de la révolution prolétarienne. C'est là ce qu'il faut comprendre.

On m'a posé encore une question, et c'est par là que je terminerai, concernant le mot d'ordre de la Constituante palestinienne : je l'ai dit, je refuse de fonder un Etat sur la race, je ne sais pas ce que veut dire la religion ou la race comme fondement de l'Etat. Une nation est fondée sur d'autres critères et, principalement, en dernière analyse, sur le développement des forces productives et les conditions matérielles de production. Il n'était pas possible, dans mon exposé ou dans ma réponse, de donner les fondements de ce qui constitue une nation, mais aujourd'hui, dans les pays qui n'ont pas réglé la question nationale, elle ne peut être réglée que par la dictature du prolétariat, que par la république soviétique. Aucune autre voie : il n'y a pas d'indépendance économique de l'Algérie, de la Tunisie ou du Maroc. Il y a la nécessité de planifier à l'échelle des pays, des continents, à l'échelle du monde entier, les forces productives qui permettent aujourd'hui d'aller vers le socialisme. Il n'y a pas d'indépendance économique pour un pays isolé.

Il y a un certain nombre d'aspirations nationales qui doivent être satisfaites, et qui peuvent être satisfaites aujourd'hui par le prolétariat. A partir de là se pose un problème : si le mot d'ordre, posé comme un pas en avant vers la république universelle des soviets, c'est celui des Etats-Unis socialistes et soviétiques du Proche et du Moyen-Orient, il est non moins exact qu'à l'heure actuelle, il est nécessaire, pour atteindre cet objectif (dont nous venons de voir à quel point il répond à la réalité avec la constitution des soviets dans le nord de la Jordanie), que des mots

d'ordre de transition permettent d'assurer l'unité des travailleurs juifs et des travailleurs arabes. Je ne suis pas aussi généreux que le camarade palestinien qui m'a précédé. S'il est parfaitement exact qu'avec la pluie de capitaux qui affluent du monde entier, et plus particulièrement des Etats-Unis, en Israël, il y a développement économique d'un pays de type plus ou moins occidental, je dis que le problème ne saurait être posé dans ces termes. Il y a une nation palestinienne en constitution, c'est-à-dire qu'il y a un Etat national palestinien, dont les deux composantes sont l'une juive – je ne dis pas israélienne, je dis juive – et l'autre arabe, puisque ce sont les termes qu'il faut utiliser. Donc, pour ma part, je n'ai aucun intérêt à déterminer si le fondement de la nation serait le fait que juifs et Arabes sont sémites ; je dis simplement que les uns et les autres sont en Palestine. Ils ont en face d'eux un même ennemi, la caste des propriétaires fonciers et la bourgeoisie, un même ennemi, la bourgeoisie juive de Palestine, l'impérialisme. Ils sont donc dans la nécessité impérieuse de s'unir, parce qu'il n'y a qu'une solution. Cette solution n'est pas dans le cadre de deux Etats, car, dans ce cadre, c'est la politique de 1948, c'est la politique issue de Yalta et de Potsdam, la politique qui a constitué l'Etat d'Israël comme un bastion destiné à empêcher la révolution de se développer dans ces pays. Dans ces conditions, la seule façon de régler le problème, c'est un mot d'ordre qui unifie travailleurs juifs et arabes, et petites gens, paysans juifs ou arabes, un mot d'ordre qui les unifie tous contre l'ennemi commun pour réaliser cette nation à laquelle ils aspirent les uns et les autres. Ce mot d'ordre, l'histoire l'a donné, c'est la Constituante, une Constituante palestinienne. On posera alors la question : quelle sera la forme de l'Etat ? Je répondrai ce que Lénine répondait à ceux qui lui posaient avant la révolution de 1917 cette question : les travailleurs, les masses populaires, régleront eux-mêmes ce problème à partir du moment où ils auront exproprié les expropriateurs, où seront détruits les Etats bourgeois, les Etats féodaux-bourgeois. Voilà la seule réponse possible à donner. Peut-être cette réponse ne suffit-elle pas, peut-être n'est-elle pas assez concrète ; mais les autres réponses formulées, les autres réponses qui nous sont données mènent à l'écrasement du peuple, elles permettent à l'impérialisme, à la caste des propriétaires fonciers, à la bourgeoisie nationale des pays dits arabes, à la bourgeoisie israélienne de continuer à dominer, à opprimer, à diviser les travailleurs contre eux-mêmes. Il n'y a pas d'autre voie, il n'y a pas de solution miracle, il n'y a que la révolution prolétarienne qui peut accomplir les tâches nationales héritées du passé.

B2 • Discours de Pierre Lambert au meeting convoqué par le PCI le 16 juin 1982

(extraits) (1)

Camarades,

Au moment où nous sommes assemblés ici, les grands de ce monde sont réunis en Assemblée générale à l'ONU. Ils sont tous réunis. Ils vont tous parler. Et, en ce moment même, au Liban, Palestiniens et Libanais sont massacrés. Ils sont tous réunis, les chefs d'Etat ou leurs représentants : il y a Margaret Thatcher, il y a le représentant de Pinochet ; il y a ceux qui soutiennent la honteuse et sanglante agression de Begin-Sharon (2) ; il en est d'autres qui condamnent avec force – communiqués et paroles creuses – l'agression israélienne ; et il y a Begin. Begin va discourir, Begin sera reçu par le général Haig (3). Le général Haig, qui, comme porte-parole de la démocratie, a décidé que les élections au Salvador sont un modèle de démocratie.

Camarades,

Vous le savez, ces élections sont des modèles de démocratie, ces élections, soutenues par Haig et Begin, ont eu lieu alors qu'étaient assassinés paysans et travailleurs. On continue à assassiner paysans et travailleurs salvadoriens qui luttent pour leur indépendance. Ces démocrates ont réussi des taux de participation électorale extraordinaires, dans certaines régions, de plus de 100 %. Ce sont des démocrates. Begin, qui est orfèvre en démocratie, va pouvoir discuter avec cet autre orfèvre en démocratie qu'est le général Haig, et il sera vraisemblablement reçu par le président Reagan. Begin parle, il parle beaucoup. Et le général Sharon, d'ailleurs, parle aussi beaucoup. Et parfois, ils en disent plus que ce qu'ils devraient dire ou que ce qu'ils voudraient dire. J'ai lu dernièrement dans un journal une déclaration du général Sharon. Le général Sharon se présente : *"Je suis le général Sharon."* Et il ajoute : *"Les Israéliens ne sont pas venus pour combattre les forces de l'ordre libanaises, mais pour sauver la population des Syriens et des Palestiniens."*

Beaucoup d'entre vous qui êtes ici font partie d'une jeune génération. Mais, pour ma part, je fais partie d'une génération plus âgée. Ce langage, je l'ai entendu, ce langage de généraux, de chefs d'état-major, de ministres de la Défense, tous bardés de décorations. Tous ces "chefs", nous les avons, dans notre jeunesse, entendus. Que disaient-ils au peuple tchécoslovaque en 1938 : *"Nous ne sommes pas venus pour combattre les Tchèques ou les Slovaques, nous sommes venus pour libérer les Tchèques et les Slovaques, nous sommes venus les sauver des communistes et de la judéo-ploutocratie."* Deux ans après, en 1940, ils sont encore venus, tous bar-

---

(1) Meeting auquel participaient également : Ilan Halevy, Association médicale franco-palestinienne (AMFP); une représentante du Comité Liban; une représentante des étudiants libanais. Le discours prononcé par Pierre Lambert au cours de ce meeting convoqué par la section française de la IVe Internationale (PCI) a été publié dans *La Vérité,* n° 8, datée de novembre 1993 (*«Documents de la IVe Internationale sur la Palestine de 1946 à nos jours»*), pages 108 à 112.

(2) Begin, Premier ministre israélien, ancien membre des commandos terroristes sionistes, la Haganah.

(3) Haig, général américain qui s'est illustré au Vietnam, et secrétaire d'Etat américain en 1982.

dés de décorations, avec leurs tanks et leurs avions ; ils étaient simplement venus libérer le peuple français des communistes et de la juiverie internationale. Un an après, en Union soviétique encore, aux Ukrainiens, ils ont dit : *"Nous ne voulons pas combattre le peuple ukrainien, nous sommes venus pour sauver les Ukrainiens des communistes et de la juiverie internationale."*

M. Begin, encore une fois, en dit plus que ce qu'il voulait, en avançant des comparaisons avec Hitler. En 1933, ce dernier expliquait, comme le général Sharon, qu'il allait libérer le peuple allemand des *"communistes, des socialistes et de la juiverie"* ; il y a eu les camps de concentration. De 1933 à 1939, un million de communistes, de socialistes, de trotskystes, de démocrates ont péri dans les camps de concentration. L'Allemagne nazie – non le peuple allemand, qui a subi dans sa chair et dans son sang le nazisme –, l'Allemagne nazie est devenue la prison des peuples : des dizaines de millions d'hommes, six millions de juifs ont été exterminés dans les camps de concentration.

Camarades,

C'est cela ce que font aujourd'hui Begin-Sharon avec les Palestiniens et les Libanais. Et c'est parce que nous sommes des internationalistes de toujours, qui avons toujours combattu pour l'Internationale, qu'en aucun cas nous ne pouvons accepter ce que Begin-Sharon font au Liban.

Camarades,

Vous avez lu ce tract, ce sont des camarades de Jérusalem qui nous ont fait parvenir les renseignements. Et hier midi, nous avons estimé qu'il était indispensable aujourd'hui de convoquer ce meeting comme manifestation de l'internationalisme prolétarien. Nous avons estimé indispensable d'expliquer ce que la presse, la radio, la télévision dans le monde entier refusent d'expliquer : *« Des milliers de travailleurs, étudiants, enseignants juifs ont manifesté sur les mots d'ordre : "A bas le génocide des Palestiniens ! A bas les assassins ! Retrait immédiat des troupes israéliennes ! Nous sommes tous des Palestiniens !" »*

Camarades,

Nous avons voulu porter témoignage de ces héroïques jeunes garçons de 12 ou 13 ans qui, autour des camps de Saïda, Palestiniens et Libanais, avec des roquettes, attaquent les tanks israéliens. Nous avons voulu porter ce témoignage de cette mère juive qui a dit sur la tombe de son fils : *"C'est Sharon, c'est Begin qui sont responsables de la mort de mon fils, ce ne sont pas les Palestiniens !"*

Ce sont Sharon et Begin qui sont responsables du massacre, du génocide des Palestiniens. Il fallait que ce témoignage soit porté dans un meeting. Il fallait qu'on le dise. Il fallait qu'on le proclame, cela pour, demain dans les entreprises, dans les facultés, agir, combattre.

Le PCI a convoqué ce meeting. D'autres, plus puissants que nous, auraient pu convoquer des meetings plus puissants. Ils ne l'ont pas fait, ils ne le veulent pas. Ils parlent, ils discourent, mais ils ne veulent pas combattre. Et pourquoi ne le veulent-ils pas ?

(…) Nous sommes contre *(la reconnaissance de l'Etat d'Israël)* et nous avons été contre en 1947-1948 parce que nous estimons que la reconnaissance de l'Etat d'Israël signifie l'oppression des peuples de la région par l'impérialisme, leur oppression, leur exploitation par la caste des propriétaires fonciers et des bourgeoisies dites nationales. Alors nous avons discuté et nous avons combattu en relation avec le marxisme qui nous sert de guide. Nous avons dit : en Palestine, il y a les deux composantes, arabe et juive : il faut que ces deux composantes, dans l'égalité des droits, constituent une nation palestinienne. L'Etat israélien est un facteur réactionnaire et contre-révolutionnaire. L'histoire connaît aujourd'hui des nations comme la Suisse. Nous disons : pour qu'il puisse y avoir cette nation palestinienne, qui est la seule voie du progrès et de paix dans cette région du monde, alors il faut combattre pour la Constituante palestinienne, une Consti-

tuante qui déterminera les droits égaux et les devoirs de chacune des composantes, juive et arabe, dans une seule nation. Voilà pourquoi nous sommes contre l'Etat d'Israël. On nous a rétorqué, on nous a dit depuis des années : c'est là une utopie.

Camarades,

Les réalistes, tous ceux qui nous ont expliqué que notre position et notre combat étaient utopiques, où ont-ils mené les peuples ? Où mènent-ils aujourd'hui cette région du monde où se déchaînent le feu, le massacre, le dénuement ? Non, il n'y a pas d'autre issue que l'issue démocratique, et l'issue démocratique qui, seule, peut amener la paix dans cette région passe par la disparition de l'Etat d'Israël, passe par la Constituante palestinienne, édifiant la nation palestinienne avec ses deux composantes.

Camarades,

Tous les plans, toutes les solutions qui ne partent pas de cette solution démocratique n'ont d'autre réalité que les massacres à répétition. Il y a eu la guerre de 1948, il y a eu la guerre en 1956, il y a eu la guerre en 1967, il y a eu "Septembre noir" de 1970, ce Septembre noir qui a vu le roi de Jordanie utiliser les forces que l'impérialisme américain lui avaient fournies pour écraser ou tenter d'écraser les Palestiniens. Il y a eu guerre en 1973, il y a eu Tall el-Zaatar en 1976. Le maintien de l'Etat d'Israël ne peut conduire qu'à la guerre. Les réalistes vous disent que c'est une utopie que la lutte pour la nation palestinienne, mais pourtant c'est la lutte du prolétariat international, la lutte solidaire des peuples, celle qui seule peut donner la dimension de la libération et de l'émancipation, parce qu'elle est la lutte révolutionnaire des peuples du Moyen-Orient, des peuples du Proche-Orient, dont la révolution palestinienne est le fer de lance. Je le répète : parce que nous sommes internationalistes, nous sommes pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, et parce que nous sommes pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, nous disons : l'Etat d'Israël doit disparaître (…) !

Camarades,

Ce meeting, nous l'avons convoqué pour combattre, pour expliquer ce qui se passe, ce qui se trame à l'ONU, à New York, et ce qui se voit. Un camarade qui m'a précédé nous l'a signalé tout à l'heure, c'est Assad qui explique qu'il est du côté des Palestiniens, mais qui laisse la voie libre à l'écrasement des Palestiniens. Voilà aujourd'hui ce qui se discute à l'ONU. Et il y a 4 millions de Palestiniens, il y a des millions de Libanais qui ne veulent pas subir le joug : voilà pourquoi il faut manifester notre solidarité.

Ainsi, le peuple palestinien n'a pas retrouvé encore sa patrie, Libanais et Palestiniens sont aujourd'hui massacrés. Alors, nous disons, nous, en conformité avec notre programme, en conformité avec notre politique : l'issue, c'est une nation palestinienne avec les deux composantes, arabe et juive, élisant une Constituante, une nation palestinienne dans une fédération des Etats du Proche et du Moyen-Orient, libérés de l'impérialisme et de la domination des propriétaires fonciers et des bourgeoisies, voilà où est l'issue. On nous répétera : c'est utopique.

Camarades,

Il y a douze ans, dans une salle de la Mutualité, j'ai présenté notre programme, nos solutions, dans une conférence sur la question de la résistance palestinienne, des problèmes du Proche et du Moyen-Orient. Des contradicteurs m'ont dit : *"C'est utopique."* C'était en 1970, nous sommes en 1982, et je le répète : où conduit leur réalisme ? Au sang, encore et toujours plus.

Et parce que la solution démocratique passe par la victoire de la révolution palestinienne, qui est le fer de lance de la libération de tous les peuples de cette région du monde, tous ceux qui sont intéressés à la défense des intérêts d'exploitation et d'oppression ne bougent pas. Ils ne bougent pas parce que tous, en dépit de leurs divergences et contradictions, veulent la défaite de la révolution palestinienne (…).

Le camarade qui m'a précédé a abordé à la fin de son discours un problème sur lequel il ne saurait être question de se taire, et je voudrais pour ma part y ajouter quelques éléments. Nous le disons, la démarche démocratique non seulement ouvre la seule véritable solution aux questions qui se posent dans cette région du monde, mais parce qu'elle est la solution démocratique, elle seule peut sauver les traditions démocratiques millénaires du peuple juif. Israël est né en négation des traditions démocratiques du peuple juif. Israël est né en négation de la culture juive. Sharon, Begin en sont les fossoyeurs. Opprimés depuis des millénaires, les juifs ont acquis et ont conquis une culture et une tradition. L'Etat d'Israël, oppresseur, se dresse contre cette culture et ces traditions. Avec l'Etat d'Israël, c'est l'inculture, la pire réaction, l'utilisation des milices fascistes. Begin, Sharon sont les fossoyeurs de ces traditions, l'Etat d'Israël en est la négation.

Camarades,

A ceux-là, et nous le comprenons, qui rappellent l'holocauste organisé par les nazis, nous disons : le corps éventré et disloqué d'un enfant juif du ghetto de Varsovie ne saurait avoir un prix plus grand que le corps éventré et disloqué de l'enfant palestinien ou libanais de Tyr, de Saïda ou de Beyrouth. Le crime des uns n'excuse pas le crime des autres (…).

Camarades,

Notre programme, le programme de la IVe Internationale, rend compte des événements. Voilà pourquoi nous pouvons mesurer les pas en avant que nous avons effectués, ces pas en avant qui démontrent que nous pouvons regrouper, organiser des milliers de travailleurs, cela parce que nous sommes armés de la théorie de la révolution permanente. Trotsky nous l'a expliqué, et cela a été vérifié par les événements. Staline combattait "la révolution permanente" pour trahir la révolution et, ce faisant, il trahissait le combat d'indépendance nationale des peuples. Nous savons, comme Marx nous l'a expliqué, que les idées s'emparent des hommes et deviennent des forces matérielles quand elles sont organisées ; s'appuyant sur notre programme, nous voyons comment les idées de la liberté, de la justice, de la démocratie, de la révolution socialiste s'emparent de millions, de centaines de millions d'hommes, devenant les forces matérielles de la victoire du socialisme. C'est là le gage du succès de la révolution, et parce que c'est aussi celui du succès de la révolution, c'est le gage de la construction de partis révolutionnaires. Oui, nous avons accompli, en convoquant ce meeting, en diffusant des tracts par dizaines de milliers, en organisant dans les facultés, les entreprises et les quartiers, nous avons accompli notre tâche sacrée de révolutionnaires, tâche pour l'accomplissement de laquelle nous sommes organisés, pour laquelle nous nous sommes associés pour aider les travailleurs et les masses à abattre le vieux monde de l'oppression et de l'exploitation.

(…) Nous irons manifester par milliers avec les travailleurs de toutes opinions politiques, philosophiques et religieuses, avec tous ceux qui ne veulent pas de ces massacres dans le monde et au Liban. Nous dirons qu'il faut combattre pour que les organisations ouvrières, démocratiques, réalisent l'unité pour refuser de charger, de décharger les navires en provenance d'Israël.

Et nous dirons, camarades, au gouvernement : il ne suffit pas de condamner l'agression israélienne en paroles. Nous lui dirons : rupture des relations diplomatiques avec Israël ! Il faut isoler l'Etat d'Israël !

Ce combat, nous l'engagerons dès demain, dans les entreprises, dans les chantiers, dans les usines, dans les facultés. Il faut l'engager pour que, vendredi, par milliers et dizaines de milliers, dans tout Paris, sur tout ce parcours que nous allons suivre, ces clameurs, ces mots d'ordre retentissent pour ouvrir la voie à nos frères de classe, aux travailleurs français, pour qu'ils prennent en main la charge sacrée de la défense de ceux qui sont massacrés aujourd'hui au Liban.

Alors, camarades, avec les peuples palestinien et libanais martyrs, avec ceux,

peu nombreux encore, mais nous devons les aider pour aller plus loin, avec ceux qui, en Israël, ont levé le drapeau de l'honneur et de la fraternité des peuples, nous dirons :

"– A bas le génocide des Palestiniens et des Libanais ! A bas les assassins !

– Retrait immédiat des troupes israéliennes !

– Pour une nation palestinienne unie, fraternelle dans ses deux composantes !

– Pour une fédération des Etats du Proche et du Moyen-Orient, libérés de l'oppression impérialiste, libérés de la domination et de l'exploitation de la classe des propriétaires fonciers et de la bourgeoisie !

– Vive la révolution prolétarienne !

– Vive la lutte mondiale du prolétariat international !"

Nous devons aider ceux qui souffrent, ceux qui tombent pour la révolution. Des appels ont été lancés par les camarades libanais et palestiniens qui m'ont précédé. Nous serons présents vendredi, et, dès ce soir, nous allons aider massivement, y compris avec notre argent, les combattants, ceux qui souffrent, ceux qui tombent, ceux qui sont blessés, ceux qui vont mourir, ceux qui luttent pour ne pas mourir, ceux qui luttent pour vivre, ceux qui luttent pour une nation palestinienne libérée !

16 juin 1982

B3 • Palestine
Où conduit le protectorat américain sur le monde ? (1)

(octobre 2000)

WASHINGTON estime que les événements meurtriers qui déchirent la Palestine à la suite de la provocation du ministre Ariel Sharon nécessitent la reprise des pourparlers « de paix ». On ne pourrait que se féliciter de la sollicitude manifestée par Clinton si... si...

Sans reprendre, dans les limites de cet article, l'ensemble des problèmes soulevés par la question palestinienne, faisons une simple remarque : la carte ci-jointe ne démontre-t-elle pas qu'il ne s'agit pas, qu'il ne s'est agi ni à Camp David, ni à Oslo, ni dans les interminables séances de « négociations » entre Arafat et Barak sous l'œil de Clinton, de répondre au droit des peuples – en l'occurrence du peuple palestinien – à disposer d'eux-mêmes ?

Les chiffres ne parlent-ils pas d'eux-mêmes ? L'encadré ci-joint ne démontre-t-il pas combien les « grands » de ce monde, à la suite des dirigeants américains, mentent lorsqu'ils essaient de faire croire que la énième convocation de Barak et d'Arafat par Clinton pourrait déboucher sur une solution durable ? Qui peut penser qu'une

(1) Tribune libre de Pierre Lambert parue dans *Informations ouvrières,* n° 456 (2000), semaine du 4 au 10 octobre 2000.

Palestine dépecée pourrait être qualifiée de « solution démocratique », susceptible de permettre aux populations arabes et juives de vivre en paix sur un même territoire ?

En Palestine, il y a deux composantes, arabe et juive. Il faut que les deux composantes, dans l'égalité des droits, constituent une nation palestinienne. Pour qu'il puisse y avoir cette nation palestinienne, qui est la seule voie du progrès et de la paix dans cette région du monde, il faut combattre pour la Constituante palestinienne, une Constituante qui déterminera les droits égaux et les devoirs de chacune des composantes, juive et arabe. C'est la voie pour aller vers un seul Etat laïque et démocratique sur tout le territoire de la Palestine.

Dès 1982, au moment des massacres de Sabra et de Chatila (2), alors que s'engageait le « processus de Camp David », nous affirmions que l'hypothèse d'un « Etat » séparé en Cisjordanie et à Gaza ne pouvait réaliser les aspirations nationales du peuple palestinien.

Je rappelle ce que j'ai eu l'occasion de dire le 16 juin 1982, dans un meeting convoqué par le PCI (aujourd'hui CCI) : *« En 1970, dans une salle de la Mutualité, lors d'une conférence, ont été présentés les premiers éléments qui fondent le combat pour la solution progressiste de la question palestinienne, à savoir l'Assemblée constituante. Des contradicteurs ont alors dit que c'était utopique. Nous sommes en 1982, et je le répète : où conduit leur réalisme ? Au sang, encore et toujours plus. »*

C'était en juin 1982. Et en octobre 2000 ? Depuis que le conflit armé a embrasé la Palestine, hier comme aujourd'hui, nous réaffirmons : y a-t-il une autre solution démocratique pour établir une paix durable que celle inscrite dans le mot d'ordre de Constituante palestinienne ?

L'enchevêtrement des contradictions entraînées par la soumission, par ONU interposée, au protectorat américain, organisant la décomposition politique, économique et sociale de toute la région, ne se dirige pas vers une solution durable. A terme plus ou moins rapproché, le protectorat conduit à l'occupation de la Palestine par les troupes américaines.

Tout au long du XIXe siècle, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes a conduit à la constitution de nations. A partir du XXe siècle, l'impérialisme a barré la route aux solutions progressistes des questions nationales. Les pas en avant arrachés par la lutte des peuples ont permis des avancées sous la forme des indépendances politiques, mais qui n'ont pu aboutir à l'indépendance nationale.

Camouflée sous une avalanche de mensonges, la mondialisation déchiquette continents et nations.

Pour ne citer que les nations yougoslaves, la Fédération yougoslave est mise en pièces : Bosnie, Croatie, Serbie, Kosovo sous protectorat de l'OTAN…

Sur tous les continents, la soumission au protectorat américain a les mêmes effets.

Pierre Lambert

---

(2) La responsabilité d'Ariel Sharon dans les massacres de Sabra et de Chatila est tellement flagrante que la commission d'enquête israélienne sur les massacres devait la reconnaître en février 1983. Les massacres de Sabra et de Chatila organisés par Sharon firent plus d'un millier de morts, hommes, femmes et enfants.

B4 • La portée mondiale de l'irruption des masses palestiniennes

(compte rendu d'un cercle d'études marxistes sur la Palestine, Paris, 28 octobre 2000) (1)

Exposé du camarade Pierre Lambert

LE problème est si vaste que je ne pourrai pas le traiter totalement dans un exposé. J'ai pris un certain nombre de points en relation avec la situation présente. Cette situation pose une question centrale, à laquelle il nous faut répondre : la révolution est-elle à l'ordre du jour ? Objectivement, le pas le plus important qui ait été effectué dans cette dernière période, dans le monde entier, c'est l'irruption du million de travailleurs palestiniens d'Israël, qui sont des parias et qui, jusqu'à présent, ne bougeaient pratiquement pas. Ce million de travailleurs palestiniens se sont dressés en tant que prolétariat, comme Palestiniens, comme ouvriers, prolétaires. C'est là l'événement le plus important.

Cette réunion est un cercle d'études marxistes. C'est donc avec la méthode du marxisme que j'analyserai ces événements, qui voient l'irruption des masses dans la Palestine historique, et plus généralement dans les pays du Proche et du Moyen-Orient, et au-delà.

C'est pour nous la façon la plus réaliste d'aborder cette question, comme toutes les autres. Notre position, la position de la IVe Internationale, de sa section française, est-elle réaliste ? C'est une question que chacun est en droit de se poser. En effet, les objectifs d'émancipation révolutionnaire qui étaient inscrits dans le combat des masses palestiniennes contre la partition de la Palestine n'ont pas été atteints, pas davantage que n'ont été atteints les objectifs de la crise révolutionnaire ouverte à la fin de la Deuxième Guerre mondiale.

Ne sommes-nous pas en droit, et avec nous le prolétariat mondial, les exploités et les opprimés, de poser la question à ceux qui ont dressé obstacle sur obstacle à la marche de la révolution mondiale : où avez-vous conduit l'humanité avec votre « réalisme » ?

Les faits sont là : année après année, la Palestine s'enfonce sur le chemin de la barbarie, le monde s'enfonce sur le chemin de la barbarie. C'est cela, leur réalisme. Encore un mot. « Leurs » solutions prétendument réalistes conduisent à la barbarie. Certes, je le répète, la question palestinienne est une question très difficile. Nous avons été placés dans une situation extrêmement compliquée depuis 1947, année qui a vu la constitution de l'Etat d'Israël décidée par Staline et Truman. Et il ne saurait être question de ne pas intégrer dans notre analyse la signification de l'holocauste, de l'extermination de 6 millions de juifs dans les camps nazis.

LE SIONISME CONTRE LE RÈGLEMENT DE LA QUESTION JUIVE

Cela dit, cette question relève aussi de la lutte de classe. Je n'en donnerai qu'un exemple. A la fin de la guerre, Himmler, dignitaire nazi, devant la débâcle des armées

(1) Publié dans *La Vérité,* n° 27, janvier 2001, pages 35 à 47.

allemandes sous le coup des prolétaires soviétiques, qui défendaient les conquêtes d'Octobre, a tenté de négocier avec les Etats-Unis, persuadé que ceux-ci lui donneraient 50 000 camions pour évacuer les troupes allemandes en échange de son engagement à ne pas toucher aux 600 000 juifs de Hongrie.

Or camarades, c'est un juif, secrétaire d'Etat de Roosevelt, Morgenthau, qui a refusé. Les intérêts du capitalisme, les intérêts du capital sont plus forts que toute autre détermination.

La presse, la radio sont là pour falsifier les faits. Apparemment, les problèmes relèvent de l'émotion immédiate. Certes, cela existe, l'émotion, l'indignation. Mais cette émotion, cette indignation, ne les ressentons-nous pas devant le sort de cet enfant de 12 ans qui se fait assassiner avec son père ?

A ce propos, je voudrais relater un fait.

J'ai été responsable d'un syndicat et je me souviens qu'en 1973, au moment de la guerre du Kippour, dans l'organisation dont je faisais partie, un camarade – de grande qualité, dont le père était mort dans les camps nazis – voulait présenter une résolution condamnant les Palestiniens et approuvant la guerre du Kippour. Tous les arguments politiques ne suffisaient pas. Alors, j'ai donné un argument politique qui, apparemment, ne l'est pas. Je lui ai dit : *« Le ventre ballonné par la faim d'un enfant juif du ghetto de Varsovie n'est ni plus ni moins important que le ventre ballonné par la faim d'un enfant de Gaza. »*

C'est une réponse qui n'est pas sentimentale, bien qu'elle parte des émotions.

On croit que l'on a inventé quelque chose et, souvent, il s'avère qu'on l'avait lu. Ainsi, en préparant cet exposé, j'ai lu une note disant que Rosa Luxemburg, qui était juive, déclarait *« ne pas se sentir plus, mais autant concernée par la souffrance juive que par celle des indigènes coloniaux soumis à l'effrayante exploitation capitaliste des plantations, au travail forcé ».* Une leçon à en tirer : la pensée se développe et, se développant dans l'action, récupère ce qu'elle a engrangé en mémoire.

Je commencerai donc par poser le problème de la question juive. Vous verrez que, dans mon exposé, je prends extrêmement soin de parler des juifs, puis, ensuite, de parler des Israéliens. Les juifs, dans l'histoire – je n'ai pas l'intention de l'expliquer complètement, cela prendrait trop de temps –, c'est un problème qui, pendant des siècles et des siècles, en relation même avec le développement des échanges, puis des forces productives, du capitalisme, s'est trouvé posé à l'échelle de l'Europe.

A partir de là, une réflexion a commencé, qui modifiait la manière d'appréhender la question juive et bien d'autres problèmes. La première réflexion vient de Spinoza, philosophe d'origine juive, qui a écrit : *« La haine des nations est très propice pour assurer la conservation des juifs, c'est ce qu'a démontré l'expérience. »*

Le problème posé : les structures de la féodalité sont devenues une entrave au développement des forces productives. Spinoza en conclut : *« Les juifs allemands prétendent à l'émancipation ; ils ont raison. »* Notons cette phrase.

La discussion se poursuit au XIXe siècle. Marx a écrit *La Question juive,* où il polémique avec un démocrate de l'époque, qui s'appelait Bauer. Dans *La Question juive,* Marx soulève ainsi le problème :

> *« A quelle émancipation prétendent les juifs ? A l'émancipation politique. La question des rapports entre religion et Etat, c'est la contradiction entre le parti-pris religieux et l'émancipation politique, c'est-à-dire l'émancipation de toutes les formes de domination théocratiques et contraires à la démocratie. »*

Retenons cette phrase. Aujourd'hui, l'Etat hébreu revendique d'être un Etat théocratique.

Marx poursuit : *« Etre émancipé de la religion est une condition posée aussi bien aux juifs, qui veulent être émancipés politiquement, qu'à l'Etat, qui doit être lui-même émancipé. »*

Et il précise : *« Il n'est pas suffisant de se demander qui doit être émancipé. La critique a une troisième chose à faire, elle devrait demander de quelle émancipation il s'agit. Quelle condition découle de la nature de l'émancipation réclamée. »*

En d'autres termes : l'émancipation a un contenu, mais lequel ?

Marx cite Bauer, qui déclare que l'erreur des adversaires de l'émancipation juive est de supposer que l'Etat chrétien est le seul Etat vrai et de ne pas le soumettre à une critique identique à celle qu'ils adressaient au judaïsme. Pour Marx, Bauer commet l'erreur de soumettre seulement l'Etat chrétien à la critique, et non l'Etat tout court ; et, au-delà, de *« ne pas analyser le rapport entre l'émancipation politique et l'émancipation humaine ».*

L'émancipation politique, c'est l'émancipation des chaînes du système féodal ou semi-féodal ; l'émancipation humaine, c'est l'émancipation de l'humanité de l'exploitation capitaliste. Vous avez là, définis en 1842 par le jeune Marx, les rapports existant entre démocratie politique et démocratie ouvrière. L'émancipation politique, c'est la démocratie politique. L'émancipation humaine, c'est la démocratie des conseils. Certes, il est nécessaire et indispensable de lutter pour les droits démocratiques, ces droits démocratiques s'inscrivent dans le combat pour libérer l'humanité des chaînes de l'exploitation et de l'oppression.

Bien entendu, en 1842, Marx n'avait pas encore atteint la plénitude de sa méthode. Il poursuit cependant sur l'émancipation politique :

> *« Le point de vue de l'émancipation politique autorise-t-il à exiger des juifs qu'ils abandonnent le judaïsme ou à exiger de l'homme en général qu'il abandonne la religion ? »*

Le problème est là. A contrario, quand l'Etat hébreu, Etat théocratique, veut imposer ce qu'il appelle *« la communauté »,* cela est contraire aux nécessités de la lutte pour l'émancipation politique des juifs – et nous ajouterons des chrétiens, des musulmans, de l'homme religieux en général.

L'émancipation de l'Etat par rapport au judaïsme, au christianisme, à la religion en général, c'est le contenu de la démocratie.

> *« Sous des formes particulières, selon le mode particulier à sa nature, l'Etat en tant que tel s'émancipe de la religion en s'émancipant de la religion d'Etat, c'est-à-dire qu'en tant qu'Etat, il ne professe aucune religion, mais plutôt qu'il est l'Etat. »*

C'est le contenu même de la démocratie politique.

Mais *« s'émanciper politiquement, cela ne signifie pas s'émanciper de manière parfaite et sans contradictions, parce que l'émancipation politique n'est pas le mode parfait de l'émancipation humaine ».*

La perspective de la lutte pour la révolution prolétarienne s'inscrit dans le combat pour l'émancipation politique, pour la dépasser. Du point de vue de la démocratie, de l'émancipation politique qui débouche sur la constitution des nations, la religion est une affaire privée. De ce point de vue, l'Etat théocratique est la réaction sur toute la ligne. Ce sont là quelques données, qui, à mon avis, permettent de comprendre la méthode du marxisme, permettant d'expliquer les événements qui se déroulent plus d'un siècle et demi après que cela a été écrit.

Et à partir de là, nous pouvons établir les relations existant entre le sionisme et la démocratie. Avec la Révolution française, l'émancipation politique des juifs est soulevée. Une discussion a eu lieu le 13 décembre 1789, dans l'Assemblée nationale constituante. Un constituant déclare à la tribune :

« Il faut tout refuser aux juifs comme nation, il faut tout leur accorder comme individus. »

C'était clair, net et précis. Les juifs ne constituaient pas et n'avaient jamais constitué une nation. Dans cette même séance de l'Assemblée constituante, l'abbé Maury, porte-parole de la réaction, déclare :

« Le mot juif n'est pas celui d'une secte, mais d'une nation qui a des lois, qu'elle a toujours suivies et qu'elle va continuer à suivre. »

Ainsi, pour lui, les juifs constituent une nation (bien que la formulation de l'époque ne recoupe pas exactement la formulation actuelle). Réactionnaire se cramponnant à la monarchie semi-féodale, l'abbé Maury s'opposait à ce que soient levées les entraves à la constitution de la nation.

Le grand mouvement d'émancipation des Lumières a posé ces problèmes. Marx a poursuivi l'analyse sur le terrain fondamental de l'émancipation des juifs, c'est-à-dire de l'assimilation qui s'est concrétisée durant tout le XIXe siècle, en relation avec le développement de la démocratie politique dans le cadre du capitalisme ascendant, de l'éveil des nationalités.

A la fin du XIXe siècle, la transformation du capitalisme ascendant en impérialisme s'opère. Et l'impérialisme, qui n'est pas autre chose que la réaction sur toute la ligne, stade suprême du capitalisme, capitalisme pourrissant, commence à remettre en cause l'acquis de la démocratie politique. Tout au long du XXe siècle, il s'opposera à la constitution des nations, jusqu'à devenir, avec la mondialisation, le centre de la destruction des nations.

La propriété privée des moyens de production, qui était facteur de culture et de civilisation, se dresse maintenant contre la culture et la civilisation, contre l'humanité. Ce n'est pas un hasard si c'est exactement à la fin du XIXe siècle que le sionisme s'est constitué, en se fixant pour objectif de constituer un Etat pour les juifs sur la terre des « ancêtres », un Etat en Palestine comme solution à la question juive. C'est Hertzl – vous allez voir quel réactionnaire il était – qui a constitué fin 1900 le sionisme pour la construction d'un Etat juif. Pour Hertzl, il n'y a pour construire cet Etat pas d'autre politique, pas d'autre orientation que de négocier avec les puissances occidentales. Il écrit :

« Il faut qu'on obtienne notre souveraineté, qui ne peut être garantie que par les puissances européennes. Pour l'Europe, nous formons un élément du mur contre l'Asie, avant-poste de la civilisation contre la barbarie. »

Tous les problèmes sont posés : l'Etat hébreu est défini par le sionisme comme un « avant-poste » de la réaction impérialiste. Le combat pour l'émancipation politique dressait la solution à la question juive comme un avant-poste de la démocratie politique. Le sionisme, l'Etat hébreu, se dressent comme un obstacle à la constitution de la nation palestinienne, devenue la cause de l'émancipation humaine.

L'ÉTAT HÉBREU, INSTRUMENT DE L'IMPÉRIALISME

Aborder la question de l'Etat hébreu (je vous ai dit pourquoi je ne dis même pas Etat d'Israël, mais Etat hébreu) m'amène à poser la question suivante : en Israël, on apprend à parler hébreu aux jeunes générations. Mais l'hébreu était devenu une langue morte, comme le latin ou le grec ancien. La langue, pour les juifs d'Europe, était le yiddish (2). Or pour Hertzl, le fondateur du sionisme, *« le yiddish est un jargon dégénéré »*.

Avant-guerre, j'ai connu le Bund, dans ma ville natale. Le Bund, c'était le Parti socialiste juif – parti ouvrier réformiste, sur lequel il y a beaucoup à dire. Bundistes et sionistes s'opposaient, quelquefois brutalement. Jusqu'en 1933, l'émigration juive en Palestine était insignifiante et l'est restée même jusqu'en 1939. Le sionisme n'a pu prendre son essor qu'en relation avec l'extermination des juifs par les nazis.

Aborder d'un point de vue politique, au regard d'une situation précise, concrète, la question de l'Etat hébreu, amène dès lors à poser la question : ne faut-il pas se débarrasser de l'Etat hébreu, qui opprime et exploite sauvagement les Palestiniens dans les territoires occupés et en Israël même, où habitent un million de travailleurs, en majorité des ouvriers agricoles et du bâtiment, à qui l'Etat théocratique hébreu

---

(2) Le yiddish, langue des juifs d'Europe centrale, dérivait de l'allemand. Au Moyen-Orient, les juifs avaient l'arabe pour langue maternelle. Dans la partie européenne de l'Empire ottoman, où s'étaient réfugiés les juifs expulsés d'Espagne au XVe siècle, les juifs parlaient le ladino, dérivé de l'espagnol.

refuse l'égalité sur tous les plans avec les travailleurs israéliens ? Ne faut-il pas, si l'on veut réellement ouvrir une solution progressiste à la question juive, inscrire cette question dans l'aide au combat pour la constitution de la nation palestinienne ?

La question décisive, dans le combat pour l'émancipation humaine, qui intègre la lutte pour la libération du peuple palestinien, est celle de la libération contre l'exploitation, de la libération commune des travailleurs juifs et palestiniens de l'exploitation, au premier plan desquels les millions de travailleurs palestiniens.

Bien sûr, une nouvelle question se pose : tous les juifs sont-ils du côté de Barak ? Dans le journal français *Le Monde,* un enseignant de Lyon a écrit un article intitulé : *« Un Etat, un seul Etat ? »* Il indique que les problèmes sont complexes. La manifestation de 4 000 personnes à Haïfa contre la guerre est quelque chose de positif. Mais dans cette manifestation, il y a en même temps toutes les contradictions.

Il existe un parti sioniste de gauche, « La Paix maintenant », qui explique qu'il faut entrer dans le gouvernement Barak. Mais il y a le sort du million de travailleurs palestiniens surexploités en Israël, et plus encore ces 120 000 travailleurs palestiniens qui, chaque jour, transitent de l'enclave de Gaza vers les territoires occupés, parias parmi les parias.

L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE EST-ELLE UNE SOLUTION ?

Je voudrais aborder le problème de l'Assemblée constituante. Je le répète, ce n'est pas un problème facile. Nous, les marxistes, n'abordons pas les événements, les problèmes qui se posent à l'humanité, de manière formelle – bien que nous incluions toutes les questions dans une politique pour aider l'émancipation des travailleurs par eux-mêmes –, mais d'un point de vue politique. Nous abordons toutes les questions à résoudre pour dégager l'humanité du bourbier impérialiste, donc, en dernière analyse, sous l'angle de l'économie, c'est-à-dire du développement des forces productives et de la lutte des classes.

Trotskystes, nous faisons nôtre le *Programme de transition,* la méthode de la transition. Sous cet angle, le mot d'ordre d'Assemblée constituante n'est pas une détermination purement constitutionnelle.

Ce mot d'ordre est une des conditions de l'autodéfense du peuple palestinien, qui, pour conquérir son émancipation politique, exige la constitution d'une Palestine libre, liquidant les droits particuliers et les privilèges de la composante hébraïque. Ce mot d'ordre de l'Assemblée constituante, fixant des droits égaux pour les deux composantes, laisse ouverte la solution démocratique la plus positive, à savoir la constitution d'un Etat palestinien, une République palestinienne laïque sur tout le territoire de la Palestine.

QUELLE SOLUTION ?

La composition de cette République ne peut être définie par des critères formels, elle doit être le résultat de la lutte de classe. Dans la lutte de classe, il y a les principes, il y a une orientation qui s'inscrit dans le contour des événements. Il faut l'admettre, le cours des événements démontre que l'exigence d'une République palestinienne unitaire laïque sur tout le territoire de la Palestine est étroitement reliée à des solutions révolutionnaires contre l'Etat oppresseur, l'Etat hébreu. Dès 1947, au moment où Staline et Truman exigeaient à l'ONU la partition comme solution, la IVe Internationale déclarait :

> *« La position de la IVe Internationale face au problème palestinien reste claire et nette, comme auparavant. Elle sera à l'avant-garde de la lutte contre le partage, pour une Palestine unie et indépendante, dans laquelle les masses détermineront souverainement leur sort par l'élection d'une Assemblée constituante. Contre les effendis et les agents impérialistes, contre les manœuvres de la bourgeoisie égyptienne et syrienne, qui s'efforce de détourner la lutte émancipatrice*

des masses en une lutte contre les juifs, elle lancera des appels à la révolution agraire, à la lutte anticapitaliste et anti-impérialiste, moteurs essentiels de la révolution arabe. Mais elle ne pourra mener cette lutte avec des chances de succès qu'à condition de prendre position, sans équivoque, contre le partage du pays et contre l'établissement de l'Etat juif.

Plus que jamais, il est en même temps nécessaire d'appeler les prolétariats américain, anglais, canadien, australien, les prolétariats de tous les pays, à lutter pour l'ouverture des portes de leur pays, sans discrimination aucune, aux réfugiés, aux personnes déplacées, à tous les juifs qui veulent émigrer. C'est seulement à condition de mener cette lutte, effectivement et avec succès, qu'on pourra expliquer aux juifs les raisons pour lesquelles ils ne doivent pas se rendre dans le guet-apens palestinien. La terrible expérience qui attend les masses juives, dans "l'Etat miniature", créera en même temps les prémices pour une rupture de couches plus larges avec le sionisme criminel. Si cette rupture ne se fait pas à temps, "l'Etat juif" sombrera dans le sang. »

Ce n'était pas si facile d'écrire cela en 1947-1948.

Il est évident, aujourd'hui, que la politique de l'Etat hébreu est une politique de destruction des Palestiniens. La constitution de deux Etats (qui ne seront jamais deux Etats) amène l'Etat hébreu à envisager de poser des barbelés autour de toutes les colonies israéliennes. Si vous regardez une carte de ce « pays », c'est clair : pour aller d'un point à un autre dans les prétendus territoires « libérés », il faut passer par les postes de police israéliens.

Dès lors, la situation en Palestine n'appelle-t-elle pas un autre mot d'ordre que celui de l'Assemblée constituante avec ses deux composantes ? Je n'ai pas tranché.

A la fin du XIXe siècle et au début du XXe, il y a eu la guerre des Boers, en Afrique du Sud. A l'époque, la IIe Internationale, qui était alors autre chose que ce qu'elle est devenue aujourd'hui, a pris position pour les Boers, l'émigration hollandaise en lutte contre le colonialisme britannique. Les événements, le retard de la révolution, les trahisons des partis de la IIe Internationale, les trahisons du stalinisme ont fait que cette minorité blanche s'est constituée à l'intérieur de l'Azanie comme un instrument de la réaction impérialiste. Dès 1939, Léon Trotsky a ouvert la perspective de la République noire, une République noire dans laquelle la minorité blanche devrait accepter d'abandonner sa situation de minorité raciste.

Plus près de nous, en Algérie, le million de « pieds-noirs » n'étaient pas que des exploiteurs. A Oran, dans l'Oranais, il y avait des milliers de révolutionnaires espagnols qui avaient combattu contre Franco. Ils ont été conduits par la politique des gouvernements de l'époque à s'intégrer dans l'impasse de l'OAS. Tout l'avenir tragique de l'Algérie s'est inscrit dans cette situation. Mais y avait-il une autre solution que *« l'Algérie aux Algériens »* pour l'indépendance politique de l'Algérie ?

Doit-on aujourd'hui, en Palestine, lancer le mot d'ordre d'une République palestinienne arabe sur tout le territoire de la Palestine ? J'avoue que, pour ma part, je réfléchis à cette question. Oui, il y a des ouvriers arabes exploités, des ouvriers israéliens exploités. Mais ils ne sont pas dans la même situation. Par rapport aux nécessités de la lutte de classes, nous sommes obligés de distinguer.

Partisans du front unique anti-impérialiste, nous sommes pour la victoire du peuple palestinien arabe. Quelle que soit sa direction. C'est le principe de départ.

A propos de la direction de l'OLP, je vais donner des éléments de réflexion, qui ne sont pas des anecdotes, mais qui vont permettre de comprendre le rapport entre la lutte pour constitution de la nation palestinienne et l'actuelle direction de l'OLP.

Il y a eu, en 1970, ce qu'on a appelé le « soviet d'Irbid ». A ce moment-là, la résistance palestinienne occupait le territoire de la Palestine historique, qui comprend aussi la Jordanie (la Jordanie a été constituée comme une enclave pour permettre la constitution de l'Etat d'Israël). Les Palestiniens avaient pris les armes. Le roi Hussein de Jordanie, qui a toujours pactisé avec les dirigeants de l'Etat hébreu,

avait essayé de les écraser, mais les Palestiniens ont pris les armes et ont occupé toute la Jordanie. Il ne s'agissait plus de la question de deux Etats. Habbache, qui était le leader du FPLP, a dit dans une interview avant le massacre : *« Ce n'est pas un problème pour nous, nous pouvons prendre le pouvoir quand nous le voudrons. »*

Habbache est parti en Chine. Alors, il s'est passé quelque chose de sensationnel à Irbid : les masses palestiniennes ont créé de toutes pièces un soviet, élu et révocable. Cela n'était pas tolérable pour l'impérialisme, pour la bureaucratie stalinienne : la politique d'Arafat a été comparable à celle de Staline vis-à-vis de la révolution chinoise de 1927.

En 1982, le Liban est totalement contrôlé par les Palestiniens. Le général Sharon, de triste réputation, lance contre eux les troupes israéliennes munies d'armes américaines sophistiquées. L'ordre doit régner au Proche et au Moyen-Orient, l'ordre des féodaux et des bourgeoises arabes.

Nous savons que la question nationale ne peut trouver de solution positive que par la révolution prolétarienne réalisant les tâches démocratiques. Les faits et les événements ont démontré la justesse des principes de la révolution permanente. Le combat de la jeunesse palestinienne a dégagé les voies du combat du million d'ouvriers palestiniens exploités en Israël. Parias parmi les parias, ils se sont engagés dans le combat pour l'émancipation nationale, comme partie intégrante de la lutte pour la libération de tous les peuples contre l'impérialisme ; l'impérialisme, responsable de l'extermination de 6 millions de juifs ; l'impérialisme, qui a dressé l'obstacle de l'Etat hébreu oppresseur.

J'en arrive à ma conclusion : la révolution est-elle à l'ordre du jour ? Bien entendu, les défaites, les échecs pèsent. Le scepticisme est nourri par la trahison des appareils et par les « ralliés » de l'extrême gauche, qui dressent l'obstacle de la reconnaissance des deux Etats sous l'égide de l'ONU.

Tout cela pèse. Mais les ouvriers palestiniens qui constituent leur indépendance de classe ont levé le drapeau de la démocratie, sous lequel combattent les jeunes de l'Intifada. Tout le monde signale qu'aujourd'hui, Arafat a plus ou moins perdu le contrôle des masses, tandis qu'est soulevée par les ouvriers palestiniens la question de se constituer en syndicat ouvrier indépendant.

La réponse à la question : la révolution est-elle à l'ordre du jour, c'est la réponse au dilemme soulevé pour toute l'humanité : socialisme ou barbarie.

L'impérialisme américain, qui domine le monde, est principalement confronté à la révolution palestinienne. Clinton, dans la discussion sur le budget militaire, a proposé de mettre sur pied un « bouclier antimissiles » autour de l'Amérique, proposition qui serait justifiée par les menaces que représenterait la Corée du Nord. Cela, au moment même où Clinton renoue avec la nomenklatura ex-stalinienne qui gouverne ce pays... Ils ne savent plus distinguer la vérité du mensonge. La vérité est celle-ci : ce « bouclier antimissiles » est en fait destiné à lancer des missiles. L'OTAN n'a-t-elle pas, en Serbie directement, ailleurs indirectement, organisé la destruction systématique d'usines ? C'est cela, l'impérialisme.

Il est clair qu'aujourd'hui, l'économie étouffe dans le marché mondial. La nouvelle économie de la spéculation se nourrit de la destruction des forces productives. Si l'on examine les investissements en Bourse, on voit que les investissements productifs diminuent sans cesse. Les bases de la civilisation industrielle, qui est la base de la civilisation humaine, sont engagées sur la voie de la dislocation. C'est cela, l'impérialisme, à l'ère du pourrissement du système de la propriété privée des moyens de production.

Mais il y a une contradiction fondamentale que la « nouvelle économie » ne peut résoudre. La destruction de la force de travail qui met en œuvre les forces productives est moins rapide que la destruction des bases de la civilisation industrielle. Pour alimenter la spéculation destructrice, il faut néanmoins une force de travail.

Là résident toujours les possibilités ouvertes au prolétariat, par son propre mouvement, avec ses organisations indépendantes.

Ces possibilités sont à la base de la construction de la IVe Internationale sur la ligne de l'Entente internationale des travailleurs. Avancer calmement par l'organisation, et toujours par l'organisation. Les événements seront ce qu'ils seront, mais le prolétariat peut gagner. Entre socialisme ou barbarie, nous luttons pour le socialisme, contre la barbarie, nous luttons pour la révolution prolétarienne.

∴

Une passionnante discussion s'est déroulée, soulevant une série de questions, qui ont abouti aux deux réponses qui suivent, dont nous publions également des extraits.

DU CÔTÉ DES OPPRIMÉS (PIERRE LAMBERT)

De 1948 à 1966, Israël a confié officiellement la gestion des relations avec sa minorité arabe à un gouvernement militaire, qui a perduré jusqu'en 1985. Depuis, c'est un conseiller aux affaires arabes auprès du Premier ministre qui gère le sort du million de travailleurs arabes israéliens. Si l'on se place du côté des exploités et des opprimés, cela n'explique-t-il pas pourquoi l'Etat hébreu lance tanks, camions, hélicoptères, lance-flammes contre l'Intifada ? Un camarade a parlé du problème des jeunes. Toutes les grandes révolutions mettent toujours la jeunesse en avant. La jeunesse ne demande l'avis de personne pour s'engager dans le combat libérateur. En Palestine, dans les territoires occupés, la jeunesse a décidé de ne plus subir. Cela, parce que, à 12 ans ou 15 ans, subir journellement le mépris entraîne le refus.

De quel côté sommes-nous ? Nous sommes avec les opprimés, avec cette jeunesse qui fait preuve d'un héroïsme sans exemple. Je mentionnerai ce qu'a écrit Victor Hugo sur le jeune Bara dans la Révolution française. Aucun être humain ne peut accepter l'impudence de ceux qui oppriment. De quel côté sommes-nous ? Du côté de ceux qui veulent détruire l'enseignement, de ceux qui veulent anéantir toute la culture, qui est basée sur l'instruction ? Ou bien du côté de ces jeunes lycéens qui (trois sur quatre) ont refusé de voter pour les conseils de la vie lycéenne qui entendent les associer à la destruction de leur propre avenir ? Ce sont des jeunes également, nous devons les aider.

Rappelons ceux qui, en 1907, 1908, 1910, étaient quelques dizaines, les bolcheviks, et qui ont ouvert la voie à la plus grande des révolutions de l'humanité. Certes, l'URSS a dégénéré. Certes, la caste parasitaire des bureaucrates a littéralement vendu les peuples soviétiques, qui, aujourd'hui, souffrent les pires maux de la restauration capitaliste. Certes, la situation mondiale est toujours sombre.

Les retards de la révolution font que la question reste posée de savoir si elle aura lieu ou non. La barbarie est à nos portes. Elle est au Kosovo, elle est en Serbie, elle est en Russie, elle est dans les Balkans. En Afrique, sur tous les continents, la barbarie s'étend. En France même, où les médias, le « gouvernement pluriel », la droite et la gauche saluent la « croissance croissante », 5 millions d'hommes et de femmes vivent en dessous du seuil de pauvreté. N'est-ce pas la barbarie qui monte ?

On reproche aux révolutionnaires de ne pas être « réalistes ». Ce reproche, il n'y a pas que des gens de mauvaise foi pour nous l'adresser, quand ils ne nous calomnient pas.

Il est aussi des personnes, des militants de bonne foi pour estimer que les objectifs de la IVe Internationale ne sont pas « réalistes ». Posons-leur la question : où a conduit le « réalisme » de tous ceux qui se soumettent à l'impérialisme ? Où a-t-il conduit le peuple palestinien ?

La grande difficulté, aujourd'hui, en Palestine, la grande difficulté de l'Intifada, c'est qu'il n'y a pas de parti. Et cependant, le combat démontre qu'il y a des forces qui se cherchent. De même, sur un autre plan, en France, le rejet massif qui se traduit par l'abstention aux élections – 60 %, 70 %, voire 80 % –, qui se traduit par les grèves, démontre qu'il y a réflexion, recherche.

C'est vers ces militants, courants, travailleurs et jeunes de tous les pays, de tous les continents, que la IVe Internationale et ses sections se tournent, pour œuvrer ensemble à la construction de partis ouvriers indépendants dans le cadre de l'Entente internationale des travailleurs.

A ceux qui organisent la destruction des bases de la civilisation, nous répondons par les faits : où mène votre réalisme ?

(…) Sur l'Afrique du Sud, je citerai un passage de Trotsky à ce sujet :

> *« Une colonie esclave, dans la mesure où la révolution victorieuse changera radicalement les rapports, non seulement entre les classes, mais aussi entre les races, assurera aux Noirs la place dans l'Etat qui correspond à leur nombre. La révolution sociale en Afrique du Sud aura également un caractère national. »*

N'est-ce pas là, dans d'autres conditions, le problème qui est posé en Palestine ?

Ce n'est pas facile, au moment où l'on détruit, où partout l'on essaie de détruire l'indépendance des organisations. Pourtant, y a-t-il autre chose à faire ? La république azanienne deviendra avant tout une république noire. Cela n'exclut évidemment pas une complète égalité de droits pour les Blancs. Mais une fraternelle relation entre les deux races dépend surtout de la conduite des Blancs pour s'intégrer avec la majorité écrasante de la population affranchie de la dépendance servile, dans la constitution d'un Etat respectant l'égalité des droits, l'égalité en droit.

En Palestine, une Assemblée constituante, avec les deux composantes juive et arabe, exige la constitution d'une république palestinienne laïque. Pas une république israélienne. Et cela conduit à poser le problème central pour l'émancipation, celui de la destruction de l'Etat hébreu, de l'Etat oppresseur, comme en Afrique du Sud.

Je vais vous faire une confidence. Il se trouve que je suis d'origine juive. Mais je suis marxiste avant tout. Je sais ce que cela voulait dire, être juif, de 1939 à 1945, ce que signifiaient les camps de concentration. Mais les trotskystes qui combattaient à l'époque n'ont jamais dit que le peuple allemand était coupable. Je n'ai jamais accepté la « responsabilité collective » du peuple allemand.

En Afrique du Sud, en Palestine, il nous faut reconnaître absolument et sans réserve les premiers pas vers l'émancipation, vers « l'émancipation humaine », le droit inconditionnel des Noirs à l'indépendance, en Palestine le droit inconditionnel aux Palestiniens arabes d'avoir leur nation, la nation palestinienne. Il faut casser les rapports de servitude.

UN SEUL ÉTAT POUR TOUTE LA PALESTINE

Il faut donc combattre pour que les travailleurs hébreux se mettent du côté de l'Intifada. J'ai lu toute une série de déclarations de la gauche israélienne, de « La Paix maintenant », de la gauche française, de l'extrême gauche, etc. Ils sont tous avec l'ONU, instrument de l'impérialisme mondial, pour deux Etats. Tous, y compris la LCR, Lutte ouvrière, tout le monde... Eh bien, nous, nous sommes pour un seul Etat sur tous les territoires historiques de la Palestine, pour une république palestinienne libre, laïque et démocratique, assurant l'égalité des droits pour tous ses citoyens.

Il est vrai que nous ne sommes plus dans la situation qui existait il y a vingt ou trente ans. La situation n'est plus la même. Le degré d'oppression, de servilité de l'Etat hébreu à l'égard de l'impérialisme s'est développé d'une manière incommensurable. On est bien obligé de partir des faits. Le pire des crimes, en tout cas pour les révolutionnaires, en Afrique du Sud, serait de faire la moindre concession aux privilèges et aux préjugés des Blancs. De même en Israël. Il y a eu une mani-

festation de 4 000 personnes à Tel Aviv – dans laquelle il y avait malgré tout une bonne majorité d'Arabes, avec des juifs.

Trotsky disait qu'en Afrique du Sud, le parti révolutionnaire doit poser l'alternative à tout ouvrier blanc : ou bien soutenir l'impérialisme, ou bien combattre avec les ouvriers et paysans noirs contre l'impérialisme et ses agents au sein de la classe ouvrière même.

En Palestine, la question est : ou bien du côté des travailleurs palestiniens arabes, ou bien du côté de l'impérialisme.

Je terminerai par une citation de Trotsky, qui, en 1934, écrivait sur la Palestine :

> *« Les faits quotidiens démontrent que le sionisme est incapable de résoudre la question juive. Le conflit entre juifs et Arabes en Palestine prend un caractère toujours plus tragique et toujours plus menaçant.*
> *Je ne crois absolument pas que la question juive puisse être résolue dans le cadre du capitalisme pourrissant, et sous le contrôle de l'impérialisme britannique. Travailler pour le socialisme international, c'est aussi travailler pour la solution de la question juive. »*

DR

Entrée du camp d'Aïda, à Bethléem

B5 • Quelques réflexions pour une approche marxiste de la question palestinienne

Contribution du camarade Pierre Lambert

(septembre 2004) (1)

1) La laïcité de l'Etat est l'étape nécessaire de l'émancipation humaine, qui présuppose l'égalité civile et l'émancipation politique, comme conséquence de la révolution démocratique (bourgeoise).

On constate que l'Etat d'Israël refuse l'égalité civile réelle aux 1 300 000 Arabes qui vivent dans les frontières de l'Etat d'Israël. Ce qui conduit à refuser la reconnaissance du droit à la nation pour les Palestiniens expulsés d'Israël.

2) L'Etat théocratique d'Israël ne reconnaît comme "citoyens" que les juifs. Par là même, il ne peut que nier la qualité de citoyens aux Arabes.

En conséquence, le droit au retour ne peut être une réalité concrète que dans un seul Etat, où chaque citoyen, arabe et juif, aurait acquis la citoyenneté. Dès lors, la prétendue revendication des deux Etats sur le territoire de la Palestine est au mieux une duperie (la conférence d'Oslo, les déclarations de Nixon, la déclaration de Genève, celle apparemment plus subtile de Warchawski (2) en sont l'illustration).

C'est ainsi que nous lisons dans le document intitulé *Appel d'Olga,* contresigné par Warchawski, d'une part : *"La reconnaissance du droit au retour découle de nos principes."*

Bien. Mais quelques lignes plus loin, on lit dans le même document : *"Il est inutile à cette étape de savoir la future forme matérielle que prendra la vie commune : deux Etats ou non ? Peut-être une confédération, ou peut-être une fédération ? Et qu'en est-il des cantons ?"*

On n'en croit pas ses yeux. La "cantonisation" serait-elle une solution au droit au retour ? Mais ne suffit-il pas de se référer à la Yougoslavie dépecée en cantons pour comprendre que ces diverses hypothèses sont un leurre, dont le but est de masquer la seule solution démocratique : droit inconditionnel au retour pour tous les Palestiniens arabes contraints à l'exil ?

3) L'Etat théocratique est un Etat fondé sur la religion, alors que celle-ci, d'un point de vue démocratique (laïque), est une affaire privée.

4) La question palestinienne se ramène finalement à la question de la démocratie, dont le peuple palestinien (dans ses composantes juive et arabe) définira la forme et le contenu, avec la reconnaissance des droits égaux dans un seul Etat couvrant toute la Palestine historique (Etat d'Israël, Cisjordanie...).

5) Marx, dans *La Question juive,* donne la clé :

"Cette opposition laïque, à laquelle la question juive se ramène finalement, le rapport de l'Etat politique avec ses présuppositions, qu'il s'agisse des éléments matériels, tels que la propriété privée, ou des éléments spirituels, tels que la culture, la

---

(1) Cette contribution de Pierre Lambert a été publiée dans le bulletin *Dialogue,* daté du 20 septembre 2004.
(2) Warchawski, dirigeant du Secrétariat unifié, membre de l'organisation sœur de la LCR française en Israël.

religion, cette opposition de l'intérêt général à l'intérêt privé, la scission entre l'Etat politique et la société bourgeoise, ces oppositions profanes, Bauer les laisse subsister, tandis qu'il polémique contre leur expression religieuse."

Marx répond :

"L'émancipation politique constitue, assurément, un grand progrès. Elle n'est pas, il est vrai, la dernière forme de l'émancipation humaine, mais elle est la dernière forme de l'émancipation humaine dans l'ordre du monde actuel. Entendons-nous bien : nous parlons ici de l'émancipation réelle, de l'émancipation pratique."

6) On peut tourner et retourner la question. Il n'est aucune autre solution à la question palestinienne que le droit des Palestiniens (arabes) à la nation, c'est-à-dire à la conquête de leur émancipation politique. Laquelle, si elle est appelée à devenir une réalité, implique le refus de l'Etat théocratique d'Israël, qui érige la religion en attribut de l'Etat.

7) La revendication de l'émancipation politique implique donc nécessairement la constitution d'un Etat laïque qui considère la religion, quelle qu'elle soit, comme une affaire privée. L'Etat théocratique (quelle qu'en soit la religion) ne peut reposer que sur l'arbitraire. L'Etat théocratique consacre la distinction entre l'Arabe et le juif comme un état politique, imposant au Palestinien arabe la négation de ses droits de citoyens. La réponse démocratique ne peut être qu'un seul Etat garantissant des droits égaux.

8) Ce qui amène à une considération : à l'époque de l'impérialisme, le pourrissement de la société organisée sur la propriété privée des moyens de production inclut la destruction de la démocratie, donc de l'émancipation politique. La religion devient le support de la société pourrissante de la propriété privée (Etat d'Israël comme marchepied dans le Moyen-Orient de l'impérialisme américain pour déstructurer toutes les nations).

9) *"Le véritable Etat n'a pas besoin de la religion* (chrétienne) *pour se compléter comme Etat. L'Etat démocratique, le véritable Etat, n'a pas besoin de la religion pour son achèvement politique"* (Marx).

Commentaire : l'Etat sioniste ne peut que remettre en cause les bases de la démocratie, d'une part, en refusant "l'Etat démocratique" aux Arabes, et, d'autre part, en amenant, par voie de conséquence, à l'anéantissement programmé de la "démocratie" pour les juifs.

10) En Palestine, l'Etat confessionnel se trouve imbriqué, du point de vue de la démocratie, dans une contradiction insoluble qu'il cherche à surmonter en niant aux Arabes (palestiniens) le droit d'être des citoyens, le droit à la nation. Par là même, la prétendue revendication des deux Etats est une duperie antidémocratique pour les Arabes palestiniens qui vivent dans l'Etat théocratique d'Israël et dans toute la Palestine. Ainsi, le droit au retour est inséparable de la revendication d'un seul Etat palestinien, avec des droits égaux pour les deux composantes, arabe et juive.

C'est à partir de là que les deux composantes pourraient définir elles-mêmes la forme et le contenu de la Palestine démocratique.

11) Marx écrit :

"En s'émancipant de la religion (au niveau de l'Etat), *on laisse subsister la religion, bien que ce ne soit plus une religion privilégiée."*

"L'émancipation de l'Etat de la religion n'est pas l'émancipation de l'homme réel de la religion (...). Nous disons aux juifs : c'est parce que vous pouvez être émancipés politiquement sans vous détacher complètement et absolument du judaïsme que l'émancipation politique elle-même n'est pas l'émancipation humaine."

"Les droits de l'homme ne sont pas un don de la nature ni une dot de l'histoire passée, mais le prix de la lutte contre le hasard de la naissance et contre les privilèges, que l'histoire a jusqu'à présent transmis de génération en génération. Ce sont les résultats de la culture (bildung) et seul peut les posséder celui qui les a mérités et acquis."

12) La liberté politique est contenue dans les droits civiques : participation à la vie de l'Etat, qui ne suppose nullement la suppression de la religion — ni de la religion juive ni de la religion musulmane.

Les Palestiniens arabes ne peuvent-ils bénéficier, comme les Palestiniens juifs, des mêmes droits égaux ? Et cela n'est possible que dans un seul Etat.

13) Quelques réflexions :

Le contenu actuel de la démocratie dont le peuple définira lui-même la forme et le contenu.

Warchawski : un modèle de perfidie.

14) Marx :

"L'homme s'émancipe politiquement de la religion en la rejetant du droit public dans le droit privé."

"L'émancipation politique ne vise pas à la suppression des religions, mais à les remettre à leur place dans le droit privé."

C'est une œuvre vouée à l'échec que de chercher à concilier l'Etat théocratique hébreu et l'émancipation politique.

Deux conséquences au moins :

– La première : l'Etat théocratique n'a pu voir le jour et ne peut subsister que par l'oppression du peuple palestinien, expulsé de ses terres. Pour les Palestiniens voués à l'exil et pour ceux qui vivent dans les limites de l'Etat hébreu dans une situation de "sans-droits". Pour ceux qui ont été chassés de leur terre et parqués depuis des dizaines d'années dans les camps.

– La deuxième conséquence, c'est la guerre inhumaine menée par l'Etat sioniste. Guerre dans laquelle l'Etat sioniste ne subsiste que comme instrument direct et subordonné de la politique américaine. Laquelle, tout à la fois, l'utilise et conduit à l'impasse les juifs et les Arabes.

15) Mais la subordination à l'impérialisme américain s'inscrit d'ores et déjà dans une politique mondiale de marche à la barbarie pour tous les peuples du Proche et du Moyen-Orient. La guerre d'extermination d'Irak en est l'expression. Cette guerre ne vise pas à reconstruire un "Etat" sous quelque forme que ce soit, mais à tenter de constituer sur les ruines de la nation une "police" subordonnée à l'impérialisme américain. Nous voyons déjà les effets de cette politique en Afrique, dans l'ex-URSS, l'ex-Yougoslavie, en Afghanistan...

L'Etat sioniste, qui est d'ores et déjà un instrument subordonné aux Etats-Unis, devra "sacrifier" ses intérêts à ceux de la puissance dominante, pour devenir complètement un Etat compradore.

16) D'ores et déjà, les contradictions dans le Likoud doivent être appréciées comme les prolégomènes (1) de "l'avenir" sans issue, ou plutôt sans autre issue que la décadence, la ruine.

17) En refusant de se prononcer pour *"un seul Etat palestinien, avec les deux composantes juive et arabe",* la déclaration de Warchawski tente de camoufler ses positions sionistes en trafiquant le contenu de la revendication inconditionnelle du droit au retour. Là est l'essence du Secrétariat unifié.

18) Il faut assimiler ce qu'écrit Marx :

"Si la religion doit être reléguée au nombre des intérêts privés et expulsée de la communauté considérée en son essence (...), il ne faut pas se faire illusion sur la limite de l'émancipation politique."

"L'émancipation sociale", l'expropriation de la propriété privée des moyens de production, est la condition pour sauver l'humanité de la barbarie, dont la situation des Palestiniens est une expression, comme la situation dans les pays d'Afrique,

---

(1) Préface consistante qui fournit les éléments nécessaires à la compréhension de ce qui suit *(NDLR).*

de l'ex-URSS et qui s'avance dans le monde entier. Mais s'il est vrai que l'émancipation politique n'est pas l'émancipation humaine, elle en est une condition.

19) Marx poursuit :

"La scission de l'homme en homme public et en homme privé implique le passage à la société bourgeoise."

Il ajoute que le passage de la religion dans le droit privé *"n'est pas une étape, mais bien l'achèvement de l'émancipation politique",* que Marx distingue de l'émancipation humaine – laquelle ne sera atteinte que par la suppression révolutionnaire de la propriété privée.

1er septembre 2004

B6 • Contribution au VIIIe Congrès mondial proposée par deux membres de la commission Moyen-Orient du secrétariat international (1)

(…) Peut-on toujours parler de la révolution palestinienne comme de la pointe avancée de la révolution mondiale ?

La lutte des classes du peuple palestinien est des plus difficile, en raison de la dislocation des organisations et du ralliement au sionisme de la principale d'entre elles, le Fatah, et de la destruction en masse des forces productives. Pourtant, ont eu lieu en septembre 2012 les plus grandes manifestations en Cisjordanie (contre la vie chère dans un premier temps, les mots d'ordre se sont concentrés contre l'Autorité palestinienne et l'occupation militaire) depuis la première Intifada en 1987. Aujourd'hui encore, au moment ou ces lignes sont écrites, les manifestations et les affrontements sont quotidiens en Cisjordanie, ce qui fait craindre aux dirigeants sionistes une nouvelle Intifada. La lutte des classes se développe parce qu'il n'y a pas d'issue en dehors du rejet et de l'éradication du sionisme. Elle exprime le mouvement pour l'égalité des droits, qui pose dans chacun de ses aspects une remise en cause du sionisme, pointe avancée de la mise en œuvre de la politique de l'impérialisme américain au Moyen-Orient (et expression depuis un siècle de la politique impérialiste au Moyen-Orient).

La révolution palestinienne, qui s'intègre dans le mouvement général des peuples luttant pour leur souveraineté, en est également une expression particulière de par son ancienneté (elle est née en même temps que l'ONU et l'ordre mondial issu de la Deuxième Guerre mondiale), mais aussi parce que la Palestine demeure aujourd'hui à l'échelle mondiale la seule nation totalement occupée. Se dressant contre la par-

(1) Cette contribution de deux membres de la commission Moyen-Orient du secrétariat international a été versée à la discussion du VIIIe Congrès mondial de la IVe Internationale (26 au 29 avril 2013).

tition, réaffirmant le droit à l'existence de la nation, la révolution palestinienne heurte l'ordre mondial depuis plus de 60 ans. L'influence de la révolution palestinienne dépasse le cadre du Moyen-Orient : elle est mondiale, et cette imbrication profonde relie tout changement en Palestine à l'évolution de la lutte des classes sur le plan mondial, à commencer par les Etats-Unis eux-mêmes. Ces éléments confirment le caractère central de la révolution palestinienne.

Comment s'exprime la révolution permanente en Palestine ?

La lutte pour la défense des droits des nations et des peuples est reliée, dans un mouvement historique indissociable, au combat pour l'expropriation du capital et à la défense des acquis les plus fondamentaux de la démocratie. L'exigence de souveraineté nationale pour les peuples, la lutte contre l'ingérence étrangère et impérialiste pose nécessairement la question de la démocratie politique et sociale, la question de l'égalité des droits (au sens où Lénine l'entendait : *« Le sens réel de l'égalité se réduit à la revendication de l'abolition des classes »*). En Palestine, la situation ne peut être analysée en dehors des contradictions qui plongent la classe dominante américaine dans une crise sans précédent et comme expression de celle ci.

Depuis le lancement par George W. Bush de son orientation du « Grand Moyen-Orient », en passant par le discours du Caire prononcé par Obama peu de temps après sa première investiture, les administrations américaines successives voient s'opposer en leur sein une fraction ouvertement belliciste – qui utilise le gouvernement israélien dans ce cadre tout en y associant les Etats arabes, ou en les poussant les uns contre les autres – et une fraction qui considère ne pas être capable de s'engager dans la guerre et qui cherche à associer à sa politique les gouvernements arabes et à intégrer l'Etat d'Israël à travers l'orientation des « deux Etats ». Mais l'intégration de l'Etat d'Israël comme l'option de la guerre permanente contre les peuples implique pour le sionisme d'en finir avec le peuple palestinien. Le déclenchement de la révolution prolétarienne en Tunisie, le mouvement révolutionnaire profond en Egypte n'ont fait qu'accélérer ce processus.

La situation créée par le sionisme expropriateur, fondé sur la négation du droit à l'existence du peuple palestinien, confère à toute revendication démocratique palestinienne, même la plus minime, une remise en cause du sionisme – réaction sur toute la ligne – dans sa totalité parce qu'il n'y a pas de compatibilité entre sionisme et démocratie, et ainsi pose la question de l'expropriation.

En Palestine aujourd'hui, les revendications sociales (le paiement des salaires, la question de la cherté de la vie, le soutien aux prisonniers…) se transforment sans transition en revendications politiques contre l'Autorité palestinienne et pour l'annulation des accords d'Oslo.

Fondant notre appréciation sur la base de la position adoptée lors du IIe Congrès en 1948, nous avons toujours posé cette question : y a-t-il une autre solution que la constitution d'un seul Etat garantissant les droits égaux de toutes les composantes, arabe et juive, de la nation palestinienne ?

La résolution notait en effet : *« La IVe Internationale repousse comme utopique et réactionnaire la solution "sioniste" à la question juive : elle déclare que la répudiation totale du sionisme est la condition sine qua non pour une fusion des luttes des ouvriers juifs avec les luttes émancipatrices, sociales et nationales des travailleurs arabes. Elle déclare qu'il est profondément réactionnaire d'exiger une immigration juive en Palestine, comme il est réactionnaire de faire appel à l'immigration d'oppresseurs dans les pays coloniaux en général. Elle soutient que la question de l'immigration et des rapports entre juifs et Arabes ne peut être convenablement décidée qu'après l'expulsion de l'impérialisme, par une Assemblée constituante librement élue avec pleins droits pour les juifs comme minorité nationale. »*

La question de l'Assemblée constituante palestinienne est elle toujours d'actualité ?

La résolution de 1948 développait comme position que la question *« des rapports entre juifs et Arabes ne peut être convenablement décidée qu'après l'expulsion de l'impérialisme, par une Assemblée constituante librement élue avec pleins droits pour les juifs comme minorité nationale »*. Si l'expulsion de l'impérialisme, à savoir l'expropriation des expropriateurs, ne saurait se poser uniquement en Palestine, mais à l'échelle internationale, à commencer par les Etats-Unis eux-mêmes, est-il toujours pertinent de poser la question dans les mêmes termes en Palestine ?

Un premier aperçu nous amène à constater que la « répudiation du sionisme » est un fait extrêmement rare chez les juifs israéliens. De quelques milliers d'individus qui désapprouvent intellectuellement et avec condescendance le sort réservé à leurs voisins palestiniens sans pour autant rompre avec le sionisme, on passe à quelques centaines d'antisionistes qui se revendiquent comme tels, à des degrés divers. Dans leur grande majorité, les Israéliens les plus « progressistes » choisissent de ne pas intégrer la question palestinienne à leurs revendications sociales. Quant à elle, dans sa grande majorité, la « classe ouvrière juive israélienne », généralement d'origine orientale, subit l'exploitation et connaît une aggravation de ses conditions sociales d'existence, mais rejette – encore une fois avec des exceptions individuelles notables – toute considération pour la population palestinienne. Qu'on le veuille ou non, qu'est ce que « le mouvement social israélien », sinon un mouvement de colons plus ou moins privilégiés, qui se trouvent désemparés face à une crise qui menace de les engloutir en permanence ? Il ne s'agit pas dans cette contribution d'analyser la situation politique intérieure de l'Etat hébreu. Les conditions matérielles d'existence déterminent la conscience, et, indépendamment de l'idée que peuvent se faire certains individus, ils ne sont pas déterminés par ce qu'ils croient être. Dans sa conception, dans son fonctionnement, qu'il soit dirigé par la « gauche » ou par la « droite », l'Etat d'Israël – réaction sur toute la ligne – doit son existence à la répression permanente à l'encontre du peuple palestinien. Sur le terrain, ce sont les check-points, la répression, les maisons et récoltes détruites, la prison comme perspectives.

Pour une nation dominée comme l'est la nation palestinienne, le mot d'ordre d'Assemblée constituante est un mot d'ordre révolutionnaire, qui combine à la fois les revendications nationales et démocratiques (le droit à la terre, la fin de la partition, l'égalité des droits) avec les aspirations sociales des ouvriers et des paysans posant la question du pouvoir à même de les satisfaire. Mais compte tenu des éléments développés plus haut, la situation en Palestine n'appelle-t-elle pas un autre mot d'ordre que celui d'Assemblée constituante souveraine ? Le mot d'ordre de république palestinienne arabe sur tout le territoire historique, intégrant les minorités locales, ne répond-il pas à la situation ? La lutte des classes en Palestine ne s'exprime-t-elle pas entre ceux qui défendent la partition (ce qui inclut une certaine gauche qui revendique une spécificité nationale juive en revendiquant un Etat « binational ») et ceux qui revendiquent le droit au retour sur toute la surface historique de la Palestine ?

Quelle orientation politique pour regrouper une avant-garde ouvrière en Palestine ?

La dislocation des organisations traditionnelles palestiniennes, le ralliement de la majorité de la direction de l'OLP aux accords d'Oslo, c'est-à-dire à la reconnaissance de l'Etat hébreu, rendent la lutte des classes plus difficile en Palestine. De nombreux indicateurs nous montrent cependant que peuple palestinien tend, malgré la répression, à se regrouper et à exprimer son unité à travers le mot d'ordre du droit au retour. Dans le chaos destructeur, le mouvement des peuples pour leur survie s'accompagne de phénomènes de recomposition. En Palestine, une jeune

génération se lève et s'imprègne des principes fondateurs du mouvement national palestinien.

Qu'il se trouve dans les camps de réfugiés, en exil dans le monde entier, en Cisjordanie, à Gaza ou encore à l'intérieur des frontières de 1948, le peuple palestinien – les familles palestiniennes – est soudé par une revendication commune, qui est devenu l'élément fondamental de son identité : le droit au retour.

Né à travers le combat des réfugiés pour rentrer chez eux et regagner leurs terres, le Mouvement national palestinien est indissociable de cette revendication. L'élément fondateur et aujourd'hui fédérateur d'une couche de militants palestinien est la Charte fondatrice de l'OLP, qui revendiquait un seul Etat démocratique et laïque à majorité arabe, dans lequel toutes les minorités auraient les mêmes droits (…).

Mars 2013

B7 • Léon Trotsky
A propos du "problème juif"

(février 1934) (1)

Question : *L'Opposition de gauche doit-elle présenter des revendications spécifiques pour rallier la classe ouvrière juive des Etats-Unis ?*

Réponse : Les travailleurs juifs d'origine étrangère joueront un rôle important et, par certains aspects, décisif, dans la révolution américaine. Il va sans dire que l'Opposition de gauche doit faire tout ce qu'elle peut pour s'intégrer à la vie des travailleurs juifs.

Question : *Quelle est votre position sur la langue juive ? Pourquoi, dans votre autobiographie, l'appelez-vous un « jargon » ?*

Réponse : Ma position sur la langue juive est la même que pour toutes les autres langues. Si j'ai effectivement utilisé dans mon autobiographie le terme de jargon, c'est parce que du temps de ma jeunesse à Odessa, la langue juive ne s'appelait pas yiddish, mais jargon. C'était le terme employé par les juifs eux-mêmes, sans aucune nuance péjorative. C'est au cours des 15 ou 20 dernières années que s'est répandu l'usage du mot yiddish, et ce, même en France, à ce que je puis voir.

Question : *Dans les milieux juifs, on vous considère comme un assimilationniste. Quelle est votre position sur l'assimilation ?*

Réponse : Je ne vois pas pourquoi on me considérerait comme un « assimilationniste ». J'ignore la signification que l'on prête à ce terme. Je suis, cela va sans dire, un adversaire du sionisme et de toute attitude isolationniste de la part des travailleurs juifs. J'encourage les travailleurs juifs en France à se familiariser davan-

(1) Cette interview fut publiée dans *Class Struggle,* en février 1934. Ce journal était l'organe d'un groupe éphémère, la Communist League of struggle, dirigée par Albert Weisbord. Elle est publiée dans le tome 3 des *Œuvres* (novembre 1933-avril 1934) de Léon Trotsky, pages 220 à 222.

tage avec les problèmes de la classe ouvrière française. Sans cela, il leur est difficile de prendre part au mouvement ouvrier du pays où on les exploite. Etant donné que le prolétariat juif est réparti dans différents pays, c'est une nécessité pour le travailleur juif que de s'efforcer de connaître, outre sa propre langue, celle des autres pays, car c'est une arme dans la lutte des classes. Qu'y a-t-il de commun entre cela et l'« assimilation » ?

Question : *Le parti communiste officiel a caractérisé sans hésitation les événements qui opposèrent les juifs et les Arabes en Palestine en 1929 comme le soulèvement révolutionnaire des masses arabes opprimées. Que pensez-vous de cette analyse ?*

Réponse : Malheureusement, je n'ai pas une connaissance suffisante des faits pour me risquer à formuler une opinion catégorique. Pour le moment, je suis en train d'étudier la question. Ensuite, il me sera plus facile de juger dans quelle mesure se trouvaient en présence des éléments tels que les forces de libération nationale anti-impérialistes, les mahométans réactionnaires et les antisémites fauteurs de pogroms. A première vue, il me semble que tous ces éléments étaient présents.

Question : *Que pensez-vous de la Palestine en tant que patrie éventuelle pour les juifs et que pensez-vous d'un pays en général pour les juifs ? Ne croyez-vous pas que l'antisémitisme du fascisme allemand contraint les communistes à envisager différemment la question juive ?*

Réponse : L'Etat fasciste allemand tout comme le conflit judéo-arabe confirment avec évidence le principe que la question juive ne peut être résolue dans le cadre du système capitaliste. J'ignore si la population juive sera reconstituée en tant que nation. En tout cas, il ne fait aucun doute que les conditions matérielles nécessaires à l'existence des juifs en tant que nation indépendante ne pourraient être offertes que par la révolution prolétarienne. L'idée qu'une nation peut prétendre plus qu'une autre au droit à un pays nous est complètement étrangère.

On ne peut concevoir cette installation de base territoriale pour les juifs en Palestine ou dans tout autre pays qui ne s'accompagne de migrations d'importantes masses humaines. Seul le socialisme victorieux peut se charger de pareille tâche. On peut prévoir que cela se produira soit sur la base d'une compréhension mutuelle, soit avec l'aide d'une sorte de tribunal prolétarien international qui pourrait prendre en main cette question et la résoudre.

La voie sans issue où se trouve engagée la population juive en Allemagne est, tout comme le sionisme, indissolublement liée à la voie sans issue du capitalisme mondial dans son ensemble. Les travailleurs juifs ne seront préservés du pessimisme et du désespoir que lorsqu'ils auront une vision claire de cette interrelation.

B8 • Léon Trotsky
La question juive

(18 janvier 1937) (1)

AVANT d'essayer de répondre à vos questions, je dois vous prévenir que je n'ai malheureusement pas eu l'occasion d'apprendre la langue juive, laquelle s'est en outre développée depuis que je suis devenu adulte. Je n'ai pas eu et je n'ai toujours pas la possibilité de suivre la presse juive, ce qui m'empêche de donner une opinion précise sur les différents aspects d'un problème aussi important et aussi tragique. Je ne puis donc, dans ma réponse, me prévaloir d'aucune espèce d'autorité. Je vais néanmoins essayer de dire ce que je pense.

Lorsque j'étais jeune, j'avais plutôt tendance à pronostiquer que les juifs des différents pays seraient assimilés, et que la question juive disparaîtrait ainsi, presque automatiquement. Le développement historique du dernier quart de siècle n'a malheureusement pas confirmé cette perspective. Le capitalisme en déclin a déchaîné partout un nationalisme exacerbé dont l'antisémitisme est un aspect. La question juive est devenue particulièrement grave dans le pays capitaliste le plus développé d'Europe, l'Allemagne.

D'un autre côté, les juifs de différents pays ont créé leur propre presse et développé la langue yiddish comme un instrument adapté à la culture moderne. Il faut donc tenir compte du fait que la nation juive va se maintenir, pour toute une époque à venir. Aujourd'hui, les nations ne peuvent exister normalement sans territoire commun. Le sionisme est précisément né de cette idée. Mais les faits quotidiens démontrent que le sionisme est incapable de résoudre la question juive. Le conflit entre juifs et Arabes en Palestine prend un caractère toujours plus tragique et toujours plus menaçant. Je ne crois absolument pas que la question juive puisse être résolue dans le cadre du capitalisme pourrissant et sous le contrôle de l'impérialisme britannique.

Mais, me demandez-vous, comment le socialisme peut-il résoudre cette question ? Je ne puis là-dessus formuler que des hypothèses. Quand le socialisme sera devenu maître de notre planète, ou au moins de ses parties les plus importantes, il disposera dans tous les domaines de ressources inimaginables. L'histoire de l'humanité a connu l'ère des grandes migrations sur la base de la barbarie. Le socialisme ouvrira la possibilité de grandes migrations sur la base des techniques et de la culture les plus développées. Il va sans dire qu'il ne s'agit pas ici de déplacements forcés, c'est-à-dire de la création de nouveaux ghettos pour certaines nationalités, mais de déplacements librement consentis, ou plutôt réclamés par certaines nationalités ou fractions de nationalités. Les juifs dispersés qui voudront se réunir dans la même communauté trouveront sous le soleil un endroit suffisamment étendu et riche. La même possibilité sera offerte aux Arabes comme à toutes les nations dispersées. La topographie nationale fera partie de l'économie planifiée. Telle est la vaste perspective historique que j'envisage. Travailler pour le socialisme international, c'est travailler aussi pour la solution de la question juive.

Vous me demandez si la question juive existe encore en URSS. Oui, elle existe, de même qu'existent les questions ukrainienne, géorgienne et même russe. La

(1) Léon Trotsky, *Œuvres,* tome 12, 18 janvier 1937, page 111.

bureaucratie omnipotente étouffe le développement de la culture nationale comme de la culture tout court. Pire encore, le pays de la grande révolution prolétarienne est en train de traverser aujourd'hui une période de profonde réaction. Si la vague révolutionnaire avait ravivé les plus beaux sentiments de solidarité humaine, la réaction thermidorienne, elle, a fait surgir à nouveau tout ce qu'il y avait de bas, d'obscur et d'arriéré dans cet agglomérat de 170 millions d'hommes. La bureaucratie n'hésite même pas, pour renforcer sa domination, à recourir de façon à peine dissimulée aux tendances chauvines, et surtout aux tendances antisémites. Le dernier procès de Moscou, par exemple, a été organisé avec le dessein à peine dissimulé de présenter les internationalistes comme des juifs sans foi ni loi, capables de se vendre à la Gestapo allemande.

Depuis 1925 et surtout 1926, la démagogie antisémite, bien camouflée, inattaquable, va de pair avec des procès symboliques contre des pogromistes avoués. Vous me demandez si l'ancienne petite bourgeoisie juive en URSS a été socialement assimilée par le nouvel environnement soviétique. Je ne peux vraiment pas vous donner de réponse claire sur ce point. Les statistiques sociales et nationales en URSS sont extrêmement tendancieuses. Elles ne servent pas à établir la vérité, mais, avant tout, à glorifier les chefs, les dirigeants, ceux qui créent le bonheur. Une importante partie de la petite bourgeoisie juive a été absorbée par les formidables appareils de l'Etat, de l'industrie, du commerce, des coopératives, etc., surtout des couches supérieures et intermédiaires. Ce fait a engendré une atmosphère de sentiments antisémites, que les dirigeants manipulent adroitement afin de canaliser particulièrement contre les juifs le mécontentement qui existe contre la bureaucratie.

Sur le Birobidjan (2), je ne peux vous donner guère plus que mes estimations personnelles. Je ne connais pas cette région, et encore moins les conditions dans lesquelles les juifs s'y sont installés. De toute façon, ce ne peut être qu'une expérience limitée. L'URSS à elle seule serait encore trop pauvre pour résoudre sa propre question juive, même sous un régime beaucoup plus socialiste que ne l'est le régime actuel. Je le répète, la question juive est indissolublement liée à l'émancipation complète de l'humanité. Tout ce qui peut être fait d'autre en ce domaine ne peut constituer qu'un palliatif, voire souvent une lame à double tranchant, ainsi que le démontre l'exemple de la Palestine.

---

(2) Il s'agit de la zone autonome réservée en 1934 au peuplement juif en Union soviétique.

B9 • Léon Trotsky
L'importance de la question juive

(4 février 1938) (1)

Chers camarades Sara et Jack,

(…) Je suis tout à fait d'accord avec vous que la question juive est maintenant devenue d'une énorme importance, pour notre parti. Seule la IVe Internationale est capable de faire une critique destructrice de tous les moyens par lesquels les classes dirigeantes, les charlatans petits-bourgeois, y compris la bureaucratie soviétique, essaient ou promettent de résoudre la question juive. Nous devrons la présenter comme elle est, une terrible convulsion historique du capitalisme déclinant. Les juifs ont joué un grand rôle dans le développement de la société capitaliste et ils sont maintenant victimes de sa décomposition. C'est un privilège négatif des masses juives que de ne pouvoir, moins encore que les autres masses, être sauvées de la famine, de l'humiliation, de l'extermination physique par d'autres moyens que par une révolution prolétarienne. Il est possible, me semble-t-il, d'évoquer un authentique esprit messianique chez les ouvriers juifs, les séparant définitivement des rêveurs et charlatans bourgeois et petits-bourgeois, et de les gagner à la IVe Internationale, qui est maintenant l'unique parti de la révolution mondiale et de la libération humaine. Il me semble que le parti américain devrait donner l'exemple ici à toutes les sections par une activité énergique dans ce domaine. Il est possible qu'une commission spéciale soit nécessaire afin d'élaborer des thèses, un manifeste, de publier des projets en yiddish, et aussi naturellement des articles en anglais dans le *Socialist Appeal* et *The New International.* Ne croyez-vous pas que Solow (2) pourrait être attiré par un tel travail comme « sympathisant » ? (…)

---

(1) Léon Trotsky, *Œuvres,* tome 16, 4 février 1938, page 137.
(2) Herbert Solow (1903-1964), journaliste, diplômé de l'université Columbia, sympathisant du PC, avait rendu visite à Trotsky en 1930 et pris la tête de l'opposition à la politique stalinienne chez les intellectuels en 1933. Membre quelque temps de la CLA, après avoir été le rédacteur du journal des grévistes de Minneapolis (*The Organizer*), il avait repris ses distances à la suite de l'entrée du WPUS dans le SP et de la dissolution de la NPLD. Il avait cependant joué un rôle important dans le travail de la commission Dewey, séjournant plusieurs semaines à Mexico. Trotsky prisait beaucoup ses capacités intellectuelles et cherchait à le gagner définitivement, sans trop y croire.

DR

Manifestation en commémoration de la Nakba (“la catastrophe”) (sans date).

Formulaire d’abonnement à la revue *Dialogue*, revue de discussion entre militants arabes et juifs de Palestine (site Internet : www.dialogue-review.com)

Troisième partie (C)

Articles historiques portant sur des événements

Dans cette troisième partie (C), nous publions six articles qui portent sur des événements historiques particuliers et qui ont amené une expression spécifique de la IVe Internationale. Pour des raisons de place, nous n'avons pas publié des articles portant sur l'année 1967, car pour l'essentiel ils sont repris dans les comptes rendus des différents CEM qui se trouvent dans la deuxième partie.

Sommaire

1 • Le partage de la Palestine *(1946)* ..... *p. 97*

2 • Le Comité international de la IVe Internationale
salue le prolétariat hongrois… et condamne l'agression impérialiste
en Egypte *(octobre-novembre 1956)* ..... *p. 99*

3 • Impérialisme et révolution au Proche et Moyen-Orient
– article de Pierre Lambert *(septembre 1958)* ..... *p. 101*

4 • Guerre et lutte de classes au Proche-Orient,
La Vérité, n° 548 *(juin 1970)* ..... *p. 106*

5 • Il y a trente ans avait lieu le massacre de Sabra et Chatila,
La Vérité, n° 76 *(décembre 2012)* ..... *p. 113*

6 • Gaza sous les bombes,
Lettre de la IVe Internationale (15 juillet 2014)..... *p. 115*

C1 • Le partage de la Palestine

(1946) (1)

LE vote à l'ONU n'a été qu'une formalité. Après l'accord des « trois grands », le partage de la Palestine était virtuellement un fait accompli. Ainsi, l'impérialisme britannique se retire, dans le Proche-Orient, sur une seconde ligne de défense semblable à celle établie lors du partage des Indes. Dans les deux Etats, juif et arabe, la Grande-Bretagne conserve l'ensemble de ses positions économiques et financières. Autant la Légion arabe de l'hypothétique Etat arabe que la Haganah opéreront en accord étroit avec le War Office, comme c'est le cas pour l'armée hindoue et l'armée musulmane. Et, comme aux Indes, le partage s'est avéré être le moyen le plus efficace pour détourner à la fois la lutte des masses arabes et le mécontentement de la population laborieuse juive d'une explosion anti-impérialiste vers une lutte fratricide.

Le repli de l'impérialisme britannique, rendu nécessaire par la diminution des ressources impériales – qui oblige la bourgeoisie à diminuer ses « engagements internationaux » pour épargner à la fois ses dollars, sa main-d'œuvre et ses tanks – se présente sous un aspect encore plus favorable dans le cas spécifique de la Palestine. La constitution d'un Etat arabe indépendant de la Palestine est, en effet, fort invraisemblable. De ce fait, le roi Abdallah de Transjordanie, le pion numéro un de la City dans le monde arabe, pourrait fort bien réussir à unir la Palestine orientale à son royaume actuel et réaliser ainsi la première étape vers la constitution de l'Empire de la Grande Syrie, objectif final des ambitions de sa dynastie et de la bourgeoisie britannique dans le Proche-Orient. Londres continuera à régner sans que cela coûte un sou au contribuable britannique. Les seuls à en souffrir seront, bien entendu, les masses de Palestine elles-mêmes.

Pour l'impérialisme américain comme pour la bureaucratie soviétique, l'acceptation du partage signifie avant tout la liquidation du mandat britannique et le début d'une lutte pour l'héritage de cette position abandonnée. Le Kremlin voit d'un bon œil l'ouverture d'une période de troubles dans le Proche-Orient, au travers de laquelle il s'efforcera d'affaiblir davantage les positions britanniques et de préparer sa propre pénétration, fût-ce sous le couvert d'une « commission mixte de l'ONU » ou d'un « trusteeship *(une tutelle – NDLR)* des trois grands » sur Jérusalem. L'impérialisme américain se trouve placé en Palestine, comme auparavant en Grèce, devant le problème de chercher une « relève » pour occuper les positions sur le front impérialiste, positions que l'allié britannique se voit obligé d'abandonner. Après l'évacuation des troupes britanniques, la Haganah sera la seule force militaire disposant d'un équipement moderne, force étrangère au monde arabe et qui servirait, le cas échéant, à combattre une insurrection indigène ou une poussée russe menaçant les sources pétrolifères. Il ne faudrait pas s'étonner, dès lors, si l'impérialisme américain s'efforçait, soit par voie de financement, soit par constitution d'une « légion

---

(1) Editorial de la revue *IVe Internationale,* organe du comité exécutif international de la IVe Internationale, numéro de novembre-décembre 1947. Paru dans *La Vérité,* n° 8, novembre 1993 (*« Documents de la IVe Internationale sur la Palestine »*), pages 89-90.

juive », de devenir l'influence prédominante auprès de la direction de la Haganah et d'en faire un instrument de sa propre politique impérialiste dans le Proche-Orient.

D'autre part, il reste évident que le minuscule Etat juif, comme auparavant le mouvement sioniste, n'est considéré par les grandes puissances que comme un atout dans leur jeu de puissance envers le monde arabe. Cet Etat, loin de recevoir une « protection » ouverte et permanente d'une quelconque de ces puissances, ne cessera jamais de se trouver dans une situation précaire et douteuse, et pour sa population s'ouvre dorénavant une période de privations, de terreur et de terrible tension, qui ne fera que s'accentuer à mesure que s'amplifieront les forces d'émancipation du monde arabe.

Le partage de la Palestine et le renversement éclair des positions sionistes – y compris de celles de la plupart des extrémistes – face à l'impérialisme britannique ont porté un coup mortel à toutes les théories impressionnistes qui s'épanouirent à la lueur des bombes de l'Irgoun. La solidarité fondamentale du mouvement sioniste, de la Haganah et même de l'Irgoun avec l'impérialisme contre les masses arabes s'est manifestée de la façon la plus éclatante. Tout le crime du sionisme apparaît clairement en ceci que, grâce à sa fonction réactionnaire, les premiers mouvements des masses arabes, en faveur d'une Palestine unie et indépendante, se retournent contre la population juive et non directement contre l'impérialisme. Les leaders féodaux les plus réactionnaires du Comité arabe pour la Palestine auront ainsi l'occasion de redorer leur blason en versant le sang des malheureux juifs victimes de l'aveuglement sioniste.

Les leaders sionistes de par le monde fêtent l'établissement de l'Etat miniature comme une grande victoire. Quelle misérable aberration. La trappe que la Palestine a constituée pour les juifs, d'après les paroles de Trotsky, vient tout simplement de se refermer aujourd'hui.

Sans un renversement radical de la situation mondiale et de la tendance sioniste du mouvement ouvrier juif en Palestine, l'extermination complète des juifs, lors de l'éclatement de la révolution arabe, sera le prix payé par le peuple juif pour la triste victoire remportée à Lake Success. Et, ironie amère de l'histoire, l'établissement d'un Etat indépendant juif, qui, d'après les profonds théoriciens sionistes, devait miner définitivement l'antisémitisme dans le monde, a été le début d'une farouche explosion pogromiste à Aden et d'une nouvelle montée antisémite dans le monde entier.

La position de la IVe Internationale face au problème palestinien reste claire et nette comme auparavant. Elle sera à l'avant-garde de la lutte contre le partage, pour une Palestine unie et indépendante, dans laquelle les masses détermineront souverainement leur sort par l'élection d'une Assemblée constituante. Contre les effendis et les agents impérialistes, contre les manœuvres de la bourgeoisie égyptienne et syrienne, qui s'efforce de détourner la lutte émancipatrice des masses en une lutte contre les juifs, elle lancera des appels à la révolution agraire, à la lutte anticapitaliste et anti-impérialiste, moteurs essentiels de la révolution arabe. Mais elle ne pourra mener cette lutte avec des chances de succès qu'à condition de prendre position, sans équivoque, contre le partage du pays et contre l'établissement de l'Etat juif.

Plus que jamais, il est en même temps nécessaire d'appeler les prolétariats américain, anglais, canadien, australien, les prolétariats de tous les pays, à lutter pour l'ouverture des portes de leur pays, sans discrimination aucune, aux réfugiés, aux personnes déplacées, à tous les juifs qui veulent émigrer. C'est seulement à condition de mener cette lutte, effectivement et avec succès, qu'on pourra expliquer aux juifs les raisons pour lesquelles ils ne doivent pas se rendre dans le guet-apens palestinien. La terrible expérience qui attend les masses juives, dans l'« Etat miniature », créera en même temps les prémices pour une rupture de couches plus larges avec le sionisme criminel. Si cette rupture ne se fait pas à temps, l'« Etat juif » sombrera dans le sang.

C2 • Le Comité international de la IVe Internationale salue le prolétariat hongrois...

(1956) (1)

INSPIRÉ par les événements de Pologne, le peuple hongrois, les armes à la main, s'est révolté contre les bureaucrates staliniens indigènes et leurs suzerains russes. Au cours de leur lutte héroïque, ils ont établi des conseils ouvriers dans plusieurs villes industrielles importantes.

Le Comité international, au nom du mouvement trotskyste mondial, salue chaleureusement les conseils ouvriers qui fonctionnent actuellement à Miskolc et ailleurs. En prenant la direction dans le combat pour ses intérêts vitaux, la classe ouvrière hongroise s'efforce d'accomplir sa mission historique et d'établir le socialisme authentique dans son pays. Le monde entier peut maintenant apprécier le contenu réel de la prétendue « démocratie populaire ». Grâce à l'intervention de la bureaucratie stalinienne, par l'intermédiaire de ses instruments locaux, et à la présence de l'Armée rouge, le peuple hongrois fut empêché en 1945 de prendre le pouvoir en instaurant d'authentiques soviets, organes de la démocratie ouvrière. Sous prétexte de contenir la contre-révolution, l'appareil stalinien soumit le peuple hongrois à la plus cruelle persécution. Encore une fois, il a été démontré qu'il n'y a pas de substitut bureaucratique à la classe ouvrière accomplissant sa mission historique, qui est de diriger l'exécution des plus profondes transformations sociales.

La formation de véritables soviets révolutionnaires à Miskolc et dans d'autres districts démontre puissamment que le prolétariat hongrois a rejeté de façon décisive la propagande contre-révolutionnaire bourgeoise et social-démocrate. Les expériences et les idéaux de la révolution russe d'Octobre 1917 et de la révolution hongroise de 1919 sont restés vivants dans les consciences des masses hongroises – au grand désappointement de la bourgeoisie mondiale et de ses agents sociaux-démocrates.

Pour détruire l'oppression bureaucratique stalinienne et la contre-révolution, les Hongrois ont eu recours à la méthode soviétique d'organisation qui, comme en Russie en 1917, forme la base de la dictature du prolétariat...

La social-démocratie doit partager avec les staliniens une part considérable du blâme pour les événements de Hongrie. Pendant que les « hommes d'Etat » de la social-démocratie versaient des larmes de crocodile sur le sort du peuple hongrois, ils endossaient les pires crimes des impérialistes, comme par exemple ceux commis en Algérie...

A tous les membres des forces armées soviétiques, nous disons : souvenez-vous des traditions révolutionnaires de l'Armée rouge fondée par Léon Trotsky. Solidarisez-vous immédiatement avec les vaillants combattants hongrois pour la liberté socialiste, organisés dans leurs soviets.

La Hongrie constitue un appel à l'action, non seulement pour la classe ouvrière d'Europe orientale, mais pour le monde entier.

Avec la Pologne, elle constitue le point de départ de la révolution politique des ouvriers et des paysans pour renverser le stalinisme. Elle est susceptible de s'étendre, non seulement à tous les pays du bloc soviétique, mais à l'URSS elle-même.

---

(1) *La Vérité,* n° 433, 23 novembre 1956.

Vive les républiques démocratiques des conseils des ouvriers et des paysans pauvres, en Hongrie et en Europe orientale !

Vive la résurrection de la démocratie soviétique en Russie !

Tout le pouvoir aux conseils ouvriers et paysans en Hongrie !

Vive l'internationalisme prolétarien de Lénine et de Trotsky !

Vive la IVe Internationale, qui n'a jamais cessé d'organiser et de diriger la lutte contre l'impérialisme et contre la bureaucratie soviétique !

Le 27 octobre 1956

... et condamne l'agression impérialiste en Egypte

En même temps que des troupes israéliennes attaquaient le territoire égyptien, les gouvernements anglais et français ont déclenché la guerre pour la réoccupation du canal de Suez. Leur ultimatum aux deux parties, camouflé en démarche pacifique, n'était qu'un mauvais prétexte. En réalité, les gouvernements d'Eden et de Mollet, depuis la nationalisation du canal, le 27 juillet, ont préparé consciemment et systématiquement la réoccupation du canal. Ils n'ont pas seulement soumis l'Egypte à une pression diplomatique, au cours des deux conférences de Londres des « usagers du canal », mais ont renforcé cette pression par des préparatifs militaires tendant à la reconquête du canal par les armes.

Ils ont choisi, pour passer aux actes, le moment où leurs adversaires russes étaient absorbés par les événements d'Europe orientale, et leurs concurrents américains par l'élection présidentielle, espérant ainsi pouvoir mener à bien, vite et sans encontre, leur acte de brigandage.

Cette action impérialiste brutale ne se heurtera pas seulement à la résistance acharnée du peuple égyptien, mais aussi bien à celle des autres peuples arabes. Si cette guerre n'est pas rapidement terminée, elle ne se limitera pas à un conflit entre les impérialistes anglo-français et l'Egypte, mais se transformera en une guerre contre les peuples arabes.

Le gouvernement des Etats-Unis a condamné en paroles l'agression franco-anglaise et appelé à un règlement pacifique du conflit dans le cadre de l'ONU. Cela ne l'empêche pas de fournir des armes aux agresseurs impérialistes sous l'égide du Pacte atlantique. Comme Londres et Paris, il est hostile au gouvernement Nasser, et comme elles, il conteste en fait au peuple égyptien le droit de contrôler le canal. Mais il ne voudrait pas laisser ce contrôle à ses concurrents ; il préférerait l'exercer lui-même. En même temps, la démarche américaine à l'ONU a pour but de prévenir une « immixtion » russe.

De son côté, la bureaucratie du Kremlin, pour sa propre défense et sous la pression des événements révolutionnaires d'Europe orientale, recherche elle aussi une solution pacifique dans le cadre de l'ONU.

La IVe Internationale s'est toujours et partout prononcée pour la libération des peuples coloniaux opprimés. Aujourd'hui encore, le Comité international de la IVe Internationale appelle tous les peuples et, particulièrement, toutes les organisations ouvrières à soutenir dans ce combat inégal la cause de l'Egypte, et à tout mettre en œuvre pour soutenir moralement et matériellement le peuple égyptien...

– Arrêtons l'agression impérialiste contre l'Egypte, avant qu'elle ne mette le monde en flammes !

– Retrait immédiat des troupes d'occupation franco-anglaises ! Refus de toute occupation par les troupes de l'ONU, qui serviraient elles aussi la domination du canal par l'impérialisme !

– Vive la résistance victorieuse du peuple égyptien !

– Vive la libération de tous les peuples arabes et de tous les autres peuples qui souffrent de l'oppression coloniale ou semi-coloniale !

– Vive l'action solidaire de la classe ouvrière des pays impérialistes et des peuples coloniaux contre le capitalisme impérialiste, pour le renversement du capitalisme et l'instauration d'un monde socialiste libre et fraternel !

Le 3 novembre 1956

C3 • Pierre Lambert Impérialisme et révolution au Proche et Moyen-Orient

(1958) (1)

LE 14 juillet 1958, le régime *(irakien)* du roi Fayçal s'écroulait. Quelques jours après, « l'Occident » impérialiste, qui avait violemment attaqué le nouveau gouvernement, rendant hommage au roi et à Noury Saïd, le principal agent de l'impérialisme, reconnaissait le régime issu de l'insurrection. Entre-temps, la décision était prise, non sans quelques hésitations, de débarquer les fusiliers marins américains au Liban, bientôt suivie de l'arrivée des paras anglais en Jordanie.

Environ un mois après, l'Assemblée générale de l'ONU votait une résolution unanime sur les problèmes du Proche et Moyen-Orient. Il serait évidemment puéril d'estimer que les questions sont réglées, le calme réellement revenu. Les troupes américaines et anglaises sont toujours à pied d'œuvre.

QUE S'EST-IL PASSÉ, ET POURQUOI ?

En Irak vivent 6 000 000 de personnes environ, dans leur écrasante majorité des fellahs sans terre. De 35 000 km² de terres effectivement cultivées, 88 % des paysans en possèdent 6,50 % ; les 93,50 % restantes sont contrôlées par une infime minorité de grands propriétaires fonciers, dont les plus importants se recrutaient dans la famille royale. Le revenu moyen par tête d'habitant en Irak n'excède pas 30 000 francs par an (revenu comparable à celui du fellah algérien). Le problème de la terre (expropriation des grands domaines possédés par les grands féodaux) est donc au tout premier plan des événements. Car sans une nouvelle répartition des terres et leur nationalisation sans indemnité ni rachat, toute perspective d'amélioration du niveau de vie et du niveau culturel des masses est exclue.

La féodalité agraire, avec la famille royale en tête, représente la base sociale de la domination impérialiste sur le pays, bénéficiant des attributs extérieurs de la souveraineté, mais totalement vidés de leur contenu. L'Irak Petroleum Company contrôle totalement la principale richesse économique du pays : le pétrole.

Cette puissante société, qui vient au quatrième rang pour la production de pétrole (11 657 497 tonnes en 1957), à prédominance anglaise (2), et qui a obtenu une concession de 81 000 km², est le véritable maître du pays.

---

(1) Article paru dans *La Vérité,* n° 509, jeudi 11 septembre 1958.

(2) Deux sociétés anglaises, la Royal Dutch et la British Petroleum, ont chacune 23,75 % des actions de l'Irak Petroleum, un magnat anglais 5 %, une société américaine 23,75 % et la Compagnie française des pétroles 23,75 %.

Ce pétrole, qui, tel celui de l'Arabie Saoudite vendu en 1952 à 1,75 dollar le baril, laissait 1,40 dollar de bénéfice net, rapporte à toutes les sociétés pétrolières opérant au Moyen-Orient un profit net de 1 milliard 300 millions de dollars.

Défendre le droit d'exploiter ce pétrole est évidemment le principal souci des impérialistes. Un éminent académicien, M. Jacques Chastenet, ancien directeur du *Temps* (*Le Monde,* successeur), a pu écrire de la partie serrée qui se joue au Moyen-Orient :

«L'enjeu n'est rien de moins que ce qui reste là-bas à l'Occident d'influence politique, morale et économique.»

La morale du portefeuille ! En vérité, traduits dans une langue moins camouflée, les événements d'Irak posent directement le problème de la domination impérialiste dans tous les pays arabes. Hors l'expropriation sans indemnité ni rachat des monopoles impérialistes et le retour de leurs richesses à la nation, il n'y a non seulement pas de possibilité d'arracher des dizaines de millions d'hommes à la misère et à l'ignorance, mais également pas de réelle indépendance nationale possible.

Tous les leviers économiques des pays arabes – industrie, grand commerce – sont étroitement contrôlés par des groupes bancaires rattachés directement ou indirectement aux banques américaines ou européennes : ainsi en est-il de 40 banques à Beyrouth, 15 au Caire, 10 à Bagdad. La British Bank of the Middle East, par exemple, a une activité qui s'étend de Bombay à Tripoli et Benghazi, en Libye ; elle a ouvert une succursale à Tunis, trois au Liban, trois à Bagdad, une à Aden, des agences à Bahrein, Koweït, Basra, en Arabie Saoudite, etc., et draine, avec d'autres banques anglaises et américaines, toute la substance économique des pays du «Middle East».

L'expropriation des banques contrôlées par les impérialistes américains, anglais et français, l'expropriation des grandes sociétés pétrolières étrangères, la distribution gratuite de la terre à ceux qui la travaillent, ces problèmes sont à la base de tous les événements du Proche et Moyen-Orient (et de ceux d'Afrique du Nord), et fournissent les puissants motifs de l'insurrection irakienne.

L'IMPÉRIALISME AMÉRICAIN, BASTION DE LA CONTRE-RÉVOLUTION

Un article du *Monde diplomatique* le dit fort bien :

« Il était évident que le débarquement des fusiliers américains au Liban et l'arrivée des "bérets rouges" britanniques en Jordanie étaient surtout destinés à affronter la nouvelle situation créée à Bagdad. »

En effet, toutes les informations limitées et filtrées qui parviennent d'Irak tendent à prouver que le renversement du gouvernement Noury Saïd, plat valet de l'impérialisme, par l'aile bourgeoise et petite-bourgeoise conduite par l'armée, s'est doublé d'une montée populaire qui dresse confusément son propre programme anti-impérialiste.

Dans une série d'articles publiés par *Le Monde* (20 août 1958), on lit ces lignes combien éloquentes :

« La rue bouge, et les mouvements de la rue font trembler les bourgeois et inquiètent le gouvernement. Il n'est pas de jour que les manifestations n'occupent les artères de Bagdad. Elles sont pacifiques et toutes joyeuses, suivant la terminologie officielle. A l'appel du ministre de l'Intérieur, un vendredi, les paysans les plus déshérités de l'Irak, ceux des grands domaines de Kut et Amara, occupent Bagdad, qu'ils ont gagné de nuit à bord d'invraisemblables autobus campagnards. Femmes portant le tatouage de tribus au visage, le nez orné d'anneaux d'argent, les chevilles nues encerclées de métal, rudes travailleurs des champs, aux vêtements déchirés, qui ont pour un jour abandonné leur hoyau, enfants courant pêle-mêle au milieu de cette foule misérable, tous rappellent aux élégants effendis des villes leur existence. Hébétés, le ventre creux, ils errent toute une journée dans les boutiques de la capitale, qui ont baissé leurs rideaux de fer par prudence… A Bagdad, on affirme que le problème de la réforme agraire est étudié par une commission d'experts et que toute spéculation sur ladite réforme serait prématurée ! »

Le nouveau gouvernement Kassem s'efforce d'endiguer les revendications des masses en biaisant et en rusant. Une des premières manifestations de ce gouvernement n'a-t-elle pas été de garantir les investissements étrangers, et, en particulier, de signer un accord avec l'Irak Petroleum Company ?

La marge de manœuvre de l'impérialisme américain est contenue dans des limites étroites, marquées par deux actes : d'une part, reconnaissance extrêmement rapide du nouveau gouvernement – le roi Fayçal et Noury Saïd inscrits au compte profits et pertes ; d'autre part, et avant toute chose, les impérialistes américains envoient des marines au Liban. M. Foster Dulles, après le débat à l'ONU et malgré le vote unanime d'une résolution recommandant au secrétaire général de l'ONU d'étudier les moyens de réaliser le retrait des troupes américaines du Liban et anglaises de Jordanie, n'a pas manqué de manifester son scepticisme :

> *« Les problèmes ont de profondes racines. Ils ont des aspects explosifs, lesquels peuvent réserver des surprises à chaque moment. »*

Sous-entendu : nous resterons pour défendre les positions impérialistes contre les masses révolutionnaires, dont les aspirations, à l'arrière-plan de la scène, rendent extraordinairement fragiles, malgré les apparences, les gouvernements qui se refusent à satisfaire leurs besoins.

INDÉPENDANCE POLITIQUE ET INDÉPENDANCE NATIONALE

L'impérialisme américain était prêt, il l'est encore, à appuyer le pouvoir politique des bourgeoisies nationales dans la mesure où celles-ci sont susceptibles de préserver les positions économiques de l'impérialisme sur leur territoire. Mais la pression révolutionnaire des masses heurte de front les Etats « indépendants » de cette région du monde. Derrière l'aspiration à l'unité arabe se dresse une réalité qui n'est pas simplement de nature religieuse et sentimentale. Les Etats-Unis du Proche et du Moyen-Orient sont une nécessité aussi impérieuse pour assurer la liberté et le bien-être que l'expropriation des féodaux, des banques et sociétés impérialistes. Toutes les revendications marchent d'ailleurs de pair. Les pas timides effectués par Nasser dans la voie de l'unité arabe ne peuvent aller très loin, dans la mesure où, dans son propre pays, l'Egypte, il a laissé intactes toutes les positions des féodaux et des impérialistes, tout en s'assurant pour le moment une indépendance politique réelle. Appuyer l'indépendance politique à condition que celle-ci ne se double pas de l'indépendance nationale réelle (expropriation révolutionnaire de l'impérialisme), telle voudrait être la politique de Wall Street au Proche et Moyen-Orient. M. Murphy ne déclare-t-il pas que *« le nationalisme arabe n'est pas une théorie, mais un fait dont il faut tenir compte. Si on lui prête convenablement attention et si on lui impose certaines limites, il ne devrait pas être dangereux »* ?

Autant vouloir résoudre la quadrature du cercle ; et c'est pourquoi le même Murphy, prêt à reconnaître un nationalisme arabe garantissant les privilèges des magnats du pétrole, a exercé cette pression dont l'hebdomadaire anglais *The Economist* se fait l'écho :

> *« M. Murphy n'a certainement pas choisi, au Liban, le général Chehab comme président, quoique le général Chehab soit le candidat le plus acceptable pour les Américains. »*

La politique de Nasser également évolue dans des limites étroites : contenir les masses, tout en s'efforçant d'occuper des positions plus importantes dans le domaine réservé à l'impérialisme, est une tactique difficile et à échéance plus ou moins longue impossible à réaliser. La résolution de l'ONU, présentée par les pays arabes, votée par le représentant égyptien, témoigne des difficultés de Nasser.

L'ACCORD RUSSO-AMÉRICAIN À L'ONU

A la surprise générale, Russes et Américains se sont ralliés à la résolution arabe sur les événements du Moyen-Orient. En réalité, dans son discours, Eisenhower,

justifiant l'intervention au Liban, tendait une perche que les bureaucrates contre-révolutionnaires siégeant à Moscou étaient en mesure de saisir :

« Un principe commun a guidé la position des Etats-Unis à l'occasion de tous ces événements (Iran, Grèce, Turquie, Corée, etc.) *: ce principe était que toute agression directe ou indirecte devrait être stoppée avant qu'elle acquière une puissance suffisante pour nous détruire tous – l'agresseur autant que le défenseur. C'est ce principe qui a été une nouvelle fois appliqué quand nous avons répondu aux appels des gouvernements du Liban et de la Jordanie. »*

En Grèce, en particulier, la bureaucratie soviétique a laissé les impérialistes anglais et américains écraser la révolution (Markos et ses partisans, liquidés ensuite par Staline). La référence est claire : vous, bureaucrates du Kremlin, « agresseurs », et nous, magnats de Wall Street, « défenseurs », nous avons un égal intérêt à lutter contre la révolution qui abolirait vos privilèges à vous et nos propriétés privées à nous. Non seulement en Grèce, mais en France en 1944 et ensuite en Hongrie et ailleurs, en dépit des antagonismes inconciliables du système soviétique et de l'impérialisme, la caste parasitaire qui domine l'URSS a réalisé l'accord contre-révolutionnaire avec les Etats-Unis. Au Proche et Moyen-Orient, la même entente s'est réalisée, car, pour Khrouchtchev (comme pour Thorez), l'heure n'est nulle part à la révolution (3), qui liquiderait le pouvoir de la bureaucratie. Le défenseur de l'ordre bourgeois Chastenet comme le journal anglais *L'Observer,* ont éclairé avant le vote unanime de l'ONU la portée et la nécessité de celui-ci.

Chastenet écrit :

« Les officiers de type nassérien, tout en étant violemment nationalistes, ne sont en général nullement communistes (le communisme est hors la loi en Egypte). L'Union soviétique ne désire pas la guerre… Ne pourrait-on, partant de là, dégager les grandes lignes d'une politique réaliste ? Reconnaissance du fait nationaliste arabe. Non-opposition à l'établissement de gouvernements moins archaïques que les gouvernements actuels d'Arabie Saoudite et des sultanats du golfe Persique, etc. »

Le tout en recherchant un accord global entre l'Occident impérialiste et la bureaucratie soviétique.

Et *L'Observer* (10 août 1958) :

« Les troubles (au Proche et Moyen-Orient) *jaillissent des forces internes de ces pays… Sans accord entre tous les pays de l'Occident, il n'y a pas de règlement possible… Mais un règlement qui ignorerait la Russie laisserait de dangereuses incertitudes. »*

Il est piquant de constater que les impérialistes français sont prêts à reconnaître le « fait national arabe » partout… sauf en Algérie. *Le Monde diplomatique,* mensuel libéral bourgeois, donne dans l'article consacré à l'Irak cette information :

« Les féodaux faisaient la loi chez eux. M. Noury Saïd, qui a été sauvagement assassiné le 16 juillet dernier, aurait récemment tenu à certains féodaux le langage suivant : prenez garde, si vous ne lâchez pas un peu, le peuple vous arrachera tout par la violence. »

Constatation judicieuse et clairvoyante. Mais s'il y a une loi qui se dégage de toutes les révolutions, c'est bien celle-ci : lorsque la société est grosse d'événements révolutionnaires, les classes privilégiées manifestent toujours et partout le même acharnement à ne pas céder même une parcelle de leurs privilèges, tout en sachant très bien que le peuple menace de leur arracher le tout. C'était vrai en 1789 comme en 1917. Cela l'est encore aujourd'hui pour l'impérialisme français en Algérie et

---

(3) Il n'en reste pas moins que si l'instabilité générale que démontrent les événements d'Irak mine les positions stratégiques de l'impérialisme américain (pacte de Bagdad, rampes de lancement), le fait que l'armée américaine a pris pied directement au Liban peut représenter, à échéance, une menace renforcée contre l'Union soviétique. Analyser cet aspect de la situation sortirait du cadre du présent article.

ailleurs. Il y a là un phénomène général qui ne peut s'expliquer par la psychologie (bien qu'il y ait des facteurs psychologiques). La seule explication correcte est celle-ci : une classe privilégiée ne peut, sous peine de tout perdre, faire de véritables concessions aux masses. Quand de telles concessions sont arrachées par la lutte, si les classes opprimées consolident leurs conquêtes en expropriant politiquement et économiquement la classe privilégiée, elles peuvent vaincre. Si elles sont freinées, stoppées, déviées dans leur activité révolutionnaire par des organisations timorées – nationalistes, « socialistes » ou « communistes » –, elles se laissent reprendre tout ce qu'elles ont obtenu. Mais les problèmes non réglés n'en subsistent pas moins, plongeant la société dans des contradictions de plus en plus intolérables pour les masses. Ces problèmes, à une nouvelle étape, les pousseront inéluctablement à reprendre le combat. Depuis la fin de la guerre, les pays du Proche et du Moyen-Orient sont le théâtre de convulsions dont ils ne pourront sortir que par la lutte anti-impérialiste conséquente, arrachant le pouvoir à des classes privilégiées incapables de rompre véritablement les liens qui les unissent aux monopoles impérialistes.

Parmi beaucoup d'autres exemples, mentionnons :

– 1946 : les troupes françaises évacuent Syrie et Liban.

– 1951 : nationalisation des pétroles d'Iran par Mossadegh. Assassinat du roi Abdallah de Jordanie. Abrogation par l'Egypte du traité conclu avec l'Angleterre.

– 1953 : coup d'Etat renversant le roi Farouk d'Egypte. Manifestations ouvrières en Arabie Saoudite et à Bahrein.

– 1954 : accord anglo-égyptien sur l'évacuation du canal.

– 1956 : éviction de Glubb Pacha. Nationalisation de Suez, intervention anglo-française.

– 1958 : constitution de la République arabe unie. Evénements du Liban. Insurrection à Bagdad.

– De 1952 à 1958 : mouvements révolutionnaires dans le Maghreb ; intensification depuis le 1er novembre 1954.

Il y a des hauts et des bas. Il y en aura encore. Mais la ligne des événements s'inscrit nettement. Il faut le constater : l'un des facteurs majeurs freinant le développement révolutionnaire au Proche et Moyen-Orient est la quasi-inexistence d'une véritable solidarité de la part du prolétariat occidental, lequel, embourbé dans le marécage de la politique du stalinisme et de la social-démocratie, n'a pas réussi, malgré des actions notables, à élever ses propres luttes au niveau de celles engagées dans les secteurs coloniaux et semi-coloniaux de la révolution mondiale. Les masses prolétariennes de l'Occident auront encore à payer très cher la trahison des staliniens et des socialistes.

C4 • Guerre et lutte de classes au Proche-Orient

(1970) (1)

POUR comprendre la situation dans ce secteur du monde, il est indispensable de l'analyser comme partie des problèmes généraux de la lutte de classes internationale. Rappelons-en brièvement les données.

L'ÉTAT D'ISRAËL

Il n'est évidemment pas dans notre intention d'étudier le problème juif dans l'histoire. Disons simplement que dans la période du capitalisme ascendant, la question juive tendait à se régler par l'intégration de plus en plus accentuée des juifs dans les pays civilisés de l'Occident. L'impérialisme, *« la réaction sur toute la ligne »* (Lénine), a fait resurgir avec une force décuplée le problème juif dans les pays avancés, sous l'aspect du plus féroce antisémitisme. C'est dans ces conditions que le problème juif, qui aurait pu et dû être réglé par la révolution prolétarienne, a été conduit à l'impasse. C'est un des problèmes soulevés parmi de nombreux autres et qui touche à l'avenir de la civilisation humaine : les camps nazis sont la préfiguration de la barbarie où risque de s'engloutir la société si le système capitaliste se perpétue.

Il est non moins évident que des masses de millions d'êtres humains doivent, en toutes circonstances, chercher des solutions à leurs problèmes. Elles ne peuvent attendre que le socialisme les règle sans essayer de réagir d'une façon ou d'une autre. Le retard de la révolution prolétarienne a amené près de 3 millions de juifs à considérer leur installation dans la prétendue terre de leurs ancêtres comme l'issue pour échapper aux terribles persécutions qu'ils venaient de subir. Ainsi la question juive se trouvait posée sur des bases nouvelles.

En partie seulement, car, comme problème particulier, répétons-le, la question juive relève néanmoins des problèmes généraux de la lutte de classes, c'est-à-dire, en dernière analyse, des problèmes soulevés par la révolution prolétarienne, seule issue positive aux tragédies de notre époque. A l'époque de l'impérialisme, la « nation » ne peut plus historiquement constituer une étape progressive. Ce qui ne signifie pas que la question nationale ait perdu toute réalité. Bien au contraire, l'impérialisme élève à un niveau encore plus élevé l'oppression nationale : mais l'impérialisme donne aux luttes des peuples opprimés pour leur indépendance la dimension de la révolution prolétarienne comme solution.

La création de l'Etat d'Israël a été décidée par l'URSS et les Etats-Unis comme acte relevant de la « coexistence pacifique », à la suite des accords de Potsdam et de Yalta, où Staline et Truman ont scellé un accord contre la révolution mondiale.

De même que l'installation de 3 millions de juifs est un fait, l'origine historique de l'Etat d'Israël en constitue un autre. S'il ne saurait être question de proposer au peuple juif d'Israël une nouvelle Diaspora, il est impensable de feindre d'ignorer que la bureaucratie stalinienne et l'impérialisme américain ont utilisé la tragédie du peuple juif pour constituer un Etat capitaliste compradore inséré, au Proche-

(1) *La Vérité,* n° 548, juin 1970.

Orient, comme obstacle à la révolution des peuples arabes. Les bavardages sur le socialisme des « kibboutzim » ne sont que trompe-l'œil : dans les 230 kibboutz vivent environ 90 000 habitants, le tiers de la population agricole. Les deux autres tiers sont des propriétaires privés. De plus, le processus de dissolution des kibboutz sur une voie ouvertement capitaliste est déjà fortement engagée.

Les rapports de production dans l'industrie sont de type capitaliste, l'économie israélienne étant par ailleurs à peu près complètement dépendante de l'impérialisme américain. L'assistance des Etats-Unis à Israël s'est élevée depuis la création de l'Etat d'Israël à 40 milliards de francs, soit deux ans de production nationale. En 1966, avant la guerre des Six Jours, 100 000 chômeurs attestaient l'impasse, des grèves multiples démontraient avec éclat qu'en Israël comme dans tous les pays, la lutte de classes ordonne la marche des événements. La guerre des Six Jours va effacer les effets de la récession, car la militarisation de l'économie permet de résorber le chômage, tandis que la Histadrout, syndicat officiel, accepte, en 1968, le blocage de salaires pour deux ans, ce qui, pour les capitalistes juifs et leurs agents gouvernementaux, est considéré comme un « des bienfaits de la guerre » !

LES ÉTATS BOURGEOIS FÉODAUX DU PROCHE-ORIENT

C'est par une véritable aberration que des tendances les plus diverses sont amenées à caractériser les pays arabes comme « pays socialistes ». Pas plus l'Egypte que la Jordanie, l'Irak que le Liban ne le sont.

Pour ne prendre que l'Irak et l'Egypte comme exemple, la principale richesse de l'Irak, le pétrole, est complètement contrôlée par l'Irak Petroleum Company (IPC) et deux de ses filiales. Les actionnaires de l'IPC sont la British Petroleum, la Royal Dutch Shell, la Mobil and Standard Oil of New Jersey et la Compagnie française des pétroles (chacun 23,75 %, le groupe Gulbenkian 5 %). En dépit de la création en 1964 d'une Compagnie nationale des pétroles irakiens, rien n'a été réalisé à ce jour du prétendu programme d'indépendance nationale dans le domaine du pétrole. La principale richesse du pays, celle qui assure les revenus les plus importants à l'Etat, est directement sous la coupe des monopoles impérialistes. La première des conséquences en est que la majeure partie des richesses pétrolières n'est pas affectée à des « investissements productifs ». On mesure, là comme ailleurs, les prétentieux et vains bavardages sur le « sous-développement » et l'aide aux pays sous-développés, tarte à la crème des politiciens bourgeois et petits-bourgeois. L'Etat prétendument socialiste irakien n'est pas autre chose qu'un Etat féodalo-bourgeois compradore de l'impérialisme. Les bavardages sur le « socialisme nassérien » n'ont d'égal que ceux sur le « socialisme des kibboutzim ». On a même pu lire sous la plume d'un honorable marxiste italien, membre du Secrétariat unifié pabliste, que le gouvernement Nasser était en quelque sorte un gouvernement ouvrier et paysan !

On sait qu'un des problèmes clés des pays arriérés est la question de la terre, reliée très étroitement à la question nationale sous une forme directe – colonie – ou indirecte au travers de la domination sur les Etats politiquement indépendants ; l'impérialisme assure son contrôle sur les pays arriérés par une liaison organique avec la bourgeoisie « nationale » et la caste des propriétaires fonciers. Autrement dit, la question de la terre mesure très exactement le contenu de classe de l'Etat. En Egypte, après 1952, Nasser a prétendu, par deux réformes agraires, liquider les rapports de type féodal. La première mesure a été la limitation des propriétés. Résultat : le groupe des grands propriétaires augmente de 1952 à 1962 de 6 000 à 11 000 ; la superficie cultivée appropriée par ce groupe augmente de 47 % environ. Le groupe des plus grands propriétaires fonciers passe de 3 000 à 5 000 ; leur domaine est augmenté, de plus de 14 %,en dépit de la limitation des propriétés. En même temps, la « réforme agraire » qui devait permettre aux fellahs sans terre de devenir propriétaires les contraint à verser de lourdes indemnités payables en 30 ans. En fait, la réforme du prétendu socialisme nassérien aboutit à augmenter la masse des

petits fellahs propriétaires d'un lopin de terre qui les voue à la famine, et qui, leur vie durant, restent sous la coupe des prêteurs privés ou « coopérateurs » auxquels ils doivent s'adresser pour emprunter à des taux usuraires. Les ouvriers agricoles continuent à travailler dans les anciennes conditions d'avant 1952, très souvent de type féodal.

Qui dirige la campagne (plus de 15 millions d'Egyptiens) ? Après les réformes agraires, c'est toujours le grand propriétaire féodal allié aux propriétaires capitalistes. Un seul exemple cité dans un article de Benno Sarel : *« Une grande famille détenait, grâce à la complicité des services de la réforme agraire, 1 300 feddans »* (le feddan = 0,42 ha). Les réformes agraires limitaient la superficie de 100 à 200 feddans. En fait, en dépit de celles-ci, les relations sociales en Egypte restent toujours de type semi-féodal.

LE CONFLIT ISRAÉLO-ARABE

Quelles sont les conditions dans lesquelles se déroule le conflit ?

Il faut, pour répondre à cette question, analyser brièvement le jeu que mènent la bureaucratie soviétique et l'impérialisme américain au Proche-Orient. Comme nous l'avons vu, l'Etat d'Israël est le résultat d'un accord entre Staline et Truman, utilisant la tragédie du peuple juif pour stabiliser dans cette région du monde les rapports sociaux de type féodalo-bourgeois. Pour Staline et Truman, l'Etat d'Israël a constitué l'écran derrière lequel la lutte des masses ouvrières des pays arriérés a été contenue. Le combat révolutionnaire pour l'expropriation sans indemnité ni rachat des grands domaines des propriétaires féodalo-capitalistes, la remise gratuite de la terre « à ceux qui la travaillent » ont été déviés vers la guerre contre Israël. De la même façon, le combat des masses laborieuses pour l'indépendance nationale, pour l'expropriation sans indemnité ni rachat des richesses contrôlées par l'impérialisme, a été obscurci. Les classes dominantes féodalo-bourgeoises ont ainsi pu protéger, avec leurs intérêts d'exploiteurs, l'Etat, instrument d'oppression. Depuis la création de l'Etat d'Israël, le jeu contre-révolutionnaire et conjoint de la bureaucratie soviétique et de l'impérialisme américain ne s'est pas démenti. Il se mène pour préserver la domination des classes bourgeoises et féodales dans la région.

Sans l'aide économique et militaire de la bureaucratie du Kremlin, le régime politique de Nasser et des autres pays arabes, après la guerre des Six Jours, s'effondrait et toute la stabilité sociale au Proche-Orient était menacée.

Sans l'aide économique et militaire de l'impérialisme américain à Israël, le pays serait également menacé d'effondrement. Au-delà des fumées de la propagande, ce qui était vrai en 1956 reste vrai. Quand Israël, appuyé par la France et l'Angleterre lors de l'affaire de Suez, a attaqué l'Egypte, l'URSS et les Etats-Unis l'ont contraint à reculer. L'URSS et les Etats-Unis restent partisans du « statu quo », mais il serait erroné de considérer les liens de dépendance entre les Etats-Unis et Israël comme absolus. Dans le cadre de ces liens de dépendance, chacun mène son propre jeu en relation avec ses intérêts spécifiques. Cela est vrai pour Ky à Saigon, comme pour Israël ou pour tous les autres pays capitalistes dominés par les Etats-Unis.

Dayan, en attaquant dans la guerre des Six Jours, a voulu placer devant le fait accompli l'impérialisme américain. Les premiers résultats en ont été le quasi-effondrement de la Jordanie et de l'Egypte, qui auraient rapidement sombré sans l'aide extérieure de l'URSS et des impérialismes, qui, comme la France et l'Angleterre, servent de relais à l'impérialisme américain pour les aider à survivre. L'occupation des territoires, la soif de conquêtes d'Israël ont conduit à une véritable mobilisation des masses, comme en témoignent la grève générale au Liban et le soutien à la « résistance » palestinienne. Aussi le Kremlin et Washington cherchent-ils à contenir Israël et à ramener à la « raison » ses gouvernants. Ceux-ci, qui ne veulent pas lâcher, sont conduits à renforcer leur politique de rapines, tout en faisant pression

sur Washington. D'où l'imbroglio de la politique américaine au Proche-Orient, alors qu'il est visible que Nixon cherche à amener Israël à modérer pour le moins ses ambitions, afin que soit préservée la stabilité des régimes sociaux des Etats arabes.

Si la prépondérance militaire d'Israël est indéniable, il reste qu'il ne peut compter sur un succès décisif qui amènerait ses adversaires à accepter l'annexion des territoires occupés, à moins que l'effondrement des Etats arabes ne conduise le Kremlin et Washington à confier à l'armée israélienne la fonction de gendarme contre-révolutionnaire unique au Proche-Orient, calcul aléatoire de l'Etat militariste d'Israël qui, de toute façon, conduit les gouvernants à appuyer, par exemple, la guerre contre-révolutionnaire américaine au Vietnam. Mais, aux Etats-Unis, ce sont les milieux politiques les plus réactionnaires qui soutiennent Nixon-Agnew. Ces mêmes milieux, qui professent le racisme anti-Noirs et un féroce antisémitisme, n'hésiteraient pas, eux, ainsi que les « démocrates », à « larguer » Israël pour la défense des intérêts et positions de l'impérialisme américain au Proche-Orient. Il en a été ainsi lors de l'arrivée au pouvoir de Hitler, considéré en 1933 par tous les politiciens de la bourgeoisie américaine comme un barrage contre le bolchevisme.

QUELLE DIRECTION À LA LUTTE DU PEUPLE PALESTINIEN ?

Il est parfaitement inutile de chercher à trouver d'un côté ou de l'autre des camps en présence une guerre entre de prétendus Etats à caractère socialiste. En Israël, le gouvernement Meir-Dayan est un gouvernement d'un Etat bourgeois, par ailleurs de type « théocratique ». Du côté des pays arabes, les Etats, y compris « l'Etat nassérien » sont de type féodalo-bourgeois.

Cela établi, il est nécessaire, avant de définir une orientation de classe, de procéder à l'examen de la politique des dirigeants arabes. Pour Nasser, il suffit de citer une phrase tirée d'un de ses derniers discours :

> *« Dans notre recherche d'une paix juste, nous ne négligerons aucun moyen, nous frapperons à toutes les portes, même à celle des Américains. »*

Nasser, comme l'a relevé le récent incident opposant Goldman à Meir-Dayan, est à la recherche éperdue d'une « paix » qui préserverait les Etats féodalo-bourgeois arabes, menacés de désintégration par la montée révolutionnaire engendrée par la poursuite de la guerre. C'est également le cas pour les dirigeants libanais ou le roi Hussein. La résistance des Palestiniens à l'occupation est dirigée par onze organisations palestiniennes. Ces onze organisations ont récemment décidé de conduire leurs actions sous la direction d'un « commandement unifié de la résistance palestinienne », véritable « Conseil national de la résistance » qui subordonne la lutte des masses populaires aux intérêts réactionnaires des classes dominantes. C'est ainsi que Arafat, président de l'OLP, après les incidents qui ont opposé, en Jordanie, les commandos palestiniens à l'armée contre-révolutionnaire de Hussein, a déclaré :

> *« Un accord a été conclu entre les commandos relevant du commandement unifié et les autorités jordaniennes. Cet accord met fin à toutes les difficultés qui se sont produites. Nous avons clairement indiqué que nous n'intervenons pas dans les affaires intérieures d'un pays arabe quelconque » (26 février 1970).*

En effet, rien n'indique plus clairement que pour le dirigeant de la principale organisation palestinienne, également responsable du commandement unifié, le combat des masses ne saurait conduire à remettre en question les Etats féodalo-bourgeois arabes. Le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP), qui regroupe les éléments les plus radicaux de la résistance palestinienne, est également une des onze organisations intégrées au commandement unifié. Un de ses dirigeants, El Yamani, qui vient de participer au 7e Conseil national palestinien, a déclaré, selon *Le Monde* (7-8 juin 1970) :

> *« M. Yamani a expliqué que le Front respecterait rigoureusement la politique et les méthodes établies par accord entre les mouvements palestiniens, mais*

qu'il se considère entièrement libre de ses actions dans tous les domaines où un accord n'a pas été conclu. »

Autrement dit, le FPLP respecte les principes de l'accord, signé par le commandement unifié dont il est membre, comme quoi ne seraient pas remis en question les Etats féodalo-bourgeois.

A la question posée : quelle direction à la lutte du peuple palestinien ? on peut répondre qu'il s'agit d'une direction petite-bourgeoise, qui, en se refusant à ouvrir la perspective de la destruction des systèmes sociaux et des régimes politiques oppresseurs des masses populaires, ne saurait répondre à leurs aspirations réelles. D'où l'absolue nécessité pour ceux qui veulent combattre pour les intérêts véritables du peuple palestinien en particulier, et des peuples arabes en général, d'assurer leur indépendance totale dans le combat de libération nationale.

ÉLÉMENTS POUR UNE POLITIQUE INDÉPENDANTE DE CLASSE

Seule une politique de classe indépendante, qui exige que soient distinguées les aspirations des masses laborieuses des intérêts de leurs exploiteurs juifs et arabes, peut permettre de dégager les voies pour une solution conforme aux intérêts communs des travailleurs juifs et des travailleurs et paysans arabes.

La première condition pour réaliser l'unité des peuples du Proche-Orient – juifs et arabes – est que soit clairement condamnée la guerre de rapines fomentée par le gouvernement Meir-Dayan, tandis qu'il doit être clair qu'une paix juste exige le retrait immédiat et inconditionnel des territoires occupés par les armées israéliennes.

A partir de ces positions de principe, il est possible de dégager les éléments positifs d'une solution.

La guerre de rapines conduite par Meir-Dayan aboutit à la création d'un Etat militaro-policier qui entre en contradiction avec les traditions démocratiques du peuple juif. En Israël, ces traditions, dont les racines plongent dans la situation millénaire qui a été celle des juifs, recoupent les problèmes soulevés par la difficile intégration des diverses composantes occidentales et orientales de ce qui constitue actuellement le peuple juif d'Israël. Il est bien connu que la situation des juifs originaires d'Afrique du Nord ou des pays arabes (niveau de vie, culture, etc.) est bien au-dessous de celle des juifs venant d'Europe et d'Amérique. Ces traditions recoupent également, et surtout, la lutte de classes un moment obscurcie par l'Union sacrée qui oppose et opposera les travailleurs israéliens à la bourgeoisie juive. On peut donc affirmer que la poursuite de la guerre et la soif de conquêtes, en renforçant dans le pays le camp de la réaction militaro-policière, sont directement contraires aux intérêts du peuple travailleur.

On sait que lorsqu'on présente ces faits qui ne souffrent aucun démenti, il est répondu par ceux qui légitiment la guerre de Dayan-Meir :

« Le peuple juif a supporté le plus terrible holocauste jamais connu dans l'histoire. Tout plutôt que le retour à cette situation. »

A ceux-là, il faut dire et expliquer :

« Aucun argument ne peut justifier le sort des réfugiés palestiniens expulsés en 1948 ; le ventre ballonné par la faim du petit juif de Varsovie voué à l'extermination par Hitler ne saurait justifier celui du petit enfant arabe affamé de Gaza. »

En aucun cas, le « réalisme », qui n'est, par ailleurs, comme toujours, qu'un faux réalisme, ne peut remplacer une politique conforme aux intérêts des masses exploitées et opprimées. C'est ainsi que, dans les rangs de ceux qui s'affirment socialistes, les tenants du « réalisme » poursuivent : *« Mais la paix serait immédiatement rétablie si Nasser consentait à négocier. »*

L'incident Goldman-Meir démontre que, du côté de Meir-Dayan, il ne s'agit pas de négociation, mais de capitulation permettant aux classes dominantes d'Israël de s'approprier une partie des territoires occupés. Mais la question est ailleurs. Il

ne s'agirait donc que de rétablir la « paix » entre les exploiteurs juifs et les exploiteurs arabes, entre Dayan et Nasser-Hussein, etc. C'est-à-dire une paix qui consoliderait la domination de la bourgeoisie juive sur les travailleurs juifs et la domination de la bourgeoisie et de la caste des propriétaires fonciers arabes sur les ouvriers et les fellahs arabes. Beau « socialisme », en vérité ! Ce que ne comprennent pas ceux qui, aveuglés par la politique militaro-policière de Dayan-Meir, légitiment la guerre de rapines, c'est le cadre international des forces sociales qui s'opposent au Proche-Orient. L'histoire le prouve, et la tragique et récente histoire du peuple juif le démontre : l'impérialisme mondial, et l'impérialisme américain en particulier, n'hésitera pas un seul instant à sacrifier le peuple juif si la défense de ses intérêts et de ses positions l'exige. Il en a été ainsi, il en sera, à la limite, encore ainsi. C'est ainsi que Meir-Dayan, inféodés à l'impérialisme américain, apparaîtront dans l'histoire comme les pires ennemis du peuple juif.

En dernière analyse, il en est de l'avenir des travailleurs juifs et arabes comme de celui des travailleurs du monde entier. Ou le capitalisme pourrissant, pour survivre, entraînera l'humanité au désastre et à la barbarie, en écrasant au préalable par le fascisme les exploités ; ou les prolétaires unis, entraînant les masses exploitées et opprimées, liquideront par la révolution prolétarienne, dans chaque pays et à l'échelle de l'humanité, le système capitaliste. Au Proche-Orient comme partout, la seule issue, c'est le combat uni des travailleurs juifs en Israël et des travailleurs arabes dans les pays arabes contre leurs propres exploiteurs juifs et arabes. *« L'ennemi est dans notre propre pays. »* Au Proche-Orient comme ailleurs, c'est seulement dans le processus révolutionnaire du combat contre la bourgeoisie juive, et celui conjoint contre la bourgeoisie et la caste des propriétaires fonciers arabes, que travailleurs juifs et travailleurs arabes de Palestine trouveront la solution de leurs problèmes.

A ce moment, la voix du « réalisme » retentit de nouveau : *« Cela ne pourra jamais être. »* Certes, cela n'a duré qu'une dizaine d'années, mais la révolution d'Octobre, en institutionnalisant la libre détermination des peuples opprimés par le tsarisme et la bourgeoisie, a réussi à démontrer qu'il était possible que les peuples libérés de l'exploitation capitaliste trouvent par eux-mêmes les solutions à leur libre expression dans tous les domaines, culturel, politique, etc.

Certes, le stalinisme a en grande partie rétabli l'oppression nationale, mais, par là même, le stalinisme a dressé les intérêts contre-révolutionnaires de la caste bureaucratique contre le socialisme et la marche en avant de l'humanité. Autrement dit, l'agence bourgeoise que représente la bureaucratie stalinienne dans les rangs ouvriers n'est tout juste capable que d'entraîner les luttes des peuples à la défaite.

Il n'est d'autre voie, pour une solution positive des problèmes qui se posent au Proche-Orient, que celle respectant le droit de toutes les communautés à disposer librement d'elles-mêmes. C'est en premier lieu dans la Constituante palestinienne, opposée au mot d'ordre réactionnaire de la « nation arabe », que les peuples juifs et arabes (réfugiés ou non) détermineront eux-mêmes comment et sous quel régime politique ils pourront régler les questions qui, aujourd'hui, les opposent parce que les classes dominantes juives et arabes ont intérêt à ce que les peuples soient divisés contre eux-mêmes.

Par là, la Constituante palestinienne s'inscrira comme un objectif transitoire pour l'expropriation des expropriateurs (juifs et arabes), qui conduira aux Etats-Unis des républiques socialistes soviétiques du Proche-Orient où les peuples juifs et arabes libérés de l'exploitation avanceront vers la construction d'une société socialiste mondiale, où les hommes libres, ayant échappé aux vapeurs empoisonnées du racisme et de l'antisémitisme, construiront une humanité libérée de toute violence et de toute oppression.

Pour conclure, nous dirons : nous ne sommes pas des donneurs de conseils.

La dramatique situation que subit le Proche-Orient est la résultante directe du retard de la révolution prolétarienne en Europe. Le champ de bataille pour les révo-

lutionnaires européens est le combat dans leur propre pays. Les donneurs de conseils en chambre, ceux qui discourent et « manifestent » pour la victoire d'El Fatah, à Paris et à Bruxelles ou ailleurs, ne font au mieux que semer des illusions. Pis, en refusant de donner la dimension internationale aux problèmes du Proche-Orient qui relèvent de la lutte de classes, ils se mettent, qu'ils en aient ou non conscience, du côté des exploiteurs juifs ou arabes, en même temps qu'ils tentent de bloquer les perspectives révolutionnaires en Europe. Ce faisant, ceux-là se placent entièrement sur le terrain de la bureaucratie stalinienne et de l'impérialisme, pour qui le conflit israélo-arabe, circonscrit à cette région du monde, ne doit en aucun cas déboucher en termes de révolution prolétarienne.

Au Proche-Orient, la lutte de classes qui prend la forme de la guerre est subie par les masses travailleuses juives et arabes sous une forme encore mystifiée. Il reste que les aspirations profondes des masses ne pourront trouver d'autres solutions, répétons-le, que par le combat contre l'ennemi qui est dans leur propre pays. Par là même, ce combat rejoint directement celui que doivent engager les prolétariats des pays occidentaux contre leurs propres bourgeoisies, lesquelles, sous une forme ou une autre, apportent leur soutien au régime d'exploitation et d'oppression de Meir-Dayan, de Hussein ou de Nasser.

Nous ne prétendrons pas que le chemin à suivre soit aisé, mais il n'en existe aucun autre, hormis la perpétuation de systèmes politiques d'exploitation qui vouent les peuples à s'exterminer l'un l'autre. De toute façon, et en aucune manière, les militants ouvriers fidèles à leur classe n'accepteront de préparer la révolution au Proche-Orient… à Paris en subordonnant le prolétariat aux classes dominantes.

Photo AFP

En 2012, lors de la commémoration de la Nakba, les Palestiniens brandissent les noms des villages d'où leurs parents, leurs grands-parents, leurs arrière-grands-parents furent chassés.

C5 • Il y a trente ans avait lieu le massacre de Sabra et Chatila

(2012) (1)

LE 6 juin 1982, l'armée israélienne entre au Liban afin de liquider la résistance palestinienne. Durant plusieurs semaines, 85 000 soldats, avec des tanks et appuyés par des bombardements intensifs, vont attaquer les 15 000 combattants palestiniens. Beyrouth est bombardée, notamment le quartier où se trouve le bâtiment de l'OLP.

Face à la sauvagerie des troupes israéliennes contre les Palestiniens et à l'attitude des Etats arabes qui laissent faire, notamment la Syrie qui signe un accord de neutralité avec l'Etat d'Israël, les combattants armés palestiniens doivent quitter le Liban.

Le 30 août, après que le bâtiment de l'OLP a été détruit, Yasser Arafat, protégé par le 2e régiment étranger de parachutistes de l'armée française, quitte Beyrouth sur un navire de l'armée française.

Le départ des combattants palestiniens a été vécu comme un drame par la population palestinienne : *« Qui va nous protéger maintenant ? »* De fait, les exactions israéliennes à l'encontre des Palestiniens se multiplient. Alors que les autorités israéliennes ont toujours nié toute implication dans les massacres des Palestiniens, trente ans plus tard, le *New York Times* publie une étude qui démontre la réalité.

A la mi-septembre, sous couvert de chasser les terroristes, l'armée israélienne entre dans Beyrouth. Depuis le mois d'août, tous les combattants en armes ont quitté le Liban. Le 16 septembre, l'envoyé spécial pour le Moyen-Orient du président Reagan, Morris Draper, accompagné de l'ambassadeur américain à Tel Aviv, rencontre des responsables israéliens, dont Ariel Sharon, responsable des opérations militaires au Liban. Le représentant américain demande aux Israéliens de quitter Beyrouth. Sharon lui répond que deux à trois mille « terroristes » sont toujours là. Morris Draper exige toujours le retrait des troupes et propose que l'armée libanaise contrôle les camps palestiniens. Le général israélien Saguy exige que *« les Phalanges aussi »* contrôlent les camps. Draper s'y oppose. *« Et qui donc va les en empêcher ? »,* demande le général israélien. Sharon déclare : *« Dans les camps de Fakani, Sabra et Chatila, ils sont mille, peut-être 500, on sait qu'ils y sont, bien équipés, et vous voudriez qu'on se retire ? Si vous ne voulez pas que les Libanais les tuent, nous les tuerons. »*

A la fin, les responsables israéliens acceptent le principe d'un retrait de Beyrouth, une fois passé le nouvel an juif, soit quarante-huit heures plus tard. Morris Draper accepte ces quarante-huit heures. Lors de ces entretiens entre les Américains et les Israéliens, ces 16 et 17 septembre, les troupes israéliennes avaient totalement encerclé les camps de Sabra et Chatila. Ils ont fait entrer dans ces camps le groupe d'extrême droite libanais, les Phalanges chrétiennes, qui se sont livrées à un bain de sang. Il n'y avait plus de combattant dans ces camps : ce sont des civils désarmés, des femmes, des enfants, des vieillards, qui ont été massacrés. Des femmes sont violées, des enfants abattus à bout portant, des hommes emmenés pour être torturés ailleurs. Commencé le 16, ce massacre finira le 18. Les images sont atroces. Des milliers de corps gisent au sol dans les deux camps palestiniens.

---

(1) Article de Lucien Gauthier paru dans *La Vérité,* n° 76, décembre 2012.

L'émoi est tel que l'Etat d'Israël met en place une commission d'enquête « indépendante », qui conclura à la seule responsabilité des Phalanges libanaises et qui critiquera l'attitude légère de certains officiers israéliens.

L'article du *New York Times,* trente ans plus tard, prouve ce que tout le monde savait : ce sont les responsables israéliens qui ont organisé ce massacre. Mais l'article prouve aussi la complicité de l'administration américaine. A propos de l'attitude du représentant américain, l'auteur de cet article écrit : *«Bon, allez-y, tuez les terroristes et vous partirez ensuite.»*

En vingt-quatre heures, la section française de la IVe Internationale convoque un meeting, le 16 juin, à la Mutualité, à Paris, contre l'invasion israélienne du Liban qui a débuté quelques jours auparavant. Prendront la parole dans ce meeting Ilan Halevy, de l'Association médicale franco-palestinienne, une représentante du comité Liban, une représentante des étudiants libanais, et Pierre Lambert, au nom de la IVe Internationale.

Nous publions des extraits du discours de Pierre Lambert dans ce meeting, qui, rappelons-le, s'est tenu quelques jours après l'intervention israélienne, et deux mois avant les massacres de Sabra et Chatila.

Suit le discours de Pierre Lambert au meeting convoqué par le PCI le 16 juin 1982, page 67.

Photo AFP

Un jeune palestinien face aux jeeps de l'armée israélienne (1er octobre 2000).

Photo AFP

Des jeunes palestiniens « affrontent » avec des pierres les troupes de l'armée israélienne à Netzarim, près de Gaza (1er octobre 2000).

C6 • A propos de la situation actuelle en Palestine

Gaza sous les bombes et la menace d'une intervention terrestre de l'armée israélienne

(2014) (1)

LA situation actuelle en Palestine est une expression concentrée de la situation mondiale. La région du Moyen-Orient est marquée par une vague dislocatrice (Irak, Syrie). La crise de la domination américaine à l'échelle mondiale s'exprime une nouvelle fois dans son incapacité à maîtriser l'« ordre », comme le montrent la chute de Mossoul et la conquête d'une partie de l'Irak par « l'Armée islamique en Irak et au Levant ».

Pour tenter de maîtriser ces développements, l'impérialisme américain a dû se tourner vers l'Iran au détriment de ses alliés traditionnels, l'Arabie Saoudite et Israël. Ce qui aiguise les contradictions dans toute la région. Les dirigeants de l'Etat d'Israël cherchent à utiliser cette situation pour tenter de porter de nouveaux coups aux masses palestiniennes, qui, ces dernières semaines, s'étaient de nouveau engagées dans un processus de mobilisation à Gaza, en Cisjordanie, jusque dans les frontières de 1948. C'est là la démonstration que ce qu'on appelle la révolution palestinienne demeure un danger mortel non seulement pour les dirigeants de l'Etat d'Israël, mais aussi pour les dirigeants de l'impérialisme américain.

L'Etat d'Israël a été créé en 1948, parrainé par la bureaucratie stalinienne de l'URSS, sur la base de la discrimination, de l'expulsion du peuple palestinien, de la négation de ses droits. Depuis lors, il y a un consensus général de tous les appareils, PCF, PS, jusqu'au Secrétariat unifié pabliste, pour dire que l'existence de l'Etat d'Israël tel que fondé en 1948 ne peut être mise en cause. Et que la seule perspective « progressiste » serait la mise en place d'un « Etat » palestinien à côté de celui d'Israël.

Mais, vingt ans après la signature des accords d'Oslo, la preuve est faite que la solution des « deux Etats », c'est précisément la situation concrète que connaît le peuple palestinien aujourd'hui. Avec, d'un côté, un Etat d'Israël, dont l'essence même est de ne reconnaître aucune limite à son droit déclaré imprescriptible de coloniser toute la Palestine. Et, de l'autre, des « territoires » (Cisjordanie et Gaza), véritable prison à ciel ouvert, totalement soumis aux exigences et diktats du gouvernement israélien.

C'est ce consensus bénéficiant du soutien de tous les appareils de la « gauche » et de « l'extrême gauche » internationale, y compris des directions palestiniennes, sur lequel s'appuient l'impérialisme et l'Etat d'Israël pour maintenir le peuple palestinien dans la situation atroce qu'il subit aujourd'hui.

Dès le 12 juin, l'enlèvement de trois jeunes colons israéliens en Cisjordanie avait donné lieu aux plus grandes opérations de ratissage et de contrôle de la popula-

---

(1) *Lettre de la IVe Internationale,* n° 34 (15 juillet 2014).

tion palestinienne depuis la deuxième Intifada. Les forces israéliennes, essentiellement composées de soldats issus des colonies de Cisjordanie, ont marché sur les villes et villages palestiniens, détruisant tout sur leur passage, détruisant les maisons, battant les enfants, arrêtant massivement. Plus de 400 arrestations, des milliers de perquisitions.

Mais tout cela ne s'est pas fait au hasard. Ceux qui ont été arrêtés sont ceux-là mêmes qui avaient été libérés lors de l'accord à propos du soldat israélien Shalit en 2011, avec quelques autres, cadres du Hamas pour la plupart. La liste était donc prévue d'avance. L'objectif de cette opération de ratissage était de mettre à mal l'accord d'unité passé entre le Fatah et le Hamas (avril 2014). Rappelons que cet accord, marqué par le refus du Fatah de rompre toute coordination sécuritaire avec l'armée israélienne d'occupation et sa volonté de maintenir « une porte ouverte » pour la négociation, avait conduit plusieurs organisations, dont le FPLP, à quitter la réunion. C'est en définitive un Fatah affaibli, dépendant exclusivement de financements extérieurs, qui avait passé un accord avec un Hamas non moins affaibli, privé de quasiment toutes ses sources de financement. Cet accord portait sur la constitution dans les cinq mois d'un nouveau gouvernement, sous la présidence d'Abbas, garant des accords avec l'occupant israélien et la convocation six mois plus tard d'élections au conseil législatif de l'Autorité palestinienne.

La découverte des corps des jeunes colons a provoqué une vague sans précédent de manifestations anti-arabes à l'intérieur de l'Etat d'Israël. Sans en avoir la preuve (les dirigeants israéliens n'en ont généralement pas besoin), Netanyahou a accusé le Hamas. Et, depuis début juillet, à peine plus d'un an et demi après la dernière opération israélienne en novembre 2012, de nouveau un déluge de feu s'abat sur la bande de Gaza (300 raids aériens le 1er juillet). En quelques jours, 172 femmes, enfants, vieillards, hommes, civils dans leur grande majorité, sont morts. Des milliers sont blessés. Des immeubles entiers sont détruits. Selon les autorités israéliennes, mille cibles ont été touchées à Gaza. La bande de Gaza, c'est 460 km^2 pour 1 800 000 habitants, dont 50 % ont moins de 18 ans, ce sont 5 000 personnes au km^2. Mille frappes, c'est toute la bande de Gaza qui a été touchée.

La population prise en otage est enfermée sans pouvoir sortir, soumise à un blocus effroyable des autorités israéliennes, mais aussi de l'Egypte, qui a renforcé sa frontière depuis l'arrivée au pouvoir du général Sisi et ne laisse passer quasiment personne.

A l'intérieur de l'Etat d'Israël, la situation demeure extrêmement tendue. Jusqu'à présent, les manifestations de Palestiniens de l'intérieur étaient marquées par des confrontations avec la police israélienne. Le fait nouveau, majeur, de la toute dernière période, est l'augmentation des affrontements et de provocations de groupes de juifs israéliens à l'encontre de Palestiniens de l'intérieur. Dès la découverte des corps des trois jeunes colons israéliens, les réseaux sociaux israéliens ont été inondés d'appels à la vengeance. Des manifestations anti-arabes ont eu lieu à Jérusalem, Jaffa, Haïfa. Depuis le début du mois de juillet, les témoignages sur ce type d'agressions sont quotidiens et de plus en plus nombreux. Plusieurs députés et dirigeants politiques israéliens ont organisé des manifestations où l'on criait *« Mort aux Arabes ! »,* demandant notamment que l'on retire leur nationalité aux « Arabes israéliens ». Le point culminant de cette brutalité a été le lynchage d'un jeune Palestinien, Mohamed Abou Kdheir, brûlé vif par six Israéliens vivant dans les territoires de 1967, et le passage à tabac très médiatisé d'un autre jeune Palestinien, par ailleurs de nationalité américaine. Ratonnades, lynchages, menaces d'expulsions pour les Palestiniens de l'intérieur, enfermement, bombardements, écrasement physique pour les Palestiniens des territoires de 1967. L'Etat d'Israël rappelle sa véritable nature.

Les auteurs du lynchage ont été qualifiés d'« extrémistes juifs ». Mais ne sont-ils pas le produit d'une société fondée sur le rejet, la négation du droit à l'existence

même des Palestiniens sur la terre historique de Palestine ? Négation qui prend la forme d'une politique continue de « nettoyage ethnique » de la Palestine, poursuivant la Nakba de 1948 dans la continuité de la partition de la Palestine. La situation actuelle est le produit direct de la mise en œuvre de fait de la ligne des deux Etats, qui ne peut s'affirmer que dans le cadre d'un Etat prétendument juif dominant et surarmé avec un pseudo-« Etat » palestinien dérisoire et encamisolé, tel que défini dans les accords d'Oslo de 1993. Ces derniers ont procédé à la constitution d'une Autorité palestinienne dont le principal mandat était de contrôler les masses palestiniennes pour le compte de l'armée israélienne. Vingt ans après, selon un article publié dans le quotidien *Haaretz* (9 juillet), seulement 10 % de la population palestinienne soutient Abbas, littéralement « coulé » à cause de sa collaboration avec Israël.

A la suite de cette escalade de violence, des groupes de Palestiniens dans tout le pays, y compris dans les territoires de 1948, ont pris l'initiative de mettre en place des comités populaires afin de protéger les villages et les villes contre des attaques possibles. Ces comités sont composés de jeunes volontaires pour veiller toutes les nuits aux entrées principales de leurs villages. C'est toute une nouvelle génération de jeunes Palestiniens qui se dresse actuellement, cherchant à s'organiser par elle-même, suivant le modèle de ceux qui se sont soulevés en décembre 1987 (première Intifada), puis en septembre 2000 (deuxième Intifada). A noter que deux manifestations organisées par les mouvements de jeunes, à Acre le 8 juillet et à Nazareth le 9 juillet, ont été stoppées par les dirigeants des partis palestiniens de l'intérieur, empêchant les jeunes de manifester dans les rues principales. Les maires des grandes villes et villages palestiniens de 1948, membres du Parti communiste pour la plupart, ont promis à la police israélienne de calmer la situation. Dans leur grande masse, les jeunes ont, de leur côté, décidé de boycotter les manifestations officielles appelées par les partis palestiniens.

CRISE DANS L'ÉTAT D'ISRAËL ET CRISE DANS SES RAPPORTS AVEC L'IMPÉRIALISME AMÉRICAIN

Depuis la guerre de l'été 2006 contre le Liban, où l'armée israélienne a été mise en déroute par la résistance organisée de la population libanaise, l'Etat hébreu mène régulièrement des opérations de bombardements massifs contre la bande de Gaza.

Mais ce qui se passe actuellement a une portée différente et doit être relié aux derniers développements en Irak, où la chute de Mossoul et l'offensive contre Bagdad par l'« Etat islamique en Irak et au Levant » poussent la puissance américaine à chercher de nouvelles alliances, notamment avec l'Iran.

L'impasse dans laquelle se débattent les cercles dirigeants de l'impérialisme américain ne cesse de provoquer des « dommages collatéraux ». A plusieurs reprises, le gouvernement israélien a tenté de forcer la main à Obama, rejetant par le mépris les propositions de John Kerry concernant la énième reprise du « processus de paix ». En avril dernier, John Kerry a provoqué la colère du Premier ministre israélien, Netanyahou, en déclarant devant un groupe de hauts fonctionnaires internationaux qu'*« une solution à deux Etats sera clairement mise en avant comme étant la seule véritable alternative. Parce qu'un Etat unitaire ne pourrait qu'être soit un Etat d'apartheid avec des citoyens de seconde classe, soit finir par être un Etat détruisant la capacité d'Israël à être un Etat juif (…). Une fois que vous mettez ce cadre dans votre esprit, (…) vous comprenez combien qu'il est impératif de se rendre à la solution à deux Etats, dont les deux leaders* (palestinien et israélien – NDLR), *hier encore, ont dit qu'ils lui restent profondément attachés. »*

Quelques jours plus tard, le 1er mai, répondant à John Kerry, Netanyahou annonçait son intention de faire promulguer une loi *« qui établira un ancrage constitutionnel pour le statut d'Israël en tant qu'Etat-nation du peuple juif »,* confirmant de fait ses véritables intentions tout en provoquant une crise dans l'Etat hébreu avec les partisans de la solution à deux Etats, comme l'ancienne Premier ministre, Tsipi Livni.

La qualification – ou la mise en débat – de l'Etat israélien comme Etat d'apartheid est fréquente dans la presse et le monde politique israélien, mais un tel propos était jusqu'alors inédit de la part d'un secrétaire d'Etat américain (bien que, dans les faits, sous une forme différente de celle qu'a connue l'Afrique du Sud, Israël a été conçu, dès l'origine, sous une certaine forme, comme un Etat d'apartheid). L'impossibilité à traduire la solution à deux Etats autrement que sous la forme actuelle, qui interdit de fait toute stabilité, inquiète les grandes puissances. C'est en effet la survie de l'Etat hébreu, élément majeur du maintien de l'ordre au Moyen-Orient, qui est en cause. Pour l'impérialisme américain, cette orientation s'intègre dans celle visant à faire refluer, par la guerre et la violence si nécessaire, les processus révolutionnaires en Palestine, en Libye, en Tunisie, comme en Egypte précédemment. Mais toute restriction territoriale va à l'encontre de la logique même de l'existence de l'Etat d'Israël, qui, par définition, revendique la terre, toute la terre de Palestine.

L'Etat d'Israël, instrument essentiel de l'ordre impérialiste au Moyen-Orient, sort toujours renforcé de l'affaiblissement ou de la déliquescence des gouvernements des pays arabes. Les liens de dépendance qu'il noue avec l'impérialisme américain ne l'empêchent pas de mener son propre jeu en relation avec sa logique spécifique, à savoir une Palestine sans Palestiniens. L'Etat d'Israël, expression la plus avancée de la réaction sur toute la ligne qui caractérise l'époque de l'impérialisme, est lui-même pris dans ses propres contradictions. La prolongation de la Nakba depuis 65 ans est à l'origine de la radicalisation d'une couche de la population israélienne qui réclame ouvertement l'éradication des Palestiniens de la terre de Palestine en constituant un « Etat juif » exclusif. La tension actuelle renforce le fanatisme de nombre d'Israéliens, éduqués dans la perspective d'une possible destruction des juifs. On va jusqu'à évoquer la possibilité de la constitution dans l'Etat d'Israël d'un mouvement séditieux du type de l'OAS, qui sévissait sous l'Algérie française.

Mais ce même état militaro-policier, cadre de corruption et d'enrichissement pour certains, notamment les promoteurs immobiliers et les producteurs de technologies de surveillance et militaires, plonge des masses toujours plus importantes de sa population juive sous le seuil de pauvreté ou l'avoisinant.

Le degré de pourrissement de l'Etat hébreu, qui a besoin de se déclarer en situation de guerre permanente, s'accroît au fur et à mesure que s'accroissent les contradictions dans lesquelles se trouve plongé l'impérialisme américain. Aujourd'hui, l'accélération de la situation en Irak, la déliquescence de la « résistance » syrienne soutenue par les Etats-Unis poussent l'impérialisme américain à prendre appui sur l'Iran, principale puissance régionale (et qui cherche à en finir avec l'embargo qui pèse sur elle), au détriment de ses alliés dans le Golfe, notamment l'Arabie Saoudite. L'ordre américain appuyé depuis des décennies sur des cliques parasitaires corrompues dans la région du Maghreb et du Moyen-Orient a été bousculé par les processus révolutionnaires en Tunisie et en Egypte, qui ont abouti à la chute des dictatures pro-impérialistes. Bien que ces processus soient contenus aujourd'hui, l'impérialisme considère que tout peut resurgir à n'importe quel moment, parce que derrière se trouve posée la question de la souveraineté des peuples, notamment dans cette région pétrolifère. C'est dans ces conditions de crise de la domination américaine que les dirigeants de l'Etat d'Israël poussent depuis des mois à la confrontation avec les Palestiniens, mais également avec l'Iran. Dans une région où la lutte des classes prend la forme de la guerre, ils poussent à la guerre, comme seul moyen de survie de l'Etat d'Israël et de son personnel. Mais ils n'ont pas la capacité de mettre en œuvre leurs menaces contre l'Iran, étant eux-mêmes confrontés à une crise intérieure sans précédent. Ce rééquilibrage avec l'Iran au nom de la « real politik » pousse ainsi l'Etat d'Israël à aller toujours plus loin dans la répression massive contre les Palestiniens.

LA IVe INTERNATIONALE ET LE DROIT DES PEUPLES

Pour défendre son ordre menacé et poursuivre sa politique de pillage et d'exploitation, l'impérialisme se doit de disloquer les nations et les Etats, et de s'opposer par force à la souveraineté des peuples. Les divisions et les contradictions qui existent aux sommets de l'impérialisme américain portent sur la manière d'opérer pour rétablir l'ordre. Mais quelle que soit cette manière d'intervenir, tous s'accordent sur la nécessité d'écraser les processus révolutionnaires.

La position de la IVe Internationale est le soutien inconditionnel au combat révolutionnaire des peuples pour l'indépendance et la souveraineté. Défendre le peuple palestinien, c'est défendre le droit de tous les peuples. La nouvelle épreuve sanglante subie par le peuple palestinien n'est que le produit de la politique de l'impérialisme américain, qui, en 1947, avec le concours de la bureaucratie soviétique, a organisé la partition de la Palestine. La situation actuelle est le produit de toute la politique de l'impérialisme américain ces soixante dernières années. C'est l'administration américaine qui a imposé en 1978 les accords de Camp David entre l'Egypte et Israël. C'est-à-dire pour la première fois la reconnaissance de l'Etat d'Israël par un pays arabe. Ce sont ces accords qui ont ensuite permis à l'impérialisme américain d'imposer la signature des accords d'Oslo en 1993, dans lesquels la direction de l'OLP renonçait au combat du peuple palestinien pour affirmer ses droits nationaux, à commencer le droit au retour de tous les réfugiés.

En 1993, dans une déclaration contre les accords d'Oslo, la IVe Internationale écrivait :

> *« A l'heure où l'accord signé entre l'OLP et l'Etat d'Israël annonce sans aucun doute de nouvelles épreuves pour le peuple palestinien et pour tous les peuples de la région, il apparaît nettement que le chemin de la paix ne saurait différer du chemin de la démocratie, c'est-à-dire du droit de tous les peuples à vivre libre sur leur terres, à commencer par le droit du peuple palestinien au retour et à l'indépendance nationale : telle est la seule voie réaliste. Aujourd'hui plus que jamais, la paix au Proche-Orient, c'est le droit au retour pour tous les Palestiniens, c'est un seul Etat laïque et démocratique, une seule Palestine laïque et démocratique se constituant dans l'égalité de ses composantes arabe et juive sur tout le territoire de la Palestine. »*

Vingt ans plus tard, les faits ont tranché. Les violences et les guerres contre le peuple palestinien n'ont cessé de se multiplier. Le prétendu Etat palestinien n'est qu'un leurre. La réalité, c'est qu'on veut disloquer le peuple palestinien, qu'on l'enferme dans la bande de Gaza soumise au Hamas, qu'on l'enferme en Cisjordanie soumise à l'Autorité palestinienne, qu'on l'enferme dans les camps en Jordanie, au Liban, en Syrie et dans de nombreux pays. Mais la réalité, c'est aussi l'affirmation de l'unité de toutes les composantes du peuple palestinien, qui réclame ses droits nationaux et, à travers eux, qui réaffirme l'existence d'une nation palestinienne. Et, au premier rang de ces revendications démocratiques palestiniennes, se trouve la revendication du droit au retour des réfugiés et de la reconstruction des villages détruits par la Nakba.

Photo AFP

Des jeunes palestiniens jetant des pierres sur les véhicules blindés de l'armée israélienne à Ramallah (15 août 2002).

Photo AFP

Manifestation de jeunes palestiniens dans le camp de réfugiés de Deir el Balah (25 octobre 1989).

Photo AFP

Manifestation à Nazareth, le 8 octobre 2015.

Quatrième partie (D)

Articles traitant de l'histoire de la Palestine

Dans cette dernière partie, nous publions cinq articles parus dans la revue théorique de la IVe Internationale, La Vérité, *et qui portent sur des aspects historiques de la Palestine. Ces documents fournissent des éléments précis et détaillés, et apportent ainsi un complément indispensable pour comprendre la question palestinienne aujourd'hui.*

Sommaire

1 • Aux origines de la partition de la Palestine,
La Vérité, n° 8 (614) *(novembre 1993)* ..... *p. 123*

2 • Notes sur la question agraire et la question nationale en Palestine,
La Vérité, n° 52 *(octobre 2006)* ..... *p. 139*

3 • 1947-2007 : soixante ans de partition de la Palestine,
La Vérité, n° 56-57 *(septembre 2007)* ..... *p. 146*

4 • Moyen-Orient : la Pax Americana, 35 ans après Camp David
et 20 ans après Oslo, *La Vérité,* n° 80 *(décembre 2013)* ..... *p. 171*

5 • Les accords d'Oslo, vingt et un ans plus tard,
La Vérité, n° 83 *(septembre 2014)* ..... *p. 178*

D1 • Aux origines de la partition de la Palestine (1)

AU XVIe siècle, la Palestine, comme la plupart des territoires arabes, est sous le contrôle de la « Sublime Porte » (le sultan de Turquie). L'Empire ottoman découpe le Proche-Orient arabe en provinces administrées par des pachas (gouverneurs). Le pouvoir de l'empire turc tend à s'effriter aux XVIIe et XVIIIe siècles au profit de celui des autorités locales, qui, sans remettre en cause la suprématie du sultan, acquièrent une très large autonomie, que ne cesseront d'utiliser les « puissances » (Grande-Bretagne, France, Russie, Autriche-Hongrie) dans leur concurrence respective.

DE L'EMPIRE OTTOMAN...

Le contrôle des marchands européens sur la vie économique de l'Empire ottoman s'est amplifié au fur et à mesure du déclin de la Sublime Porte pour en arriver à un stade où les puissances européennes bénéficiaient d'énormes privilèges. Dans une situation en Europe caractérisée par un développement du capitalisme (et de l'expansion coloniale), l'occupation territoriale du Proche et Moyen-Orient par les « puissances » a donc été précédée par une pénétration économique qui a accéléré la dissolution des structures sociales attardées de l'Empire ottoman.

Ainsi, dès 1849, l'Egypte (partie de l'Empire ottoman) dépendait pour 41 % de ses importations et 49 % de ses exportations de la Grande-Bretagne. La domination financière qui exprimait le passage au stade impérialiste de l'économie capitaliste se matérialisera par l'endettement croissant, à tel point que la dette ottomane s'élevait à la fin du XIXe siècle à 200 millions de livres sterling.

Au début du XXe siècle se constitua le « Conseil d'administration de la dette publique ottomane », dominé par les créanciers européens, qui, avec ses 9 000 employés (en 1912), s'était quasiment arrogé l'affermage des revenus fiscaux de l'empire turc.

L'Empire ottoman était, comme l'avait alors décrit le tsar de Russie, *« l'homme malade de l'Europe »* et les « puissances » cherchaient à s'en partager les dépouilles. Mais contre les appétits de la France et de la Russie notamment, la Grande-Bretagne va s'y opposer, estimant qu'un Empire ottoman même débile présentait finalement la meilleure des garanties pour préserver l'« ordre » et la stabilité (car *« la difficulté est de savoir ce qu'il faut mettre à sa place »,* avait ainsi déclaré l'homme politique britannique lord Stanley) et protéger la route des Indes des appétits rivaux. La politique britannique vise à maintenir un « statu quo » au Proche-Orient et à empêcher autant que possible d'autres puissances d'y intervenir. En 1839, la Grande-Bretagne occupe Aden pour protéger la route des Indes et lancera ses navires contre les pirates dans le golfe Persique pour protéger la navigation commerciale, cela l'amenant de fait à exercer une domination sur les différents cheiks du Golfe.

---

(1) Article de Lucien Gauthier, *La Vérité,* n° 8 (614), novembre 1993.

Tandis que la France débarque en Syrie en 1860 pour « protéger » la communauté chrétienne de « conflits religieux » avec les Druzes (conflits que l'armée ottomane venait d'ailleurs d'arrêter...) provoqués par les « puissances » (les Français se posant en défenseur des chrétiens maronites, les Anglais des Druzes, les Russes des orthodoxes...), le pouvoir de Constantinople doit alors accepter pour la région du Mont-Liban la création d'une province autonome au sein de l'Empire ottoman, dirigée par un gouvernement chrétien (les troupes françaises resteront là jusqu'en 1871).

Plusieurs révoltes arabes contre la Sublime Porte sont soutenues et encouragées par les puissances – pour l'affaiblir, mais non pour la renverser. Ainsi, lorsque le pacha d'Egypte Méhémet Ali, sur la base d'un réel développement économique en Egypte, bat les armées ottomanes, les troupes russes se portent au secours de l'Empire ottoman, la Grande-Bretagne et la France contraignent Méhémet Ali à abandonner ses conquêtes syriennes. Après la tentative infructueuse du pacha de transformer l'Egypte en puissance industrielle, le pays tombe sous une dépendance croissante de la Grande-Bretagne. D'autant plus que depuis le percement du canal de Suez en 1869, l'Egypte occupe alors une place centrale pour la Grande-Bretagne. L'endettement et la crise financière de l'Egypte imposent au petit- fils de Méhémet Ali, Ismaël, qui lui a succédé, de vendre les parts égyptiennes du canal au gouvernement britannique, qui en devient ainsi le principal actionnaire, mais le déficit subsiste. Deux ans plus tard, la « caisse de la dette » (franco-britannique) prend en charge les finances de l'Egypte. En 1881, devant une révolte initiée par des officiers de l'armée d'Egypte, qui s'étend à tout le peuple, la Grande-Bretagne intervient – bombardement d'Alexandrie – et l'occupation militaire qui en découle, censément temporaire, ne s'achèvera qu'en 1956 !

Le Soudan sera à son tour conquis en 1898 par les Britanniques, après une féroce répression. De son côté, sous le masque du clergé russe, le tsar multiplie les achats de terre en Palestine, tandis que le Kaiser d'Allemagne soutient et encourage la colonisation de terre en Palestine par la secte des Templiers.

Enfin, le mouvement sioniste (2), qui prit naissance en Europe orientale, organise les premières vagues de pionniers juifs d'Europe, s'installant à la fin du XIXe siècle en Palestine avec l'intention explicite – contrairement à la communauté juive de 20 000 âmes résidant déjà en Palestine depuis le XIVe siècle – de faire œuvre coloniale : *« L'encouragement par principe de la colonisation de la Palestine par des juifs ouvriers agricoles, manœuvres et exerçant d'autres professions »* (résolution du Ier Congrès sioniste mondial à Bâle, en août 1897). Mais le mouvement sioniste et la perspective sioniste (un « Etat juif » d'abord envisagé sur des territoires d'Amérique latine, puis en Ouganda et finalement en Palestine) sont très largement minoritaires parmi les masses juives d'Europe, qui, pour une large part, se retrouvent dans les organisations socialistes, comme l'organisation ouvrière juive, le Bund, qui combat vigoureusement le sionisme.

Comme le soulignent A. Gresh et D. Vidal (*Palestine 1947, un partage avorté,* Edition Complexe) :

> *« Le sionisme s'alimenta en Europe centrale et orientale de la conjonction de phénomènes propres au XIXe siècle, à savoir la décomposition de la structure féodale des empires tsariste et austro-hongrois sapant les fondements socio-économiques de la vie juive, les conditions de l'évolution capitaliste bloquant le processus de prolétarisation et d'assimilation, et la remontée brutale de l'antisémitisme le plus violent précipitant des centaines de milliers de juifs sur le chemin de l'exil... Vers la Palestine ? Non, pour la plupart vers l'Amérique. Des deux ou trois millions de juifs qui fuirent entre 1882 et 1914 l'Europe centrale,*

(2) Sur l'origine, l'histoire et la politique du mouvement sioniste, on lira avec intérêt *L'Histoire cachée du sionisme,* de Ralph Schoenman, disponible en anglais, français, espagnol auprès des militants de la IVe Internationale.

moins de 70 000 s'installèrent en Terre sainte et souvent très temporairement. Les dirigeants sionistes ne l'ignoraient pas. Ni la misère de leurs coreligionnaires soumis au tsar, ni les discriminations de toutes sortes, ni même les pogroms ne suffisaient à les transplanter massivement en Palestine. En revanche, avec l'appui d'une grande puissance... Aussi le créateur de l'organisation sioniste fit-il miroiter aux yeux du sultan, outre le renflouement des caisses ottomanes, l'aide des juifs palestiniens pour juguler la "menace d'une insurrection arabe", un message destiné à Bismarck souligna que "l'implantation d'un peuple neutre sur la plus courte route vers l'Orient peut être d'une immense importance pour la politique orientale de l'Allemagne". *Un peuple de surcroît* "contraint quasiment partout à rejoindre les partis révolutionnaires". *Herzl use du même argument avec De Witte et von Plevhe, ministres russes et instigateurs des pogroms :* "Si une colonie du peuple juif s'installait en Palestine, les éléments radicaux seraient forcés de prendre part au mouvement" ; *dans le cas contraire,* "la frustration de ces espoirs bouleverserait toute la situation" *au profit des* "partis révolutionnaires"… *Vaines tentatives : la Palestine juive serait britannique ou ne serait pas… A condition toutefois de convaincre* (la Grande-Bretagne) *que le projet sioniste correspond à son intérêt, et ce, non dans une des lointaines contrées africaines ou latino-américaines un temps envisagées, mais bel et bien en Palestine »* (pp. 42-43).

D'emblée, le mouvement sioniste minoritaire parmi les masses juives se subordonne aux puissances capitalistes en leur proposant une masse de manœuvre pour leur conquête, ce notamment dans le cas de la Grande-Bretagne, qui apparaît comme la puissance la plus importante.

… À LA DOMINATION BRITANNIQUE

C'est qu'en effet la période de la Première Guerre mondiale va être celle de l'assujettissement de l'Empire ottoman aux « puissances ». A la veille de celle-ci, on estime que les investissements européens au Proche-Orient s'élèvent à 24 millions de livres sterling pour la Grande-Bretagne, à 3,3 milliards de francs pour la France et à 1,8 milliard de francs pour l'Allemagne (à cette même date, la dette ottomane dépasse les 63 millions de livres). Mais, dans le même temps, se développent et apparaissent la plupart des organisations arabes nationalistes qui veulent se libérer du carcan ottoman, et plus généralement de la domination étrangère. En 1906, une révolte est brutalement réprimée par les Britanniques en Egypte. Les développements dans l'Empire ottoman exigent des « puissances » de se porter plus en avant dans le contrôle de la région.

L'Egypte devient en 1914 un protectorat britannique, tandis que l'influence anglaise s'étend dans la région du Golfe. En 1917, c'est l'occupation de la Mésopotamie et la « déclaration Balfour », par laquelle la Grande-Bretagne prévoit et prépare sa mainmise sur la Palestine (qui fait toujours, rappelons-le, partie de l'Empire ottoman). En 1919, éclate la révolte dirigée par Mustafa Kemal en Turquie, qui va abolir l'empire de la Sublime Porte et fonder la « république de Turquie », tandis que dans la péninsule Arabique, le potentat arabe Ibn Seoud entame ses premières conquêtes contre l'Empire ottoman (qui est allié à l'Autriche-Hongrie et à l'Allemagne dans la Première Guerre mondiale), à l'instigation des Britanniques.

Dépeçant l'Empire ottoman battu à l'issue de la Première Guerre mondiale, la France occupe la Syrie en 1920, en 1926 l'Irak est placé sous mandat britannique, tandis qu'en 1927 les conquêtes d'Ibn Seoud sont « reconnues » par la Grande-Bretagne.

De même que le traité de Versailles avait multiplié en Europe, et notamment dans la région balkano-danubienne, *« une digue d'Etats vassaux »,* selon le mot du IVe Congrès de l'Internationale communiste, son équivalent pour l'Empire ottoman, le traité de Sèvres, va multiplier les « protectorats » au Proche-Orient.

Car si la Grande-Bretagne avait de toute force, pendant des décennies, soutenu et maintenu l'unité de l'Empire ottoman, cette position se révéla intenable dès 1913 et impossible au lendemain de la Première Guerre mondiale : le démembrement de l'Empire ottoman était à l'ordre du jour.

Cette balkanisation du Proche et Moyen-Orient se concrétisa dans les accords secrets franco-britanniques en 1916, connus sous le nom de négociations « Sykes-Picot », conclus en liaison avec la Russie tsariste. En fait, la Grande-Bretagne exerçait déjà un protectorat de fait sur l'Egypte et le golfe Arabo-Persique. Lord Kitchener, maître de l'Egypte, envisageait de détacher la région méridionale de la Syrie jusqu'à Haïfa et Acre pour y former une unité territoriale séparée sous le contrôle britannique. Tandis que le futur colonel Lawrence (agent et mercenaire britannique auprès de la « révolte arabe » contre les Turcs), lors de sa visite en Palestine en 1911, écrivait qu'il vaudrait mieux *« que les juifs colonisent le pays au plus vite »*.

LA MAINMISE IMPÉRIALISTE

Les accords secrets Sykes-Picot furent révélés publiquement par les bolcheviks en 1917, dès le renversement de l'ancien régime.

« Des conversations s'engagèrent à Londres dès le début de 1916 entre les diplomates Mark Sykes et Georges Picot. Elles aboutirent au mois de mars à un protocole entériné par leurs gouvernements comme partie d'un futur arrangement anglo-franco-russe et connu sous le nom d'accords Sykes-Picot. Au terme de ce protocole, l'Asie arabe (moins la péninsule Arabique) se trouvait divisée en cinq zones : zone bleue et zone rouge, sous contrôle direct de la France (bleue) et de l'Angleterre (rouge) ; zone cerclée de bleu et zone cerclée de rouge où la suzeraineté arabe était reconnue, mais qui seraient réputées zone d'intérêts français et zone d'intérêts anglais ; enfin, une zone brune, recouvrant la Palestine moins Haïfa (que se réservait l'Angleterre), et qui serait placée sous contrôle international. Ces accords méconnaissaient complètement les aspirations nationales arabes. Les zones cerclées de bleu et de rouge (Syrie et Mésopotamie) étaient, à travers une relation hypocritement diplomatique, promises au protectorat des deux puissances. Quant à la clause d'internationalisation de la Palestine, M. Sykes l'avait acceptée pour deux raisons : il fallait tenir compte des intérêts de la Russie, protectrice des orthodoxes, qui entendait être présente à Jérusalem et dont la participation à l'accord était prévue ; mais il fallait surtout opposer un barrage aux ambitions de la France, qui prétendait exercer son contrôle sur la "Syrie historique", laquelle comprenait le Liban, mais aussi la Palestine. Ce barrage, c'était l'internationalisation de la région à laquelle les Français ne pouvaient raisonnablement s'opposer.

Mais cette solution ne satisfit pas le gouvernement britannique, séduit par l'idée du "bastion palestinien". Lloyd George qualifia l'accord entériné par son prédécesseur de "document stupide". *M. Sykes avoua qu'il n'en était pas fier. L'Angleterre avait besoin, pour que soit modifiée en sa faveur la clause palestinienne, de l'alibi sioniste. Il ne faut donc pas s'étonner du zèle sioniste qu'elle manifesta à partir de ce moment ni du rôle capital que tint M. Sykes avec l'assentiment de son gouvernement auprès de Weiszmann et de ses amis (Organisation sioniste mondiale) les conduisant à présenter au cabinet de guerre une version acceptable de ce qui allait devenir la déclaration Balfour »* (*La Déclaration Balfour. Aux sources d'Israël,* par J.-P. Alem).

C'est de manière délibérée que l'impérialisme britannique va chercher à utiliser le mouvement sioniste en facilitant l'immigration juive en Palestine contre les masses arabes, selon le vieux slogan « diviser pour régner » et pour assurer son hégémonie régionale contre son « allié », l'impérialisme français.

En effet, *« la question clé est celle des zones d'influence (française au nord, anglaise au sud), car leur statut ne préjuge pas des territoires arabes qui seraient soumis aux dites influences.*

En bref, les Britanniques peuvent considérer que les accords Sykes-Picot laissent la porte ouverte à leur projet de royaume(s) arabe(s), (car) *la Grande-Bretagne veut annexer la région de Bassora à laquelle tient l'Empire des Indes. Elle souhaite aussi instituer un califat arabe à la place de celui qu'exerce le sultan ottoman. Cela s'accompagnerait de l'instauration dans la péninsule Arabique et le Croissant fertile d'Etats arabes "clients de la Grande-Bretagne". »* (*Atlas des peuples d'Orient,* pp. 57-58, La Découverte).

Secrètement, le chérif Hussein, de la Mecque, accepte les propositions franco-anglaises. Membre du clan des Hachémites, de la tribu du Prophète, les Britanniques entendent l'utiliser comme contrepoids religieux et symbolique face au sultan ottoman et pour canaliser à leur profit la lutte des peuples en les rassemblant sous le drapeau d'une prétendue nation arabe. Il proclame la « révolte arabe » en mai 1916, grassement alimentée en fonds par la Grande-Bretagne et appuyée militairement par la même Grande-Bretagne et la France.

Les Britanniques prennent Bagdad en mars 1917. Durant l'été, les forces arabes commandées par un fils de Hussein, Faysal, opèrent dans le sud de l'actuelle Jordanie contre les Ottomans. En décembre, les Britanniques sont à Jérusalem. Entre-temps, le ministre des Affaires étrangères de Grande-Bretagne, Arthur Balfour, dans une lettre à lord Rothschild (lettre préparée en commun par les dirigeants de l'Organisation sioniste mondiale et M. Sykes – il y eut d'ailleurs 8 projets entre juillet et novembre), annonce : *« Le gouvernement de Sa Majesté envisage favorablement l'établissement en Palestine d'un foyer national* (national home) *pour le peuple juif »,* affirmant ainsi les prétentions britanniques sur la Palestine, théoriquement zone neutre internationale, selon les accords Sykes-Picot. Car, au-delà de l'appel à la constitution d'un « foyer national juif » par le ministre Balfour, la Grande-Bretagne affirmait ainsi sa vocation à étendre sa mainmise sur l'ensemble des territoires de la Palestine, reliant ainsi l'Egypte aux territoires d'Irak, de la péninsule Arabique jusqu'à l'Inde. Et d'ailleurs, les armées britanniques allaient le démontrer sur le terrain.

Les opérations décisives en Syrie débutent en septembre 1918, les forces britanniques permettant à Faysal d'entrer à Damas en octobre. Un mois plus tard, la Syrie est sous contrôle britannique. Après l'armistice signé avec les Ottomans (30 octobre 1918), les Britanniques continuent d'avancer. Les Britanniques étendaient leur influence au détriment de la France. Celle-ci se voyait contrainte de céder Mossoul et la Palestine aux Britanniques, mais découvrait qu'en fait de Syrie, les Britanniques ne lui concédaient que l'administration du littoral syro-libanais. La Syrie intérieure est confiée à Faysal. Celui-ci signe un protocole d'accord avec le leader sioniste Weizmann, considérant les sionistes et la déclaration Balfour comme une répudiation des accords Sykes-Picot, et se place sous le contrôle de la Grande-Bretagne (article 9 de l'accord signé le 3 janvier 1919 par Faysal – et Weizman précise : *« Toute contestation qui pourrait s'élever entre les parties contractantes sera soumise pour arbitrage au gouvernement britannique »*), c'est-à-dire une arme éventuelle contre les ambitions françaises.

« Les Britanniques finissent toutefois par s'accorder avec les Français en novembre 1919, leurs troupes évacuent les zones syro-libanaises que les accords Sykes-Picot avaient attribuées à la France. Faysal accepte de traiter avec cette dernière, mais le Congrès général syrien, en mars 1920, proclame un royaume uni de Syrie et leur en offre la couronne. Or, le mois suivant, la France et la Grande-Bretagne décident de la répartition des "mandats" (la Société des nations [SDN] ancêtre de l'ONU, que Lénine qualifiait de *« caverne de brigands »,* « confia » aux puissances victorieuses des « mandats » sur des territoires sur la base du

dépeçage de l'Empire ottoman – NLDR) *: Syrie et Liban pour l'une, Palestine et Irak pour l'autre. C'est la fin du projet de la Grande Syrie. En juillet, les forces françaises défont les Syriens. Faysal se réfugie en Palestine. En Palestine, les éléments pro-sionistes de l'administration britannique poussent leurs pions avec succès et mettent au point eux-mêmes les termes du mandat en 1920. Ils obtiennent que la France cède la Gaulée et le haut bassin du Jourdain, comme le souhaitent les sionistes. La Transjordanie, cependant leur échappe. Administrée par Faysal jusqu'à la mi-1920, elle devient ensuite ses nullius. Or Abdallah, frère de Faysal, s'y installe en novembre 1920 avec l'intention d'intervenir en Syrie. Contre l'avis des sionistes, qui voulaient incorporer la rive gauche du Jourdain dans la Palestine, les Britanniques saisissent l'occasion et, en mars 1921, nomment Abdallah gouverneur de Transjordanie » (Atlas des peuples d'Orient,* p. 58*).*

Taillant dans la chair des nations, divisant et découpant les peuples — création artificielle de la Transjordanie sous la coupe d'un émir aux ordres des Britanniques, par exemple, séparée du reste de la Palestine, où la Grande-Bretagne favorise les sionistes et l'immigration juive dirigée contre les masses arabes —, l'impérialisme cherche à assurer ainsi, avec le service des sionistes et des potentats locaux, sa domination sur les masses.

Dans tous les territoires placés sous mandat, la répression fut extrêmement brutale : de 1920 à 1926, les généraux français Gouraud, Weygand et Sarrau, en Syrie, appliquèrent une véritable dictature militaire et une répression sanglante contre les masses arabes qui se soulevèrent plusieurs fois, et provoquèrent des conflits en cherchant à séparer la population chrétienne des musulmans. En Irak, à la fin de 1919, une véritable révolte se développa contre les Britanniques, qui explosa durant l'été 1920 dans la Thawra (la « révolte » irakienne) contre l'instauration du « mandat ».

Après la sanglante répression, à l'administration directe les Britanniques décidèrent de substituer un régime arabe en allant chercher Faysal. Choisi comme roi d'Irak, il monte sur le trône en août 1921 et les Britanniques maintiennent le « mandat ».

Une intense agitation se développe en Palestine également contre le « mandat » britannique et la colonisation sioniste, avec les émeutes de 1920, 1921 et 1929, elles aussi réprimées férocement par les troupes britanniques avec l'aide des milices sionistes. Dans toute la région, il faut que l'« ordre » règne afin d'en assurer l'exploitation et le pillage.

Il n'est pas besoin de rappeler que les richesses pétrolières du Moyen-Orient ont joué un rôle déterminant dans l'attitude des puissances. Dès 1908, des concessionnaires britanniques découvraient une première nappe en Iran et en Irak. De même, les négociations franco-britanniques sur le partage du Proche-Orient tournèrent en grande partie autour du sort de l'ancienne Turkish Petroleum Company. En 1931, la Standard Oil des Etats-Unis découvre du pétrole à Bahrein et obtient en 1933 une concession couvrant l'ensemble de l'Arabie Saoudite. C'est là un événement majeur dont on ne mesura véritablement toute l'ampleur qu'après 1945.

VERS LA PARTITION DE LA PALESTINE

En 1880, la Palestine appartient à l'Empire ottoman. On y recensait alors 25 000 juifs, pour la plupart des juifs d'Espagne – séfarades – installés en Galilée au XVIe siècle (en effet, une très grande partie des juifs chassés d'Espagne par les « souverains catholiques » au XVe siècle vont trouver refuge dans l'Empire ottoman, notamment et surtout en Bosnie et en Thessalonique, alors province turque, mais aussi en Palestine, Irak, Syrie). L'argument des sionistes un *« peuple sans terre* (les juifs) *pour une terre sans peuple »* (la Palestine) ne résiste pas une minute à la vérité historique. Dans son ouvrage *L'Histoire cachée du sionisme,* Ralph Schoenman établit :

« Il y avait plus d'un millier de villages en Palestine à la fin du XIXe siècle. Jérusalem, Haifa, Gaza, Nablus, Acre, Jéricho, Ramie, Hébron et Nazareth étaient

des villes florissantes. Les collines étaient laborieusement cultivées en terrasses. Les canaux d'irrigation sillonnaient la terre. Les vergers de citronniers, les forêts d'oliviers et les céréales de Palestine étaient connus dans le monde entier. Le commerce, l'artisanat, le textile, la construction et la production agricole étaient largement développés.

Les comptes rendus de voyageurs aux XVIIIe et XIXe siècles en témoignent unanimement, comme l'étaient les rapports trimestriels très précis publiés au XIXe siècle par le Fonds britannique d'exploration de la Palestine.

En fait, c'est précisément la cohésion sociale et la stabilité de la société palestinienne qui ont conduit lord Palmerston en 1840, lorsque l'Angleterre a établi un consulat à Jérusalem, à proposer avec prescience la fondation d'une colonie de juifs européens pour "préserver les intérêts les plus larges de l'Empire britannique".

La société palestinienne, si elle souffrait de la collaboration des propriétaires terriens féodaux (effendi) avec l'Empire ottoman, était néanmoins productive et diversifiée culturellement, avec une paysannerie très consciente de son rôle social.

Les paysans palestiniens et les citadins avaient établi une distinction claire, fortement ressentie, entre les juifs qui vivaient parmi eux et les colons potentiels, et ce depuis 1820, lorsque les 20 000 juifs de Jérusalem avaient été totalement intégrés et acceptés dans la société palestinienne.

Lorsque les colons de Petah Tikvah cherchèrent à chasser les paysans de leurs terres, en 1886, ils rencontrèrent une résistance organisée, mais les travailleurs juifs des villages voisins et leurs communautés ne furent nullement inquiétés. Lorsque les Arméniens fuyant le génocide turc s'installèrent en Palestine, ils furent les bienvenus. Mais ce génocide fut de façon inquiétante soutenu par Vladimir Jabotinsky et d'autres sionistes, qui tentèrent ainsi d'obtenir le soutien des Turcs.

En fait, jusqu'à la déclaration Balfour (1917), la réaction palestinienne à l'installation des colonies sionistes fut d'une tolérance imprudente. Il n'y avait pas de haine organisée des juifs en Palestine, pas de massacres comme en préparaient les antisémites du tsar et de Pologne, pas de contrepartie raciste dans la réaction palestinienne aux colons armés (qui utilisaient la force partout où ça leur était possible pour chasser les Palestiniens de leurs terres).

Même les émeutes spontanées, exprimant, la rage refoulée des Palestiniens devant les vols incessants de leurs terres, n'étaient pas dirigées contre les juifs comme tels. »

C'est à la fin du XIXe siècle et au début du XXe que débuteront des vagues d'immigrations juives sous l'effet de pogroms.

« Les autorités ottomanes craignent que l'immigration juive ne renforce encore l'influence européenne, mais n'ont guère les moyens de s'y opposer. La première vague (1882-1903) vient surtout de Russie, la deuxième (1904-1914) vient de Russie et de Pologne » (*Atlas des peuples d'Orient,* p. 85).

En 1919, on recense en Palestine 60 000 juifs après ces deux vagues d'immigration (nombre d'entre eux repartiront à destination des Etats-Unis, notamment) sur 800 000 habitants. Le départ des juifs d'Europe orientale ne s'intègre pas aux plans des sionistes, ils émigrent vers l'Europe occidentale, les Etats-Unis. Mais en 1936, ils sont 400 000, et 600 000 en 1947. Cet accroissement résulta de la nouvelle vague d'immigration, protégée par les dispositions du « mandat ». En effet, le document adopté par la SDN, le 24 juillet 1922, confiant le mandat sur la Palestine à la Grande-Bretagne, précise :

« Le mandataire assumera la responsabilité d'instituer dans le pays un état de choses politique, administratif et économique de nature à assurer l'établissement du foyer national pour le peuple juif (article 2).

(...) L'administration de la Palestine facilitera l'immigration juive dans des conditions convenables et de concert avec l'organisme juif mentionné à l'article 4. Elle encourage l'établissement intensif des juifs sur les terres du pays, y compris les domaines de l'Etat et les terres incultes (article 6). »

Les différents impérialismes, en fermant leurs frontières aux juifs fuyant l'Allemagne nazie, les canalisent vers la Palestine.

Protégé par les dispositions du mandat, le « foyer national pour le peuple juif » s'administre lui-même, avec son système d'enseignement, sa structure économique, sa milice, la Haganah, qui deviendra une armée.

Si les immigrants juifs s'installent dans les villes, leur self-government a pour politique d'acquérir les terres.

Comme l'explique le poète et essayiste palestinien Ghassan Kanafani (cité dans le livre de Ralph Schoenman) :

« En dépit du fait qu'une grande partie des capitaux juifs étaient alloués aux zones rurales, et en dépit de la présence des forces militaires impérialistes britanniques et de la pression immense exercée par la machine administrative en faveur des sionistes, ces derniers n'obtinrent que des résultats minimes en ce qui concerne l'acquisition des terres.

Ils parvinrent cependant à sérieusement dégrader le statut de la population rurale arabe. La possession de terrains agricoles ou urbains passa de 300 000 dunums en 1929 (26 800 hectares) à 1 250 000 dunums en 1930 (112 000 hectares). Le pourcentage de terres acheté était insignifiant du point de vue d'une colonisation massive et du règlement du "problème juif". Mais l'expropriation d'un million de dunums – presque un tiers de la terre arabe – conduisait à un appauvrissement sévère des paysans arabes et des Bédouins.

En 1931, 20 000 familles paysannes avaient été évincées par les sionistes. De plus, la vie des paysans dans un pays sous-développé, et dans le monde arabe en particulier, ne représente pas seulement un mode de production, mais également un mode de vie social, religieux et traditionnel. Ainsi, en plus de la perte de la terre, la société arabe rurale était détruite par le processus de la colonisation. »

L'impérialisme britannique poussa à la déstabilisation économique de l'économie palestinienne en octroyant un statut privilégié aux capitaux juifs, leur accorda 90 % des concessions en Palestine, permettant aux sionistes de prendre le contrôle de l'infrastructure économique.

Un code du travail discriminatoire était adopté contre la force de travail arabe, qui aboutit à un chômage à large échelle.

C'est pourquoi, dès la fin de la Première Guerre mondiale, la « révolte arabe » appelée par les Britanniques contre l'Empire ottoman se détourne des Turcs pour viser les nouveaux colonisateurs ; la réalité sociale et nationale derrière les mots s'exprime : il s'agit de la résistance des masses palestiniennes appauvries contre le colonialisme et l'impérialisme, contre les accords Sykes-Picot, contre le mandat et la déclaration Balfour.

Les premiers heurts importants ont lieu en mai 1921, entre manifestants sionistes et arabes. Le haut-commissaire britannique, sir Herbert Samuel, qui fait partie des diplomates anglais pro-sionistes, s'inquiète et, dans son mémorandum au gouvernement britannique, suggère de subordonner l'immigration juive *« à la capacité économique du pays d'absorber de nouvelles arrivées, afin que les immigrants ne puissent priver une quelconque section de la population présente de son emploi »*.

En août 1929, de nouveaux troubles font 133 morts parmi les juifs et 67 parmi les Arabes. Dans un second mémorandum publié en octobre 1930, Londres estime qu'*« il ne reste plus de marge de terre disponible pour la colonisation agricole »* et recommande de contrôler l'immigration. Paroles démenties par les actes et remises en cause dans une lettre du Premier ministre travailliste, MacDonald, au dirigeant de l'organisation sioniste mondiale Weizmann.

C'est qu'en effet, une troisième vague d'immigration de juifs de l'est de l'Europe se développe au début des années 1920 et, de fait, est canalisée vers la Palestine depuis qu'en 1924 le gouvernement américain a fait voter une loi restreignant toute immigration aux Etats-Unis *« au moment même où le gouvernement polonais prend des mesures économiques antijuives. Cela provoque une quatrième vague plus importante que les précédentes. Mais ensuite, le flux se réduit au point qu'en 1927-1929 plus de juifs quittent la Palestine qu'il n'en arrive. La reprise de l'immigration date de 1933, année de l'accession de Hitler au pouvoir. Outre des juifs de Pologne et d'autres pays d'Europe centrale, la cinquième vague comprend de nombreux juifs d'Allemagne. En 1936, on recense 400 000 juifs en Palestine, en très grande majorité ashkénazes »* (*Atlas des peuples d'Orient,* pp. 85-86).

L'opposition prend la forme de manifestations violentes de rue en 1931 et au cours des années suivantes. Une grève générale de six mois en 1936 est réprimée férocement par les Britanniques à l'aide des milices sionistes, tandis que le mufti et les féodaux arabes, par leur subordination à l'impérialisme britannique dont ils tirent leur pouvoir, vont aider de façon décisive l'impérialisme. Le Haut Comité arabe dirigé par les potentats féodaux palestiniens appelle à suspendre la grève en réponse à une invite de Ibn Seoud d'Arabie, du Premier ministre irakien, Noun Said, et de l'émir de Transjordanie, Abdallah, suppliant leurs *« fils palestiniens de faire confiance aux bonnes intentions de notre amie la Grande-Bretagne, qui a déclaré qu'elle rendrait justice ».*

Justice ? La proposition issue de la commission Peel (7 juillet 1937) propose la partition en trois de la Palestine, un Etat arabe, un Etat juif et une zone sous mandat britannique. L'Agence juive (émanation en Palestine de l'Organisation sioniste mondiale) accepte ces conclusions à une réserve près quant aux dimensions de l'Etat juif, le Haut Comité arabe les rejette.

Les émeutes reprennent. *« Londres réinscrit la répression à l'ordre du jour. Elle sera féroce. La troupe anglaise, la police du mandat augmentée de milliers de volontaires juifs enrôlés, la Hagana, l'Irgoun, les hommes des Nashashibi* (« Parti de la défense » du clan arabe des Nashashibi, que soutient la Grande-Bretagne)*, c'est à qui portera les coups les plus durs aux insurgés avec la bénédiction des Etats arabes probritanniques et des clans palestiniens. Le mouvement arabe palestinien ne se remettra pas avant longtemps des milliers de morts, des innombrables emprisonnés et déportés, des partis et des syndicats disloqués »* (*Palestine 1947, un partage avorté,* A. Gresh et D. Vidai, p. 55).

L'« ordre » ne sera rétabli qu'en 1939. A la veille de la Deuxième Guerre mondiale, le discours d'ouverture du congrès panarabe en Syrie, qui dit : *« La Grande-Bretagne doit changer sa politique en Palestine, ou nous serons libres de nous ranger aux côtés d'autres puissances européennes dont les politiques lui sont contraires »,* sonne aux oreilles des dirigeants britanniques. Londres publie le 17 mai 1939 son dernier Livre blanc : indépendance de la Palestine (non partagée) au bout de dix ans, limitation de l'immigration juive à 75 000 personnes par an. Les Arabes rejettent l'accord, tandis que Ben Gourion dénonce la *« plus grande trahison ».*

C'est après l'arrêt des armées nazies à El Alamein, en 1942, puis le tournant que représente Stalingrad en 1943, que la question palestinienne revient à l'ordre du jour pour les Britanniques. De nouveau se trouve posée la question de la partition de la Palestine entre un Etat juif, des zones arabes à rattacher à la Transjordanie de l'émir Abdallah, fidèle des Britanniques, qui dirige son armée et son Etat, et une zone autour de Jérusalem sous contrôle britannique.

A l'issue de la guerre, en 1945, le Labour Party remporte les élections. Sept mois avant, lors de leur conférence nationale, les travaillistes prônaient la levée des mesures limitant l'immigration juive, ils proposaient d'encourager les Arabes *« au départ au fur et à mesure que les juifs s'installent ».* Les partis « socialistes » de la IIe Internationale vont jouer ainsi un rôle non négligeable dans le développement

de la colonisation sioniste. Nombre de dirigeants sionistes sont d'ailleurs membres de l'Internationale socialiste.

Dans tout le Proche et Moyen-Orient, en découpant et en divisant les peuples entre juifs et Arabes, et parmi les Arabes entre chrétiens et musulmans, l'impérialisme chercher à maintenir son contrôle.

Une fois au pouvoir, sous l'impulsion de Bevin, secrétaire au Foreign Office, le gouvernement travailliste assouplira quelque peu les règles édictées par le Livre blanc, sans pour autant satisfaire aux demandes des sionistes, qui vont s'engager dans des actions terroristes contre les troupes britanniques.

Le débarquement d'un contingent français en mai 1945 à Beyrouth provoqua des émeutes à Alep le 29 mai ; les troupes bombardaient Hons, Hamas, Damas. Devant cette situation, le Foreign Office fit pression avec le soutien des Etats-Unis, et la France dut évacuer en 1946 le Liban et la Syrie.

Mais les germes de la discorde semés par la France allaient perdurer : le Liban allait vivre depuis sous un régime confessionnel fondé sur le maintien des fiefs locaux des grands propriétaires chrétiens et musulmans (cette couche de moins de 20 % de la population avec leurs clans concentre alors 80 % des revenus du pays).

Au cours des années 1945-1947, une vaste action ouvrière se développe en Egypte. En janvier 1946, 7 000 ouvriers du textile déclenchent une grève au Caire, qui s'étend au cours des semaines suivantes, avec l'apparition des comités ouvriers qui lancent un appel à la grève générale que doit appuyer la direction syndicale.

Dès 1946, en mai, vague de grèves chez les cheminots, suivie d'une grève générale contre la venue de la commission anglo-américaine d'enquête en Palestine, grève de solidarité des travailleurs de l'Iraq Petroleum avec la grève des travailleurs iraniens d'Abadan. En novembre 1946, l'anniversaire de la déclaration Balfour donne lieu à une nouvelle grève générale. L'agitation se poursuit en 1947 dans le port de Basra, culminant dans des protestations massives contre le projet de maintien des bases britanniques.

> *« Un rapport gouvernemental d'octobre 1945 rappelle que le Moyen-Orient est une région vitale pour les Britanniques. En raison du pétrole tout d'abord. Entre 1939 et 1948, la part de la région dans la production mondiale d'or noir grimpe d'un huitième à un quart. De surcroît, le Moyen-Orient, en raison du canal de Suez et des bases militaires de la Méditerranée orientale, représente un point nodal dans tout le système de communication de l'empire... Jamais l'autorité de la superbe Albion ne parut aussi grande... Trompeuses apparences. En principe, l'Irak et l'Egypte constituent des Etats indépendants – la Transjordanie accédera au même statut au printemps 1946. Or un mouvement nationaliste en plein essor conteste vigoureusement les traités qui les lient à leur suzerain britannique. Seuls Chypre et la Palestine subissent le contrôle total de la métropole. De cette conjoncture, l'Etat britannique tire un double enseignement. L'avenir dépend de la coopération des Etats arabes, dont il faut se ménager les bonnes grâces, de même qu'il convient de ne pas les déstabiliser par une politique trop favorable aux sionistes. Ensuite, il importe de conserver la mainmise sur la Palestine, territoire de repli en cas de troubles graves en Egypte ou ailleurs »* (*Palestine 1947, un partage avorté,* p. 63).

Mais, à l'issue de la Deuxième Guerre mondiale, la prédominance américaine s'exprime pleinement. En août 1945, les Etats-Unis interrompent brutalement le « prêt bail » par lequel ils contribuaient à l'effort de guerre. La présence d'un million et demi de soldats britanniques sous les drapeaux est intenable. Les Etats-Unis conditionnent un prêt pendant l'été 1946 à la mise en œuvre d'une politique d'austérité.

Dès la conférence des alliés à Potsdam, en juillet 1945, Truman, nouveau président américain, demande à Churchill, encore Premier ministre, la levée de la restriction à l'immigration juive en Palestine. Dès 1942, Washington avait pris une part

importante à l'organisme de coordination du développement économique du Moyen-Orient mis en place par la Grande-Bretagne.

Dans cette région, les Etats-Unis furent longtemps absents. Ce sont les compagnies pétrolières américaines qui introduiront leur pays au Proche-Orient. Prise de participation de 25 % dans l'Irak Petroleum, contrôle à Bahrein, Arabie Saoudite. La part des Etats-Unis dans la production d'hydrocarbures au Moyen-Orient passera de 13,9 % en 1938 à 55 % en 1948.

C'est là le point de départ de l'intervention américaine. Une première commission anglo-américaine sur la Palestine est constituée, dont les travaux sont acceptés par la Grande-Bretagne, mais rejetés par Truman. *« Nous ne pouvons pas faire sans »,* déclare Attlee, Premier ministre britannique, parlant du prêt financier qu'il négocie avec les Etats-Unis. De nouveau, une commission anglo-américaine se met en place, ses travaux sont discutés au Parlement durant les jours qui suivent l'explosion du siège de l'administration britannique en Palestine – attentat dû à l'Irgoun et qui a provoqué la mort de cent personnes. Le gouvernement britannique rejette la proposition des militaires d'une guerre totale contre les sionistes et propose un nouveau plan de partition sous son contrôle. De nouveau, Truman le rejette.

En cette fin d'année 1946, Londres s'apprête à annoncer son départ des Indes ; les négociations sur le retrait de l'Egypte ont échoué ; des émeutes ont eu lieu au Caire et à Alexandrie, contraignant le roi Farouk à rejeter le protocole d'accord avec la Grande-Bretagne, tandis que, pendant l'hiver 1947, la Grande-Bretagne subit des pénuries de vivres et de charbon. L'empire est au bord de la faillite ; dans une déclaration au Parlement, Bevin, à propos de la Palestine, déclare : *« Nous avons décidé de demander aux Nations unies de préconiser un règlement. »* La Grande-Bretagne cédait aux Etats-Unis.

L'ONU ORGANISE LA PARTITION

Le génocide perpétré pendant la Deuxième Guerre mondiale par le nazisme – 6 millions de personnes assassinées –, expression de ce que l'impérialisme signifie pour l'humanité, décime les populations juives d'Europe et pousse au départ les centaines de milliers de survivants. Le génocide a été accompli dans l'indifférence et le silence de tous les belligérants, des impérialismes comme de l'URSS. Et aucun Etat n'ouvre ses frontières aux persécutés.

La IVe Internationale engagea une campagne internationale avant-guerre à propos des juifs allemands et à la fin de la guerre pour l'ouverture des frontières aux juifs quittant l'Europe, et notamment aux Etats-Unis et en Australie, avec des meetings, des manifestations.

A la fin de la Deuxième Guerre mondiale, qui voit une montée révolutionnaire, les accords de Yalta entre l'impérialisme et le Kremlin visent à préserver, contre la volonté des masses, la domination de l'impérialisme. Ils entendent maintenir la domination sur les peuples coloniaux et avivent aussi les problèmes nationaux en Europe. Des déplacements massifs de populations en sont les conséquences. Dans ce chaos européen, l'impérialisme, qui, pour ses projets au Moyen-Orient, a besoin du sionisme, canalise ces centaines de milliers de réfugiés, sortant d'une des pages les plus sombres de l'histoire européenne, vers la Palestine, se débarrassant en outre à bon prix de toute responsabilité dans le massacre nazi pour les utiliser comme rempart contre les peuples du Moyen-Orient.

Alors que se désintégrait l'édifice colonial des impérialismes français et britannique, et que la résistance et les luttes des peuples se développaient, l'impérialisme américain se trouvait placé dans la situation de devoir inaugurer au plus vite son rôle d'impérialisme le plus puissant. Successivement, le sultan turc et son allié le Kaiser Wilhelm II, puis les Britanniques, jouèrent des sionistes pour assurer leur domination. La nouvelle situation qui s'ouvre au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, l'ordre de Yalta, avec la nouvelle place des Etats-Unis à l'échelle

mondiale, permirent de concert avec le Kremlin la création « légale » d'Israël par un vote de l'ONU. S'étant soumis d'emblée aux exigences de l'impérialisme, les dirigeants sionistes donnèrent au mouvement sioniste longtemps minoritaire chez les juifs une perspective nouvelle avec la création d'un appareil d'Etat, basé sur l'appui de l'impérialisme américain, charpentant la réalité du sionisme comme une force au compte de la défense des intérêts impérialistes dans la région.

Devant l'effondrement de la domination britannique au Moyen-Orient, la volonté de s'émanciper, devant l'incapacité des potentats arabes de stabiliser la situation dans cette région stratégique, l'impérialisme américain doit trouver la « relève » pour occuper la position que la Grande-Bretagne doit abandonner. Le sionisme devra pour cela être structuré sous la forme d'une armée, d'un Etat, et non plus de simples colons armés, disposant même d'une milice, afin de pouvoir contrecarrer toute remise en cause de l'« ordre » dans la région.

Il faut donc, pour l'impérialisme, à la fois s'appuyer sur les dirigeants arabes, à qui l'on découpe artificiellement des Etats, mais dont la fragilité est manifeste face au mouvement des masses, et d'autre part sur un Etat, tête de pont directe de l'impérialisme.

L'Etat d'Israël ne naît donc pas d'un développement national aboutissant à la constitution d'un Etat, mais d'une décision de l'ONU, sous l'égide des Etats-Unis et du Kremlin.

Le 14 mai 1947, A. Gromyko, à la tribune de l'ONU, se prononce pour un *« Etat judéo-arabe unique avec droits égaux pour les juifs et les Arabes »,* mais il précise :

> *« S'il se trouvait que cette solution fût irréalisable en raison des relations de plus en plus tendues entre juifs et Arabes (...), il faudrait alors étudier une deuxième solution (...), qui prévoit le partage en deux Etats indépendants, un Etat juif et un Etat arabe. »*

Après les tergiversations des Britanniques au sujet de la fin de leur mandat sur la Palestine, à une majorité des 2/3 (dont la France, qui s'était abstenue dans un premier temps et changera son vote sous la pression américaine), les délégués de l'ONU décident la partition le 29 novembre 1947.

Dès le 30 novembre, débutent des affrontements entre sionistes et Arabes. La Ligue arabe monte une armée. Mais le désaccord persiste : le Caire se prononce contre une intervention militaire, Amman contre un gouvernement palestinien, et veut, contre l'avis de l'Egypte et de la Syrie, annexer les parties arabes à la Transjordanie. (Quelques jours plus tôt, le 17 novembre 1947, dix jours avant le vote de l'ONU, Abdallah, émir de Transjordanie, a un rendez-vous secret avec Golda Meir, nouveau chef politique de l'Agence juive, pour *« une partition qui ne l'humilierait pas aux yeux du monde arabe ».*)

Les Britanniques passent un accord avec l'émir Abdallah, par l'entremise de Glubb Pacha, chef de la Légion arabe armée de Transjordanie (et qui n'est autre que John Glubb, un militaire britannique), pour l'assurer de l'intérêt de la Grande-Bretagne pour l'annexion par Amman des territoires arabes de Palestine après la partition.

Les combats s'étendent à l'ensemble de la Palestine, non sous la forme d'un conflit traditionnel, mais de guerre, de guérilla. En novembre 1947, le Parti communiste, jusqu'alors antisioniste, change son appellation en Parti communiste d'Eretz Israël (Grand Israël). Le 19 décembre 1947, un accord d'armement entre les dirigeants sionistes et le Kremlin est ratifié, et en janvier 1948 par Moshe Shertok et A. Gromyko à New York. La Tchécoslovaquie est chargée de livrer l'armement aux milices sionistes (sur les 19 millions de dollars dépensés pour l'armement des sionistes, 11 d'entre eux iront à la Tchécoslovaquie). 100 millions de dollars sont collectés en deux ans aux Etats-Unis pour financer l'effort de guerre.

Dès avril 1948, la Haganah passe à l'offensive, s'attaquant à plusieurs villages. Avec le feu vert de la Haganah, sa rivale « de droite », l'Irgoun, s'attaque au village

de Deir Yassin en abattant de sang-froid 250 habitants, principalement des femmes et des enfants, après la conquête du village. Le massacre et la propagande dont ce village font l'objet poussent à l'exode les Palestiniens : plus de 350 000 abandonnent leur foyer avant le 1er juin. (On lira l'effroyable récit sur la base des témoignages qu'en fait Ralph Schoenman au chapitre IV de son livre.)

Plusieurs régions sont ainsi conquises. Fin avril, des officiers de la Hagana et de la Légion arabe de Transjordanie s'entendent pour éviter des affrontements entre eux. Golda Meir rencontre le 10 mai le roi Abdallah et, dans une lettre Ben Gourion, écrit :

> *« Notre entrevue fut amicale. Il paraissait soucieux. Il n'a pas nié nos rencontres et nos accords précédents, qu'il prendrait le contrôle de la partie arabe, mais aujourd'hui il est un parmi les cinq pays arabes. »*

En butte à la pression de l'opinion publique, submergé par le flot des réfugiés, l'émir tergiverse pour aller plus loin dans l'accord avec les sionistes.

Avec l'accord des Etats-Unis (le 23 avril, par télégramme, Truman a annoncé qu'il reconnaîtrait l'Etat aussitôt proclamé), les dirigeants sionistes proclament le 14 mai 1948 :

> *« En vertu du droit naturel du peuple juif et de la résolution des Nations unies, nous proclamons la création de l'Etat juif de Palestine, qui prendra le nom d'Israël. »*

L'Etat est reconnu par les Etats-Unis, l'URSS, etc.

Le 15 mai 1948, la première guerre commence : les hommes du major Glubb, la Légion arabe, attaquent.

Au même moment, l'émir Abdallah reçoit un message du président syrien de retarder l'invasion. L'émir Abdallah a par ailleurs modifié le plan de bataille la veille pour se concentrer sur une opération plus limitée visant Jérusalem et la Palestine centrale (bref, les « territoires arabes » de la partition), car *« le roi Abdallah, lui, travaille sur des plans qui ne varient pas d'un iota : seules évoluent les conditions de leur réalisation. Misant un temps sur une entente avec les sionistes, il se résigne à la guerre pour des raisons régionales et internes, pas pour "effacer" le partage de la Palestine, mais pour le remodeler à sa guise : le roi brûle d'annexer la partie de la Palestine attribuée par l'ONU à l'Etat arabe, si possible le Neguev et surtout Jérusalem, Londres avalise. A défaut d'un arrangement à l'amiable, elle forme des vœux pour la capture par ses alliés d'une partie de la Palestine, notamment le Neguev »* (*Palestine 47,* page 47).

Sous la pression américaine et les menaces de plus en plus directes à l'égard de la Grande-Bretagne, celle-ci, en mai-juin, va cesser de livrer les armes à la Transjordanie, puis va aller jusqu'à suspendre la livraison de ces 500 000 livres trimestrielles à Abdallah pour le contraindre à accepter le cessez-le-feu.

Tandis que les combats s'éternisent et s'équilibrent – on est loin des guerres éclairs –, à l'ONU, les Etats-Unis se prononcent pour un cessez-le-feu assorti de sanctions. Le 28 mai, Austin, le représentant américain, dénonce les Etats arabes *« qui violent la loi internationale »,* tandis que le lendemain, Gromyko dénonce *« une suite d'opérations militaires déclenchées par un groupe de puissances contre l'Etat juif ».*

« Si l'armée israélienne, une semaine après l'invasion, saute sur la proposition de cessez-le-feu, c'est que la mêlée tourne mal pour elle. Elle redoute que ses fronts déjà entamés ne craquent complètement (...). Les armées arabes, au contraire, se sentent à la même époque le vent en poupe (...). Si Américains et Soviétiques se contentent de cette trêve, leurs ambitions vont bien au-delà : c'est que les uns et les autres examinent la guerre en cours à travers la présence de leur stratégie proche-orientale et mondiale » (*Palestine 47,* pp. 179-180).

Une nouvelle commission de l'ONU, dirigée par le Suédois Bernadotte, rend ses conclusions le 27 juin : remodelage du plan de partition : plus d'Etat arabe, Jéru-

salem, le Neguev et les territoires arabes de Palestine seront remis à la Transjordanie d'Abdallah, et la Galilée occidentale à Israël. La politique des dirigeants arabes, potentats féodaux bourgeois, n'est en rien guidée par la « cause palestinienne », mais par la défense de leurs propres intérêts, c'est-à-dire la préservation de l'ordre impérialiste dont ils dépendent. A travers la guerre, ils ne cherchent qu'à remodeler à leur avantage la partition contre les sionistes, en qui ils voient leurs concurrents directs et menaçants comme mercenaires de l'impérialisme.

Durant la trêve, de nouveaux armements – notamment des avions – sont livrés à Israël (Messerchmitt pris à l'armée allemande par Prague), l'armée israélienne passe à l'attaque le 9 juillet 1948. Cette fois-ci, elle aligne 75 000 soldats contre les 40 000 des Etats arabes.

Retirée du premier front, la Légion arabe de Transjordanie s'est concentrée sur la défense de Jérusalem, facilitant l'avance éclair de l'armée israélienne, qu'elle ne bloquera qu'à Jérusalem, défendant ainsi les positions d'Abdallah.

Accordée par l'ONU à l'Etat arabe, Israël intègre la Galilée centrale. Lorsque la trêve survient à nouveau, les Arabes ne détiennent plus que 330 km^2 de l'Etat juif version ONU, plus le Neguev. Sur son territoire original, Israël occupe 201 des 219 villages arabes et possède 1 300 km de territoires arabes, 3 grandes villes et 112 villages.

A l'occasion de la deuxième trêve, le médiateur de l'ONU, Bernadotte, recommande le rattachement de la Galilée à Israël, en échange du Neguev, et précise : *« Il existe des motifs impérieux de fusionner les territoires arabes de la Palestine et la Transjordanie. »* Britanniques et Transjordaniens acceptent, Egyptiens et Israéliens refusent. Les responsables sionistes demandent la fin de la mission. Le 17 septembre, deux militaires israéliens en uniforme immobilisent la voiture de Bernadotte et l'abattent à bout portant.

Le 15 octobre, l'armée israélienne lance une nouvelle offensive, utilisant notamment massivement sa suprématie aérienne nouvellement acquise grâce aux livraisons tchèques d'avions de l'armée allemande vaincue.

A l'heure de l'armistice, les chiffres pour les Palestiniens sont de 15 000 morts, 800 000 exilés. Leur « Etat » version ONU est dépecé : la Galilée à Israël, la Cisjordanie à Abdallah, la bande de Gaza conserve une certaine « autonomie », mais sous tutelle de l'Egypte.

Israël occupe alors un tiers de territoire en plus de ceux prévus dans le plan de partage de l'ONU. Les Etats-Unis accordent un prêt de dix millions de dollars à Israël, tandis que *« le bloc de l'Est s'est tenu fermement à nos côtés. Au Conseil de sécurité, les Russes agissent comme s'ils étaient nos émissaires »,* ainsi que s'en félicite Sherlok, ministre israélien des Affaires étrangères.

Egyptiens et Israéliens signent un premier armistice le 23 février 1949, un mois après avec le Liban, puis le 20 juillet 1949 avec le nouveau gouvernement militaire syrien. Le véritable partage entre Tel Aviv et Amman sur le dos des Palestiniens commence.

> *« Tout est prêt pour un accord israélo-hachémite préparé de longue date par les conversations secrètes du roi avec les représentants de l'Agence juive, mais aussi par l'entente sur le terrain durant les derniers mois. Aussi, durant l'opération israélienne contre l'Egypte en octobre, la "légion arabe" cantonne l'arme au pied. La création à Gaza, le 23 septembre, d'un* "gouvernement de toute la Palestine", *puis l'élection du mufti comme président du Conseil national ont assombri les relations entre les deux pays arabes. En riposte, le souverain hachémite convoque le 2 octobre, à Amman, un congrès palestinien. Les dirigeants arabes jouent du mouvement national palestinien broyé sur le terrain (...). Il* (Abdallah) *reçoit à plusieurs reprises une délégation israélienne.*
>
> *En échange de modifications dans la région de Hébron, l'Etat juif reçoit une bande de territoire de 3 km de large sur 90 km de long pour garantir les communications entre le centre du pays et la Galilée. La nouvelle frontière dissocie*

de nombreux villages arabes de leurs terres (...). Enfin, le point le plus marquant, bien que gardé secret : le feu vert donné à l'annexion par Amman de la Cisjordanie » (*Palestine 47,* pp. 196-197).

Ce qui sera réalisé le 24 avril 1950.

Dans l'« Etat juif » dessiné par l'ONU, on compte 219 villages et 4 villes arabes. Au 1er juin 1948, 180 de ces villages ont été évacués et 240 000 Arabes ont dû partir. A quoi s'ajoutent les 152 000 partis de 70 villages et de 3 villes (Jaffa, Jenin et Acre) de l'« Etat arabe » passé sous contrôle de la Haganah.

Les chiffres officiels de l'ONU parlent de *« 381 000 personnes déplacées ».* En réalité, la sauvagerie des combats, la barbarie de l'action des milices sionistes, comme au village de Deir Yassin, provoquent la fuite de centaines de milliers de Palestiniens.

Avec la création de l'Etat d'Israël, cela devient une stratégie délibérée d'expulsion : 300 000 Palestiniens sont à nouveau chassés. Quant aux Palestiniens restés dans les zones sous contrôle d'Israël, durant l'été 1948, l'armée leur interdit toute récolte. Cela pousse les paysans de Galilée et du Neguev à fuir. A Haïfa, où demeurent plus que 3 000 Arabes chrétiens, l'armée procède à un regroupement que la municipalité juive de la ville va elle-même dénoncer comme la création d'un « ghetto ».

Ces violences sont telles que A. Cizling, dirigeant sioniste « de gauche », membre du Mapam, protestera le 17 novembre au Conseil des ministres : *« Maintenant, des juifs se conduisent comme des nazis et mon être entier est ébranlé. »* Il ne s'agit là que de phrases, la répression s'abat sauvagement.

Après l'armistice, au médiateur de l'ONU qui suggère le « retour » pour une fraction des Palestiniens, les dirigeants sionistes répondent par la négative. Une résolution du Conseil de sécurité propose hypocritement d'organiser ce « retour » que l'Etat d'Israël n'appliquera pas.

Malik, le délégué de l'URSS au Conseil de sécurité, estime qu'une *« étude prolongée de la question palestinienne aux Nations unies nous donne toutes raisons de croire que la culpabilité et la responsabilité pour toutes les privations et souffrances des réfugiés arabes reviennent au gouvernement du Royaume-Uni et aux autorités militaires britanniques au Proche-Orient ».* Pour Moscou, derrière le « radicalisme » antibritannique, Israël et les Etats-Unis sont hors de cause.

L'arrivée massive d'immigrants juifs – 350 000 entre le 15 mai 1948 et la fin 1949 – pousse à l'expulsion des Arabes. Une loi sur les « propriétés abandonnées » rend possible la saisie des biens de toute personne absente.

Mais entre les derniers mois de 1948 et le début de 1949, 50 000 Arabes regagnent envers et contre tout leur foyer.

En septembre, 170 000 Arabes demeurent citoyens israéliens de deuxième zone, soumis jusqu'en 1965 à un contrôle militaire. Les autres, près d'un million, vivront en Cisjordanie et Gaza, en Jordanie, au Liban ou en Syrie, dans de misérables camps.

Affiche (hébreu, arabe, français) :
"Pour le droit au retour des réfugiés palestiniens.
Pour un seul Etat sur le territoire historique de la Palestine."

D2 • Notes sur la question agraire et la question nationale en Palestine (1)

DANS un monde dominé par l'impérialisme, où l'avenir de l'humanité continue de buter sur l'alternative socialisme ou barbarie, la question palestinienne est très certainement l'une des plus essentielles. Cela s'explique par le fait que les intérêts des grandes puissances, et plus particulièrement ceux de l'impérialisme américain, ne peuvent accepter de solutions positives à la résistance nationale du peuple palestinien, susceptible qu'elle est d'attenter à l'oppression-exploitation impérialiste. Cette résistance conduit nécessairement à une remise en cause de l'oppression et de l'exploitation impérialiste dans tout le Moyen-Orient et au-delà. En effet, l'Etat d'Israël demeure la clé de voûte de l'ensemble de l'ordre contre-révolutionnaire mis en place dans cette région à l'issue de la Deuxième Guerre mondiale. Question éminemment complexe, qui combine et intègre l'oppression de l'Etat compradore israélien, qui se présente frauduleusement comme la solution à la question juive.

1. Pour les Palestiniens, la guerre de partition de 1948 est une « catastrophe » nationale, appelée Nakba en arabe, pendant laquelle entre 730 000 et 800 000 habitants (selon les estimations) ont été expulsés de leurs villes et villages, soit plus de la moitié de la population palestinienne totale de l'époque. Le peuple palestinien est la seule composante de la Palestine à être sous le joug de l'impérialisme, tandis que l'Etat hébreu en est la main-d'œuvre exécutante. En effet, le peuplement sioniste (Yishouv) d'avant 1948 et l'Etat d'Israël sont le produit d'une entreprise coloniale ne disposant pas de racines locales. De cette sorte, ils ne pouvaient que devenir des satellites de telle ou telle puissance impérialiste, qui les intégrerait à son dispositif régional. L'Etat d'Israël est donc, en tant qu'Etat, la plate-forme militaire de la pénétration impérialiste au Moyen-Orient. C'est un Etat compradore. Pour autant, les populations juives, auxquelles le sionisme a fait croire qu'elles allaient échapper à tout ce que l'holocauste (expression aiguë de la barbarie inhérente à l'ère impérialiste) a représenté d'horreurs, ont constitué l'Etat hébreu comme un vaste ghetto. L'Etat israélien est ainsi intrinsèquement inséré dans le dispositif de l'impérialisme, qui fait également subir aux populations juives la décomposition croissante qui frappe tous les peuples.

2. On compte aujourd'hui entre 5 et 6 millions de réfugiés palestiniens, soit un tiers de la population totale des réfugiés dans le monde. Leur existence à travers le maintien de la revendication démocratique du droit au retour constitue le facteur primordial de libération des peuples du Proche et Moyen-Orient du système d'oppression du capitalisme financier pourrissant.

3. La partition de la Palestine n'a pas seulement disloqué la terre palestinienne, mais a également déstructuré le prolétariat qui était en train de se constituer sous domination coloniale, le séparant en deux parties, arabe et juive, dressées l'une

(1) Article de François Lazar, *La Vérité,* n° 52, octobre 2006.

contre l'autre. C'est dans le combat, tant de la composante arabe que de la composante juive, contre la partition, pointe avancée de la politique de l'impérialisme au Moyen-Orient, et dans la période précédente de la bureaucratie du Kremlin, que s'expriment les rapports de classes entre exploiteurs et exploités. La partition, l'orientation des deux Etats sont les éléments de la contre-révolution à laquelle s'oppose le mouvement des expropriés pour la reconquête de leurs droits.

L'Etat hébreu s'est constitué sur la base d'une immense expropriation et d'une politique systématique, calculée, organisée, de « purification ethnique ». Il convient de revenir sur le contenu et le processus de l'expropriation du peuple palestinien.

4. En 1946, il y avait onze villes avec une population dépassant les 10 000 habitants en Palestine. Trois avaient une population arabe d'environ 70 000 personnes : Jaffa, Haïfa et Jérusalem. On y trouvait des commerces, des banques, des industries, des moyens de transport développés, mais aussi (également dans des villes plus petites comme Tsfat, Tibériade, Beit Shean, Acre, Lod, Ramleh) une vie culturelle développée, des organisations de jeunes, de femmes, des journaux, des clubs sportifs… La plupart des villes arabes ont été conquises et « purifiées » avant le 15 mai 1948 (date officielle de la fin de la guerre dite d'indépendance). A ce moment, seulement 5 % de la population d'origine restaient sur place. La ville de Nazareth est restée intacte en raison de son importance symbolique pour les chrétiens du monde entier. Dès cette date, Nazareth s'est trouvée très largement surpeuplée en raison de l'arrivée massive de réfugiés des zones rurales avoisinantes (qui deviendront des présents-absents, des déplacés de l'intérieur). C'est en 1950 que les derniers habitants d'Al Majdal seront expulsés quelques kilomètres plus au sud, à Gaza. La ville d'Ashkelon sera entièrement construite sur ses ruines.

5. La population arabe de l'intérieur est confinée dans les mêmes lieux depuis 1948, sans possibilité de déménager ou d'agrandir son logement. Environ 5,5 millions de juifs sont autorisés à vivre où ils veulent dans le territoire, alors que 1,2 million de « citoyens » arabes sont relégués sur 3,5 % du même territoire.

Le Fonds national juif (FNJ), qui a des bureaux dans le monde entier, collecte les dons (détaxés) des sionistes dans les différents pays du monde, depuis plus de cent ans, pour acheter des terres en Palestine. Au cours de ces cinquante premières années d'existence, le FNJ n'est parvenu à acheter qu'environ un million de dunum, environ 4 % du territoire (1 000 dunum = 1 km^2). Au moment du plan de partition de 1947, les sionistes détenaient 7 % du territoire, soit à titre privé, soit comme des « terres nationales » détenues par le FNJ.

Aujourd'hui, les fonds collectés sont utilisés pour des « projets de développement » généralement sur des terres illégalement prises aux Palestiniens devenus réfugiés, voire citoyens israéliens. La constitution de l'Etat d'Israël, au terme de la guerre de 1948, laquelle a été une opération de rapine où l'Etat d'Israël et le royaume transjordanien se sont partagé l'espace attribué à l'Etat palestinien par l'ONU, a signifié l'occupation de 55 % des territoires attribués par l'ONU à l'Etat palestinien et le transfert de 70 % des Palestiniens hors de leurs terres. Sur un total de 13 millions de dunum – une superficie dix fois plus étendue que ce que possédaient les sionistes avant la guerre –, plus de la moitié, soit 6 705 567 dunum de terres cultivées, ont été volés avec leurs récoltes. Dès le début, l'Etat d'Israël a développé un ensemble de lois sophistiquées destinées à une future « récupération » de terres de non-juifs. L'infrastructure légale a été étayée par une série de lois d'urgence, restreignant les libertés des citoyens, et dirigées de fait contre la population palestinienne arabe de l'intérieur. La plupart de ces réglementations étaient des lois coloniales britanniques, que les juristes sionistes avaient eux-mêmes, avant la fin de la période du mandat, qualifiées de *« pires que les lois nazies »*.

6. La partition de 1948 ne représente pas seulement l'acte de confiscation de la terre palestinienne, mais aussi le vol de leurs propriétés : environ 700 villes et villages arabes, avec leurs terres, leurs maisons et leurs dépendances, sont passés aux mains de l'Etat sioniste. A cela, il faut ajouter 6 700 km² de terre cultivée et non cultivée, 7 800 bureaux, échoppes, entrepôts et usines – représentant au total une valeur de 3 à 4 milliards de livres sterling – au cours de l'année 1948 ; cette somme est cinquante fois plus importante que le transfert massif de richesses qui a inondé la Palestine entre 1933 et 1939, et qui a permis de réunir les bases du développement d'une bourgeoisie compradore sioniste. Un tiers des immigrants juifs du début des années 1950 ont été logés dans des maisons arabes, et, sur les 370 colonies construites après 1948, 350 se sont établies sur des terres arabes volées. Au début des années 1950, environ 10 % des revenus du commerce extérieur israélien provenaient de l'exportation des agrumes de vergers palestiniens « abandonnés ». Tandis que 1 % de la terre était restée entre les mains des Arabes, 80 % des terres des kibboutz, villages, villes et municipalités provenaient du vol de la terre arabe. Le vol de la propriété continue depuis 1948 à travers des lois foncières discriminatoires telles que la loi dite des « absents-présents », exigeant que les Palestiniens fournissent la preuve de leur propriété sans interruption de leurs terres, ainsi que la confiscation des « terres non cultivées ».

La loi de 1950 sur les propriétaires absents (fondée sur les législations d'urgence concernant les propriétaires absents), qui a exproprié les terres de ceux que l'on a qualifiés d'absents (c'est-à-dire les Arabes expulsés, auxquels il était interdit de revenir), ne concerne que le secteur arabe, bien qu'en apparence elle exproprie les terres de tous les habitants absents de leur domicile ou du territoire souverain d'Israël au 1er septembre 1948. Ainsi, les Palestiniens qui ont fui ou qui ont été expulsés des zones de combat, ou qui ont déménagé temporairement vers un village voisin, sont devenus des absents sans propriété. Cela incluait les habitants palestiniens des quelques zones en Galilée ou de « la région du Triangle » qui n'avaient pas encore été annexées par l'Etat sioniste à la suite de ses accords avec la Transjordanie (accord Ben Gourion-Abdallah Ier, où le premier reconnaissait la suzeraineté transjordanienne sur la Cisjordanie et Jérusalem-Est moyennant la cession par le second du Petit Triangle). Cependant, les juifs irakiens, qui avaient investi dans la terre avant la constitution de l'Etat d'Israël, et qui, à la date indiquée, résidaient en « territoire ennemi », n'ont pas perdu leurs propriétés. La même chose est arrivée aux juifs résidant dans la zone de Goush Etzion (en Cisjordanie), qui se sont retrouvés prisonniers des Jordaniens. Pour déclarer les terres propriété d'Etat, le Conservatoire légal des biens vacants a été obligé de déclarer absents leurs propriétaires, mais, pour ce qui est de la propriété juive, ce conservatoire n'a pas agi de même. Cette loi a créé le statut paradoxal d'« absent-présent », c'est-à-dire des Palestiniens qui sont physiquement présents en tant que « citoyens israéliens », mais absents par rapport à leurs terres, qui ont été déclarées « terres d'Etat ». Ces terres ont été transférées à l'Autorité d'Etat pour le développement (selon la loi de 1950 sur le développement-transfert de la propriété), et plus tard à l'administration agraire d'Israël, qui les gère conformément à la réglementation du FNJ (organisation qui relève du mouvement sioniste mondial), qui interdit la vente ou la location de terres aux non-juifs, même si le FNJ ne possède que 17 % des terres d'Etat. La loi sur l'acquisition des propriétés d'absents a réquisitionné 2 millions de dunum, les transformant en « terres d'Etat ».

C'est la loi de 1953 sur l'acquisition agraire qui a légalisé le vol de ces terres, déjà distribuées aux kibboutz, aux moshavs et aux associations pour le logement. Cette loi a rendu permanentes et légales les expropriations temporaires de terres. La justification légale de tout cela était la déclaration selon laquelle « *toutes les terres qui, à la date donnée du 1er avril 1952, n'étaient pas entre les mains de leurs propriétaires légitimes, et toutes les terres qui, depuis la constitution de l'Etat, ont été utilisées par les autorités à des fins de développement, de colonisation ou de sécurité,*

seront transférées au gouvernement d'Israël » (les termes de « développement », de « colonisation » et de « sécurité » sont des termes racistes applicables aux seuls juifs).

La loi de 1953 a permis à l'Etat hébreu de prendre le contrôle de 1,2 million de dunum supplémentaires, ne laissant que 1,8 million de dunum aux mains des « citoyens palestiniens d'Israël », mais pas pour longtemps. Au cours de l'année suivante, plus de la moitié de ces terres ont été expropriées pour « israéliser la Galilée », c'est-à-dire en faire une terre sioniste et créer des réserves de Bédouins dans le désert du Néguev. Aujourd'hui, les Palestiniens de l'intérieur possèdent moins de 800 000 dunum (sur une superficie totale de 20 millions de dunum).

7. Aujourd'hui (chiffres 2004-2005), en Cisjordanie, occupée militairement par Israël depuis 1967, les Palestiniens sont cantonnés dans 65 villes et villages sans continuité géographique, découpés par quelque 140 colonies israéliennes (400 000 colons, Jérusalem inclus), avec leurs propres réseaux routiers interdits aux Palestiniens. L'Etat d'Israël utilise 75 % des réserves aquifères des territoires occupés. Les 400 000 colons y consomment dix-sept fois plus d'eau que les 3 millions de Palestiniens (chiffre incluant le territoire de la bande de Gaza).

Le mur sépare scientifiquement les réserves d'eau de leurs utilisateurs palestiniens. Plus de 280 000 arbres de culture (oliviers, citronniers…) ont été arrachés, notamment sur le passage du mur, ainsi que 4 000 habitations détruites. Plus de 2 000 hectares de terres agricoles ont été expropriés pour la construction de colonies ou rasés à des fins militaires. La consommation d'eau par habitant pour les Palestiniens de Cisjordanie est seulement de 70 litres par personne, alors que, dans l'Etat d'Israël, on utilise 350 litres par jour en moyenne pour chaque habitant défini comme juif. En 1997, selon le journaliste B. Michael (Yediot Aharonot), chaque Israélien disposait de 4,2 dunum à l'intérieur d'Israël proprement dit, contre à peine 0,7 dunam pour chaque « citoyen palestinien ». Plus de 70 % des terres de la Cisjordanie ont été qualifiées de « terres d'Etat », attribuées uniquement à des individus définis comme juifs (les colons) et aux bases militaires. Les estimations actuelles, dans la perspective lancée par Ehoud Olmert de fixer des frontières définitives à l'Etat hébreu, parlent de transférer à l'Autorité palestinienne environ 30 % du territoire de Cisjordanie (moins de 10 % du territoire historique), de sorte que les bantoustans palestiniens ne comprendront qu'un peu plus de 2 millions de dunum. En fait, en Cisjordanie, comme dans l'Etat d'Israël, il y a 0,7 dunam par habitant palestinien, moins d'un sixième de la superficie individuelle de chaque juif.

L'existence de l'Etat d'Israël est inséparable de la forme qu'a prise sa constitution : l'expulsion du peuple palestinien de son territoire national.

8. Sur la question du mythe de *« la terre sans peuple pour un peuple sans terre »,* il est clair que beaucoup de dirigeants sionistes en dehors de la Palestine étaient au courant de la réalité démographique palestinienne. En 1893, un article d'Asher Ginzburg (qui revenait d'un voyage d'études en Palestine) indiquait :

> *« Nous avons l'habitude de croire hors d'Israël que la terre d'Israël est aujourd'hui presque entièrement vide, désertique, aride et inculte, et que quiconque veut y acheter des terres peut le faire sans entraves. Mais la vérité est tout autre. »*

Après avoir présenté la Palestine comme *« une terre sans peuple pour un peuple sans terre »,* le sioniste Israël Zangwill dira cependant plus tard, en 1920, que le sionisme est plongé dans une grande difficulté, car la Palestine a déjà ses propres habitants… Le 12 décembre 1948, Josef Weitz, responsable du Fonds national juif, écrit :

> *« Toute la journée, nous avons roulé en Galilée et nous avons vu toute la richesse agricole qu'ils ont laissée derrière eux. Et le cœur est lourd : aurons-nous assez de forces pour poursuivre toutes ces cultures, pour les améliorer, les agrandir ? Serons-nous capables d'installer ici des myriades de juifs pour repousser le désert humain, et faire refleurir la Galilée ? »*

L'Etat d'Israël est né directement de cette conception profondément raciste et révisionniste de l'histoire palestinienne.

9. Dans un premier temps, le sionisme fut fondé sur la négation de l'existence même des Palestiniens. Cette tendance se trouve encore dans les propos de Golda Meir, qui disait en 1969 : *« Le peuple palestinien, ça n'existe pas. »*

Avec tous les autres dirigeants sionistes, elle présentait avec mépris et racisme les Palestiniens comme des Arabes comme tous les autres, et le problème des réfugiés n'existait pas : *« Ils ont encore quinze autres pays où ils peuvent aller, nous n'en avons qu'un seul. »*

Et, d'une certaine manière, aujourd'hui encore, lorsque Ehoud Olmert déclare devant le Congrès américain, le 24 mai 2006 : *« J'ai cru, et je crois toujours aujourd'hui au droit éternel et historique de notre peuple à l'ensemble de cette terre. »*

A partir de là, il est aisé de comprendre que la négociation est impossible ou au mieux conjoncturelle, provisoire, dictée par des échéances essentiellement américaines. La stratégie fondamentale du sionisme demeure l'occupation de toute la terre. Dans ce cadre, les dirigeants sionistes ne parleront de paix qu'après le départ du dernier Palestinien de la surface de la Palestine historique.

10. La fondation de l'Etat d'Israël ne procède pas du développement historique, de la nécessité de donner une forme politique unifiante à la constitution d'un marché intérieur, de la structuration en classes d'une population, de sa lutte sur le territoire qu'il contrôle. Elle résulte d'une initiative de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin, réalisée par la force des armes contre la population autochtone, qui a abouti à la constitution d'une place forte militaire, politique et diplomatique de l'impérialisme. Non pas une « agence » de l'impérialisme, comme le sont les classes dominantes au Moyen-Orient et les gouvernements qu'elles contrôlent, mais, en tant qu'Etat, le prolongement direct de l'impérialisme. Celui-ci, dans le cadre de son propre développement, est cependant amené à défendre ses intérêts spécifiques. C'est la raison pour laquelle il ne saurait y avoir un « Etat juif », mais un Etat israélien. La question nationale des juifs en Israël est dès l'origine totalement biaisée, car fondée sur un particularisme ethnique et religieux. La question juive dans l'histoire est celle du combat émancipateur pour l'égalité des droits, pour la démocratie politique. L'Etat d'Israël, loin de représenter une solution à la question juive, a placé les Palestiniens dans les conditions d'existence des ghettos de l'Europe médiévale et de la zone de résidence forcée des juifs sous le tsarisme. Le sionisme a cassé tout le caractère démocratique des aspirations véhiculées par la question juive. Le droit de chaque Palestinien, incluant les Palestiniens vivant à l'intérieur de l'Etat compradore israélien, de vivre libre dans son pays, pose directement la question du démantèlement de l'arsenal juridique sioniste sur lequel est fondé cet Etat, condition à l'établissement pratique de l'égalité des droits. C'est sur ce terrain que se pose la question de l'unité des travailleurs palestiniens arabes et juifs.

C'est tout le sens du mot d'ordre et de la perspective de l'Assemblée constituante palestinienne, telle que dégagée lors du IIe Congrès mondial en 1948 :

> *« La IVe Internationale repousse comme utopique et réactionnaire la solution "sioniste" à la question juive : elle déclare que la répudiation totale du sionisme est la condition sine qua non pour une fusion des luttes des ouvriers juifs avec les luttes émancipatrices, sociales et nationales des travailleurs arabes. Elle déclare qu'il est profondément réactionnaire d'exiger une immigration juive en Palestine, comme il est réactionnaire de faire appel à l'immigration d'oppresseurs dans les pays coloniaux en général. Elle soutient que la question de l'immigration et des rapports entre juifs et Arabes ne peut être convenablement décidée qu'après l'expulsion de l'impérialisme, par une Assemblée constituante librement élue, avec pleins droits pour les juifs comme minorité nationale. »*

Il y a une nation palestinienne. Elle s'est constituée comme l'expression du refus de la déportation.

11. La question nationale se trouve toujours placée au premier plan quand il existe des éléments d'oppression nationale. Pour les marxistes, la nation n'est pas un phénomène arbitraire, une réalité psychologique, culturelle ou « raciale », mais le produit du développement historique, c'est-à-dire de la lutte des classes. La nation palestinienne s'est constituée à travers les pires bouleversements : spoliation des terres, expulsion violente, oppression militaire, raciale, sociale continue.

L'attachement viscéral des Palestiniens à la terre, le refus de se soumettre sont à l'origine de l'émergence et de l'imprégnation des revendications démocratiques, cimentées par l'exigence du droit au retour, indissociable du droit à la nation. La partition de la Palestine en 1946-1949, des premières négociations Sasson-Abdallah Ier aux accords de Rhodes entre l'Etat israélien et la monarchie hachémite de Transjordanie, puis la négation du droit même d'exister pour le peuple palestinien sont à l'origine du chaos épouvantable dans lequel se trouve plongé le Moyen-Orient depuis soixante ans. La question nationale palestinienne, produit direct de la décadence de l'impérialisme, fondée sur la crise du système de la propriété privée des moyens de production, représente le mouvement infatigable des réfugiés et de leurs descendants qui veulent retourner dans leur pays. Dans la phase actuelle de putréfaction de l'impérialisme, qui est celle de la destruction des nations et de toute forme indépendante de gouvernement, la révolution palestinienne, parce qu'elle est fondée sur la question de la terre et sur le droit imprescriptible au retour, se trouve intégrée à tous les processus de résistance sur le plan mondial.

12. Aujourd'hui, après la mise en œuvre du « plan unilatéral de désengagement de la bande de Gaza » par Sharon, qui n'est qu'un redéploiement militaire visant à terroriser davantage la population palestinienne, c'est le règlement définitif de la question palestinienne qui est à l'ordre du jour pour l'impérialisme et l'Etat israélien. Sur ce plan, l'un des enjeux de la mise en œuvre d'un « Nouveau Moyen-Orient » par le gouvernement américain est d'en finir avec la revendication du droit au retour, en intégrant par la force les réfugiés palestiniens là où ils se trouvent. Ainsi, l'un des objectifs, partagé avec l'impérialisme américain, de la récente offensive militaire israélienne contre le Liban (juillet-août 2006), en écrasant toute forme de résistance nationale, était l'anéantissement de la nation libanaise. Celle-ci, fondée sur un équilibre entre ses quatre principales communautés, laisserait la place à la constitution d'enclaves ethniques où les réfugiés palestiniens seraient intégrés de force.

Dans les territoires occupés, la purification ethnique se construit à travers la destruction de toutes les structures nécessaires à l'existence de la population civile. Les villes palestiniennes, à travers les bouclages systématiques, sont menacées de liquidation. La ville palestinienne représente en effet traditionnellement le centre économique, national et culturel pour la zone rurale environnante, constituée d'un grand nombre de villages, de plus en plus séparés les uns des autres. Jérusalem est depuis longtemps le lieu d'un processus accéléré d'israélisation, et, parallèlement, d'un dépeuplement forcé palestinien, au moyen de sa coupure, non seulement de la Cisjordanie, dont elle est la ville la plus importante, mais de son environnement immédiat. Dans les villes de Hébron, Naplouse, Ramallah et tous les autres chefs-lieux traditionnels, le mur, les check-points, les routes détruites accentuent la séparation avec leur arrière-pays, ce qui aggrave la désintégration du tissu social élémentaire. L'objectif sioniste, en séparant les Palestiniens, en détruisant toutes les infrastructures, les équipements, les canalisations, les voies de communication nécessaires à une vie normale, est de chasser la population et de réduire ceux qui resteront, dans des réserves étanches.

13. Aujourd'hui, le barrage qui est opposé à la constitution de la nation palestinienne est la base de la décomposition et d'une situation qui développe la haine. Quelle est la perspective d'une solution qui nie ce droit ? Il ne peut y avoir de nation palestinienne sans les droits égaux. Il ne peut y avoir égalité des droits en dehors de l'établissement d'un seul Etat démocratique sur toute la surface de la Palestine historique. A l'époque de l'impérialisme sénile, l'impérialisme, au travers de l'Etat sioniste, ne cherche qu'à défendre ses propres intérêts. Il cherche à défendre ses propres intérêts, ce qui passe encore aujourd'hui dans le Moyen-Orient par le maintien de l'Etat sioniste. Ainsi, il n'y a pas de solution sous la botte américaine et avec le sionisme, qui se trouve à l'opposé des droits de tous les peuples (y compris, il convient de le répéter, de ceux des populations juives). Le droit à la nation implique le droit pour chaque Palestinien de pouvoir vivre libre dans son pays. Dans ce cadre, ne pas placer au centre le droit au retour et la revendication d'un seul Etat, c'est reconnaître le droit à l'Etat sioniste d'opprimer, au compte de l'impérialisme, le peuple palestinien. La constitution d'un prétendu Etat palestinien fantoche – composé d'enclaves étanches entourées de miradors et de barbelés – impliquera, dès l'instant qu'il sera officiellement dénommé par dérision « Etat palestinien », l'intégration forcée des Palestiniens là où ils vivent, dans les pays situés en dehors de cet Etat, et leur destruction en tant que collectivité. En dernière analyse, cette position inclut pour les populations juives la marche à la catastrophe.

D3 • 1947-2007 : soixante ans de partition de la Palestine (1)

EN cette année 2007, la situation du peuple palestinien a connu une brusque aggravation. Le bombardement des camps de réfugiés palestiniens au Liban n'était qu'une expression de la situation générale faite à l'ensemble des réfugiés palestiniens. En Irak, par exemple, ceux-ci sont soumis à la répression des troupes d'occupation américaines et de leurs supplétifs irakiens.

Cela s'exprime avec force dans la situation des masses palestiniennes en Cisjordanie et à Gaza. Un blocus est tombé sur la bande de Gaza sous l'égide des Etats-Unis, l'armée israélienne, mais également l'Autorité palestinienne coupant du monde extérieur les 1,5 million de réfugiés palestiniens qui vivent dans cette bande. On apprend qu'en août, les autorités israéliennes ont demandé de réduire, voire de couper les fournitures d'électricité à la population de Gaza. Le peuple palestinien, divisé entre ceux qui vivent à Gaza et ceux qui vivent en Cisjordanie, ceux qui vivent dans les camps de réfugiés dans les pays alentours, ceux qui vivent en Israël, et qui, depuis soixante ans, lutte pour son unité et son émancipation nationale, est face aux plus grands dangers.

L'appel à une conférence internationale initié par Salah Salah, membre du Comité national palestinien et responsable des réfugiés, et par la revue *Dialogue* (2), contresigné par les militants et syndicalistes de tous les continents, souligne notamment :

« En cette année 2007, il y a 60 ans que l'ONU a voté la partition de la Palestine (…).

Depuis la partition de la Palestine en 1947-1948, ce n'est qu'une succession de guerres, de répression, de tueries, de cessez-le-feu avant de nouvelles explosions.

Est-il possible que des millions d'enfants, de femmes et d'hommes vivent ainsi sous une menace de mort permanente ?

Depuis des décennies, on nous parle de paix, de plans de paix, de feuille de route pour que deux Etats coexistent. Mais quel est le résultat ? Toujours plus de morts et de blessés de toute part. Peut-on continuer ainsi ?

La solution résiderait-elle dans la construction d'un mur détruisant villages et récoltes sur son passage, séparant des centaines de milliers de personnes, confisquant leurs terres, avec pour résultat de nouveaux réfugiés ?

(…) Nous considérons, pour notre part, que la plus large discussion doit se mener pour contribuer, ensemble, à la recherche d'une solution. Sans a priori, nous devons débattre librement de toutes ces questions.

Et à cette libre discussion, nous soumettons la question suivante : pour le rétablissement de la paix, est-il une autre voie que la constitution d'un seul Etat sur tout le territoire de la Palestine, un Etat libre, laïque et démocratique, qui assurera l'égalité de tous les citoyens, qu'ils soient arabes ou juifs ? Et pour cela,

---

(1) Article de François Lazar et Lucien Gauthier, *La Vérité,* n° 56-57, septembre 2007.
(2) *Dialogue* est une revue indépendante qui a pour but d'organiser la discussion entre militants juifs et arabes dans la perspective d'un seul Etat.

n'est-il pas nécessaire de garantir le droit au retour pour tous les réfugiés palestiniens ? »

A juste titre, cet appel propose de tenir une conférence sur la situation actuelle en Palestine en revenant aux racines de la partition de celle-ci il y a 60 ans, et non, comme le prétendent beaucoup de textes ou de conférences qui ont lieu, il y a 40 ans. Il ne s'agit pas d'une question de chiffres. Il y a 40 ans, en 1967, l'Etat d'Israël occupait les territoires – Gaza et la Cisjordanie – qui, jusqu'alors, n'étaient pas sous son contrôle, Gaza relevant de l'Egypte et la Cisjordanie du royaume de Jordanie depuis la partition de 1947-1948.

Il est depuis lors convenu de parler de « territoires occupés », comme si la Palestine historique se réduisait à ces deux territoires. Ce n'est pas en 1967 que se sont opérées la partition de la Palestine et son occupation, mais en 1947-1948, c'est-à-dire il y a soixante ans.

Le vote de l'ONU en 1947 sous l'impulsion des Etats-Unis et avec le plein soutien des délégués de Staline organisait la partition de la Palestine en accordant aux sionistes 55 % des territoires et 40 % aux Arabes, qui représentaient pourtant les deux tiers de la population.

La première guerre, en 1948, voit les sionistes occuper 80 % de la superficie de la Palestine – c'est-à-dire plus que les 55 % accordés –, à l'exception de la Cisjordanie et de Gaza. C'est la logique de la partition, la logique du sionisme.

Ne pas établir l'origine de la situation actuelle dans la partition de 1947-1948, mais dans la guerre de 1967, vise en fait à accepter la partition de la Palestine réalisée par l'ONU en 1947 en réclamant un « Etat » palestinien sur les deux territoires – Gaza et la Cisjordanie – que n'avaient pas occupés les milices sionistes en 1947-1948.

Il y a pourtant une réalité incontournable : 6 millions de réfugiés palestiniens issus de la partition de 1947-1948 vivent dans des camps dans les pays alentour. Il y a une autre réalité incontournable : 1,5 million de Palestiniens vivent toujours dans les frontières de 1947-1948, c'est-à-dire à l'intérieur de l'Etat d'Israël. Le droit au retour de l'ensemble de ces réfugiés sur leurs terres et dans leurs maisons, qui est un droit démocratique imprescriptible, se heurte brutalement à l'idée même de la constitution d'un prétendu Etat palestinien dans la bande de Gaza et en Cisjordanie.

Cette question du droit au retour pose de manière immédiate l'exigence d'une Palestine libre, laïque et démocratique sur tous les territoires de la Palestine, accordant de ce fait l'égalité en droit à tous ses citoyens, qu'ils soient juifs ou arabes.

1917 : DÉFINITION DES INTÉRÊTS COMMUNS ENTRE LA DOCTRINE SIONISTE ET L'IMPÉRIALISME BRITANNIQUE

La politique de division entre les peuples est une constante de l'impérialisme britannique, tant en Palestine mandataire qu'en Irlande, en Inde, à Chypre (ou au Liban pour la France). L'objectif étant de chercher à détourner la classe ouvrière de ces pays d'une lutte émancipatrice anticoloniale tournée contre la puissance occupante en créant des affrontements « ethniques » ou religieux. Dès 1917, cette politique est mise en œuvre en Palestine avec la déclaration Balfour, qui entend y fixer un « foyer national juif » sur une terre déjà densément peuplée, où vivaient près d'un million de Palestiniens et une population juive de quelque 30 000 personnes.

Etablie le 2 novembre 1917, la déclaration Balfour ne saurait être indépendante du contexte de son temps, celui de la Première Guerre mondiale, qui en est à sa troisième année. Nous sommes alors en plein déclenchement de la révolution russe. L'Empire ottoman, qui régnait jusqu'alors sur la Palestine, est miné de l'intérieur par les impérialismes français et britannique, qui s'en disputent les régions et les richesses.

La révolution russe, qui a libéré les peuples opprimés par le tsarisme et qui, en quelques mois, a rassemblé dans une Union des républiques près de 100 peuples

sur une base d'égalité, a constitué un appel et un encouragement à la mobilisation des peuples du monde entier pour leur émancipation nationale et sociale. Dès sa constitution, la IIIe Internationale a mis en son centre la lutte pour la libération des peuples colonisés. Elle a organisé une conférence internationale des peuples d'Orient en 1920, dont la résolution adressée aux peuples d'Orient déclarait notamment :

> *« Que fait de la Palestine la Grande-Bretagne ? Tout d'abord, pour le profit des capitalistes anglais, elle chasse les Arabes de leurs terres pour les donner à des colons juifs, puis, utilisant le mécontentement des Arabes, elle les incite à se tourner contre les mêmes colons juifs, semant la discorde et la haine entre ces différentes composantes, les affaiblissant dans le but de dominer et commander. »*

L'impérialisme britannique, confronté aux mobilisations dans son empire colonial et au combat de l'Internationale communiste, ne pouvait pas ne pas en tenir compte.

L'impérialisme britannique estime alors qu'il peut trouver un intérêt politique pour l'enracinement et la préservation de sa domination en s'appuyant sur l'existence d'un courant juif minoritaire, le courant sioniste, qui avait à ce moment d'ores et déjà engagé pour son propre compte une politique d'installation sur les terres agricoles arabes. Selon les propos de Moussa Khazim el-Husseini, chef des partis arabes de Palestine, rapportés par l'historien Henry Laurens, *« la déclaration Balfour fait de nous des étrangers dans notre propre pays, parce que vous ne nous accordez que des droits civils et religieux (...). C'est la raison pour laquelle nous ne pouvons admettre le mandat, non pas parce que nous ne voulons pas être gouvernés par les Britanniques, qui sont des gentlemen, mais nous ne pouvons accepter ce projet sioniste (...). Aucun compromis politique avec les Britanniques n'est possible qui passerait par l'acceptation de la déclaration Balfour, parce que si nous l'acceptons, nous deviendrons des étrangers chez nous »* (3).

C'est vers cette époque que le dirigeant sioniste Chaïm Weizmann, qui deviendra le premier président de l'Etat d'Israël, déclare :

> *« Nous pouvons tout à fait affirmer que si la Palestine devait tomber dans la zone d'influence britannique et si l'Angleterre devait y encourager les implantations de juifs comme dépendance de l'Angleterre, nous pourrions avoir d'ici 20 à 30 ans un million de juifs sur place, peut être plus ; ils développeraient le pays, y ramèneraient la civilisation et constitueraient une protection efficace pour le canal de Suez. »*

L'orientation de Weizmann est claire. Il s'agit de démontrer à l'impérialisme en place que son mouvement partage les mêmes intérêts.

Après le démantèlement de l'Empire ottoman, la Société des nations (SDN, ancêtre de l'ONU) confie le mandat de la Palestine à l'impérialisme britannique, qui doit *« placer le pays dans des conditions politiques, administratives et économiques qui permettront l'établissement d'un foyer national juif et le développement d'institutions d'autogouvernement ».*

La puissance mandataire devra également *« faciliter l'immigration juive et encourager l'installation compacte des juifs sur les terres ».* Confirmant les craintes d'el-Husseini, le mandat ne fait aucunement référence à d'éventuels droits politiques pour la population palestinienne, qui est définie négativement comme « non-juive ». La « communauté internationale » de l'après-Première Guerre mondiale entend nier – déjà – à la population palestinienne le droit à toute émancipation politique et sociale sur sa propre terre.

L'opération britannique intègre à la fois la nécessité pour l'empire d'établir une base coloniale occidentale supplétive et la volonté de contrer le mouvement émancipateur des masses, tant au Moyen-Orient qu'en Europe. Le 8 février 1920, Wins-

---

(3) *La Revue d'études palestiniennes,* n° 104, été 2007.

ton Churchill, alors secrétaire d'Etat britannique à la Guerre, commet un article dans le *Sunday Herald,* où il formule les craintes de la vieille bourgeoisie européenne antisémite. Dénonçant la lutte révolutionnaire des communistes comme une conspiration de *« juifs bolcheviques »,* auxquels il reproche leur athéisme et leur internationalisme, il écrit :

> *« Le sionisme offre une troisième voie aux conceptions politiques de la race juive. Dans un violent contraste avec le communisme international, le sionisme est d'ores et déjà devenu un facteur dans les convulsions politiques de la Russie, comme une puissante influence concurrente dans les cercles bolcheviques avec le système communiste international. Rien ne pouvait être plus significatif que la fureur avec laquelle Trotsky a attaqué les sionistes en général, et le Dr Weizmann en particulier. La cruelle intelligence de sa pensée ne laisse pour lui aucun doute sur le fait que ses plans pour établir un Etat communiste à l'échelle mondiale, sous domination juive, sont directement contrariés et gênés par ce nouvel idéal, qui dirige les énergies et les espoirs des juifs de tous les pays vers un dessein plus simple, plus vrai, et de loin plus facile à atteindre. Le combat qui commence à présent entre les sionistes et les juifs bolcheviques n'est rien de moins qu'un combat pour l'âme du peuple juif. »*

En 1920, la révolution russe a acquis une influence considérable auprès des peuples sous domination coloniale, mais aussi dans les classes ouvrières européennes. S'il faut noter ici que Churchill prenait ses désirs pour des réalités – en 1920, le sionisme demeure un mouvement très minoritaire chez les juifs de Russie –, sa mise en avant du caractère réactionnaire du sionisme et, par voie de conséquence, de son potentiel contre-révolutionnaire, demeure pertinente.

UNE RÉGION HAUTEMENT STRATÉGIQUE POUR L'IMPÉRIALISME

Au sortir de la Première Guerre mondiale, le président du Conseil français, Georges Clemenceau, constate que *« l'essence est devenue aussi indispensable que le sang pour les batailles de demain... ».* La guerre a vu s'envoler la production de pétrole : de quarante millions de tonnes en 1910, elle est passée à cent millions de tonnes en 1921 (+ 130 %). Les dividendes de la compagnie pétrolière Royal Dutch Shell ont été multipliés par quatre entre 1914 et 1919 (4).

La situation de la Palestine revêt ainsi un caractère hautement stratégique pour l'impérialisme britannique. Cet article n'a pas pour objet de retracer l'évolution de la situation en Palestine entre la déclaration Balfour et la partition de 1947, mais il convient néanmoins de souligner que la politique coloniale britannique s'est appuyée sur l'essor d'une immigration juive aisée fuyant l'Allemagne nazie et contrainte de choisir la Palestine plutôt que les Etats-Unis ou le Canada en raison des quotas d'immigrés imposés outre-Atlantique. Face à la montée de l'antisémitisme, le ghetto européen se déplace alors en Palestine, aggravant les rapports d'exploitation entre le prolétariat juif et les détenteurs de capitaux. Dans le même temps, les revendications sionistes sur les terres arabes se font de plus en plus pesantes. Comme l'explique Henry Laurens :

> *« Tout cela a créé un climat de tension croissante jusqu'à la première explosion de violence de l'été 1936, qu'on appelle "la grève générale", et ensuite (...) jusqu'au grand soulèvement palestinien de septembre 1937, qui a duré jusqu'au début de la Seconde Guerre mondiale. »*

Les groupes armés sionistes participent activement, aux côtés de l'armée britannique, à la répression, affirmant par là l'engagement du sionisme à défendre les intérêts pétroliers occidentaux dans l'ensemble de l'Orient arabe. Le mouvement sioniste s'engage alors dans la constitution d'un corps d'armée qui comptera jusqu'à 20 000 hommes à la fin de la Deuxième Guerre mondiale. A la suite du déclenche-

---

(4) Selon l'historien Philippe Conrad, éditions Clio.

ment de la révolte arabe, le gouvernement britannique dépêche sur place une commission dirigée par lord William Peel. C'est devant cette même commission que Winston Churchill déclare en 1937 (cité par le *Guardian,* 28 novembre 2002) :

« Je ne suis pas d'accord pour dire (...) qu'on a fait un grand tort aux Indiens d'Amérique ou au Noirs d'Australie (...) du fait qu'une race plus forte, une race d'un niveau plus élevé (...), s'y est introduite et s'y est installée. »

Etant donné son caractère colonial, la commission prendra ouvertement position pour l'affermissement des positions sionistes alliées. Le 7 juillet 1937, elle évoque une abolition du mandat britannique et la répartition du territoire entre un Etat « arabe » et un Etat « juif », en précisant que *« l'établissement d'un gouvernement unique et autonome en Palestine demeurera aussi impraticable demain qu'il l'est aujourd'hui ».*

La proposition de la commission Peel découle de l'orientation fixée vingt ans plus tôt par la déclaration Balfour : celle de la division sur des bases « ethniques » excluant la population autochtone et majoritaire de tous les droits politiques. Henry Laurens, cité plus haut, poursuit :

« Ce soulèvement palestinien est la plus grande révolte anticoloniale de l'histoire britannique dans l'entre-deux-guerres. A un moment, près du quart de l'armée britannique se bat en Palestine pour soumettre la population arabe. Une répression terrible frappe une société qui ne s'attendait pas à ce qu'on la traite avec une telle dureté. Il y aura des milliers de morts du côté palestinien (...). Ce qu'il faut retenir, c'est qu'en 1937-1938, c'est le paysan palestinien qui s'engage dans la révolte, et non l'intellectuel, qui a déjà été éliminé par les Britanniques. »

L'historien palestinien Ghassan Kanafani explique :

« Les meilleures estimations des pertes humaines arabes durant la révolution de 1936-1939 donnent 19 972 tués ou blessés durant les quatre années, incluant les pertes arabes palestiniennes victimes des bandes sionistes. Cette estimation est basée sur les premières conclusions contenues dans les rapports officiels britanniques, comparées à d'autres documents. On estime, selon ces calculs, que 1 200 Arabes furent tués en 1936, 120 en 1937, 1 200 en 1938 et 1 200 en 1939. De plus, 112 Arabes furent exécutés et 1 200 autres tués dans diverses opérations terroristes. Ce qui donne au total 5 032 tués durant la révolution de 1936-1939 et 14 760 blessés. Le nombre des détenus fut de 816 en 1937, 2 463 en 1938 et 5 679 en 1939.

La signification réelle de ces chiffres peut être comprise par comparaison. En relation avec le nombre d'habitants, les pertes palestiniennes en 1936-1939 auraient signifié la perte de 200 000 Britanniques, 600 000 blessés et 1,22 million de détenus. Dans le cas des Etats-Unis, 1 million de tués, 3 millions de blessés, 6 millions de détenus !

Mais le dommage le plus sérieux et réel tient dans le développement rapide des secteurs économiques et militaires, qui permit les fondations de l'entité coloniale sioniste en Palestine. Il n'y a pas d'exagération à affirmer que la présence militaire et économique sioniste, dont les liens avec l'impérialisme augmentaient fortement, a établi ses principales fondations durant cette période, et un historien israélien a même été jusqu'à dire que "les conditions de la victoire sioniste de 1948 ont été créées durant la période de la révolte arabe" *»* (5).

C'est dans ce contexte que se refermait déjà ce que Trotsky appelait *« le piège de la Palestine »* pour les juifs. Dans un article publié le 18 janvier 1937, il note :

« Le conflit entre juifs et Arabes en Palestine prend un caractère toujours plus tragique et menaçant. Je ne crois absolument pas que la question juive

---

(5) *La révolte de 1936-1939 en Palestine,* publié en français par la Fondation culturelle Ghassan Kanafani, http://fcgk44.free.fr

puisse être résolue dans le cadre du capitalisme pourrissant sous le contrôle de l'impérialisme britannique (…). »

Cela à un moment où les formes les plus barbares et les plus meurtrières de l'antisémitisme se mettaient en place en Europe. La quasi-destruction des juifs d'Europe, perpétrée par le nazisme pendant la Deuxième Guerre mondiale, crée une situation nouvelle, qui sera immédiatement récupérée et utilisée par le mouvement sioniste pour accélérer la réalisation de son objectif. Comme l'écrivait Pierre Lambert dans un article de *La Vérité* publié en juin 1970 :

« C'est dans ces conditions que le problème juif, qui aurait pu être réglé par la révolution prolétarienne, a été conduit à l'impasse.

C'est un des problèmes soulevés parmi de nombreux autres et qui touche à l'avenir de la civilisation humaine : les camps nazis sont la préfiguration de la barbarie où risque de s'engloutir la société si le système capitaliste se perpétue. Il est non moins évident que des masses de millions d'êtres humains doivent en toutes circonstances chercher des solutions à leurs problèmes.

Elles ne peuvent attendre le socialisme sans essayer de réagir d'une manière où d'une autre.

Le retard de la révolution prolétarienne a amené près de 3 millions de juifs à considérer leur installation dans la prétendue terre de leurs ancêtres comme l'issue pour échapper aux terribles persécutions qu'ils venaient de subir. »

LE CONTEXTE DE LA PARTITION DE 1947

La Grande-Bretagne, qui combat en Europe, doit faire face à une montée du nationalisme arabe dans les pays qu'elle contrôle au Moyen-Orient. Le mouvement sioniste comprend alors que la préservation de ses intérêts implique de se tourner vers l'impérialisme américain, qui, au sortir de la guerre, affirme sa domination mondiale au détriment des impérialistes britannique et français, et marque son empreinte dans la région. C'est à New York, en 1942, devant le congrès de l'organisation sioniste américaine, que la direction sioniste décide de rompre son alliance avec l'impérialisme britannique.

De concert avec les organisations sionistes, l'impérialisme américain décrète dès 1944 l'interdiction de délivrance de visas pour les juifs d'Europe centrale et orientale, afin de les canaliser vers la Palestine. Dès 1944, les sections de la IVe Internationale au Canada et aux Etats-Unis mènent campagne pour la levée de cette interdiction et pour l'accueil des juifs d'Europe confrontés au génocide nazi.

Nous l'avons vu, le Moyen-Orient revêt une importance stratégique très particulière pour les impérialismes européens et américain. C'est une route maritime et terrestre privilégiée pour les relations commerciales avec l'Asie. C'est également le plus grand terrain d'extraction de pétrole et de raffinage, et, par voie de conséquence, un champ d'investissement du capital et de réalisation de profits considérables. A travers le canal de Suez transite une très large proportion des importations européennes depuis l'Asie. En 1945, la Grande-Bretagne contrôle la plupart des sources d'approvisionnement en pétrole du Moyen-Orient (soit environ 79 % de la production en barils/an). En 1947, on compte cinq grandes raffineries dans le Moyen-Orient : Abadan, en Irak, Haïfa, en Palestine, Tripoli, Bahreïn et Suez, en Egypte, dont 80 % de la production sont sous contrôle britannique. L'unique gazoduc de la région s'étend de Kirkouk, en Irak, au port d'Haïfa. A ces considérations s'ajoute la politique contre-révolutionnaire de l'impérialisme. Entre 1945 et 1948, la vague révolutionnaire qui s'exprime cherche à en finir avec le système qui a engendré le fascisme et le nazisme, et se heurte au maintien par la force des régimes coloniaux. En Egypte, en Irak, en Syrie, au Liban, en Iran, en Algérie, de puissantes manifestations et des grèves se succèdent.

Dans les *« Projets de thèses sur la question juive à l'issue de la seconde guerre impérialiste »* publiés par le secrétariat international de la IVe Internationale en 1947, on peut lire :

« Le problème palestinien a reçu une importance nouvelle et particulière depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale par suite d'une série de "facteurs nouveaux" qui changent profondément sa physionomie (…). La transformation du Moyen-Orient est l'un des enjeux principaux de la rivalité entre les "trois grands". Avant la guerre, le Moyen-Orient était le secteur du monde où l'influence prédominante de l'impérialisme britannique était la moins menacée. Depuis lors, la poussée de Rommel jusqu'à El Alamein, l'installation d'"observateurs" américains dans le royaume d'Ibn Saoud, le déclenchement de la dispute anglo-américaine pour le pétrole iranien, la pénétration de l'Eglise orthodoxe dans tout le Moyen-Orient comme une grande agence de la diplomatie du Kremlin – tous ces événements ont remis en question la domination exclusive britannique sur cette partie du monde et ont transformé celle-ci en un terrain de conflits constants entre les grandes puissances. Le Moyen-Orient constituant en outre le réservoir le plus vierge et le plus important de pétrole dans le monde entier, il devient également à l'étape actuelle le terrain de dispute principal dans la lutte mondiale pour cette matière première stratégique, dont les réserves aux Etats-Unis et en URSS sont fortement atteintes. »

A l'issue de la guerre, l'impérialisme américain entendait donc mettre en œuvre des plans précis pour imposer sa présence et extraire le pétrole pour son propre compte. De son côté, la bureaucratie stalinienne considérait officiellement que le conflit ouvert qui se développait depuis 1945 entre l'impérialisme britannique et le sionisme relevait de la lutte anti-impérialiste. Derrière les mots, il y a une réalité. La bureaucratie stalinienne couvre par là son adaptation au nouveau cadre mondial fixé par l'impérialisme américain avec une rhétorique « anti-impérialiste » : les délégués de Staline à l'ONU vont concentrer leurs coups contre l'impérialisme britannique déclinant et, également, contre les masses arabes, pour défendre les droits des sionistes et de l'impérialisme américain. Gromyko, jeune diplomate soviétique, est l'un des artisans de cette opération. Il sera pendant longtemps, jusque dans les années 1980, membre du bureau politique du PCUS et responsable des Affaires étrangères de l'Union soviétique. Le Parti communiste palestinien présente la guerre de 1948 comme une « guerre de libération nationale » pour les juifs. C'est par son intermédiaire que des milliers d'armes automatiques en provenance d'URSS via la Tchécoslovaquie permettent aux groupes paramilitaires sionistes d'asseoir leur supériorité militaire dès juin 1948. De son côté, *« appuyé sur ses nouveaux parrains américains, Ben Gourion instaure un commandement politico-militaire centralisé et unique, la Haganah, destinée à "avaler" les mini-armées irrégulières des partis politiques sionistes pour les refondre dans un moule étatique »* (6).

Selon Ghassan Kanafani :

« Le mouvement sioniste dans le milieu des années quarante (put) *mettre sur pied son premier conflit contre le colonialisme britannique après des années d'alliance. Ainsi, en 1947, les circonstances devinrent favorables pour récolter les fruits de la défaite de la révolution de 1936, ce qui avait été retardé par l'explosion de la Deuxième Guerre mondiale. Le temps mis pour achever le second chapitre de la défaite palestinienne, de la fin 1947 au milieu de 1948, s'écoula rapidement parce qu'il n'était que la conclusion d'un long et sanglant chapitre qui s'était écrit d'avril 1936 à septembre 1939. »*

Contrairement au vieil impérialisme britannique en déclin, l'impérialisme américain ne préconise pas à cette époque d'occupation militaire directe par l'intermédiaire de ses troupes. Il cherche à exercer son contrôle par des liens de subordination économique sur les Etats « indépendants » qui émergent au sortir du conflit mondial. Déjà, les troupes sionistes avaient montré leur capacité à main-

(6) Ilan Halevi, *Sous Israël, la Palestine.*

tenir l'ordre et à réprimer violemment le mouvement des masses. Pour autant, lorsque le plan de partition est élaboré, puis adopté par l'ONU le 29 novembre 1947, personne ne sait comment celui-ci pourra être appliqué sur le terrain : le découpage du mandat britannique en un Etat « juif » et un Etat « arabe » ressemble à une mosaïque. Les frontières de l'un et de l'autre sont souvent discontinues et ne respectent en aucune manière une implantation territoriale arabe très dense et diffuse. En 1947, les sionistes ne possédaient que 6 % de la superficie totale du mandat. L'ONU propose néanmoins l'établissement de l'Etat hébreu sur 55 % du territoire, incluant les zones côtières et industrielles. Les Arabes palestiniens, qui représentent les deux tiers de la population, reçoivent quant à eux 40 % de la superficie de leur terre ancestrale. Les Arabes, qui cherchent à s'opposer à ce plan, sont très vite surpris par la violence et la rapidité de l'offensive sioniste, dont les troupes sont armées jusqu'aux dents. La première guerre d'Israël vient de commencer. Au terme de cette offensive, l'Etat hébreu conquiert 80,48 % de la superficie totale du mandat britannique (à l'exception de la Cisjordanie et de la bande de Gaza) et établit sa fondation par l'expulsion massive et brutale de 750 000 à 800 000 Palestiniens sur une population de 950 000, et la destruction de 531 villages. En juin 1948, le président américain reconnaîtra le nouvel Etat, sur la base de la défaite des régimes arabes, pour en faire son relais principal dans le contrôle militaire du Proche-Orient.

La constitution de l'Etat hébreu (7) a été réalisée sur la base de la transformation du peuple palestinien en un peuple de réfugiés et de parias, à travers une politique préméditée et revendiquée de purification ethnique, qui n'est d'ailleurs toujours pas terminée dans l'esprit des dirigeants sionistes aujourd'hui. En 1948, le comte Bernadotte – pourtant médiateur de l'ONU en Palestine – disait des réfugiés palestiniens :

> *« Ce serait une offense scandaleuse des principes les plus élémentaires de la justice que de nier à ces victimes innocentes leur droit à retourner dans leurs maisons alors que les immigrants juifs ne cessent d'arriver en masse en Palestine. Ces derniers représentent en fait la menace d'un remplacement permanent des réfugiés arabes, qui ont des racines sur cette terre depuis des siècles. La responsabilité du gouvernement israélien provisoire est évidente dans la restitution des propriétés privées à leurs propriétaires arabes. »*

Pour toute réponse, le comte Bernadotte fut assassiné le 17 septembre 1948 par le groupe Stern, dirigé par le futur Premier ministre Yitzhak Shamir.

LA IVe INTERNATIONALE SE PRONONCE CONTRE LA PARTITION

L'éditorial de la revue *Quatrième Internationale* de novembre-décembre 1947 affirme sa position contre la partition. Ce texte élaboré il y a soixante ans, caractérisant le *« sionisme criminel »* et évoquant *« l'expérience terrible qui attend les juifs dans l'Etat miniature »,* ne demeure-t-il pas d'actualité :

> *« La position de la IVe Internationale face au problème palestinien reste claire et nette, comme auparavant. Elle sera à l'avant-garde de la lutte contre le partage, pour une Palestine unie et indépendante, dans laquelle les masses détermineront souverainement leur sort par l'élection d'une Assemblée constituante. Contre les effendis et les agents impérialistes, contre les manœuvres de la bourgeoisie égyptienne et syrienne, qui s'efforce de détourner la lutte émancipatrice des masses en une lutte contre les juifs, elle lancera des appels à la révolution agraire, à la lutte anticapitaliste et anti-impérialiste, moteurs essentiels de la révolution arabe. Mais elle ne pourra mener cette lutte avec des chances de suc-*

(7) Les sionistes prétendent frauduleusement représenter les « juifs » en général et les traditions du judaïsme. Prétendument constitué pour chercher à régler la question juive dans l'histoire, qui est celle du combat pour l'intégration et l'égalité des droits, le sionisme en est devenu le principal fossoyeur. Il n'y a pas d'Etat « juif », mais un Etat compradore « hébreu » ou « israélien ».

cès qu'à condition de prendre position, sans équivoque, contre le partage du pays et contre l'établissement de l'Etat juif.

Plus que jamais, il est en même temps nécessaire d'appeler les prolétariats américain, anglais, canadien, australien, les prolétariats de tous les pays à lutter pour l'ouverture des portes de leurs pays, sans discrimination aucune, aux réfugiés, aux personnes déplacées, à tous les juifs qui veulent émigrer. C'est seulement à condition de mener cette lutte, effectivement et avec succès, qu'on pourra expliquer aux juifs les raisons pour lesquelles ils ne doivent pas se rendre dans le guet-apens palestinien. La terrible expérience qui attend les masses juives dans "l'Etat miniature" créera en même temps les prémices pour une rupture de couches plus larges avec le sionisme criminel. Si cette rupture ne se fait pas à temps, "l'Etat juif" sombrera dans le sang. »

En 1948, l'Etat sioniste a été fondé et reconnu par l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin, avec le soutien de l'Internationale socialiste, comme obstacle majeur à la lutte des peuples du Proche et du Moyen-Orient contre la domination de l'impérialisme. Notons également que les prétendus régimes « frères » portent aussi une responsabilité. Les dynasties hachémites et celle d'Egypte ont interdit qu'une véritable mobilisation populaire et militaire s'oppose aux milices sionistes surarmées par la bureaucratie stalinienne et l'impérialisme américain. Il faut souligner, par exemple, que la Jordanie est une création de l'impérialisme britannique à l'issue de la Première Guerre mondiale, rapatriant sur ce territoire la tribu des Hachémites, qui vivait alors dans le désert saoudien, pour l'installer comme royauté dirigeante en Jordanie, où vivaient pour l'essentiel des Palestiniens, puisqu'il s'est toujours agi là d'un territoire qui était une partie de la Palestine historique. Le refus de la dynastie hachémite de Jordanie de combattre les milices sionistes s'explique aisément par sa volonté de préserver ce royaume né des Britanniques, parce que la constitution d'une Palestine indépendante aurait soulevé la question de l'intégration de la Jordanie à une république palestinienne. Ce sont les conditions mêmes de la fondation de l'Etat hébreu qui expliquent pourquoi toute la situation du Moyen-Orient est depuis lors principalement concentrée sur la question du droit à la nation pour le peuple palestinien arabe.

Nous avons expliqué, en introduction de cet article, que la situation actuelle, en 2007, est le fruit de la partition de 1947, et plus récemment des accords d'Oslo de 1993 entre l'OLP et l'Etat d'Israël imposés par l'impérialisme américain. Les rapports entre le sionisme et l'impérialisme sont essentiellement stratégiques. L'impérialisme, qui cherchait avant tout à asseoir sa puissance et à assurer l'extraction paisible du pétrole, s'est appuyé sur son allié sioniste, dont la politique de terreur à l'encontre des Palestiniens et des peuples arabes de la région a représenté pendant toute la période le principal facteur contre-révolutionnaire du Moyen-Orient.

Les visées expansionnistes israéliennes à travers l'occupation de la Cisjordanie et de Gaza en juin 1967 plongent les populations de ces territoires sous un contrôle militaire absolu. En trente ans, les deux tiers des hommes adultes passeront au moins une fois par les prisons israéliennes. La colonisation et son corollaire, le vol des terres, s'intensifient de manière exponentielle et suscitent un renouvellement permanent de la résistance. A partir de décembre 1987, la première Intifada, appelée la « révolution des pierres », à travers le surgissement de la jeunesse palestinienne, ébranle le dispositif militaire de l'Etat hébreu, qui ne parvient pas à écraser la révolte. On peut lire à ce sujet dans l'*International Herald Tribune* (12 février 1988) :

« La révolte palestinienne dans les terres bibliques de Gaza, de Judée et de Samarie (8) *est le fer de lance d'un défi ample et direct à l'ordre établi dans toute*

(8) Noms bibliques de la Cisjordanie. Systématiquement utilisées par les sionistes, y compris lors des négociations dites « sur le statut final », ces appellations rappellent que l'objectif israélien demeure l'accaparement de la terre palestinienne avec le moins de Palestiniens possible à l'intérieur.

la région. Ils se soulèvent non seulement contre les Israéliens qui les oppriment, mais aussi contre les dirigeants arabes qui n'ont pas répondu à leur attente (…). La cause palestinienne redevient une arme utilisable contre des régimes apparemment indifférents et incapables. Cela aide à comprendre pourquoi les dirigeants arabes craignent et détestent les Palestiniens au moins autant que les Israéliens. Et c'est pourquoi ces dirigeants mettent tant d'insistance à ce que l'on donne aux Palestiniens une terre à eux, où ils pourraient s'installer sous l'œil vigilant des armées israélienne et jordanienne. »

La forme prise par les événements en Palestine montre que l'impérialisme n'a pas une maîtrise complète des processus en cours : à la base de cette difficulté, il y a l'action des masses, à savoir la persistance de la révolution palestinienne, fondée sur le mouvement des réfugiés qui veulent retourner chez eux. Principal ferment de la mobilisation des peuples dans toute la région, pour leur émancipation politique et sociale, la révolution palestinienne – malgré les coups considérables qui lui ont été portés – est depuis plus 60 ans un facteur d'instabilité pour les régimes réactionnaires du Moyen-Orient, et, par voie de conséquence, pour la domination de l'impérialisme. Ainsi, pour l'écrivain égyptien Sidi-Ahmed Mohamed :

« La guerre du Golfe (en 1990-1991) a prouvé aux Américains que les atouts stratégiques d'Israël, qui leur avaient été certes inestimables au temps où la guerre avec l'URSS était une hypothèse vraisemblable, se transformaient en lourds handicaps en cas de guerre interarabe. Voire, avec la vulnérabilité du pétrole arabique que l'invasion du Koweït mettait en relief, qu'une solide alliance avec les Arabes adversaires de Saddam Hussein leur devenait indispensable » (9).

Face à l'Intifada populaire et à la crise issue de la première guerre du Golfe, la solution à « deux Etats », dont l'évocation remonte au mandat britannique, va être remise à l'ordre du jour par l'impérialisme américain. La solution « juste » véhiculée par les accords d'Oslo et applaudie par les « démocrates » du monde entier devait clore une longue période de conflits meurtriers. Comme si la politique de la partition, soutenue par l'impérialisme, n'était pas à l'origine des guerres et des massacres qui ravagent la région depuis 1948 ! L'Etat palestinien, qui n'est en définitive qu'un prétexte diplomatique américain dans les relations avec les Etats arabes, est régulièrement renvoyé à un règlement définitif qui n'aura jamais lieu. Les accords d'Oslo adoptés par la direction en exil de l'OLP et l'Etat d'Israël ne prévoyaient d'ailleurs pas la création d'un mini-Etat, mais établissaient la constitution d'une Autorité palestinienne, ainsi que la division de la Cisjordanie en trois zones : la zone A, représentant les villes sous le contrôle policier et administratif de l'Autorité palestinienne ; la zone B, représentant les surfaces rurales, donc la majorité du territoire, sous contrôle militaire israélien ; et la zone C, les implantations israéliennes.

LES ACCORDS D'OSLO ENTÉRINENT LA PARTITION

Dans une déclaration sur les accords d'Oslo, en 1993, la IVe Internationale affirmait :

« 1. - Sous le regard vigilant du président des Etats-Unis, Bill Clinton, le lundi 13 septembre, a eu lieu la signature en grande pompe des prétendus accords de paix entre le comité exécutif de l'OLP et l'Etat d'Israël.

2. - Tous, à l'instar des dirigeants américains, disent que ce prétendu accord de paix est une étape vers l'indépendance et la reconnaissance des droits légitimes du peuple palestinien. La IVe Internationale se base sur les faits, pour les analyser et dire la vérité. Quel est le contenu de cet accord ?

Dans son article premier, il est dit : "Le but des négociations est d'établir une autorité intérimaire palestinienne de l'autonomie, le Conseil élu (...), et ame-

(9) *Problèmes politiques et sociaux,* n° 738, 18 novembre 1994.

nant à un arrangement permanent basé sur les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité de l'ONU."

En un mot, le cadre est fixé : le "conseil" palestinien n'a d'autre autorité que d'appliquer ces résolutions – que l'OLP a condamnées durant des années avant de s'y rallier –, qui entérinent la partition de la Palestine, qui entérinent le démembrement du peuple palestinien, de mettre en œuvre une politique décidée ailleurs, c'est-à-dire par l'impérialisme américain.

En effet, l'article 3 indique que, "pour les Palestiniens de Cisjordanie et de la bande de Gaza (...), des élections politiques générales libres et directes seront organisées par le Conseil sous supervision mutuellement agréée et sous observation internationale, tandis que la police palestinienne assurera l'ordre public".

Ainsi, pour ces "élections libres", qui devront avoir lieu d'ici un an, non seulement ne votera qu'une fraction du peuple palestinien, mais ils ne voteront que dans le cadre fixé par l'étranger, c'est-à-dire l'impérialisme américain.

Elections libres dont on décide par avance d'exclure 5 des 6 millions de Palestiniens, qui, eux, ne sont ni à Gaza ni à Jéricho.

Ainsi, se dessinent les conséquences concrètes de cet accord. Pour les Palestiniens, enfermés à Gaza ou à Jéricho, un sort comparable à celui des populations juives durant la Deuxième Guerre mondiale, des ghettos et des massacres de toute part. Quant aux millions d'autres Palestiniens, en Syrie, au Liban, en Jordanie et dans les autres pays arabes, ils devront accepter de perdre leur droit au retour, de se voir dénier leur identité nationale par une implantation forcée sur place. Il s'agit là de la négation du droit des peuples. La nouvelle partition qui s'opère en Palestine, à travers l'option Gaza et Jéricho, en prépare d'autres où, sous contrôle de l'ONU, bras armé de l'impérialisme américain, se prépare la constitution de nouvelles "réserves", dans lesquelles on va parquer d'autres fractions du peuple palestinien, dans des prétendues zones humanitaires réservées, "protégées" par l'ONU.

4. - Aujourd'hui, on nous présente l'accord sous l'égide des Etats-Unis et sous le drapeau de l'ONU comme celui qui va clore une longue période de conflits meurtriers et de guerres, d'un long conflit historique. Comme si la responsabilité de l'impérialisme et de l'ONU n'était pas pleinement engagée dans les guerres et les massacres qui ravagent cette région depuis cinquante ans. Car l'Etat d'Israël n'est pas né d'un développement national aboutissant à la constitution d'un Etat, mais d'une décision de l'ONU prononçant la partition de la Palestine et approuvant la constitution de l'Etat d'Israël.

A l'heure où l'accord signé entre la direction de l'OLP et l'Etat d'Israël annonce, sans aucun doute, de nouvelles épreuves pour le peuple palestinien et pour tous les peuples de la région, il apparaît nettement que le chemin de la paix ne saurait différer du chemin de la démocratie, c'est-à-dire du droit de tous les peuples à vivre libres sur leur terre, à commencer par le droit du peuple palestinien au retour et à l'indépendance nationale ; telle est la seule voie réaliste. Aujourd'hui, plus que jamais, la paix au Proche-Orient, c'est le droit au retour pour tous les Palestiniens, c'est un seul Etat laïque et démocratique, une seule Palestine laïque et démocratique, se constituant dans l'égalité de ses composantes arabe et juive sur tout le territoire de la Palestine. »

Oslo marque ainsi une reprise en main directe de la situation par l'impérialisme américain, en assignant aux forces de sécurité de l'Autorité palestinienne le but essentiel d'éviter toute action militaire contre Israël, les colons et l'armée d'occupation. Pour Joseph Massad, universitaire américain d'origine palestinienne :

« Comme le financement venant du pétrole s'est tari après la guerre du Golfe de 1990-1991, l'OLP a eu besoin de nouveaux financiers. Les Etats-Unis et leurs alliés ont fait leur entrée (à ce moment-là), *et leurs conditions incluaient non seulement la capitulation d'Oslo, mais également que la nouvelle Autorité palestinienne (AP) contrôlée par le Fatah serait bien armée et que ses armes auraient une nouvelle*

cible : les Palestiniens eux-mêmes (…). Un retour au financement régulier s'est poursuivi après la mort d'Arafat à la condition que Mahmoud Abbas apporte "du sérieux" au fait de tourner les armes palestiniennes contre les Palestiniens eux-mêmes, ce que lui et les voyous des appareils sécuritaires ont fait. Cependant, ils n'ont pas été aussi efficaces que l'avaient souhaité les Etats-Unis et Israël. »

Joseph Massad poursuit :

« Nous en sommes ici aujourd'hui. La victoire électorale du Hamas change les règles du jeu du financement. Les Etats-Unis et l'Union européenne insistent pour que le Hamas s'engage à ce que ses armes n'aient pas d'autres cibles que les Palestiniens qui résistent à Israël, sinon tous les financements seront arrêtés » (10).

Les accords d'Oslo ratifiaient une « autonomie » sans souveraineté nationale, dans laquelle il n'y aurait pas de démocratie politique, et, surtout, qui ne verrait pas de solution à l'existence misérable des millions de réfugiés palestiniens, originaires pour leur écrasante majorité du territoire accaparé par l'Etat d'Israël en 1948. Comme l'a écrit l'historien israélien Ilan Pappe :

« (Les) *accords d'Oslo n'étaient rien de plus qu'un arrangement politique et militaire destiné à remplacer l'occupation israélienne par une autre forme de contrôle. »*

Pour Adel Samara, militant palestinien de Ramallah, en Cisjordanie, *« l'assistance financière qui a coulé à flots vers l'Autorité palestinienne a été, par essence, "une rente politique" versée à l'AP pour avoir reconnu l'Etat d'Israël »,* c'est-à-dire la reconnaissance de l'occupation militaire et le renoncement implicite au droit au retour des réfugiés. Adel Samara explique :

« Cette assistance n'a jamais été conçue ni versée pour le développement de l'économie de l'AP (…). La démocratie capitaliste occidentale a en réalité lancé une bombe à la tête des Palestiniens, essentiellement en leur disant : ou bien vous abandonnez vos droits nationaux, ou vous serez confrontés à la famine. »

Depuis Oslo, on ne compte plus les sommets et les accords : Washington, Le Caire, Sharm el-Sheik, Taba, Wye Plantation, la « feuille de route »… : rien n'a été tenu par l'Etat d'Israël, sauf le retrait de la bande de Gaza, qui n'était qu'une opération pour mieux contrôler le territoire de l'extérieur. En outre, entre la signature des accords d'Oslo en 1993 et le début de la deuxième Intifada en 2000, la colonisation a dépassé en proportion celle qu'il y a eu entre 1967 et 1993. Que signifie, dans ce cadre, l'objectif de l'impérialisme américain visant à la création d'un *« Etat palestinien indépendant, viable et contigu »* ? Il sait très bien que, dans les faits, dans les limites d'un Etat palestinien enclavé, les millions de réfugiés ne pourront réaliser leur droit au retour. Comme l'analyse Joseph Massad cité plus haut :

« Le processus d'Oslo était une étape nécessaire et historiquement limitée, mise en œuvre pour coopter la direction palestinienne, renforcer l'étreinte israélienne sur les territoires palestiniens volés et normaliser les relations diplomatiques d'Israël avec le monde arabe et dans le monde entier. Les Israéliens ayant obtenu tous ces objectifs, le processus ne leur sert plus à rien ». (11)

Quinze ans après les « accords d'Oslo », les faits ont démontré la réalité de ce que nous écrivions alors : l'« Autorité palestinienne » n'est pas un gouvernement, le « Parlement » n'en est pas un, les bandes de territoire morcelées et découpées par les « colonies sionistes », les check-points, le mur, ne sont pas un Etat. Il fallait, dans le contexte de crise et d'impasse de l'impérialisme, d'incapacité de l'armée et de la police israélienne, obtenir, de la part des dirigeants palestiniens, la reconnaissance de la partition de 1947-1948 et la défense de l'Etat d'Israël, et, pour ce

---

(10) *« Le Hamas et les conditions du financement », Al Ahram Weekly,* 15 février 2006.
(11) *Al Ahram Weekly,*15 juin 2006.

faire, leur donner la perspective mythique d'un « Etat » palestinien pour imposer aux masses palestiniennes la fin du combat d'émancipation nationale.

Il est d'ailleurs significatif qu'en préalable aux « accords d'Oslo » – en réalité une condition mise dans les pourparlers secrets –, une partie de la direction palestinienne ait déclaré « caduque » la charte de l'OLP.

Le point crucial de cette charte réside dans la perspective politique suivante :

> *« Le mouvement de libération palestinien déclare solennellement que l'objectif final de cette lutte réside dans la restauration de l'Etat indépendant et démocratique de Palestine, où tous les citoyens, quelles que soient leur race, leur religion, jouiront de droits égaux. »*

Chacun des différents groupes et organisations palestiniens (Fatah, FPLP, FDLP, etc.) – qui avaient des divergences sur une série de questions – se référaient à cette charte, et, avec leurs différences, participaient à l'OLP, regroupement de l'ensemble des composantes du mouvement national palestinien.

Cette position, basée sur le refus de la partition de 1947-1948, n'appelait pas, comme on a trop voulu le faire croire, à « jeter les juifs à la mer », au contraire. En 1970, le IIe Congrès mondial palestinien déclarait :

> *« Tous, les juifs, musulmans et chrétiens, auront droit à la citoyenneté palestinienne. »*

Cette position était l'expression du combat national de l'ensemble du peuple palestinien, une perspective correcte et une réalité pour les millions de réfugiés dans les camps, pour ceux de Gaza et de Cisjordanie, pour les 1,5 million qui vivent en Israël, mais aussi pour les populations juives, pour la paix et la démocratie.

La décision d'abandonner cette perspective, la reconnaissance de fait de la partition de 1947-1948 par la notion de « deux Etats » ouvraient une phase de division et de contradictions au sein du mouvement national palestinien et avec le peuple qui le soutenait. La transformation des combattants en « milice policière », la multiplication de ses « services » liés à telle ou telle fraction de l'« Autorité », les millions de dollars qui alimentent l'« appareil d'Etat » aboutissaient à un processus de décomposition des forces du mouvement national. Les forces qui jusqu'alors avaient combattu le sionisme devenaient – non sans contradictions et résistances – les forces chargées d'imposer la reconnaissance de la partition.

Le cas de la Cisjordanie est significatif. L'armée sioniste en prend le contrôle après la guerre de 1967. Il y a, dès lors, trois colonies. En 1993, il y a une population de 247 000 colons. Les « accords d'Oslo » censés fournir aux Palestiniens un « Etat » sont, au contraire, le cadre d'accélération des implantations. Fin 2001, il y a 380 000 colons, ils sont près de 450 000 aujourd'hui. Le fondement du sionisme, la base même de son existence, c'est la recherche permanente de l'expansion territoriale. Dès 1930, l'agence juive préconisait d'ailleurs *« l'occupation de la terre pour qu'elle devienne une propriété juive et qu'elle reste une propriété juive irrévocable ».*

Accepter de reconnaître la partition, c'est, de manière inexorable, accepter le fait expansionniste sioniste, dont la logique est celle des « bantoustans », de l'apartheid ou de l'expulsion des Palestiniens.

Renoncer à la perspective politique contenue dans la charte de l'OLP, c'est abandonner – dans les faits et non en paroles – la référence à la « Nakba », la « catastrophe » à laquelle tout Palestinien se réfère pour parler de la création de l'Etat d'Israël en 1947-1948.

Il ne s'agit pas d'une référence historique datée, car la « Nakba » ne s'est en fait jamais arrêtée et est devenue un long processus d'exclusion, de spoliation, de négation du simple droit à l'existence pour le peuple palestinien.

Accepter la partition de 1947-1948 sous la forme de la revendication de « deux Etats », c'est accepter le cadre de l'occupation de la Palestine, qui aboutit à la can-

tonisation, à la division et à l'émiettement du peuple palestinien, qui s'exprime avec force aujourd'hui dans la situation de Gaza.

En 1993, un tournant s'opère donc pour le peuple palestinien – dans le cadre du tournant mondial — avec la constitution de l'« Autorité palestinienne » reconnue par les Etats-Unis, qui entendent lui imposer sa loi.

Depuis les « accords d'Olso », les Palestiniens n'ont cessé de subir la répression et la dislocation de tous côtés. Mais, dans le même temps, la résistance et l'acharnement des Palestiniens à récupérer leurs terres, une patrie, n'ont cessé de s'opposer au plan de « paix » imposé.

La politique américaine vise au démantèlement des nations, parce qu'elles sont le cadre constitutif des droits historiques des peuples sur la terre qu'ils occupent. L'objectif de l'impérialisme est la destruction de la démocratie politique, de toutes les conquêtes ouvrières, y compris aux Etats-Unis. Le cadre actuel des nations est un frein à la liberté de piller les peuples du monde entier. Le règlement de la question palestinienne, pour Bush, ne se concentre pas dans la refondation de la nation palestinienne et le recouvrement de ses droits, à commencer par le droit au retour, mais dans son atomisation, comme il cherche à le faire avec la nation irakienne. Ne pas placer au centre le droit au retour et la revendication d'un seul Etat, n'est-ce pas reconnaître le droit à Israël d'opprimer le peuple palestinien ? La constitution d'un pseudo-Etat palestinien, qui n'aura d'Etat que le nom, implique l'intégration forcée et la destruction des Palestiniens qui vivront en dehors de cet Etat.

UN "NOUVEL ORDRE MONDIAL" DISLOQUANT LES NATIONS

Les accords d'Oslo étaient le produit du tournant de la situation mondiale caractérisé par l'effondrement de l'URSS et par la première guerre du Golfe. Le président Bush père avait déclaré à ce sujet :

> *« Un monde autrefois divisé en deux camps ne reconnaît maintenant qu'une seule puissance prééminente, les Etats-Unis d'Amérique. »*

Il prétendait instaurer un nouvel ordre mondial. La volonté de « prééminence », pour reprendre le terme de Bush, a entraîné l'humanité dans la marche à la barbarie. L'« ordre » dont se réclamait l'impérialisme américain n'était pas la stabilité, la paix et la démocratie pour la planète. Le « nouvel ordre mondial », c'était la défense de l'ordre de la propriété privée des moyens de production. C'était la liberté sans frein ni limite de l'exploitation, du pillage. La crise de décomposition du système capitaliste avait atteint un tel stade qu'il était devenu indispensable à son maintien de faire sauter toutes les barrières pouvant s'opposer à ses appétits. C'est en ce sens que, sur tous les continents, par tous les moyens – la guerre, les pressions… –, l'administration américaine continue à remettre en cause les cadres étatiques, les nations considérées comme autant d'obstacles à sa domination. C'est de ce point de vue que l'Union européenne correspond aux exigences des Etats-Unis en remettant en cause droits, garanties et acquis attachés aux cadres nationaux. C'est également la fonction des traités de libre commerce en Asie, en Amérique latine. Et, dans cette marche dislocatrice de la civilisation humaine, la guerre est l'un des moyens vitaux pour l'impérialisme.

Depuis cette date, les guerres et les conflits n'ont cessé de se multiplier. Nombre d'Etats et de nations ont été disloqués. Dans le même temps, les peuples cherchaient à résister à cette barbarie. Et c'est précisément le cadre du développement de contradictions mondiales majeures, de l'incapacité de l'impérialisme américain de les maîtriser, qui a conduit à la signature des accords d'Oslo. En effet, l'appareil militaire et policier du sionisme s'était avéré incapable de mater la révolte de la jeunesse palestinienne, dite « Intifada », qui, depuis 1988, exprimait la résistance de la totalité du peuple palestinien. Il fallait associer la direction du mouvement palestinien à l'écrasement de cette révolte, en prétendant, en échange, vouloir constituer un pseudo-Etat palestinien.

En aucun cas il ne s'agissait pour l'impérialisme américain de reconnaître les droits à la nation palestinienne, alors que, de toute part, la politique de l'impérialisme américain démantelait les nations et les Etats constitués.

LE 11 SEPTEMBRE

Dix ans après la première guerre du Golfe, se produisaient les événements du 11 septembre 2001. Un nouveau tournant dans la situation mondiale s'opérait alors. Face au basculement généralisé, l'impérialisme américain se devait, pour assurer la survie du régime de la propriété privée des moyens de production, d'aller plus loin encore dans la voie de la remise en cause des nations, des peuples et de l'humanité tout entière.

La guerre en Afghanistan, puis en Irak, la dislocation généralisée qui en ressort, les conséquences mondiales de cette situation sont la marque de ce système en crise, qui cherche à se survivre en écrasant toute l'humanité.

Dans une déclaration publiée après le 11 septembre 2001, la IVe Internationale écrivait :

« Dans le monde entier, les peuples se tournent avec angoisse vers le futur. Que va-t-il se passer dans les prochains jours, dans les prochaines heures ? Par la voix de George Bush, l'administration américaine a déclaré ce 18 septembre : nous sommes en guerre, engagés dans "une campagne massive et durable". *Il s'agira, a précisé le secrétaire d'Etat à la Défense, Donald Rumsfeld, d'un* "effort long, large, soutenu", *qui s'étendra* "non sur des semaines ou des jours, mais sur des années".

"Sur des années" ? Une guerre qui s'étendra sur des années ? Partout dans le monde, y compris aux Etats-Unis, des milliards d'êtres humains s'interrogent : que signifie une guerre qui s'étendra sur des années ? S'agit-il de déchaîner des misères sans fin, d'accumuler des destructions de toutes sortes, qui accableront plus encore les masses exploitées et opprimées ?

Les convulsions qui secouent la planète ne viennent-elles pas confirmer, de manière tragique, la justesse des positions de la IVe Internationale ? Inlassablement, au travers des difficultés de toutes sortes, les partisans de la IVe Internationale ont affirmé – et démontré par les faits – que l'exploitation ne peut qu'entraîner la guerre.

Qui peut nier, aujourd'hui, que le "nouvel ordre mondial" imposé par les dirigeants américains et leurs alliés, non seulement n'a ouvert aucune issue aux peuples et aux nations, mais qu'il a, plus encore, aggravé, au nom de l'économie de marché, toutes les contradictions du système de la propriété privée des grands moyens de production ?

Dix ans se sont en effet écoulés depuis que le président Bush (père de l'actuel président) a décrété l'avènement d'un "nouvel ordre mondial" (…).

Depuis dix ans, les "accords de paix" imposés par les grandes puissances capitalistes n'ont fait que déboucher sur de nouvelles "divisions ethniques", de nouveaux massacres (…).

Dans le monde entier, ce 11 septembre, les travailleurs ont été saisis d'horreur de voir les milliers de victimes sacrifiées dans les attentats de New York, de Washington, de Pennsylvanie, milliers de victimes qui, dans leur immense majorité, sont des travailleurs comme eux (…).

Aujourd'hui, la guerre menace.

Qui peut croire un seul instant que les masses affamées d'Afghanistan menaceraient la paix du monde ? Qui peut croire un seul instant que la guerre pourrait assurer l'indépendance des nations ? Regardez ce qui se passe en Palestine. N'y aurait-il pas, au lieu de cette guerre interminable qui se poursuit depuis un demi-siècle, une solution progressiste et de paix ? Cette solution ne pourrait-elle pas être la constitution sur tout le territoire de la Palestine d'une République palestinienne laïque sans distinction de race ni de religion ?

Aujourd'hui, la guerre menace.

Les attentats du 11 septembre sont mis à profit par les dirigeants des Etats-Unis pour engager pleinement leur gouvernement – et à sa suite les gouvernements du monde entier – dans des préparatifs de guerre à outrance : guerre directe contre les peuples des pays désignés comme "complices des terroristes", guerre sociale et économique contre les travailleurs des Etats-Unis et du monde entier. »

Peu avant le 11 septembre, Sharon avait été élu Premier ministre. L'impérialisme américain, engagé dans un processus de guerres dislocatrices des nations, était amené à s'opposer avec de plus en plus de force à tout pas en avant dans la défense de la souveraineté nationale, et donc à la question palestinienne. Mais il se trouvait aussi placé devant les conséquences de l'embrasement en Irak, facteur de crise aux Etats-Unis mêmes, notamment en relation avec la mobilisation massive du peuple américain contre la guerre. Il n'avait d'autre voie que d'encourager la politique de « fermeté » de Sharon contre les Palestiniens.

Mais la situation d'impasse totale, la crise qui en découle pour l'impérialisme américain n'est pas sans conséquences pour l'Etat sioniste. A la crise politique s'ajoute la crise économique. Les millions de dollars de subventions américaines ne suffisent plus à assurer une certaine stabilité économique de l'Etat israélien, dont l'essentiel des ressources sert à la répression contre le peuple palestinien. Création artificielle de l'ONU en 1947 sous l'égide de l'impérialisme américain, l'Etat sioniste est totalement dépendant non seulement des subventions de l'administration américaine, mais également de l'économie américaine en général. La crise économique et sociale, corollaire de la crise politique et de l'impasse qui en découle, menace les fondements mêmes de l'entité sioniste.

C'est dans ce cadre que, près de dix ans après les accords d'Oslo, s'était développée la deuxième Intifada. Cette deuxième Intifada était également l'expression du rejet par une part grandissante de la population palestinienne de ces accords, qui niaient les droits à une nation et à un Etat pour le peuple palestinien.

La mobilisation spontanée des masses palestiniennes pour la reconquête de leurs droits se heurte alors à la « police » de l'Autorité palestinienne. Celle-ci est débordée par le mouvement. Elle s'avère incapable de freiner cette mobilisation. De formidables contradictions se développent au sein même de l'appareil politique de l'Autorité palestinienne. Nombre de policiers refusent de réprimer les manifestants et se joignent à eux. Le dispositif mis en place par les « accords d'Oslo » vole en éclats. L'armée israélienne doit se substituer à l'Autorité palestinienne.

C'est par le feu et par le sang que les chars du gouvernement israélien massacraient des centaines de Palestiniens. Mais ce qu'il faut noter, c'est que, pour la première fois depuis 1947, des milliers de Palestiniens qui vivent dans les territoires de 1947-1948, c'est-à-dire dans les frontières de l'Etat d'Israël, sont à leur tour descendus dans la rue, manifestant ainsi qu'ils étaient une partie du peuple palestinien et que la question du droit du peuple palestinien à un Etat était également leur question. La brutalité de la répression était à la mesure du danger pour l'existence même de l'Etat d'Israël, car la mobilisation des « Arabes d'Israël », comme on les nomme, traduisait le fait qu'ils étaient membres du peuple de Palestine, qu'ils étaient des Palestiniens.

Il fallait écraser dans le sang la résistance du peuple palestinien.

C'est à cette même époque que l'intervention militaire en Irak et son occupation aboutissaient à une situation de dislocation, de division du peuple irakien entre chiites et sunnites, Kurdes et Arabes. C'était l'impasse au Moyen-Orient.

Cette situation perdure toujours aujourd'hui : l'enlisement de l'impérialisme américain est l'un des moteurs de la crise de l'impérialisme lui-même, confronté à la résistance de son propre peuple, de sa classe ouvrière, qui, en combattant pour la défense de ses droits à la santé, à l'instruction, se dresse contre son propre gouvernement qui utilise l'argent à des fins de guerre et de destruction.

La guerre en Irak est non seulement le ressort d'un développement considérable du budget militaire et de l'économie d'armement, mais également celui du pillage des ressources énergétiques de l'Irak, et plus généralement de la région. La « proposition » de George Bush de constituer un *« Grand Moyen-Orient »* redessinant la carte de la région n'est en réalité que la nécessité pour l'impérialisme américain de remettre en cause tous les cadres nationaux et les Etats existants pour satisfaire ses besoins de pillage de cette région riche en hydrocarbures.

C'est pourquoi, en prolongement de sa guerre en Irak censée introduire la « démocratie », George Bush a annoncé sa volonté de constituer un *« Grand Moyen-Orient* (visant à) *introduire des réformes démocratiques »* du Pakistan jusqu'au Maghreb. Derrière les références à la « démocratie », ce qui est en cause, c'est, en réalité, « l'irakisation » de toute la région. Au soir des « élections » en Irak, le 30 janvier 2005, Bush s'est félicité de ce *« succès,* (qui) *légitime son extension aux autres pays de la région »* ! Deux ans plus tard, on voit le résultat.

Sous couvert d'une « carte pour réorganiser la région », il s'agit en réalité, à travers le « Grand Moyen-Orient », d'appliquer la même politique internationale, qui conduit, sous des formes particulières à chaque continent, à disloquer le cadre des nations.

En février 2005, dans *La Vérité,* n° 42, un article était consacré au « Grand Moyen-Orient ». On y lit :

> *« Le "Grand Moyen-Orient", pour la Palestine, c'est la situation ouverte après la mort d'Arafat et l'intronisation d'Abu Mazen, selon les recommandations de Bush.*
>
> *Sous la pression américaine et européenne, Mahmoud Abbas, qui a multiplié les initiatives contre la résistance palestinienne et contre l'Intifada, offensive qui a culminé dans le sommet de Charm el-Cheikh, le 8 février, à travers la signature d'un accord de cessez-le-feu, réunit les conditions pour la guerre civile interpalestinienne, en exigeant l'arrêt de l'Intifada et de la résistance palestinienne.*
>
> *Pour les besoins de sa "stratégie", l'impérialisme américain contraint Sharon à signer le cessez-le-feu. »*

Deux ans plus tard, on peut juger, à la lumière de ce qui se passe à Gaza et en Cisjordanie, de la validité de cette analyse.

L'article de *La Vérité* se poursuivait ainsi :

> *« (…) Les conditions objectives, tant pour les populations palestiniennes que pour les populations juives, sont si intenables que ni l'Autorité palestinienne ni Sharon n'ont les moyens de garantir l'application du plan américain de cessez-le-feu.*
>
> *Lundi 14 février, une gigantesque explosion a secoué Beyrouth, ciblant Rafic Hariri, ex-Premier ministre du Liban, et son cortège, à deux mois des élections.*
>
> *En fait, les moteurs de toutes les voitures étaient piégés. L'administration américaine et Israël ont immédiatement pointé un doigt accusateur contre la Syrie. L'Union européenne, appuyée par Condoleezza Rice, a demandé une commission d'enquête internationale. La Syrie est, après l'Iran, la deuxième cible de Bush au Moyen-Orient inscrite dans "l'axe du mal".*
>
> *Sommé de retirer ses troupes du Liban et de désarmer le Hamas syrien par une résolution américano-française (résolution 1559) approuvée par la majorité du Conseil de sécurité de l'ONU en octobre 2004, le régime syrien a procédé au redéploiement partiel de ses soldats et a même affiché sa disposition à négocier sans condition avec Israël sur la question du Golan, mais rien n'y fit.*
>
> *Le Liban, non encore remis de la longue guerre civile qui l'a ravagé, a connu durant l'année 2004 plusieurs grèves générales contre la misère et le plan d'ajustement structurel, et subi des provocations orchestrées par des centres liés à l'impérialisme américain.*
>
> *Dans ce cadre, une crise politique a été provoquée lorsque le Parlement libanais a reconduit l'actuel président, Emile Lahoud, considéré comme "proche de*

la Syrie", malgré les mises en garde de l'administration américaine. Rafic Hariri, alors Premier ministre, qui a mis en œuvre les privatisations au Liban, un pays accablé par une dette extérieure de 35 milliards de dollars (l'équivalent de 50 % de son PIB), avait démissionné et joint sa voix à celle de l'administration américaine et de l'Union européenne concernant le retrait des troupes syriennes.

Au Liban, l'Etat est construit sur la base d'un équilibre communautaire institutionnalisé : en permanence, le président est issu de la communauté chrétienne, maronite, le Premier ministre est sunnite et le président du Parlement est chiite.

Après la Jordanie, où 80 % de la population sont d'origine palestinienne, c'est au Liban, puis en Syrie, que se concentre le plus grand nombre de réfugiés palestiniens porteurs de la revendication du droit au retour chez eux, d'autant qu'ils sont, au Liban, interdits d'exercer 70 métiers et professions, et vivent dans des conditions de totale précarité.

Dans un mouvement similaire à celui en cours au Togo, les télévisions arabes avaient diffusé en octobre 2004 des images "d'opposants" manifestant devant le Parlement pour "dénoncer la présence militaire syrienne". *Le sort du Liban était déjà scellé (…). »*

LE "GRAND MOYEN-ORIENT" EN MARCHE…

« Le sort du Liban était scellé », écrivions-nous en 2005. En juillet-août 2006, un an plus tard, l'armée israélienne pénétrait au Sud-Liban, puis bombardait systématiquement le Liban, détruisant les infrastructures du pays. Le « Grand Moyen-Orient » était en marche. C'est Condoleezza Rice elle-même, qui, en pleine intervention militaire au Liban, déclarait :

« C'est le premier acte qui doit conduire à la mise en place du nouveau Moyen-Orient. Ce à quoi nous assistons, c'est d'une certaine manière aux douleurs de l'enfantement d'un nouveau Moyen-Orient. »

Dans le même temps, la résistance des populations libanaises aboutissait à un retrait de l'armée israélienne, provoquant une crise majeure en Israël. En 2007, un an après cette guerre, c'est le gouvernement libanais « pro-occidental » qui fait donner son armée contre les camps de réfugiés palestiniens au Liban, sous le prétexte de « lutte contre le terrorisme ».

Le Liban n'était qu'un maillon de la chaîne des guerres et des conflits que provoque l'impérialisme américain pour la survie du régime de la propriété privée des moyens de production. Le déchaînement de violence au Moyen-Orient est le produit de la décomposition qu'introduit pour toute la région la barbarie en Irak du fait de l'occupation militaire américaine. L'incapacité de l'impérialisme d'ouvrir une issue à sa propre crise autrement que par la destruction en masse des forces productives, le recours à l'économie d'armement, le pillage, menace l'existence des nations, des Etats et des bases mêmes de la civilisation humaine.

Le Sixième Congrès mondial de la IVe Internationale, en 2006, affirmait :

« (…) Pour l'impérialisme le plus puissant du monde, qui a sur ce point beaucoup hésité et tergiversé avant le 11 septembre, il y a désormais la conviction qu'il n'y a pas d'autre choix, pour pouvoir préserver ses intérêts d'impérialisme dominant sur tous les continents, dans tous les pays, et pour pouvoir préserver son droit imprescriptible au pillage et à la surexploitation, que de prendre en charge directement les conditions militaires, économiques et politiques de la préservation du système d'exploitation basé sur la propriété privée des moyens de production dans le monde entier.

Directement ne veut pas dire qu'il ne va pas chercher à faire jouer à tous les impérialismes secondaires et à tous les gouvernements un rôle subsidiaire. Cela veut dire qu'il ne s'arrêtera pas aux risques soupesés d'une intervention militaire supplémentaire ou pas (…).

Aujourd'hui, tous les efforts de l'impérialisme dominant et des gouvernements qui y sont reliés, notamment les gouvernements d'Europe, se concentrent sur une entreprise de désagrégation des nations, et ce qu'on a vu dans la dernière période se dérouler par étapes successives dans les Balkans, c'est ce qu'on voit s'opérer aujourd'hui sous nos yeux à travers l'offensive de désagrégation de la nation afghane (…).

Dans cette situation où la survie du régime de la propriété privée des moyens de production conduit l'humanité non seulement à l'impasse, mais à un désastre généralisé, il nous faut revenir sur les conditions mêmes de la lutte de classes (…).

Il ne peut pas y avoir de super-impérialisme.

En d'autres termes, aussi puissant que soit l'impérialisme dominant, l'impérialisme par lui-même ne peut pas résoudre sa propre crise, parce que les ressorts de cette crise renvoient au caractère historiquement condamné de la propriété privée des moyens de production, son impuissance à donner un nouvel essor au développement des forces productives, et, par conséquent, le fait que la survie du régime capitaliste dans ces conditions de décomposition met à l'ordre du jour de façon immédiate l'alternative "socialisme ou barbarie". »

C'est dans ces conditions que l'on doit saisir ce qui s'est passé en 2007 en Cisjordanie et à Gaza. L'incapacité de l'Etat sioniste au compte des Etats-Unis, mais également celle de l'Autorité palestinienne, à détourner les masses palestiniennes du combat pour la reconquête de tous leurs droits a abouti à de véritables provocations, qui ont elles-mêmes amené à la situation de désarticulation du peuple palestinien à Gaza et en Cisjordanie.

L'Etat d'Israël participe non seulement de la crise de l'impérialisme américain, de l'impasse dans laquelle il se trouve, mais développe, dans ce cadre, sa propre crise. L'Etat d'Israël connaît une crise qui menace ses fondements : la constitution d'un gouvernement d'« union nationale » en est l'expression. L'Etat d'Israël, même avec l'aide des Etats-Unis, est incapable de régler la question palestinienne, de même que l'impérialisme américain est incapable de régler la question irakienne.

Les contradictions politiques aux Etats-Unis, la mobilisation des travailleurs et de la jeunesse ont conduit le gouvernement Bush dans une crise majeure. Au lendemain des élections américaines, qui ont vu la défaite du Parti républicain, de nouvelles et puissantes manifestations contre la guerre se sont déroulées aux Etats-Unis mêmes, avec – pour la première fois dans l'histoire – une prise de position en tant que telle de l'AFL-CIO contre la guerre. Mois après mois, l'impérialisme américain s'enfonce davantage encore dans le bourbier irakien. Rejetés par la majorité de la population américaine, confrontés à la résistance du peuple irakien, à la condamnation des peuples du monde entier, les dirigeants américains se sont lancés dans une véritable fuite en avant. En décembre 2006, *La Vérité* analysait le plan Baker-Hamilton (l'un est républicain, l'autre démocrate), qui, loin de recommander le retrait des troupes américaines, s'interrogeait sur la manière d'établir un plan méthodique d'intervention impérialiste dans le monde entier, et notamment au Moyen-Orient. Après la publication de ce rapport devant servir de base « non partisane » (c'est-à-dire alliant républicains et démocrates), Bush annonçait une « réorientation » de sa politique : l'envoi de 30 000 soldats supplémentaires. Cette décision provoquera d'énormes contradictions dans la classe dominante américaine, les démocrates fraîchement élus par un vote massivement anti-Bush s'opposant à ces mesures… par un vote non contraignant, n'empêchant donc pas Bush d'agir.

Bush cherche, depuis l'élection d'une majorité démocrate, à réaliser à son tour une « union nationale », et l'appui des démocrates, qu'il obtient. Il cherche également, à l'échelle internationale, à un partage du fardeau avec notamment ses « alliés » européens pour la défense de l'« ordre », sous son égide. C'est la « Pax Americana », à laquelle tout le monde doit se soumettre.

En ce qui concerne le Moyen-Orient, tout en soutenant Israël, les Etats-Unis l'utilisent dans le cadre d'un marchandage avec les Etats de la région, Syrie et Iran au premier chef, pour qu'ils s'intègrent à sa politique. Pour ce même objectif, ils menacent la Syrie et l'Iran d'intervenir.

C'est dans ces conditions que Bush, après avoir poussé à l'intervention israélienne au Liban il y a un an, avait mis un frein à cette intervention face au risque d'une déstabilisation accrue de la région, du fait de la résistance populaire libanaise. Mais dans une impasse, l'impérialisme américain et son vassal Israël n'avaient d'autre voie que d'aller de l'avant dans la dislocation.

Se saisissant de la victoire électorale du Hamas lors d'« élections » législatives que tous les observateurs internationaux avaient validées comme un « exemple » pour tout le Moyen-Orient, l'impérialisme préparait une nouvelle provocation. Le refus de reconnaître le droit du peuple palestinien à la terre, au retour et à la nation, conduit à une situation de décomposition pour toute la région. Les pressions exercées par l'administration Bush depuis la guerre du Liban sur le gouvernement israélien pour contenir sa politique dans certaines limites ont provoqué une crise majeure dans l'appareil d'Etat israélien en véritable décomposition, s'accompagnant d'une pression considérable sur les dirigeants de l'Autorité palestinienne.

Après la victoire électorale du Hamas, la secrétaire d'Etat américaine, Condoleezza Rice, avait déclaré que la condition à la reconnaissance du gouvernement impliquait de se situer *« clairement du côté de la feuille de route à deux Etats du président Bush ».* Mais pas plus et pas moins que le précédent « gouvernement » de l'Autorité palestinienne, le nouveau gouvernement est dans l'incapacité de faire accepter par la masse des Palestiniens la renonciation à son unité et à son émancipation nationale.

Le vote lors des « élections » dans les territoires de Gaza et de Cisjordanie sous bouclage israélien traduisait le rejet par les masses palestiniennes de l'Autorité palestinienne incarnant « Oslo » et la corruption. L'impérialisme, lui, dénonçait un nouvel avatar de terrorisme et organisait la pression sur l'Autorité palestinienne pour encadrer le Hamas. La multiplication de provocations, d'affrontements entre milices durant l'année 2007 a conduit aux événements de Gaza. La prise de contrôle de Gaza par le Hamas a permis d'organiser le bouclage hermétique de cette bande de terre, où vivent dans le dénuement 1,5 million de Palestiniens. Non seulement Israël bloque Gaza, mais également l'Egypte et l'Autorité palestinienne, laquelle vient d'annoncer que les succès au bac à Gaza n'étaient pas reconnus et que, de ce fait, aucun jeune Gazaoui ne pouvait aller à l'Université.

Les autorités américaines, non sans cynisme, ont déclaré à propos de « l'autonomie » de Gaza : *« Et pourquoi pas deux Etats palestiniens ? »*

D'ores et déjà, Israël comme les Etats-Unis inondent par millions de dollars l'Autorité palestinienne en Cisjordanie. La préservation de « l'ordre » américain, de l'existence d'Israël, exige un pseudo-« Etat » palestinien y compris sur le minuscule territoire de Cisjordanie, excluant ainsi l'écrasante majorité du peuple palestinien.

C'est là la logique des accords d'Oslo, qui, en 1993, ont dénié le droit à la nation et à l'Etat au peuple palestinien. Et demain, pourquoi pas deux ou trois Etats dans les territoires de Cisjordanie ?

Pour Henri Siegman, ancien président du Congrès juif américain (*London Review of Book,* 16 août 2007) :

> *« Le processus de paix au Moyen-Orient pourrait bien être la tromperie la plus spectaculaire de toute l'histoire diplomatique moderne. Depuis l'échec du sommet de Camp David en 2000, et en fait bien avant lui, l'intérêt d'Israël dans le processus de paix (…) a été une fiction, qui a essentiellement servi à fournir une couverture pour sa confiscation systématique de la terre palestinienne et pour une occupation dont le but, selon l'ancien chef de l'armée israélienne*

Moshé Yaalon, est de "marquer au fer rouge très profondément dans la conscience des Palestiniens qu'ils sont un peuple de vaincus" *(…). »*

Après avoir indiqué que les territoires palestiniens sont voués à devenir des bantoustans enclavés, Siegman note : *« La situation à Gaza nous montre à quoi ces bantoustans ressembleront si leurs résidants ne se comportent pas comme Israël veut. »*

Voilà dépeints le contour et la forme que prendra l'Etat palestinien prôné par George W. Bush : une série de bantoustans palestiniens entièrement soumis au pouvoir militaire de l'Etat hébreu. L'opposition, qui semble irrévocable, entre les deux parties dirigeantes de l'Autorité palestinienne n'est-elle pas le produit de ce cadre, renforcé par une multitude de « plans de paix » dont les résultats n'ont jamais rien fait d'autre que de réaffirmer le droit de l'Etat hébreu d'opprimer le peuple palestinien ?

LA IVe INTERNATIONALE COMBAT DEPUIS 60 ANS CONTRE LA PARTITION DE LA PALESTINE

Depuis 1946, puis en 1947-1948, la IVe Internationale n'a cessé de lutter contre la partition de la Palestine, pour une Palestine libre, laïque et démocratique.

En janvier 1948, le groupe trotskyste en Palestine écrivait :

« La tâche des révolutionnaires juifs en Israël est de préparer cette rupture. Leur ligne politique doit rester inébranlablement celle de la lutte contre le partage de la Palestine, pour la réintégration du territoire d'Israël dans une Palestine unie, dans le cadre d'une Fédération des Etats arabes du Moyen-Orient, qui garantira à la minorité juive tous les droits d'autonomie culturelle nationale.

Les potentats féodaux arabes Farouk et Abdullah, loin de lutter contre le partage de la Palestine, cherchent surtout à partager ce malheureux pays entre leurs propres royaumes (…).

Quelques semaines de guerre ont suffi à dévoiler l'organisation lamentable de leurs forces militaires. Ce n'est pas sous leur direction que les masses arabes pourront réunifier la Palestine. Encore moins la lutte contre l'impérialisme se développera-t-elle sous leur égide, alors que, même dans l'affaire de la Palestine, les souverains arabes sont prêts à se laisser imposer finalement le compromis élaboré actuellement par les grandes puissances.

Il en va tout autrement de l'opposition que les masses arabes manifestent de toute part contre l'Etat d'Israël et l'intervention de l'impérialisme dans cette partie du monde. Cette opposition est une force incontestablement progressive, qui, demain, ira renforcer le courant général de la révolution arabe au Moyen-Orient (…).

Préparer dès aujourd'hui cette convergence est la tâche des révolutionnaires du Moyen-Orient, qui, tout en luttant contre tout courant chauvin et antisémite, concentreront leur propagande sur les mots d'ordre suivants :

– A bas le partage de la Palestine ! Pour une Palestine arabe unie et indépendante, avec pleins droits de minorité nationale à la communauté juive.

– A bas l'intervention impérialiste en Palestine ! Hors du pays toutes les troupes étrangères, les "médiateurs" et "observateurs" de l'ONU ! Pour le droit des masses arabes à disposer d'elles-mêmes.

– Pour l'élection d'une Assemblée constituante au suffrage universel et secret ! Pour la révolution agraire !

– A bas la Ligue arabe, instrument de l'impérialisme ! A bas les rois corrompus et les féodaux exploiteurs ! Vive la révolution socialiste arabe dans le Moyen-Orient ! »

Ces militants juifs en Palestine membres de la IVe Internationale se situent, dans la pire des tourmentes, et ce, au lendemain du génocide des juifs par Hitler, sur le terrain de l'internationalisme prolétarien. Ils ne considèrent pas que la partition de la Palestine et la création d'Israël vont aider au règlement de la question juive.

Au contraire, en 1948, ils écrivent :

> *« Le nouvel "Etat" d'Israël, loin de résoudre la question juive, va lui donner une acuité encore plus tragique en accentuant les tendances antisémites. »*

Car la création de l'Etat d'Israël ne visait, pour l'impérialisme américain et avec le soutien de la bureaucratie stalinienne, qu'à parachever l'expulsion de l'impérialisme britannique de la région et à en prendre le contrôle. La question juive ou son règlement n'est pas son problème. Le sionisme, en utilisant l'horreur de la Deuxième Guerre mondiale, a canalisé des millions de juifs dans un ghetto dépendant de l'impérialisme, et qui subit lui aussi les conséquences de la décomposition impérialiste qui frappe tous les peuples.

Il ne s'agit pas d'une simple « agence » de l'impérialisme comme peuvent l'être les classes dominantes d'Arabie Saoudite, d'Egypte ou de Jordanie, mais un prolongement de l'impérialisme mondial. Il n'y a pas un « Etat juif », mais un Etat sioniste (Israël), qui, loin de régler la question nationale juive, ne fait que l'aggraver. C'est un « Etat » fondé sur un particularisme ethnique et religieux, un Etat théocratique, qui prétend que les juifs ne sont d'aucun pays, ont tous les mêmes intérêts fondés sur une religion commune. Il ne s'agit là, en négatif, que de la position d'antisémites déclarant qu'un juif n'est pas français, anglais ou italien, car il est juif.

Dans une réédition de Marx *Sur la question juive,* Daniel Bensaïd, « philosophe », mais aussi dirigeant du Secrétariat unifié, écrit dans une « présentation » (on trouvera une critique détaillée de cette « présentation » dans *La Vérité,* n° 51 [septembre 2006] et 52 [octobre 2006]) qu'il existait *« une nation juive externalisée »,* il faut comprendre sans terre, qui devient une *« nation israélienne »* produit de *« la fondation de l'Etat d'Israël et d'une nation territorialisée »,* c'est-à-dire sur la base de l'expulsion des Palestiniens de ce territoire !

Un camarade de Bensaïd, Nathan Weinstock, dans un ouvrage sur lequel Bensaïd s'appuie, *Le Sionisme contre Israël* (le titre est éloquent…), écrit :

> *« La constitution d'une nationalité nouvelle au Proche-Orient issue du processus spécifique de la colonisation sioniste séparatiste et du melting-pot palestinien : la nation israélienne en gestation. »*

Pour ces éminents membres du Secrétariat unifié, bien que « réactionnaire », le sionisme a permis d'avancer dans le règlement de la question juive en ouvrant la possibilité que naisse une « nation israélienne ». C'est là une position totalement contradictoire avec celle prise par la IVe Internationale en 1947 et depuis, car elle considère l'Etat d'Israël comme un cadre national pour les juifs.

Elle avalise de facto la « loi fondamentale » d'Israël : la loi du retour reconnaît la nationalité israélienne à tout juif et dresse des obstacles majeurs à tout non-juif. Elle établit également un régime discriminatoire entre juifs et Arabes citoyens israéliens. Et enfin, la loi Queren Ha qayennet (créant le Fonds national juif) légalise rétrospectivement les expropriations des terres palestiniennes et interdit de les vendre à des Palestiniens.

Les statuts du Fonds national juif spécifient qu'en cas de vente par le fonds de terre à des juifs (et exclusivement), la terre doit être livrée *« vide de ses occupants ».* L'Etat sioniste ne vise pas, comme un Etat colonial, à asservir les Palestiniens, mais à les expulser. Il vise à leur disparition.

Voilà la réalité de l'Etat sioniste, à l'inverse d'une prétendue nation.

Il y a en Palestine, en revanche, une population juive comme produit de l'histoire récente d'après 1945. Cette population n'est pas libre. Elle est enfermée dans le rapport d'oppression inné à l'existence de l'Etat sioniste fondé sur le racisme contre le peuple palestinien. Elle ne peut se libérer de cette situation qu'en rompant avec le statut d'oppresseur que lui impose le sionisme.

Et cela ne peut se faire que sur la voie de la démocratie : par la reconnaissance de droits égaux entre Palestiniens et juifs, qui s'opposent ligne à ligne à la loi fondamentale de l'Etat sioniste.

La solution démocratique implique la rupture avec le sionisme et la soumission aux Etats-Unis pour établir l'égalité en droits dans une Palestine libre, laïque et démocratique.

Et cette orientation est contradictoire avec le projet des « deux Etats ».

Au moment même de l'écrasement dans le sang de la deuxième Intifada, en 2003-2004, les responsables du Secrétariat unifié écrivaient :

> *« Bush vient de dire : un Etat palestinien, oui, mais d'ici 2009. Alors que la dernière "feuille de route" foulée aux pieds par Israël l'envisageait pour 2005 »* (déclaration de la LCR du 15 novembre 2004 : *« Un Etat palestinien maintenant ! »*).
>
> *« Ils n'envisagent aucun calendrier pour l'application de leurs mesures lénifiantes »* (*Rouge,* n° 2087, 18 novembre 2004).

Ils se réclament de la « feuille de route » de Bush, lui reprochant seulement ses délais ! Et ils ajoutent, devant les développements sanglants à l'époque :

> *« Seule la coexistence démocratique de deux Etats, libres et indépendants, laïques, pourra déboucher sur la paix durable et avec un développement économique et social régional maîtrisé par les populations »* (déclaration de la LCR, 15 novembre 2004).

Ainsi, l'Etat d'Israël pourrait être un Etat libre et laïque ? Et un « Etat » palestinien pourrait voir le jour en « Etat libre et indépendant » sur 12 % du territoire de la Palestine et en écartant les deux tiers du peuple palestinien ?

Fin septembre 2006, après la guerre au Liban, *Rouge* ose encore écrire :

> *« Ce n'est pas d'une politique de la canonnière dont le Liban et la région ont besoin, mais de justice et de respect du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, conditions pour que puisse s'instaurer une paix durable. Au Liban, l'Etat d'Israël doit, par conséquent, évacuer les terres qu'il occupe, libérer les prisonniers entre ses mains, respecter la frontière et l'espace aérien du pays, verser des indemnités correspondant aux destructions causées. En Palestine, il doit, de la même façon, se retirer de la totalité des territoires occupés en 1967, libérer les prisonniers, reconnaître le droit des réfugiés au retour, afin qu'un Etat palestinien souverain puisse se constituer avec Jérusalem-Est pour capitale. Et si une conférence internationale devait se tenir, comme l'évoque Chirac, ce devrait être pour faire appliquer toutes les résolutions des Nations unies concernant les occupations de Palestine, du Liban, de Syrie. Si une force de protection des populations s'avérait nécessaire, elle ne pourrait être composée de troupes provenant de pays ayant une responsabilité dans le désastre présent. »*

Rouge se prononce donc une nouvelle fois pour la création aux côtés d'Israël d'un « Etat » palestinien et pour l'envoi d'une armée composée de soldats de pays non impliqués dans le conflit pour appliquer *« toutes les résolutions de l'ONU »,* dont la première est la partition de la Palestine de 1947, qui est à la base des « accords d'Oslo » sur les « deux Etats ».

Or précisément, pour établir la paix et la sécurité dans la région, la première des tâches est de revenir sur la partition de la Palestine, donc à la fois sur la « purification ethnique » continuelle du peuple palestinien et sur le fait que l'Etat sioniste a besoin d'un état de guerre permanent, maintenant ainsi sa population sous une pression permanente et conduisant à sa décomposition.

Il n'y aura pas d'« Etat palestinien » en excluant les deux tiers de ce peuple condamnés à n'être que des réfugiés. Le droit au retour des millions de réfugiés palestiniens sur leurs terres et dans leurs villages est un droit imprescriptible. Mais ce droit au retour est incompatible avec un ou deux Etats à Gaza et en Cisjordanie. Il est incompatible avec l'existence d'un « Etat » théocratique qui maintient 1,5 million de ses « citoyens » comme citoyens de seconde zone parce qu'ils sont Arabes. Il est incompatible avec le sionisme basé sur la terreur et la prétention au droit exclusif des seuls juifs à vivre en Palestine.

Le droit au retour des millions de réfugiés palestiniens exige que soit mis fin aux découpages territoriaux, au territoire de Cisjordanie, à la bande de Gaza, à l'Etat d'Israël, pour que se constitue une Palestine unifiée, libre, laïque et démocratique, où seraient reconnus les droits égaux des populations juives et arabes. Une telle situation ouvrira une ère nouvelle au Moyen-Orient, mais aussi à l'échelle mondiale.

Mais, rappelons-le, une telle perspective implique de remettre en cause la partition organisée par l'ONU en 1947-1948. C'est là la voie de l'émancipation et de la libération pour les masses palestiniennes, mais aussi pour les populations juives vivant en Palestine.

C'est là une constante dans les positions de la IVe Internationale depuis 1947.

Soixante ans d'histoire le démontrent : aux guerres succèdent les massacres, la répression, les conflits, avec leur cortège de barbarie.

La IVe Internationale combat pour la défense des nations menacées par l'impérialisme comme cadre pour les peuples de décider souverainement de leur avenir.

Défendre le droit à la souveraineté des peuples et des nations, c'est assurer avec intransigeance le combat internationaliste permettant, à une autre étape, d'aller vers une Union des républiques libre et indépendante au Moyen-Orient, vers une Union des républiques à l'échelle mondiale. La voie de la paix, de la fraternité et de la coopération entre les peuples est contradictoire avec la politique mondiale de l'impérialisme.

Cette discussion, dans le cadre de la conférence internationale sur soixante ans de partition de la Palestine, est un élément capital du combat pour la paix, la démocratie, le droit des peuples, et pour l'avenir de la civilisation humaine.

Cartes réalisées par la revue *Dialogue* :
"Droit au retour des Palestiniens sur leurs terres.
Un seul Etat sur la Palestine historique."

Photo AFP

Dans les célébrations de la Nakba en 2012 :
"Pour le droit au retour".

D4 • Moyen-Orient : la Pax Americana, 35 ans après Camp David et 20 ans après Oslo (1)

DEVANT l'entrée nord de la Maison-Blanche, sur une estrade dressée à cet effet, le 26 mars 1979, le traité israélo-égyptien est signé par le président égyptien, Sadate, le Premier ministre israélien, Begin, et le président des Etats-Unis, Carter. Cette signature fait suite aux accords conclus six mois plus tôt à Camp David. Le traité est cosigné, et donc garanti, par les Etats-Unis, qui apportent depuis une aide militaire annuelle de 1,3 milliard de dollars à l'Egypte, tout en poursuivant celle fournie à l'Etat d'Israël, qui atteint aujourd'hui 3 milliards de dollars.

C'est une Pax Americana. Elle va constituer la pierre angulaire de tous les développements au Moyen-Orient, ouvrir la voie aux négociations d'Oslo et à l'accord qui sera signé, également à la Maison-Blanche, en 1993, par Yasser Arafat, président du comité exécutif de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), Itzhak Rabin, Premier ministre israélien, et Bill Clinton, président des Etats-Unis. Mais, depuis, la révolution égyptienne ébranle l'ordre impérialiste dans la région. Où en est la Pax Americana au Moyen-Orient ?

Le traité israélo-égyptien implique la reconnaissance de l'Etat d'Israël par les dirigeants égyptiens. Il prévoit la restitution à l'Egypte du Sinaï, occupé par l'armée israélienne depuis la guerre d'octobre 1973 – objectif quasi exclusif du président égyptien–, et assure la sécurisation du front sud de l'Etat d'Israël par la démilitarisation de la péninsule du Sinaï. Les citoyens, les navires et les cargaisons israéliens jouissent du libre passage par le canal de Suez. Les navires américains ont le libre accès au canal de Suez et l'espace aérien égyptien est ouvert aux forces aériennes américaines. Par ailleurs, *« les parties s'engagent à ne contracter aucune obligation en contradiction avec ce traité »,* ce qui n'est pas anodin. L'Egypte et l'Etat d'Israël ont, dans ce cadre, discuté pour la première fois de la perspective d'une « autonomie palestinienne » dans les territoires occupés par les Israéliens depuis 1967. Dans le document définissant sa position, l'Etat d'Israël stipule notamment que son administration militaire cadrera et contrôlera tous les actes qui pourraient émaner du conseil administratif autonome palestinien, s'il devait voir le jour. Il précise en outre que les réserves d'eau, les terres non cultivées, la sécurité et le maintien de l'ordre demeureraient sous son contrôle.

UN TRAITÉ QUI PRÉFIGURE L'ACCORD D'OSLO

Après la signature du traité, Yasser Arafat a reproché à Sadate d'avoir *« vendu les droits nationaux du peuple palestinien contre une poignée de sable du désert ».* Les relations de l'« autorité autonome » avec ses voisins devaient être contrôlées conjointement par l'Egypte, l'Etat hébreu et la Jordanie. Le cadre du consensus était fixé, visant à maintenir et à aggraver l'enfermement des Palestiniens, niant de fait leur droit au retour. Cela préfigurait l'« Autorité palestinienne » instaurée par l'accord d'Oslo, que Yasser Arafat signera quatorze ans plus tard. A peine les négo-

(1) Article de Samir Hassan et François Lazar, *La Vérité,* n° 80 (n° 686), décembre 2013.

ciations de Camp David terminées, le gouvernement israélien a accentué la colonisation en Cisjordanie et à Gaza. Et le ministre israélien des Affaires étrangères, Moshe Dayan, a martelé :

> *« A Camp David, nous nous étions engagés à stopper la création de nouvelles colonies pendant trois mois, mais nous n'étions jamais convenus de ne pas renforcer celles qui existaient déjà. »*

Le 9 octobre 1978, il déclare solennellement devant l'Assemblée générale des Nations unies :

> *« Jérusalem, pour nous, est la capitale éternelle d'Israël et la seule. Nous n'en avons pas d'autre et nous n'en aurons jamais d'autre. »*

Le 30 juillet 1980, le gouvernement israélien fait voter une loi définissant Jérusalem dans sa totalité comme capitale de l'Etat hébreu. Le 14 décembre 1981, la Knesset (le Parlement israélien) adopte la loi sur les hauteurs du Golan, qui annexe ce territoire syrien conquis militairement en juin 1967. En juin 1982, l'Etat d'Israël attaque le Liban pour détruire les bases de la résistance palestinienne, ciblant particulièrement les camps de réfugiés et le siège de l'OLP à Beyrouth. Les phalanges fascistes libanaises, qui partagent les mêmes objectifs, prêtent main-forte à l'armée israélienne. Des milliers de Palestiniens seront massacrés dans les camps de Sabra et de Chatila. Quinze mille combattants palestiniens seront évacués et le siège de l'OLP est transféré à Tunis.

UNE "SOLUTION PACIFIQUE" PRÉPARÉE DE LONGUE DATE AVEC LES ÉTATS-UNIS

L'accord de paix entre l'Egypte et l'Etat d'Israël n'est pas tombé du ciel. La guerre des Six Jours, en juin 1967, a plongé les régimes féodo-bourgeois et bourgeois du Moyen-Orient dans une crise politique profonde. Pour les aider à se maintenir dans une situation où les masses, en Egypte comme en Jordanie, sont en ébullition, l'impérialisme américain élabore le plan Rogers (du nom du secrétaire d'Etat du président Nixon). Il sera accepté par toutes les classes dirigeantes des pays arabes, avec l'appui décisif de la bureaucratie du Kremlin. Une première application du plan fut le « Septembre noir » : le massacre, par le roi Hussein de Jordanie, en septembre 1970, de milliers de résistants palestiniens qui vivaient sur le sol jordanien, et dont l'activité révolutionnaire menaçait les fondations mêmes du régime. L'appareil militaire et politique palestinien sera contraint de se réfugier au Liban. Alors que des tonnes d'armements, des chars lourds, de l'artillerie lourde et des bombes au napalm étaient quotidiennement débarqués en Jordanie et que le roi Hussein, assisté de nombreux conseillers américains et britanniques, préparait le massacre, le président égyptien, Nasser, laissa faire sans mot dire. Trois mois plus tôt, il avait souscrit au plan Rogers et à sa prétendue solution pacifique. Le 26 septembre, après le massacre, il « réconciliait » au Caire Yasser Arafat et le roi Hussein de Jordanie. Deux jours plus tard, Nasser mourait. Lors de ses funérailles, des millions de travailleurs égyptiens sont descendus dans les rues du Caire, non pour manifester leur soutien au régime corrompu des militaires – comme l'ont prétendu les dirigeants de tous les pays, de Nixon à Mao Zedong en passant par Brejnev et Pompidou, en France –, mais pour clamer leur haine du roi-boucher de Jordanie, qui faillit d'ailleurs être lynché par la foule.

L'ALLÉGEANCE DU RÉGIME ÉGYPTIEN À L'IMPÉRIALISME AMÉRICAIN

C'est dans cette situation qu'Anouar el-Sadate arrive au pouvoir. Il entend confier directement à Washington le soin de garantir la « paix » au Moyen-Orient. Après avoir liquidé une fraction importante du personnel dirigeant de l'appareil d'Etat de Nasser, la plus liée à la bureaucratie du Kremlin, il reçoit William Rogers, dès le mois de mai 1971, puis plusieurs représentants de la Maison-Blanche. Il leur soumet des propositions en s'engageant à signer un traité de paix avec l'Etat d'Israël,

et, malgré le refus des dirigeants israéliens, il ne ménage pas ses efforts pour pousser sa politique d'ouverture à l'égard de l'impérialisme américain. Confronté à une mobilisation ouvrière et estudiantine puissante, qui va durer un an (mai 1971-mai 1972), Sadate décide de préparer la guerre en accord avec le président syrien, Hafez el-Assad, le roi Fayçal d'Arabie et le président algérien, Boumediene. La bureaucratie du Kremlin accepta d'apporter son aide technologique et tactique, à condition d'écarter tout risque de dérapage vers un affrontement américano-soviétique.

Le 6 octobre 1973, les armées égyptiennes franchissaient le canal de Suez et, en six jours, prenaient position sur sa rive est. Mais Sadate, qui ne cherchait qu'à amener les Etats-Unis à engager une négociation, se préparait déjà à arrêter les combats. Du 11 au 22 octobre, l'armée israélienne reprenait l'initiative dans le Sinaï, après l'avoir reprise dans le Golan. Le 16 octobre, Sadate prenait seul la décision de s'adresser au président Nixon et proposait un « plan de paix ». Ce même jour, Kossyguine, le représentant de la bureaucratie du Kremlin, était au Caire pour le soutenir. Le 20 octobre, le secrétaire d'Etat américain, Kissinger, et Brejnev mettaient au point, à Moscou, un plan d'arrêt des combats, un cessez-le-feu, suivi d'une négociation. Sans consulter les dirigeants syriens et irakiens, Anouar el-Sadate acceptait le cessez-le-feu, tandis que l'armée israélienne continuait d'avancer. Pour le président Sadate, l'objectif de la guerre d'octobre 1973, préparée de longue date avec les Etats-Unis, visait à obtenir la reconnaissance de la capacité de la bourgeoisie égyptienne de prendre sa part dans le maintien de l'ordre impérialiste dans la région, à accélérer le rythme des négociations avec les dirigeants israéliens et à ouvrir l'économie égyptienne au marché mondial. L'ouverture, qui prendra le nom d'Infitah, sera accentuée par son successeur, Hosni Moubarak, pendant plus de trois décennies, et le conduira à sa chute.

L'INFITAH (OUVERTURE) ET LA RÉVOLTE DES MASSES

Au lendemain de la guerre d'octobre, Sadate assouplit le régime des changes, allège les tarifs douaniers, crée des zones franches et, à partir de 1975, octroie des facilités fiscales aux investisseurs privés, qui peuvent entrer dans le capital d'entreprises publiques et réexporter les bénéfices. Les nouvelles entreprises échappent au droit du travail.

L'agriculture se détourne de la production de denrées de première nécessité (blé, riz) au profit de cultures spéculatives. La dépendance alimentaire du pays s'accentue, au point que, aujourd'hui, l'Egypte est devenue le premier importateur mondial de farine et de blé. La corruption commence à faire des ravages. Quelques jours après le cessez-le-feu, des travailleurs incendient deux tramways au Caire. La guerre a coûté quatorze milliards de dollars et plus rien ne fonctionne : ni les transports, ni le téléphone, ni les égouts. En janvier 1975, des émeutes contre la cherté de la vie éclatent dans la cité industrielle d'Hélouan, au sud de la capitale. Trois mois plus tard, ce sont les travailleurs du textile de Mahalla al-Kobra qui se soulèvent. L'armée tire sur les ouvriers. En 1977, sous la pression du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, Sadate décide de supprimer ou de réduire les subventions sur les produits de première nécessité : thé, pain, riz, sucre, cigarettes, bouteilles de gaz. Le 18 janvier 1977, « les émeutes du pain » éclatent. Les foules en colère descendent dans la rue, à Alexandrie, puis au Caire, aux cris de *« A bas le khédive ! »*. Les manifestants lancent : *« Ya batal al-oubour, fein alfoutour ? »* (« Héros de la traversée, où est le petit-déjeuner ? »). Le mouvement gagne la Haute-Egypte. A Assouan, les manifestants marchent sur la résidence du président et affrontent la garde présidentielle. Sadate a juste le temps de fuir en hélicoptère. Au Caire, les manifestants attaquent les symboles du pouvoir : commissariats de police, permanences du parti gouvernemental, résidences de dignitaires du régime. La police est débordée, Sadate fait appel à l'armée, qui quadrille la capitale. Un couvre-feu est instauré, avec l'ordre de tirer sur les « agitateurs ». Bilan : 79 morts et plus

de 800 blessés. Après deux jours de soulèvement, les augmentations de prix sont annulées, mais le pouvoir procède à de nombreuses arrestations de militants et de journalistes, et fait voter une loi contre les grèves et les manifestations.

Aujourd'hui, après plus de trois décennies, le spectre des émeutes de la faim hante les généraux qui ont pris le pouvoir après la chute de Moubarak, seuls d'abord, puis en cohabitation avec les Frères musulmans, et aujourd'hui associés aux forces politiques de droite et de gauche, après avoir déposé le président islamiste, Morsi. Ils hésitent tous à diminuer les subventions, comme le leur demande le FMI.

C'est dans ce contexte intérieur explosif que Sadate se rendra à Jérusalem, le 19 novembre 1977, signera les accords de Camp David, l'année suivante, puis le traité de paix, six mois plus tard. Il est assassiné le 6 octobre 1981. Moubarak lui succède.

"LE PEUPLE EXIGE L'ABROGATION DE CAMP DAVID"

Le régime de Moubarak était considéré comme le plus sûr garant de l'ordre mondial au Moyen-Orient, notamment en décembre 2008 et janvier 2009, lorsque les forces armées israéliennes lançaient un tapis de bombes sur Gaza, au cours de l'opération baptisée « Plomb durci ». Moubarak a purement et simplement fermé les frontières entre Gaza et l'Egypte, empêchant la population de fuir le massacre. Moubarak est tombé, mais son régime demeure et l'ordre mondial est profondément déstabilisé. Dans son immense majorité, le peuple égyptien est farouchement opposé aux accords de paix, et le ressentiment populaire à l'encontre de l'Etat sioniste est tel que la moindre étincelle peut tout faire éclater.

C'est l'indépendance et la souveraineté nationale de son pays qui sont en cause. L'impérialisme américain, le gouvernement israélien, la bourgeoisie et les généraux égyptiens, pour qui le respect du traité de 1979 est une nécessité absolue, ont une peur panique de ce rejet. Une dépêche de l'agence de presse Reuters (10 octobre 2013) l'exprime clairement :

> *« Les dirigeants israéliens ont du mal à cacher leur inquiétude face à la décision des Etats-Unis de suspendre leur aide au Caire, craignant qu'une telle évolution ne porte atteinte à l'influence de Washington dans la région et ne mette en cause leur propre traité de paix avec l'Egypte. »*

Et la dépêche rapporte les propos d'un officiel israélien de haut rang : *« Notre souci est que, si l'aide disparaît, le peuple égyptien fasse pression sur son gouvernement pour qu'il rejette le traité. »*

La pression du peuple égyptien est bien là. Le vendredi 15 mai 2011, lors du premier anniversaire de la Nakba (la « catastrophe », correspondant à la création de l'Etat d'Israël) qui a suivi la chute de Moubarak, des dizaines de milliers de manifestants ont scandé, place Tahrir, des slogans soutenant la lutte du peuple palestinien. Le soir, des milliers d'entre eux se sont rassemblés devant l'ambassade de l'Etat d'Israël, réclamant *« la fermeture de l'ambassade et l'expulsion de l'ambassadeur, la fin de l'occupation des territoires palestiniens, le droit au retour des réfugiés palestiniens et la libération des détenus »*. En août 2011, après l'attaque de l'armée israélienne qui a tué cinq officiers égyptiens à la frontière avec l'Egypte, des milliers de travailleurs ont manifesté jour et nuit devant l'ambassade israélienne, criant : *« Le peuple exige l'abrogation de Camp David ! »* et *« Maréchal Tantaoui, expulse l'ambassadeur ou dégage ! »*

Mais le régime fait tout pour maintenir son engagement de respecter le traité honni. En septembre 2011, pour rassurer le Congrès américain, qui manifestait l'intention de conditionner l'aide des Etats-Unis à l'armée égyptienne, le ministre égyptien des Affaires étrangères déclarait à l'agence américaine Associated Press :

> *« Les relations entre l'Egypte et Israël sont régies par les accords de paix négociés sous l'égide des Etats-Unis, et le Caire honore tous ses engagements conventionnels aussi longtemps que l'autre partie en fait de même, dans la lettre*

et l'esprit. L'Egypte respectera toujours ses obligations conventionnelles, y compris l'accord de paix avec Israël (…), cela signifie qu'il n'y a aucune chance que le traité de paix soit abrogé ou modifié. »

PALESTINE : L'ACCORD D'OSLO GARANTIT LA SUPRÉMATIE DE LA PUISSANCE OCCUPANTE

Le 13 septembre 1993, à Washington, le Premier ministre travailliste israélien, Itzhak Rabin, et le dirigeant de l'OLP, Yasser Arafat, ratifiaient l'accord d'Oslo, aux côtés du président américain, Bill Clinton. Un accord qui allait donner naissance à l'Autorité palestinienne et à l'ère du « processus de paix ». Dans une lettre du 9 septembre 1993 adressée à Rabin, Yasser Arafat reconnaît le droit à l'existence de l'Etat d'Israël. Puis, il appelle les Palestiniens des territoires de 1967 (Cisjordanie et Gaza) à rejeter *« la violence et le terrorisme »* (il appelle de fait à la fin de la première Intifada, qualifiée de *« révolte des pierres »,* qui dure depuis six ans et que l'armée d'occupation ne parvient pas à écraser). Itzhak Rabin lui répond sèchement que, vu *« ces engagements, le gouvernement d'Israël a décidé de reconnaître l'OLP comme le représentant du peuple palestinien et d'engager des négociations dans le cadre du processus de paix au Proche-Orient ».* Le système mis en place par l'accord d'Oslo est celui d'une multiplication des colonies israéliennes et, par voie de conséquence, d'une concentration, d'un confinement des Palestiniens dans des territoires de plus en plus étroits. L'oppression, les humiliations quotidiennes et les provocations de l'armée d'occupation, le non-respect des clauses pourtant limitées de l'accord, notamment celle permettant le déplacement des Palestiniens, conduiront au déclenchement de la seconde Intifada, en octobre 2000. Après la deuxième guerre du Golfe, en 2003, la réalisation d'un « plan de paix » en Palestine devient l'un des principaux objectifs de l'instauration d'un « Grand Moyen-Orient ». L'Autorité palestinienne renforce alors le rôle principal que lui avaient, dans les faits, assigné les accords d'Oslo : maintenir l'ordre dans les territoires occupés militairement par l'armée israélienne, pour le compte de celle-ci. Ainsi, en 2004, l'Autorité palestinienne consacre 26 % de son budget aux forces de sécurité, pour moins de 1 % à l'agriculture et 0,1 % à la culture.

Les sources concordantes d'Amnesty International, de diverses agences de l'ONU et d'associations pacifistes israéliennes indiquent que, en vingt ans, plus de 7 000 Palestiniens ont été tués par les forces d'occupation ; 12 000 maisons palestiniennes ont été détruites ; plus de 250 000 Israéliens se sont installés dans des implantations en croissance régulière et 700 kilomètres du mur de séparation ont été construits.

LA "PAIX D'OSLO" : UN FOYER DE GUERRES

Dans un article publié par le quotidien *al-Ahram,* le 9 février 2006, l'universitaire Joseph Massad écrit :

« L'histoire du mouvement national palestinien ne peut être racontée qu'au travers des voies et des moyens avec lesquels les différents gouvernements arabes ou non arabes ont tenté de le contrôler (…). Comme le financement venant du pétrole s'est tari après la guerre du Golfe de 1990-1991, l'OLP a eu besoin de nouveaux financiers. Les Etats-Unis et leurs alliés ont fait leur entrée, et leurs conditions incluaient non seulement la capitulation d'Oslo, mais également que la nouvelle Autorité palestinienne contrôlée par le Fatah serait bien armée et que ses armes auraient une nouvelle cible : les Palestiniens eux-mêmes. L'Autorité palestinienne a consenti et a continué à recevoir son financement jusqu'à la seconde Intifada (…). Un retour au financement régulier s'est poursuivi après la mort d'Arafat, à la condition que Mahmoud Abbas apporte "du sérieux" au fait de tourner les armes palestiniennes contre les Palestiniens eux-mêmes, ce que lui et les voyous des appareils sécuritaires ont fait. Cepen-

dant, ils n'ont pas été aussi efficaces que l'avaient souhaité les Etats-Unis et Israël. »

Vingt ans après les accords d'Oslo, c'est dans un contexte régional où les puissances impérialistes sont incapables de savoir ce qui se passera dans un mois que le secrétaire d'Etat américain, John Kerry, a ouvert, en juillet 2013, de nouveaux *« pourparlers préalables à une reprise des négociations »* entre Israéliens et Palestiniens, pour déboucher très vite, selon lui, sur la constitution d'un prétendu Etat palestinien. Par « Palestiniens », il faut entendre, dans la bouche d'un Kerry, la population contrôlée par l'Autorité palestinienne, elle-même contrôlée par les Etats-Unis, l'Union européenne, l'armée israélienne d'occupation et les pays arabes donateurs. Au terme de cette « négociation », l'Etat israélien conserverait 85 % de ses implantations en Cisjordanie.

A l'exception de la direction de l'OLP, qui se confond désormais avec la direction de l'Autorité palestinienne, un très large accord se dessine dans les organisations palestiniennes pour rejeter ce « nouveau » plan, le qualifiant de *« désastre »* ou encore de *« suicide politique »*. C'est dans ce contexte que le président français, François Hollande, second couteau de l'impérialisme américain, s'est rendu dans l'Etat d'Israël et en Cisjordanie, en novembre 2013, où il a demandé aux Palestiniens, déjà maintenus face contre terre, de *« faire des efforts »,* et a réitéré la position de l'impérialisme des *« deux Etats pour deux peuples »*. Avec l'accord d'Oslo, comme avec tous les accords qui l'ont précédé, les grandes puissances ont cherché à réaffirmer la partition de la Palestine, parce que celle-ci, fondée sur le rejet raciste de l'égalité des droits, demeure un élément clé de l'ordre mondial. Il n'y a pas d'incompatibilité « ethnique ». La seule solution démocratique et sociale à même de réaliser la paix dans la région est indissociable du combat du peuple palestinien pour la reconnaissance et le rétablissement de ses droits, à commencer par la reconstruction des villages détruits et le droit au retour des réfugiés et de leurs familles. Comment évoquer une perspective de paix dans la région sans œuvrer pour l'établissement des droits égaux entre le peuple palestinien et les populations juives qui vivent entre la Méditerranée et le fleuve Jourdain ?

L'"ÉTAT PALESTINIEN" CONTRE LES DROITS DU PEUPLE PALESTINIEN

Le passage de John Kerry dans l'Etat israélien a été accompagné d'articles indiquant, comme dans le quotidien français *Le Monde* : *« Malgré la venue de M. Kerry, les négociations de paix israélo-palestiniennes piétinent. »* Comme si Kerry voulait autre chose que l'établissement d'un bantoustan palestinien, que l'on pourra toujours appeler « Etat ». Selon des fuites israéliennes, John Kerry devrait proposer, au terme de ces nouvelles négociations, un accord économique pour assurer des investissements dans les territoires palestiniens, c'est-à-dire les transformer en zones économiques spéciales. Avec le voyage régional de Kerry, ce n'est pas la définition d'un règlement positif pour le peuple palestinien qui est en jeu, mais bien la poursuite de son enfermement et de son contrôle. Pour cela, John Kerry cherche à définir avec l'occupant israélien et l'Egypte, qui contrôle une partie de la bande de Gaza, les formes les moins violentes pour que les dirigeants de l'Autorité palestinienne puissent s'associer au processus sans perdre encore le peu de crédit qu'il leur reste parmi la population palestinienne. C'est essentiellement sur ce point que se situent les désaccords avec les dirigeants israéliens, qui continuent de rêver à une Palestine sans Palestiniens. Mais ce qui inquiète le gouvernement de Washington par-dessus tout, c'est la situation en Egypte, principal garant de l'ordre régional depuis les accords de camp David de 1978. Le mouvement révolutionnaire du peuple égyptien, bien que dans une phase d'expectative, effraie le gouvernement américain comme l'Etat d'Israël. Le régime militaire égyptien, qui vient de mener une opération pour détruire les tunnels qui relient la bande de Gaza à l'Egypte, participe à égalité avec l'Etat hébreu à l'enfermement du peuple palestinien dans la

bande de Gaza et partage avec l'Arabie Saoudite le contrôle des dirigeants de l'Autorité palestinienne. La mise en œuvre du « processus de paix », de la Pax Americana, c'est-à-dire de l'enfermement des revendications démocratiques palestiniennes, implique la participation active des Egyptiens, aux côtés des Israéliens, pour maintenir l'étau. Le processus d'Oslo n'est pas un échec : il apparaît dorénavant pour ce qu'il a toujours été, et, coûte que coûte, l'objectif de ces « négociations » est de le préserver.

Photo AFP

La Nakba, Jenin, 2013 :
"Pour le droit au retour".

D5 • Les accords d'Oslo, vingt et un ans plus tard (1)

LE « droit d'Israël de se défendre » a de nouveau été mis en œuvre pendant l'été 2014. Ce qu'il convient d'appeler un permis de tuer permanent, renouvelé dès le début de l'offensive par Barack Obama, a provoqué la plus vaste tuerie de ces trente dernières années contre la population palestinienne. Cependant, comme le montre la déclaration adoptée par le secrétariat international de la IVe Internationale, le cadre ancien, notamment celui imposé au peuple palestinien depuis plus de vingt ans par les accords d'Oslo, craque de tous les côtés. Ce cadre, imposé par les Etats membres du Conseil de sécurité de l'ONU, par l'Union européenne, par la quasi-totalité de la Ligue arabe, c'est celui de l'enfermement du peuple palestinien : enfermement dans les prisons israéliennes, dans les ghettos de Cisjordanie et de Gaza, dans des camps de réfugiés depuis soixante ans, avec un statut de parias à l'intérieur de l'Etat d'Israël.

A l'origine de la situation actuelle d'enfermement des populations palestiniennes de Cisjordanie et de Gaza, et de l'aggravation de leurs souffrances, se trouvent les accords d'Oslo et leur continuum, le « processus de paix », qui devrait déboucher à chaque discours de président américain sur la création d'un « Etat palestinien » dans un avenir proche. Les accords d'Oslo ont créé une Autorité nationale palestinienne autonome, qui devait par la suite, avec la feuille de route de George W. Bush en 2002-2003, préfigurer les contours d'un Etat palestinien (2). La question de l'Etat palestinien à côté de l'Etat d'Israël demeure aujourd'hui au centre des discours des dirigeants des grandes puissances, des hommes de « gauche », voire de la « gauche » dite « radicale », des bien-pensants, de la droite, du centre… Rarement une orientation internationale – toutes variantes confondues – a fait l'objet d'un tel consensus. Ce dont il s'agit toujours, c'est de contrôler le peuple palestinien.

LES ACCORDS D'OSLO DANS LEUR CONTEXTE HISTORIQUE

Les accords d'Oslo sont le produit du tournant de la situation mondiale marquée, à partir de 1989, par l'effondrement de l'URSS et, en 1991, par la première guerre du Golfe, avec une intervention directe de l'impérialisme américain, ainsi que par la poursuite de la première Intifada.

Depuis décembre 1987, en effet, la première Intifada, appelée la « révolution des pierres », à travers le surgissement de la jeunesse palestinienne et la constitution de comités populaires, ébranle le dispositif militaire de l'Etat hébreu, qui ne parvient pas à l'écraser. L'armée israélienne, qui avait vaincu la coalition de six armées nationales arabes vingt ans plus tôt, ne parvient pas à rétablir l'ordre en Palestine même. Les grandes puissances et leurs alliés arabes comprennent que ce soulèvement révolutionnaire, qui exprime la résistance de la totalité du peuple palesti-

(1) Article de François Lazar, *La Vérité,* n° 83, septembre 2014.
(2) Les accords d'Oslo ne prévoyaient pas la création d'un Etat palestinien. Ils établissaient la constitution d'une Autorité nationale palestinienne (AP), ainsi que la division de la Cisjordanie en trois zones : la zone A, représentant les villes sous le contrôle policier et administratif de l'AP ; la zone B, représentant les surfaces rurales, donc la majorité du territoire, sous contrôle militaire israélien, mais avec un suivi administratif palestinien ; et la zone C, les implantations sous contrôle exclusif de l'armée d'occupation.

nien, n'est pas seulement contre l'oppression et les humiliations de l'occupation israélienne, mais, de fait, également contre la tutelle des dirigeants arabes, toujours prompts à récupérer la question palestinienne pour leur propagande interne. L'Intifada marque la persistance de la révolution palestinienne, qui, malgré les coups reçus, les reculs, et bien des massacres de la part de toutes les forces coalisées, est le ferment de la mobilisation révolutionnaire de tous les peuples de la région.

C'est pourquoi les régimes arabes ont de fait soutenu cette opération de reprise de contrôle du peuple palestinien. En reconnaissant l'Autorité palestinienne, ils reconnaissent de facto l'Etat d'Israël.

Un article publié dans *La Vérité* en septembre 2007 resituait les accords d'Oslo dans leur contexte. Après avoir cité le président Bush père, qui avait déclaré : « *Un monde autrefois divisé en deux camps ne reconnaît maintenant qu'une seule puissance prééminente, les Etats-Unis d'Amérique* », l'article poursuivait :

> « (Bush) *prétendait instaurer un nouvel ordre mondial. La volonté de "prééminence", pour reprendre le terme de Bush, a entraîné l'humanité dans la marche à la barbarie. L'"ordre" dont se réclamait l'impérialisme américain n'était pas la stabilité, la paix et la démocratie pour la planète. Le "nouvel ordre mondial", c'était la défense de l'ordre de la propriété privée des moyens de production. C'était la liberté sans frein ni limite de l'exploitation, du pillage. La crise de décomposition du système capitaliste avait atteint un tel stade qu'il était devenu indispensable à son maintien de faire sauter toutes les barrières pouvant s'opposer à ses appétits. C'est en ce sens que, sur tous les continents, par tous les moyens – la guerre, les pressions… –, l'administration américaine continue à remettre en cause les cadres étatiques, les nations considérées comme autant d'obstacles à sa domination (…). Depuis cette date, les guerres et les conflits n'ont cessé de se multiplier. Nombre d'Etats et de nations ont été disloqués. Dans le même temps, les peuples cherchaient à résister à cette barbarie. Et c'est précisément le cadre du développement des contradictions mondiales majeures, de l'incapacité de l'impérialisme américain de les maîtriser, qui a conduit à la signature des accords d'Oslo.* »

L'impérialisme américain, qui considère alors avoir réglé la question irakienne, s'engage pour régler, toujours à sa manière, la question palestinienne. Selon la stratégie du secrétaire d'Etat James Baker, l'opération revient alors à associer la direction du mouvement national palestinien pour en terminer avec l'Intifada et plus largement la résistance palestinienne.

Pour le mouvement national palestinien, regroupé au sein de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), dont la direction en exil installée à Tunis était largement déconnectée de ses bases sur le terrain, ces événements marquent un tournant sur le plan interne. Son financement en provenance des pays du Golfe s'arrête après la guerre du Golfe de 1990-1991. La direction centrale de l'OLP, expression de la politique et de la pression des pays arabes, passe corps et âme sous le contrôle de l'impérialisme américain, qui exige d'elle une capitulation totale en échange d'une nouvelle rente. La première étape politique de cette réorganisation se déroule à Madrid à partir du 30 octobre 1991. Au préalable, la direction palestinienne fait avaliser par la majorité du Conseil national palestinien (CNP), qui se tient à Alger le 20 septembre, le diktat américain qui impose que la représentation palestinienne à Madrid ne sera pas conduite par l'OLP, mais par des membres de la société civile.

L'objectif conjoint du secrétaire d'Etat américain James Baker, qui mène les négociations lors de la conférence de Madrid, et du gouvernement israélien est aussi de faire progresser la normalisation de l'Etat d'Israël auprès des pays arabes, ainsi que de faire cesser l'Intifada et le boycott arabe des entreprises qui travaillent avec l'Etat d'Israël. Les dirigeants israéliens entendent ne pas renoncer à la moindre petite parcelle de la Cisjordanie ou de Gaza, et le font savoir. Pour montrer leur capacité à mener à terme le processus engagé, et rappeler qui est aux commandes,

les Etats-Unis font cependant pression sur l'Etat d'Israël pour obtenir quelques déclarations et suspendent, en septembre 1991, l'octroi de garanties destinées à mobiliser des emprunts pour 10 milliards de dollars pour le financement de logements en faveur des immigrants de l'Union soviétique.

Au terme de la conférence, les Etats-Unis, suivant la stratégie des « petits pas » définie par Kissinger, proposent qu'une prochaine conférence se déroule à Washington en décembre. Entre décembre 1991 et août 1993, onze sessions de « négociations » se tiennent à Washington.

LES ACCORDS D'OSLO ET LEUR CONTENU

Les accords d'Oslo (qui seront signés à Washington en septembre 1993) sont constitués de plusieurs documents : un échange de lettres entre le Premier ministre israélien, Yitzhak Rabin, et Yasser Arafat, principal dirigeant de l'OLP, une *« déclaration de principes sur des arrangements intérimaires d'autonomie »* comportant dix-sept articles avec quatre annexes, et un mémorandum d'accord concernant la déclaration de principes. Le caractère profondément inégal des engagements écrits, qui est de ce point de vue à l'unisson des relations entre l'occupant israélien et les revendications palestiniennes, fait dire à plusieurs responsables palestiniens qu'il s'agissait là d'une capitulation. Yasser Arafat s'engageait en effet, au nom de l'OLP, à reconnaître *« le droit d'Israël à vivre en paix et dans la sécurité »* ; régler pacifiquement et par la négociation toutes les questions qui resteront en suspens ; considérer que *« la déclaration de principes constitue un événement historique inaugurant une époque nouvelle de coexistence pacifique, sans violence ni acte qui pourrait mettre en danger la paix et la stabilité ».*

Il annonce que l'OLP « *renonce à recourir au terrorisme* (le dirigeant palestinien parle de « terrorisme » et non pas de « lutte armée » ou de « résistance » – NDLR) *et à tout autre acte de violence »* ; qu'il *« assumera sa responsabilité sur tous les membres et personnels de l'OLP afin de garantir leur acceptation, prévenir les violations* (de cet engagement) e*t sanctionner les contrevenants ».*

Yasser Arafat s'engageait également à faire modifier tous les points de la charte de l'OLP qui seraient contradictoires avec les exigences israéliennes. De son côté, Yitzhak Rabin prenait acte des engagements palestiniens sans répondre à la moindre revendication. Pour la première fois, un dirigeant sioniste « reconnaissait » (sic) officiellement l'existence du peuple palestinien, mais pour mieux en nier tous les droits.

Analysant dans le détail le contenu de ces accords, une déclaration du secrétariat international de la IVe Internationale adoptée le 16 septembre 1993 démontrait :

> *« Dans son article premier, il est dit :* "Le but des négociations est d'établir une autorité intérimaire palestinienne de l'autonomie, le Conseil élu (...), et amenant à un arrangement permanent basé sur les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité de l'ONU."
>
> *En un mot, le cadre est fixé : le "Conseil" palestinien n'a d'autre autorité que d'appliquer ces résolutions – que l'OLP a condamnées durant des années avant de s'y rallier –, qui entérinent la partition de la Palestine, qui entérinent le démembrement du peuple palestinien, de mettre en œuvre une politique décidée ailleurs, c'est-à-dire par l'impérialisme américain.*
>
> *En effet, l'article 3 indique que* "pour les Palestiniens de Cisjordanie et de la bande de Gaza (...), des élections politiques générales libres et directes seront organisées par le Conseil sous supervision mutuellement agréée et sous observation internationale, tandis que la police palestinienne assurera l'ordre public".
>
> *Ainsi, pour ces "élections libres", qui devront avoir lieu d'ici à un an, non seulement ne votera qu'une fraction du peuple palestinien, mais ils ne voteront que dans le cadre fixé par l'étranger, c'est-à-dire l'impérialisme américain.*

Elections libres dont on décide par avance d'exclure 5 des 6 millions de Palestiniens, qui, eux, ne sont ni à Gaza ni à Jéricho. De plus, ces "élections libres" seront organisées sous "supervision agréée" (par qui ?) et contrôle international, c'est-à-dire sous le contrôle direct de l'impérialisme américain sous le drapeau de l'ONU. Comme les prétendues élections libres en Angola, au Cambodge, où sont présentes les troupes de l'ONU et où les conflits les plus meurtriers déchirent ces peuples encore aujourd'hui.

Article 4 : "La juridiction du Conseil s'étendra aux territoires de la Cisjordanie et à la bande de Gaza, à l'exception des questions qui seront discutées lors des négociations."

En un mot, la juridiction du Conseil ne s'appliquera à rien d'autre que ce que décide l'impérialisme américain au nom de l'application de "l'accord" : véritable diktat de l'étranger.

Article 6 : "Dès l'entrée en vigueur de cette déclaration de principes, commencera un transfert d'autorité du gouvernement militaire israélien aux Palestiniens désignés pour cette tâche."

Désignés par qui ? Désignés par l'accord de Washington, par Clinton et les dirigeants américains, qui imposeront qui sera dans ce conseil et pour quoi faire. D'ailleurs, l'article 6 précise : "L'autorité sera transférée aux Palestiniens dans les domaines suivants : éducation et culture, santé, affaires sociales, taxations directes et tourisme."

Police, taxes locales, gérer des hôpitaux dénués de tout, organiser le tourisme – dans la bande de Gaza ! –, cela serait un gouvernement ?

L'annexe 2 indique : "La structure, les pouvoirs et les responsabilités palestiniennes dans ces régions ne comprennent pas : la sécurité extérieure, les colonies de peuplement, les Israéliens, les affaires étrangères et d'autres questions mutuellement agréées."

Premier pas vers un Etat palestinien ? En quoi ce qui est désigné comme "l'autogouvernement" est-il un premier pas quand les enclaves de Gaza et de Jéricho restent sous contrôle de l'armée israélienne, qui sera chargée d'appliquer les décisions de l'impérialisme américain, quand l'eau, l'électricité, la défense, la terre, l'économie sont sous le contrôle de l'étranger ? Quelles seront donc les tâches de cet "autogouvernement" ?

L'article 8 précise : "Le Conseil établira une puissante force de police, tandis qu'Israël conservera la responsabilité de la défense contre des menaces extérieures."

Les dirigeants américains ont fixé la tâche pour les deux parties. Au Conseil palestinien, la police et la répression intérieure ; aux troupes israéliennes, le bouclage de ces ghettos. Et demain, comme l'ont d'ores et déjà proposé les dirigeants américains, ce sera l'envoi de contingents américains ? Et même sur ce terrain-là, l'accord de Washington décide de la constitution de la "police palestinienne" en faisant préciser et signer par les parties en présence dans l'annexe au protocole que la police palestinienne doit être "formée d'officiers de police recrutés localement, et à l'étranger parmi ceux qui détiennent des passeports jordaniens et des documents délivrés par l'Egypte".

L'impérialisme américain décide de tout. Il dicte la loi, il sélectionne lui-même la police. D'ores et déjà, la Communauté économique européenne et Jacques Delors – l'architecte de Maastricht, l'ordonnateur des attaques contre les travailleurs d'Europe – viennent d'annoncer le déblocage de sommes d'argent pour la formation de cette "police palestinienne".

Etape vers l'indépendance ? Qu'est-ce qu'un gouvernement représentant une nation, qu'est-ce que l'indépendance ? N'est-ce pas les libertés politiques, des plus élémentaires aux plus fondamentales, le droit du peuple de choisir ses propres institutions ; de désigner ses représentants, de décider du sort du pays

comme de sa politique étrangère, du droit à la terre ? Rien de tout cela de figure dans cet accord. Au contraire, c'est précisément toutes ces questions qui, par avance, ne sont pas du ressort de cet autogouvernement.

S'agirait-il, comme on nous le dit, d'une forme "transitoire" ? Mais une forme transitoire ne pourrait avoir pour seule tâche que l'organisation d'élections libres à une Constituante avec toutes ses composantes sur tout le territoire de la Palestine. C'est le fondement de la démocratie la plus élémentaire. Les "élections libres" dont parle l'accord ne sont en réalité rien d'autre que la ratification d'un Conseil dont l'accord précise lui-même toutes les tâches et toutes les missions, qui ne peut en aucun cas sortir du cadre fixé par cet accord.

Est-il possible de considérer qu'il s'agit d'un pas vers le droit du peuple palestinien à constituer une nation ? Non, c'est une construction de l'impérialisme, qui, au contraire, démantèle la nation.

Il s'agit, pour reprendre l'expression de cet accord, de la mise en place d'un Conseil qui n'est rien d'autre qu'une "structure" ayant pour seule et unique fonction d'appliquer à la lettre les termes de l'accord décidé par l'impérialisme pour ses intérêts propres et qui implique le démembrement de la nation et du peuple palestinien. C'est l'application de ce qu'entend l'impérialisme par "nouvel ordre mondial". »

Comme l'a écrit l'historien israélien Ilan Pappe : « (Les) *accords d'Oslo n'étaient rien de plus qu'un arrangement politique et militaire destiné à remplacer l'occupation israélienne par une autre forme de contrôle. »*

La collaboration de la direction centrale de l'OLP autour d'Arafat, qui prend de fait les pleins pouvoirs à la fois dans l'Autorité palestinienne et dans l'OLP, va conduire à la dislocation de cette dernière, transformant une organisation de combattants en une structure administrative corrompue. Mais très vite, la « police palestinienne » se trouve face à une difficulté : la population palestinienne vivant dans les territoires occupés depuis 1967 ne se laisse pas entraîner sur le terrain de la capitulation et poursuit, par maints aspects, sa résistance. Plus largement, les Palestiniens du monde entier, notamment les millions de réfugiés, continuent de revendiquer leur droit au retour, c'est-à-dire le droit de se déplacer librement, le droit pour les familles de se retrouver, le droit de reconstruire leurs villages détruits.

VIOLENCES, GUERRES, MASSACRES, TOUS DÉCOULENT DES ACCORDS D'OSLO

Treize ans après la première Intifada, sept ans après la fondation de l'Autorité palestinienne, chaque nouvelle génération de Palestiniens est confrontée à l'aggravation de la répression israélienne et au vol incessant des terres. Ajoutées à cela, les provocations dans la partie majoritaire arabe de Jérusalem (Est) conduisent, en octobre 2000, au déclenchement de la deuxième Intifada, où des policiers de l'Autorité palestinienne retournent leurs armes contre l'armée israélienne, qui, de nouveau, va déployer une répression sauvage.

A la suite de l'arraisonnement, par des commandos israéliens, d'une flottille qui se dirigeait vers Gaza le 31 mai 2010, la IVe Internationale déclarait :

« Les violences, les guerres, les massacres qui se sont produits depuis cette date découlent des accords d'Oslo réalisés sous l'égide de l'impérialisme américain.

C'est dans ce cadre que les gouvernements successifs de l'Etat d'Israël, inquiets d'un rééquilibrage de la position des Etats-Unis en faveur des pays arabes, se sont engagés dans la voie de la répression massive du peuple palestinien, afin de préserver l'entité sioniste dans une course folle pour assurer sa prééminence, son existence, poussant à son paroxysme la logique raciste du sionisme. Le massacre régulier des Palestiniens, la violence permanente, le blocus et la poursuite de la colonisation ne font que traduire la volonté du sionisme

de s'assurer de la meilleure position possible comme pilier nécessaire de la Pax Americana.

La direction de l'OLP, en acceptant les accords d'Oslo en 1993, renonçant de ce fait à 88 % du territoire historique, a elle-même signé son arrêt de mort, plongeant le mouvement national palestinien dans la déroute. Celui-ci, en effet, était fondé sur la revendication d'un seul Etat où tout le monde comme citoyen pouvait vivre. C'était là la charte constitutive du peuple palestinien, divisé géographiquement mais uni sur le droit au retour, c'est-à-dire le droit à la nation. »

La charte du mouvement national palestinien élaborée en 1964, amendée en 1968, affirme l'existence et l'unité du peuple palestinien, son attachement indéfectible à sa terre et l'exigence d'une nation palestinienne. La charte, qui était une déclaration de résistance contre l'occupation sioniste, était le produit d'un accord entre les différentes organisations constitutives de l'OLP. En février 1969, le cinquième Conseil national palestinien (CNP) adopte le programme du Fatah, dirigé par Yasser Arafat, dans lequel on peut lire :

« Point 2 : Le mouvement de libération nationale palestinienne Fatah ne lutte pas contre les juifs en tant que communauté ethnique et religieuse. Il lutte contre Israël, expression d'une colonisation fondée sur un système théocratique raciste et expansionniste, expression du sionisme et du colonialisme (…).

Point 5 : Le mouvement de libération nationale palestinienne Fatah proclame solennellement que l'objectif final de sa lutte est la restauration de l'Etat palestinien indépendant et démocratique, dont tous les citoyens, quelle que soit leur confession, jouiront de droits égaux. »

En septembre 1969, le CNP adopte une résolution qui affirme notamment :

« La lutte en faveur d'une solution démocratique et populaire de la question palestinienne et de la question israélienne consiste à abolir l'entité sioniste incarnée dans l'ensemble des institutions de l'Etat – armée, administration, police – et dans l'ensemble des institutions politiques, syndicales chauvinistes et sionistes, et à fonder un Etat palestinien populaire et démocratique où vivront sans discrimination juifs et Arabes, un Etat opposé à toute espèce de domination de classe et de nationalisme, tous les Arabes et les juifs recevant le droit de croître et de développer leurs cultures nationales respectives (…). »

L'Autorité palestinienne est la négation de toute cette tradition, de toute cette élaboration. L'Autorité palestinienne a été créée sur la base de la négation des principes fondateurs du mouvement national palestinien consignés dans la charte et dans les résolutions des premières sessions du CNP. Ce cheminement vient de loin, puisque dès 1974, en liaison avec le processus qui conduira trois ans plus tard le président égyptien à reconnaître l'Etat d'Israël et à se rendre sur place en novembre 1977, Arafat fait voter l'objectif de constituer une *« Autorité nationale combattante palestinienne sur tout ou partie des territoires palestiniens libérés ».* Le 24 avril 1996, Arafat convoque une réunion extraordinaire du CNP (composé des 88 membres du Conseil législatif de l'Autorité palestinienne, ainsi que de 98 nouveaux membres tous nommés par Arafat ; les membres du CNP dans la diaspora ne peuvent y participer) pour modifier la charte de l'OLP en l'expurgeant de ses références et articles relatifs à la lutte armée et à la négation ou suppression de l'Etat d'Israël.

La déclaration de 2010 de la IVe Internationale, revenant sur l'analyse faite en 1993, poursuit :

« La constitution de "l'Autorité palestinienne" n'avait dans ces conditions qu'un seul but, explicitement mentionné dans les accords d'Oslo : garantir la sécurité de l'Etat d'Israël avec la perspective hypothétique d'un Etat palestinien croupion. C'est ainsi qu'une organisation de combat du peuple palestinien a été transformée en une organisation de répression du peuple palestinien, pour le compte de l'oppresseur israélien. La conséquence de l'acceptation de la solu-

tion des deux Etats signifiait la renonciation à la solution de la question palestinienne, qui est celle du droit au retour des réfugiés et de leurs descendants, devenus les deux tiers du peuple palestinien. Oslo n'était rien d'autre qu'une tentative de dislocation du peuple palestinien considéré jusqu'alors comme une totalité : les Palestiniens de Gaza, ceux de Cisjordanie, ceux vivant dans les frontières de 1948 et ceux réfugiés à l'extérieur de la Palestine constituent en effet un seul et même peuple. Dans les manifestations qui ont eu lieu cette semaine, à Gaza, à Ramallah, à Haïfa comme dans les camps, c'est cette unité : "Nous sommes un seul peuple", *qui a été centralement réaffirmée.*

La logique d'une telle position dislocatrice et la décomposition du mouvement national palestinien ont conduit à l'explosion de l'Autorité palestinienne entre Gaza et la Cisjordanie placées sous le contrôle de groupes rivaux. »

Tous les plans de paix proposés dans le cadre du « processus » lancé par la conférence de Madrid ont évoqué les mêmes propositions, à savoir l'échange de la paix contre des territoires, avancer vers les deux Etats, autant de mensonges destinés à camoufler la poursuite du « nettoyage ethnique » démarré en 1948, pour reprendre l'expression d'Ilan Pappe. La réalité du « processus de paix » et de l'Autorité palestinienne, c'est une répression implacable, les intimidations, les rafles régulières, la torture, les actes de guerre, mais aussi la corruption inouïe d'une direction népotique et une pauvreté massive dans la population.

Les accords d'Oslo visaient bien à entériner et poursuivre, d'une autre manière, l'occupation israélienne de la Cisjordanie.

Il y a plus de vingt ans déjà, la revue *Newsweek,* datée du 28 octobre 1991, soit deux jours avant l'ouverture de la conférence de Madrid, écrivait :

« Baker prend rendez-vous pour une conférence du Moyen-Orient, mais pour un accord pour la paix et la terre en Cisjordanie il est trop tard. Ariel, ville de colons, n'était il y a peu de temps encore qu'un village de tentes. Aujourd'hui, elle a cinq écoles publiques, un collège, trente-deux crèches, des cinémas, des courts de tennis, des aires de lancer du disque, des boutiques, un hôtel de 102 chambres et un parc industriel de 75 usines qui produisent tout, du matériel électronique au textile. Sa population aura décuplé d'ici à l'an 2000. Son député-maire, Yigal Rosenthal, d'une hauteur, a montré du doigt toute la contrée environnante, et proclamé : "Vous voyez ces collines vides. Elles seront bientôt couvertes de nouvelles habitations et commerces. Ariel est le nouveau centre géographique de l'Etat d'Israël." »

Newsweek conclut que les implantations réalisées *« en Cisjordanie occupée ont d'ores et déjà condamné à mort le rêve palestinien d'un Etat… Il est impossible de conduire sa voiture pendant plus de cinq minutes sans rencontrer une implantation israélienne. Le ministre du Logement, Sharon, prévoit de doubler le nombre des colons implantés en Cisjordanie pour atteindre 200 000 en 1993. »*

Pour les autorités israéliennes, les accords qui allaient être négociés visaient à faire accompagner ce mouvement par les Palestiniens eux-mêmes. Il y avait 115 000 colons israéliens en 1993 (hors Jérusalem-Est). Entre la signature des accords d'Oslo en 1993 et le début de la deuxième Intifada en 2000, la colonisation a dépassé en proportion celle qu'il y a eu entre 1967 et 1993. En 2000, ils étaient 195 000, pour atteindre 293 000 en 2010 (dont 220 000 colons dans la partie arabe de la ville) et 350 000 en 2013.

La politique carcérale et punitive de l'occupant sioniste confine des centaines de milliers de Palestiniens, à Gaza, en Cisjordanie, dans la misère. A la fin de 2001, le revenu par habitant était 30 % moins élevé qu'en 1994. En 2010, 75 % des Gazaouis avaient besoin de l'aide humanitaire pour leurs besoins fondamentaux, contre 30 % il y a dix ans. Avec l'embargo israélo-égyptien qui asphyxie la bande de Gaza et les dernières opérations militaires israéliennes, la situation ne cesse d'empirer.

QUELLE EST LA SIGNIFICATION DE L'"ÉTAT" PALESTINIEN ?

Le « réalisme » pour les grandes puissances serait de revendiquer la constitution d'un Etat palestinien… quelle qu'en soit la forme. Mais l'Etat palestinien dont parlent Barack Obama et ses supplétifs ne vise à rien d'autre qu'à accréditer l'Autorité palestinienne massivement rejetée. Ils savent que sur le terrain, au quotidien, tout est fait pour que les milliers d'hectares expropriés ne puissent pas retourner à leurs propriétaires.

On peut lire fréquemment dans des tribunes rédigées par des individus se réclamant de gauche, voire d'une gauche « radicale », de droite, du centre, des intellectuels, qu'il n'y aurait pas d'autre solution pour obtenir la paix que la création d'un Etat palestinien.

Revendiquer un Etat palestinien aux côtés de l'Etat d'Israël revient à affirmer qu'il n'est pas possible pour des juifs et des non-juifs de vivre ensemble avec les mêmes droits. Un Etat pour les juifs à côté d'un Etat pour les Palestiniens, c'est la négation de l'Etat démocratique. Cette barrière ethnique est une construction politique, et la maintenir, c'est accompagner les plans de l'impérialisme.

Revendiquer un Etat palestinien aux côtés de l'Etat israélien, c'est maintenir le cadre de la division du peuple palestinien. Ce point est indiscutable. C'est par conséquent revendiquer une séparation raciale entre les peuples de la région, comme cela se met en place en Irak.

Certains officiels israéliens sont ainsi allés jusqu'à considérer que l'avenir des Palestiniens pourrait se formaliser en un hamasland et un fatahland : mais il s'agit de l'aboutissement des accords d'Oslo. L'Etat issu du « processus de paix », c'est l'émiettement de l'unité palestinienne.

Il est clair que l'Etat palestinien issu de la « feuille de route » et soutenu par les grandes puissances ne serait rien d'autre – s'il voit le jour – qu'une entité, désignée Etat par dérision, constituée d'enclaves étanches, surveillées par des miradors, avec une économie constituée de zones économiques spéciales contrôlées par l'Etat israélien. Pourrait-il en être autrement ?

Défendre la prétendue solution des deux Etats conduit en effet, de manière consciente ou non, à chercher des justifications à la « séparation ethnique » et à donner un contenu démocratique au droit international, qui n'est rien d'autre qu'un accompagnement tactique de la politique de l'impérialisme américain. Revendiquer la séparation est en définitive défendre un point de vue raciste.

Enfin, il s'agirait pour certains d'obtenir, par une pression internationale, le retrait de toute présence israélienne des territoires de 1967. La colonisation est indissociable du projet sioniste. Elle en est même la condition. A quel prix, alors, un tel désengagement pourrait-il avoir lieu ? Tout cela ne tient pas. Soutenir dans les discours le droit au retour des réfugiés tout en revendiquant deux Etats relève de la manipulation et de la tromperie, parce que le droit au retour (lié à la reconstruction des villes et villages détruits) implique au préalable l'ouverture des frontières, par conséquent l'effacement de tout ce qui constitue une frontière.

Ce qui est mis en cause au premier chef par la politique internationale sur la ligne des deux Etats, c'est le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, c'est le droit à la nation, et pas seulement pour les Arabes palestiniens, mais pour tous les peuples de la région.

LA SÉPARATION OU L'ÉGALITÉ DES DROITS : IL S'AGIT BIEN DE DEUX ORIENTATIONS POLITIQUES DIFFÉRENTES

Si les partis de « gauche » comme de droite alignés sur les positions impérialistes maintiennent le cap sur les deux Etats, des doutes sur la possibilité d'un Etat palestinien paraissent cependant régulièrement, notamment chez des fonctionnaires, cadres, observateurs internationaux qui exercent ou ont exercé une mission en Palestine.

Caractéristique est sur ce point la position d'Alvaro de Soto, ancien plus haut représentant de l'ONU dans l'Etat d'Israël. Il notait déjà, en mai 2007, que *« les meilleurs jours de la solution à deux Etats sont derrière elle. Considérant qu'un Etat palestinien requiert à la fois un territoire et un gouvernement, et que les bases pour cela sont systématiquement sapées »,* un nombre croissant de Palestiniens, d'« Arabes israéliens » (c'est-à-dire de Palestiniens de l'intérieur) et même de juifs *« croient que la seule façon à long terme de mettre fin au conflit serait d'abandonner la division de la terre, et à la place, simplement insister pour le respect des droits civils, politiques et nationaux des deux peuples, juifs et Arabes, qui peuplent le pays, en un seul Etat. La dénommée "solution à un seul Etat" gagne du terrain. »*

Tout en soulignant que la stratégie israélienne ne vise à rien d'autre qu'à réduire la population palestinienne et à confisquer le maximum de terres supplémentaires, de Soto prévoyait :

> *« Que l'Autorité palestinienne passe dans le manque de cohérence ou la non-existence et que les implantations continuent à s'étendre, la solution à un seul Etat sortira de l'ombre et commencera à devenir le courant dominant. »*

L'ancien haut fonctionnaire de l'ONU ne remettait-il pas en cause soixante ans de politique onusienne ?

Vingt et un ans plus tard, le piège d'Oslo se retourne contre son concepteur et contre l'Union européenne, enjointe par l'impérialisme américain de reprendre sa suite. Le cadre imposé a craqué de toutes parts.

Le journal égyptien *Al-Ahram* (7 août 2014) rapporte notamment que l'Autorité palestinienne moribonde, dirigée par Mahmoud Abbas, son président totalement discrédité aux yeux des masses palestiniennes, a *« publié une déclaration le 24 juillet non pas en son nom, mais en celui plus crédible de l'OLP »* pour demander un cessez-le-feu. Le même journal rapporte que les représentants palestiniens au Caire se présentent comme une délégation de l'OLP, et non pas au nom de l'Autorité palestinienne. Le journaliste d'*Al-Ahram,* qui connaît bien le mouvement national palestinien, fait part d'une *« prise de conscience croissante pour laquelle, quoi qu'il arrive, les choses ne peuvent pas retourner où elles étaient avant le 8 juillet, quand Israël a commencé son offensive ».*

L'article poursuit :

> « "L'ère d'Oslo et des négociations est terminée", *a déclaré récemment Mustafa Al-Barghouti, homme politique palestinien de premier plan. Il y a de nouvelles réalités »,* dit-il, *« et c'est à travers* "les luttes" *qu'un changement dans l'équilibre des forces est atteint,* "pas à travers des solutions avec Israël". »

Les solutions avec l'Etat d'Israël ne sont rien d'autre qu'une orientation qui vise à maintenir l'enfermement du peuple palestinien, à empêcher toute forme de jonction entre les Palestiniens du monde entier. C'est pourquoi l'un des enjeux des accords d'Oslo, et à la suite de la création de l'Autorité palestinienne, était de vider l'OLP de son contenu pour en faire la référence historique d'un cadre ancien dépassé.

La faillite d'Oslo et la faillite de l'Autorité palestinienne, c'est la faillite de la politique américaine fondée sur les divisions ethniques, fondée sur la manipulation de la prétendue solution des deux Etats.

"L'ÈRE D'OSLO ET DES NÉGOCIATIONS EST TERMINÉE"

Le refus du peuple palestinien de se soumettre, lié aux aspirations démocratiques d'une fraction des populations juives de l'Etat hébreu et à un sentiment de solidarité qui s'étend sur toute la planète contient, sans nécessairement l'exprimer de façon explicite, la rupture avec la solution des deux Etats et avec la poursuite de la partition de la Palestine.

La démocratie et l'égalité des droits ne sont pas divisibles. Le principal obstacle à l'établissement d'un seul Etat démocratique et laïque sur toute la surface historique de la Palestine – position défendue par la IVe Internationale dès sa fondation

en 1938 – se trouve dans la perpétuation d'un mode de production failli, celui du capitalisme, dont un des fondements est de faire croire aux peuples qu'ils sont liés aux intérêts de leur classe dirigeante. Mais aujourd'hui, plusieurs porte-parole autorisés du sionisme s'inquiètent. L'Etat d'Israël apparaît de plus en plus aux yeux des plus larges masses, ainsi que dans de larges secteurs des populations juives du monde entier, pour ce qu'il est : un univers concentrationnaire sans fin pour les Palestiniens, un ghetto autodestructeur pour les juifs.

Nous le voyons, toute revendication démocratique, a fortiori l'ouverture complète des frontières, est une remise en cause implicite du sionisme et des deux Etats. Une des fonctions d'Oslo était justement d'établir des frontières contrôlées conjointement par les gardes-barrières et leurs voisins, et de transformer des combattants de la liberté en gardiens de prison. Et l'Autorité palestinienne a rempli ses prisons, dans lesquelles il y a eu plus de prisonniers palestiniens que dans les prisons israéliennes. Tout cela avec la collaboration active de l'Egypte, qui a toujours participé, conjointement avec l'armée israélienne, à l'enfermement et au contrôle de Gaza. Tout cela avec l'Arabie Saoudite, les pays du Golfe, qui conditionnent leur financement de l'Autorité palestinienne et de sa clique dirigeante à la participation aux « conférences de paix ».

Le dernier avatar de la politique mise en place par les accords d'Oslo a été présenté par le journal palestinien *Al-Ayyam,* lié au Fatah, qui rapportait le 8 août dernier qu'une *« source européenne lui avait révélé* "(…) que l'une des propositions faites par la partie européenne est d'établir une voie navigable entre la bande de Gaza et le monde", *ajoutant que l'idée est simple et claire, et permettra de résoudre de nombreux problèmes. Ce sera une voie navigable pour les biens et les personnes entre Gaza et Larnaca, à Chypre, et les observateurs européens seront postés sur les deux côtés pour s'assurer qu'il n'y a pas violation de la sécurité (…). L'Europe est également prête à poster des observateurs européens sur les points de passage entre Israël et la bande de Gaza, ainsi que dans le port et l'aéroport, exactement comme c'est le cas avec le passage de Rafah. La source a souligné que* "nous voulons réactiver le rôle de l'Autorité palestinienne dans la bande de Gaza en même temps que la fin du siège". *»*

Le journal poursuit en citant quatre propositions faites sur Twitter par le ministre suédois des Affaires étrangères, Carl Bildt, ancien représentant de l'ONU en Bosnie, qui connaît donc bien les politiques de séparation ethnique pour les avoir accompagnées :

> *« Premièrement : le siège doit cesser, car il conduit à une économie de tunnels prospères pour le Hamas et détruit les vies décentes de personnes, s'est retourné contre eux et est une erreur. Deuxièmement : la sécurité d'Israël doit être garantie par la mise en place d'un mécanisme international sur les frontières de Gaza pour empêcher les armes et autres, et garantir la liberté de circulation et de transport. Troisièmement : la bande de Gaza devrait faire partie de la Palestine et l'Autorité palestinienne sera responsable de la sécurité et du désarmement, et des élections équitables, ouvertes et libres, doivent être tenues. Quatrièmement : Gaza devrait devenir le débouché de la Palestine sur la Méditerranée et son port sur le monde, et devrait avoir des liens avec la Cisjordanie. »*

Mais tout cela est illusoire, car les Etats-Unis, qui sont le seul gendarme possible, sont incapables d'intervenir directement sans aggraver leur propre crise. C'est pourquoi ils utilisent l'Union européenne comme un supplétif.

Avec un vocabulaire plus radical, c'est aussi ce que demande le Parti communiste français (dans *L'Humanité dimanche*) avec une politique *« impliquant d'urgence la mise sous protection internationale (…), nécessitant le déploiement de forces internationales sous mandat de l'ONU et des couloirs humanitaires protégés ».*

C'est une autre façon de poursuivre l'enfermement du peuple palestinien. Ce qui est proposé, c'est une mise sous tutelle du peuple palestinien, cette fois-ci par l'intermédiaire de l'Union européenne.

Des forces internationales pour poursuivre, sous une bannière démocratique, le travail de l'armée israélienne, cela ne signifie pas l'ouverture des frontières et le droit de circuler, mais bien un relais pour en assurer le contrôle. Dans le même temps, l'Egypte s'acharne à verrouiller sa frontière. Ses propositions de cessez-le-feu et de négociations pour faire accepter au Hamas qu'une force de l'Union européenne gère le passage de Rafah sont également dictées par son mentor américain et son co-geôlier sioniste.

C'est pourquoi, pour l'impérialisme, pour l'Union européenne, il faut maintenir le cadre pourri jusqu'à la moelle des accords d'Oslo, mais cela ne peut déboucher sur rien d'autre qu'un grand camp de concentration pour Palestiniens.

On nous parle souvent de l'échec d'Oslo. L'échec d'Oslo, c'est l'échec de la tentative de l'impérialisme d'encamisoler le peuple palestinien, d'en faire un peuple de vaincus. L'échec d'Oslo, c'est la marque de la vitalité de la révolution palestinienne, de cette recherche permanente de surmonter les obstacles à l'unité du peuple palestinien.

Aujourd'hui, ce qui est à l'ordre du jour pour de nombreux groupes et militants – avec une conscience claire que la coupure entre la diaspora, les Palestiniens de 1948, les Palestiniens de 1967 est la conséquence du piège d'Oslo –, c'est la reconstitution du mouvement national, le retour à l'OLP des origines.

C'est pourquoi la IVe Internationale met au centre de l'aide qu'elle apporte à la révolution palestinienne l'exigence de la levée du blocus de la Palestine, l'exigence de l'ouverture des frontières, l'affirmation de la souveraineté du peuple palestinien sur ses revendications et sur sa terre. « L'ère d'Oslo est terminée. »

Dessin mural dans un camp palestinien :
"Nous voulons retourner sur notre terre".

Index des noms cités

A
Abbas (Mahmoud) : 11, 157, 162, 175, 186
Abdallah (roi) : 19, 97, 105, 128, 131, 134, 135, 136, 141, 144
Abdullah : 21, 167
Agnew : 109
Al-Barghouti (Mustafa) : 186
Alem (J.-P.) : 126
Arafat (Yasser) : 8, 9, 11, 28, 30, 31, 35, 48, 59, 62, 71, 72, 79, 113, 162, 171, 172, 175, 180, 182, 183
Assad : 25, 69
Attlee : 133

B
Bachar el-Assad : 9, 43
Baker (James) : 30, 164, 179
Balfour : 6, 49, 125, 126, 127, 129, 130, 132, 147, 148, 149, 150
Barak : 71, 72, 77
Barghouti (Marouane) : 11
Baron (Xavier) 15
Bauer : 74, 75
Begin : 20, 26, 42, 67, 68, 70, 171
Ben Bella : 56
Ben Gourion (David) : 6, 7, 19, 48, 49, 131, 135, 141, 152
Bensaïd (Daniel) : 167
Bernadotte (comte) : 136, 137, 153
Bevin : 132, 133
Bildt (Carl) : 187
Boumediene : 56, 173
Brejnev : 172, 173
Bush : 9, 31, 40, 87, 160, 162, 164, 165, 166, 168, 179

C
Cameron : 43
Carter (Jimmy) : 9, 171
Chastenet (Jacques) : 102, 104
Chehab (général) : 103
Chou En Laï : 48
Christopher (Warren) : 34
Churchill (Winston) : 49, 50, 132, 149, 150
Cizling (A.) : 137
Clemenceau (Georges) : 149
Clinton (Bill) : 30, 31, 32, 71, 79, 155, 171, 175, 181
Clot (Zyad) : 15
Corm (Georges) : 15

D
Dayan : 47, 50, 57, 58, 60, 64, 109, 110, 111, 172
Delors (Jacques) : 32, 181
De Soto (Alvaro) : 186
De Witte : 125
Draper (Morris) : 113
Dulles (Foster) : 103

E
Eisenhower : 103
El Yamani : 109

F
Faure : 57
Fahd : 25
Farouk : 21, 105, 166
Fayçal : 103, 127, 128, 173
Fouchet : 57
Franco : 60
Frank : 56

G
Gapone : 53
Gauthier Lucien : 123, 146
Ghali (Boutros) : 34
Ginsburg Asher : 142
Glubb Pacha : 105, 134
Goldman : 109, 110
Gorbatchev : 28, 31
Gouraud : 128
Gresh (A.) : 124, 131
Gromyko : 52, 53, 134, 152
Guichard : 57

H
Habbache (Georges) : 8, 59, 62, 64, 79
Hafez el Assad : 8, 9, 31
Haig (général) : 67
Halevy (Ilan) : 67, 114, 152
Hamilton : 164
Hariri (Rafic) : 163
Hassan (Samir) : 171
Hawatmeh (Nayef) : 59, 62
Herzl (Théodore) : 6, 76, 125
Himmler : 73
Hitler : 50, 68, 109, 110, 131, 166
Hollande : 43, 176
Hugo Victor : 80
Hussein : 24, 28, 34, 48, 49, 50, 53, 54, 55, 57, 58, 59, 60, 64, 65, 109, 111, 127, 155, 172

J
Jabotinsky Vladimir : 129
Jihad (Abou) : 9

K
Kanafani (Ghassan) : 130, 150, 152
Kassem : 103
Kdheir (Mohamed Abou) : 116
Kemal (Mustafa) : 125
Kerry (John) : 117, 176
Khalidi (Rashid) 15
Khazim el-Husseini (Moussa) : 148, 149
Khrouchtchev : 104
Kissinger : 54, 173, 180
Kitchener (lord) : 126

Kossyguine : 48, 53, 57, 173
Kussaï (Abou) : 55

L
Lahoud (Emile) : 162
Lambert (Pierre) : 13, 42, 46, 47, 61, 62, 63, 67, 72, 73, 80, 83, 96, 101, 114, 151
Laurens (Henry) : 148, 149
Lawrence : 49, 126
Lazar (François) : 146, 171, 178
Lénine : 47, 52, 56, 65, 66, 87, 127
Livni (Tsipi) : 117
Lloyd (George) : 126
Lukacs : 52
Luxemburg (Rosa) : 74

M
MacDonald : 130
Malik : 137
Mandel (Ernest) : 51, 56
Mao Zedong : 172
Markos : 104
Marx : 47, 51, 52, 56, 65, 70, 74, 75, 76, 83, 84, 85, 86, 168
Massad (Joseph) : 157, 175
Maury (Abbé) : 75
Mayer (Arno J.) : 15
Mazen (Abu) : 162
Meir (Golda) : 47, 52, 54, 58, 64, 109, 110, 111, 135, 143
Méhémet Ali : 124
Merkel : 43
Michael (B.) : 142
Mohamed (Sidi-Ahmed) : 155
Morgenthau : 74
Morsi : 174
Mossadegh : 105
Moubarak (Hosni) : 31, 173, 174
Murphy : 103

N
Nasser : 8, 48, 49, 53, 54, 57, 61, 62, 63, 64, 103, 107, 109, 111, 172, 173
Netanyahou : 11, 43
Nin (Andrès) : 64
Nixon : 48, 52, 54, 56, 57, 59, 60, 83, 109, 172, 173

O
Obama (Barack) : 11, 40, 43, 178, 185
Olmert (Ehoud) : 142, 143

P
Pablo : 56
Pappe (Ilan) : 15, 157, 182, 184
Peel (William) : 7, 131, 150
Peres : 28
Picot (Georges) : 126, 127
Pinochet : 67
Pompidou : 172

R
Rabin (Itzhak) : 8, 30, 31, 171, 175, 180
Reagan : 28, 113
Rice (Condoleezza) : 163, 165
Rodinson : 48
Rogers : 48, 53, 54, 57, 172
Rommel : 152
Roosevelt : 74
Rosenthal (Yigal) : 184
Rumsfeld (Donald) : 160

S
Sadate : 9, 171, 173
Saïd : 15, 101, 102, 103, 104, 105, 131
Salah (Salah) : 146
Samara (Adel) : 157
Samuel (Herbert) : 130
Sarel (Benno) : 108
Sarrau : 128
Sasson : 144
Schabili (Ahmed) : 58
Seoud (Ibn) : 125
Sékou-Touré : 56
Sélassié (Hailé) : 48
Schoenman (Ralph) : 15, 124, 128, 130, 135
Sharon (Ariel) : 9, 26, 42, 67, 68, 70, 71, 72, 79, 113, 144, 161, 184
Shamir (Yitzhak) : 153
Shertok (Moshe) : 135, 136
Siegman (Henri) : 165, 166
Solow (Herbert) : 93
Spinoza : 74
Staline : 35, 51, 52, 60, 70, 73, 77, 79, 104, 106, 108, 152
Stanley (lord) : 123
Stern : 153
Sykes (Mark) : 126, 127

T
Tantaoui : 174
Thatcher (Margaret) : 67
Thorez : 104
Trotsky (Léon) : 13, 20, 45, 46, 47, 52, 65, 70, 78, 81, 82, 89, 91, 93, 98, 99, 149, 150
Truman : 35, 51, 73, 77, 106, 108, 132

V
Vidal (D.) : 124, 131
Von Plevhe : 125

W
Warchawski : 83, 85
Weinstock (Nathan) : 51, 52, 59, 167
Weisbord (Albert) : 89
Weiszmann (Chaïm) : 126, 127, 130, 148, 149
Weitz (Josef) : 142
Weygand : 128
Wilhem II : 133

Y
Yaalon (Moshé) : 166

Z
Zangwill (Israël) : 142

Photo AFP

Manifestation pour la levée du blocus de Gaza, Londres, le 9 août 2014.

Rédaction, administration et correspondance
(pour tous les pays et pour les versions anglaise, espagnole et française)
87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris - France
Editée par ACTE. Imprimerie ROTINFED 2000 Paris

Revue publiée sous la responsabilité du secrétariat international de la IVe Internationale

Directeur de la publication : Marc Gauquelin

Commission paritaire n°0717 G 84847 - ISSN 0294-359X